CIHEAM

International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies

Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes

Thèse / *Thesis*

requise pour l'obtention du titre

submitted for the degree of

Master of Science

Transition de la collectivisation à la mini-exploitation paysanne en Albanie : analyse de la structure, du fonctionnement et des comportements des agriculteurs dans le district de Lezha

Gjin BIBA

collection "Master of Science" n°46
1998

Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier

CIHEAM

Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes

International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies

Secrétariat Général / *General Secretary*

11, rue Newton
75116 PARIS
Tel.: (33-1) 53 23 91 00 – Fax: (33-1) 53 23 91 01

Instituts Agronomiques Méditerranéens
Mediterranean Agronomic Institutes
(IAM)

Bari – Chania – Montpellier – Zaragoza

IAM – Bari
Via Ceglie 23
70010 Valenzano, Bari, Italy
Tel.: (39) 80 78 06 111 – Fax: (39) 80 78 06 206

IAM – Chania
P.O. Box 85
73100 Chania, Crete, Greece
Tel.: (30) 821 81 151 – Fax: (30) 821 81 154

IAM – Montpellier
3191, route de Mende – BP 5056
34033 Montpellier Cedex 1, France
Tel.: (33-4) 67 04 60 00 – Fax: (33-4) 67 54 25 27

IAM – Zaragoza
Apdo. 202
50080 Zaragoza, Spain
Tel.: (34) 76 57 60 13 – Fax: (34) 76 57 63 77

Transition de la collectivisation à la mini-exploitation paysanne en Albanie : analyse de la structure, du fonctionnement et des comportements des agriculteurs dans le district de Lezha

Master of Science du CIHEAM-IAMM, n°46

Gjin BIBA

1998

L'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse

Ces opinions n'engagent que leur auteur

BIBA (Gjin) - *Transition de la collectivisation à la mini-exploitation paysanne en Albanie : analyse de la structure, du fonctionnement et des comportements des agriculteurs dans le district de Lezha* - Montpellier : CIHEAM/IAMM, 1998 - 174 p - (Thèse Master of Science, IAMM, 1998, Collection Master of Science, n°46)

Avant-propos

Ce travail de Gjin BIBA a été l'occasion de développer une réflexion entre des chercheurs français et des chercheurs albanais sur les réalités agricoles du pays, notamment avec l'Université Agricole de Tirana, où le candidat a été formé.

C'est aussi une matérialisation des liens entre le CIHEAM/IAM de Montpellier, et l'INRA (laboratoire SAD - LECSA) dans une réflexion commune sur les agricultures en transition en Méditerranée.

L'INRA (Direction des Relations Internationales) a contribué à la réalisation de ce travail, dans le cadre d'une convention avec le CIHEAM/ IAM.M, en accordant une bourse Master au candidat et en lui fournissant l'appui dans le laboratoire d'accueil.

Les chercheurs qui ont participé à l'encadrement scientifique de ce travail souhaitent qu'il ait une suite....

Jean PLUVINAGE
Directeur du SAD-LECSA
INRA. Montpellier

François LERIN
Enseignant - Chercheur
CIHEAM/IAM
Montpellier

Sommaire

Pages

Introduction....1

Première partie - **Le grand tournant économique : du plan au marché**....3

Chapitre I - Crises, rupture et transition....5
I. L'Albanie en quelques mots....5
II. Les principales caractéristiques de l'économie planifiée en Albanie (1945-1990)....6
III. De la crise profonde à l'effondrement du système planifié....7
IV. La transition vers l'économie de marché : un engagement dans des réformes radicales....9
VI. Crises, réformes et instabilité : une transition marqué par la force des conjonctures....15

Chapitre II - L'agriculture albanaise : du processus de la collectivisation à la décollectivisation....17
I. L'agriculture dans l'économie nationale....17
II. Les héritages collectivistes....18
III. L'épisode collectiviste de l'agriculture....19
IV. L'agriculture et la transition....23
V. Difficultés d'installation d'une agriculture marchande, comme élément privilégié

Chapitre III - Le district de Lezha - terrain de notre étude....33
I. Les conditions naturelles....33
II. Population et organisation administrative du district....34
III. Lezha : un district aussi riche que pauvre....35
IV. L'agriculture et ses problèmes dans le district....36
V. L'intérêt du district de Lezha pour cette étude....39

Chapitre VI - Approches théoriques choisis et méthodologie utiliseé....41
I. Le choix d'une approche théorique approprie à la réalité albanaise : l'analyse de l'économie paysanne....41
II. Le comportement des agriculteurs sur leur exploitation dans les conditions d'une situation socio-économique instable....45
III. Le processus de la décollectivisation et la mise en place des nouvelles formes d'organisation de la production agricole....46
IV. La méthodologie de la recherche....48

Deuxième partie - **Structures et fonctionnement des exploitations agricoles du district de Lezha**....53

Chapitre V- Analyse du fonctionnement économique des exploitations....55
I. Facteur de différenciation et logique de fonctionnement des exploitations....56
II. Le revenu du ménage paysan du district de Lezha....69
III. Les exploitations et leur degré d'intégration aux marchés....75

Chapitre VI - Les facteurs de la production et leur utilisation....77

I. Le travail....77
II. Le capital des exploitations....82
III Le niveau et les sources d'investissement dans les exploitations agricoles du district....87
IV. La terre....89
Conclusion de la deuxieme partie....90

Troisième partie - **L'émergence de la production pour le marché : prédominance du modèle paysan et lente transformation de l'agriculture post-collectiviste....93**

Chapitre VII - La diversité des nouvelles formes sociales de production et identification des "contours" du nouveau modèle agricole....95
I. Comportement et stratégies des agriculteurs sur leur exploitation....95
II. Esquisse de typologie des ménages paysans en fonction de l'efficacité technico-économique de l'exploitation et de leurs stratégies futures....98
III. Les caratéristiques de chacun des groupes d'agriculteurs identifiés....100
IV. Cinq ans de l'agriculture privée : quels sont les modèles d'exploitations succédant au modèle collectiviste ?....102

Chapitre VIII - Contraintes socio-économiques, lente transformation et politique agricole post-collectiviste....109
I. Les principales contraintes de la mise en place d'un nouveau modèle agricole....109
II. Quelle politique agricole pour l'agriculture post-collectiviste en Albanie....112
Conclusion de la troisième partie....115

Conclusion générale....117

Annexes....121

Bibliographie....155

"A chaque période de son histoire, l'Europe centrale et balkanique a cherché à entrer dans la modernité de l'époque : au Haut-Moyen Âge par la christianisation, au Bas Moyen-Âge par la féodalité, à la Renaissance par la Réforme, jusqu'aux nationalismes et totalitarismes de notre siècle. Cette région a cependant toujours recréé des modes de fonctionnement qui lui sont propres, sans jamais pourtant s'affirmer comme le coeur du continent."

(Philippe LEMARCHAND, *"L'Europe Centrale et Balkanique")*

Remerciements

Mes remerciements s'adressent tout d'abord aux deux dirigeants de cette recherche, Monsieur François LERIN et Monsieur Jean PLUVINAGE. Leurs conseils précieux et les observations efficaces qu'ils m'ont apporté tout au long de ce travail ont été essentiels à son bon déroulement. Puissent-ils trouver ici mes remerciements sincères.

J'exprime ma gratitude à Monsieur Gérard GHERSI pour m'avoir faire l'honneur de présider le jury de mon travail.

Mes remerciements s'adressent également à Madame Florence JAQUET et Monsieur Adrian CIVICI qui ont participé au jury mais aussi pour leur aide et leurs suggestions apportées pendant l'élaboration de cette recherche.

Je suis reconnaissant à Madame Marie-Claude TIGOULET qui a bien voulu corrigé mes nombreuses fautes du français.

Les exploitants agricoles, les responsables administratifs, les experts et les chercheurs qui ont accepté de s'entretenir avec moi, sont trop nombreux pour pouvoir tous les citer. Que tous veuillent bien trouver ici l'expression de ma sincère gratitude.

Par ailleurs, je dois préciser que ce travail n'aurait pas pu être achevé sans l'appui financier de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) et le prolongement accordé par l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAM.M).

Introduction

"On peut dire que le communisme a été une espèce d'anesthésie et que la société se réveille maintenant dans l'état où elle était avant de la subir. Tous les problèmes existant avant [...] reviennent maintenant et chacun s'en trouve surpris". (V. Havel)

Si, en Europe occidentale, on a assisté au cours de l'histoire à la formation progressive de paysanneries indépendantes et propriétaires de leurs terres, en Albanie, le processus a été bloqué dès les années 1950-1960 et la propriété collective a été la seule forme d'organisation de l'agriculture pendant presque quarante ans. La paysannerie est restée dominée durant toute l'époque collectiviste. Réalisée par décret, la réforme foncière de 1946 a procédé au partage des grands domaines seigneuriaux au profit des paysans avec très peu ou sans terres et a contribue à promouvoir un nouveau "modèle paysan", propriétaire de la terre et autonome dans son travail. Mais la collectivisation rapide n'a pas laissé le temps à ce modèle de se structurer et de se consolider. Il a imposé la norme des grands domaines collectifs, entraînant une rupture d'autant plus forte avec la logique d'exploitation paysanne que celle-ci était encore mal consolidée.

L'héritage socio-économique que l'organisation socialiste de l'agriculture visait à liquider, n'était pas tout à fait celui du "féodalisme", complaisamment décrit par les historiens de l'époque, mais c'était l'éradication de toute forme d'agriculture individuelle.

Au lendemain de la chute du régime totalitaire, il était évident que les structures collectivistes n'avaient pas d'avenir parce qu'elles étaient incapables de s'adapter à une logique économique qui leur était fondamentalement étrangère. La privatisation des terres, d'après la loi de la réforme foncière de 1991, a créé à peu près 450 mille exploitations d'une taille moyenne de 1,5 ha. La transformation du mode d'appropriation de la terre et des moyens de production a ouvert une phase de restructuration des unités de production agricole débouchant sur un changement de modèle économique et social en agriculture, dont les contours sont encore flous. Pour que s'accomplissent les mutations des rapports sociaux qui décideront de l'émergence des nouvelles formes de production, il faudra du temps.

Bien que le recul soit encore très court, il devient possible d'esquisser la trajectoire de la décollectivisation et d'entrevoir les formes actuelles d'organisation de la production, qui prennent la succession des exploitations collectives, ménagent la transition post-collectiviste en Albanie. Le sujet de notre recherche porte justement sur l'identification des caractéristiques actuelles de l'agriculture albanaise, ainsi que des conditions de développement de nouvelles unités de production post-collectiviste et les possibilités de la mise en place du nouveau modèle agricole intégré aux mécanismes du marché.

Du fait des conditions actuelles de la transition économique de l'agriculture albanaise, (courte période d'existence des exploitations privées, manque de données suffisantes et situation socio-économique instable), nous avons voulu dans ce travail donner le pas à la recherche empirique par le contact direct avec les acteurs sociaux concernés afin de réunir les matériaux d'enquête permettant d'avoir une meilleure compréhension de ce moment unique dans l'histoire agricole du pays. En s'appuyant essentiellement sur les données statistiques disponibles et les résultats de notre enquête dans le district de Lezha, ce travail montre que la décollectivisation de l'agriculture a fait surgir des micro-exploitations paysannes orientées massivement vers l'autosubsistance. Les éléments socio-économiques que nous avons analysés nous conduisent à dire que la transition de l'agriculture albanaise vers un nouveau modèle agricole intégré aux marchés est lent et se révèle indéterminée encore pour de "bonnes années" si on peut s'exprimer ainsi. L'intégration au marché et la

modernisation de l'agriculture albanaise passe inévitablement par la mise en place d'une politique agricole claire et de long terme.

Notre travail est constitué de trois parties :

La première partie évoque la trajectoire collectiviste de l'économie albanaise et le processus de transition économique engagée depuis les années 1990. Elle est organisée en quatre chapitres ; le premier chapitre est consacré à l'étude de l'environnement économique du pays et de son évolution. Entre crises, ruptures et transition très conjoncturelle, cet environnement est marqué par la forte instabilité, ce qui rend difficilement prévisible l'évolution future de diffèrent secteurs et de l'économie en général. Dans un deuxième chapitre, nous avons décrit d'abord les formes d'organisation et le mode de fonctionnement du modèle collectiviste, comme il a été appliqué en Albanie et ensuite le processus de la décollectivisation avec toutes ses composantes (réforme foncière, politiques agricoles et les nouveaux problèmes avec lesquels sont confrontées les nouvelles exploitations agricoles). Ce sont les problèmes actuels de la transition agricole qui nous ont poussés à poser un certain nombre de questions et hypothèses et qui sont présentées dans ce même chapitre. Dans le troisième chapitre, nous avons présenté le district de Lezha comme terrain de notre travail, avec ses caractéristiques géographiques, administratives et économiques tout en mettant l'accent sur le secteur agricole. Le quatrième chapitre expose l'approche théorique utilisée et la méthodologie de cette recherche. Les approches théoriques utilisées sont essentiellement celles de l'organisation de l'économie paysanne (théorie d'A. Tchayanov sur l'exploitation paysanne, les travaux de L. Malassis sur les exploitations agricoles, travaux de F. Ellis sur l'économie paysanne, etc.), les travaux sur le comportement des agriculteurs dans les conditions d'un environnement socio-économique instable alternée avec les spécificité de la transition économique plan-marché en Albanie.

La deuxième partie porte sur l'identification de divers types d'exploitations paysannes actuelles, par l'analyse structurelle et fonctionnelle de ces nouvelles unités de production agricole à partir de l'exemple du de Lezha. Dans les deux chapitres de cette partie, nous analyserons les facteurs de la différenciation de ces exploitations et leur efficacité technico-économique en nous appuyant sur les résultats de notre enquête menée auprès de 52 ménages paysans de quatre communes différentes du district.

Dans la troisième et dernière partie de notre travail, à partir de l'analyse présentée dans la deuxième partie et des stratégies des ménages paysans enquêtés, nous présentons d'abord les diffèrents groupes d'agriculteurs avec leurs propres caractéristiques. Ces différents groupes d'exploitations ont été placés dans différents modèles agricoles pour essayer d'identifier leur évolution possible et en même temps le contours du nouveau modèle agricole qui tente de se mettre en place. Ensuite, nous présentons les principales contraintes ou points de blocage d'insertion de l'agriculture au nouveau contexte économique du marché libre et quelques réflexions sur la mise en place d'une nouvelle politique agricole post-collectiviste qui permettra le développement et la modernisation de l'agriculture paysanne albanaise.

Première partie

Le grand tournant économique : du plan au marché

Chapitre I
Crises, rupture et transition

I - L'Albanie en quelques mots...

Positionnement géographique

Placée entre 39° 60' et 42° 30' de latitude nord, baignée par les mers Adriatique et Ionienne, l'Albanie se trouve à l'ouest de la Péninsule Balkanique. La superficie totale du pays est de 28 748 km², dont 680 000 d'hectares de surface agricole utile (SAU). Elle est limitée au sud et sud-est par la Grèce et par l'ex-Republique Yougoslave de Macédoine (FYROM); à l'est par le Serbie (Kosovo) et au nord par le Monténégro. La ligne frontalière est de 1 094 km, dont 316 km de côtes.

La population et l'organisation administrative

Actuellement la population totale du pays est de 3,3 millions d'habitants, dont 63 % est rurale. Le taux annuel de la croissance est de 1,8% et le niveau de scolarité de 87% de la population.
Le pays est organisé en 36 districts, 43 municipalités et 315 communes. Au total, il y a 2848 villages et 67 villes en Albanie. La plus grande ville est Tirana (la capitale) avec plus de 400 000 habitants. Les autres grandes villes sont Durres, Shkoder, Fier, Vlore, Korça etc., qui ont entre 70 et 90 mille habitants.

Le climat et relief

Le pays se trouve situé dans le domaine climatique méditerranéen. L'influence des mers à l'ouest et des montagnes à l'est, lui confère un climat très varié. On distingue quatre sous-zones climatiques :

- *la zone littorale du sud:* c'est la zone la plus favorable pour l'agriculture, elle bénéficie de températures moyennes maximales de 26°C (juillet) et minimales de 10°C (janvier), de précipitations annuelles de 800 à 1300 mm dont seulement 12 % entre juin et septembre.
- *la zone littorale centrale et du nord:* a une altitude de 0 à 200 m, des températures moyennes entre 8° et 24°C et des précipitations qui vont jusqu'à 1500 mm/an.
- *la zone des collines allongée du sud au nord* ; situé entre 200 et 600 m d'altitude a des températures moyennes de 3° à 20°C et des précipitations de 800-1000 mm/an.
- *la zone de montagne* au delà de 600 m d'altitude est riche en précipitations, de l'ordre de 3000 mm/an, mais des températures et un relief défavorable à l'agriculture.

L'altitude moyenne du pays est 708 m, soit deux fois supérieure à celle du continent européen.

Les principaux indicateurs économiques (en 1997)

- PIB par habitant : 829 $ USA,
- Part du secteur privé dans le PIB : 75%,
- Part de l'agriculture dans le PIB : 55,5%,
- Population rurale 63% de la population totale,
- Part de la population active agricole dans la population active totale : 48%,
- Salaire moyen : 100 USD (secteur privé), 47 USD (secteur d'Etat).

II - Les principales caractéristiques de l'économie planifiée en Albanie (1945 - 1990)

L'élément fondamental qui distingue un système d'économie centralisée par le système d'économie de marché est que "la première repose sur le critère de coordination par la planification centrale et la propriété collective, et la seconde renvoie à la coordination par la libre fixation des prix sur le marché et à la libre propriété des moyens de production" (Albert. M, 1991). Pendant 45 ans (de 1945 à 1990) l'économie albanaise était soumise au mécanisme de contrôle et de fonctionnement administré, qui était le plan. Les principales caractéristiques de ce type de fonctionnement étaient :

- La coordination par la planification centrale signifiait qu'il n'y avait pas besoin, ni d'un mécanisme pour équilibrer la demande et l'offre des facteurs de la production, ni d'information pour évaluer les coûts d'opportunité de ces facteurs. Les prix n'étaient pas équilibrés par le marché mais étaient fixés administrativement et restaient inchangés sur de longues périodes. Leur fonction était essentiellement comptable.
- Ensuite, ce type de fonctionnement faisait que la monnaie ne constituait pas une créance inconditionnelle sur les ressources réelles. Bien que les mouvements physiques des biens et services donnent lieu à des paiements qui passaient par le système bancaire, ces opérations financières ne devaient en aucun cas gêner l'exécution du plan. Les soldes financiers accumulés par les entreprises ne pouvaient être utilisés librement pour l'approvisionnement aux inputs (disponibles uniquement sur autorisation des autorités du plan) et inversement, les déficits financiers ne limitaient en rien les approvisionnements prévus par le plan.
- La formulation et l'exécution du plan de production à la distribution exigeait la mise en place d'importants moyens administratifs selon une structure hiérarchique allant de la commission du plan au ministère de tutelle des secteurs d'activité et aux entreprises. Dans la mesure où l'élaboration du plan demandait que l'on tienne compte des possibilités techniques de la production, les entreprises disposaient d'une grande marge de manoeuvre pour influencer le plan puisqu'elles pouvaient négocier pour obtenir des contingents de production, des quantités d'approvisionnement et des subventions au titre des salaires. En revanche les ménages bien qu'ils soient libres de dépenser leurs revenus comme ils l'entendent, n'ont pratiquement aucune influence directe sur le plan. Les inadéquations entre l'offre et la demande n'ont généralement pas d'incidence sur l'allocation des ressources, qui reste la prérogative du planificateur.
- Le commerce extérieur, comme tous les autres secteurs de l'économie planifiée, ne pouvait pas se défaire du monopole de l'Etat. Il était strictement contrôlé et centralisé sous l'autorité du ministère du Commerce extérieur, seul compétent pour déterminer la ventilation par produit et par entreprise des exportations et des importations. Inconvertibilité de la monnaie et interdiction aux entreprises et aux particuliers de détenir des devises étrangères ou d'effectuer des opérations de change, montrent bien la position monopolistique de l'Etat dans tous les secteurs économiques. Les prix externes et internes des biens faisant l'objet d'échanges internationaux étaient strictement cloisonnés par divers dispositifs de péréquation aboutissant à un système de taux de changes multiples.

Donc face à ce rôle dominant du plan, l'économie albanaise n'avait guère besoin des instruments classiques de la politique monétaire et budgétaire. La monnaie et le crédit jouaient un rôle passif puisque le règlement ne faisait qu'entériner les directives du plan. Le secteur financier était rudimentaire, composé d'une banque d'Etat qui fonctionnait à la fois comme banque centrale et comme banque commerciale, et de quelques banques spécialisées dans le financement d'activités sectorielles et la collecte de l'épargne des ménages. Le système bancaire n'intervenait pratiquement pas dans la relation entre l'épargne et l'investissement qui s'opérait principalement par une large distribution du revenu "via le budget de l'Etat" (CIVICI. A, 1997).

III - De la crise profonde à l'effondrement du système planifié

La fin des régimes communistes en Europe de l'Est et l'éclatement des "économies de commandement" constitue une nouvelle donnée pour l'ordre économique international et en particulier pour les économies des pays européens. Malgré la chute du rideau de fer en novembre 1989, le disparités économiques entre les deux Europes restent toujours très grandes. D'un côté, on voit des pays occidentaux avec une économie de marché qui servent d'horizon ou de modèle, et de l'autre côté, les pays en transition qui selon les idéologies et selon les forces politiques affichent une volonté de faire une transformation progressive ou une transformation rapide (de "big-bang"). Cette vague de changements et des réformes ne préserve aucun des ex-pays communistes de l'Europe centrale et orientale.

L'Albanie, un des derniers bastions du stalinisme, "décida" en 1991, de s'engager pleinement dans la voie des réformes socio-économiques et politiques. Par la rigueur avec laquelle elle appliquait les principes de la planification centrale de l'économie et du rejet de la propriété privée tout en ayant pour but l'autosuffisance et l'autarcie, elle se distinguait bien par les autres pays ex-communistes de l'Europe de l'Est.

En 1991-1992, compte tenu des conditions du chaos économique, administratif et social dans lesquel se trouvait le pays, le tournant politique était rapide. Mais la transformation d'une économie totalement planifiée à une économie de marché libre était beaucoup plus difficile et plus longue. Les réformes économiques qui avaiet pour but de réaliser cette transformation s'inscrivaient dans le cadre d'un programme global de la transition plan-marché qui était centré sur la stabilisation de l'économie et sur la suppression des restrictions encore en vigueur. Par delà l'euphorie ou la désillusion provoquée par les mutations post-collectivistes, une constante apparaît avant comme après la rupture du régime communiste : le pays traversait une profonde crise économique antérieure d'une bonne dizaine d'années au tournant historique de début 1991.

1 - Les années 1980 : les premiers signaux de la crise

Les importantes ressources extérieures que le pays avait jusqu'à la fin des années 1970, apportées d'abord par l'Union Soviétique et puis par la Chine, avaient permis d'amortir l'effet de distorsion introduit dans les prix relatifs, des subventions à la consommation et à la production, et du déséquilibre croissant entre l'offre et la demande. Le taux de croissance annuelle de 5% en moyenne durant les années 1970, n'est plus que de 1% pour les années 1980[1] . La première moitié des année 80 se termine avec un taux de croissance annuel de 2% et il est devenu légèrement négatif durant la deuxième moitié de cette décennie. Cette chute du taux de la croissance est attribuée essentiellement à la vétusté des équipements, au retrait de l'aide extérieure et à la forte irrégularité de la production agricole. L'Albanie investissait beaucoup pendant les années 70, surtout dans l'industrie lourde et le bâtiment. En moyenne, l'investissement net a connu une diminution annuelle de 0,8% en 1980-1985 et de 2,4% en 1986-1990. L'abaissement de taux d'investissement dans les années 80 est lié à l'augmentation de la consommation par rapport à la production et au tarissement du financement extérieur. La crise qui touche la croissance économique et les investissements ne préserve pas non plus la baisse de la productivité du travail, d'une main-d'oeuvre de plus en plus nombreuse, et l'accroissement du chômage. Le taux officiel du chômage passa de 4,4% en 1980-1985 à 8,5% en 1990. Quant aux salaires, fixés pour toute la durée des plans quinquennaux, ils n'ont guère évolué d'un plan à l'autre. Depuis 1975 jusqu'à 1990, la valeur nominale du salaire effectif moyen n'a pratiquement pas changé. Au cours de la période 1980-1990 les prix de gros n'ont globalement pas changé : ceux d'industrie et du bâtiment ont diminué, ceux du secteur agricole ont augmenté; quant aux prix de détails, ils n'ont enregistré aucune variation depuis 1982.

[1] Bulletin de FMI, mars 1993, pp77-80.

Pour la première fois durant le septième plan quinquennal (1981-1985), un nouveau phénomène économique est apparu ; il s'agit du déficit budgétaire qui en 1985 est de 3,5%. Ce déficit est le résultat de l'alourdissement de programme des subventions de l'Etat pour les entreprises qui travaillent à perte et par l'augmentation du déficit de la sécurité sociale à cause de la croissance démographique rapide (à un taux moyen de 2% par an). En 1988, le déficit était de 5,9% et passa à 9,5% en 1989 puis à 16,6% en 1990. Cette hausse rapide est dûe essentiellement à la détérioration des soldes du commerce extérieure et à la baisse de la rentabilité des entreprises qui ne cessait pas de décroître. Pour financer le déficit de sa balance des paiements, l'Albanie, ayant pratiquement épuisé ses réserves en devises, a fait appel à des emprunts extérieurs.

2 - 1990-1992 - l'effondrement du système planifié

La tentative de l'introduction de "nouveau mécanisme économique" décidée au début de 1990 et qui visait de donner l'autonomie aux entreprises et permettait l'existence d'un marché libre des produits alimentaires, a aggravé la situation du pays. Les prix des produits alimentaires sur le marché libre ont flambé et les magasins d'Etat étaient vides. Le rationnement était imposé pour tous les produits de consommation, les queues devant les magasins étaient le symbole d'une pénurie généralisée. Symptômes manifestes de la crise économique profonde, les troubles sociaux se sont multipliés en 1991 et trois gouvernements qui se sont succédés durant la même année, tentaient d'endiguer la débâcle de l'économie.

Les données économiques pour l'année 1991 indiquent une baisse de 24% pour la production agricole brute et de 34 % pour la production industrielle. Tandis que l'offre se ressentait de la pénurie d'aliments, des interruptions de la production et des difficultés à importer des produits essentiels, la demande a continué à croître rapidement sous l'effet de fortes augmentations des salaires nominaux et du débridement budgétaire et monétaire. La baisse de la production est en partie imputable au manque d'engrais, de semences, de pesticides et de pièces détachées, ainsi qu'aux incertitudes persistantes en matière de droit de propriété. A ces graves difficultés de la production se sont ajoutés l'effondrement du système de commercialisation de l'Etat et l'insuffisance des transports.

A la fin 1991, la plupart des entreprises de l'Etat dans les secteurs industriels avaient fermé leurs portes ou travaillaient largement au dessous de leur capacité. Les salariés mis en chômage technique étaient payés à 80 % de leur salaire. Selon les chiffres officiels, le chômage arriva à 30% de la population active soit environ de 400 000 personnes sur un nombre total de 1,3 millions d'actifs. Quant au déficit budgétaire, il etait à la fin de 1991 de 3,2 milliards de leks, soit 34 % du PIB. Ce déficit obligea les autorités à geler tous les investissements prévus et donc à réduire considérablement les dépenses publiques.

Le volume du commerce extérieur qui dépassait 900 millions de dollars en 1980, n'était plus que 500 millions en 1990. A partir de mi-décembre 1990, le pays connaissait une quasi paralysie de ses activités économiques. En mars 1991, toute exportation des produits alimentaires était interdite et toutes les devises (il y en avait très peu) devaient être désormais consacrées à l'importation des biens de première nécessité. En juin 1991, le programme des exportations était réalisé à 22 % et celui des importations à 33%. Le déficit de la balance des paiements passa de 96 millions de dollars en janvier 1991, à 254 millions en mai 1991. L'inflation était de 35,5 %, la production industrielle et agricole a chuté en 1991, de 30% par rapport à 1990 et les recettes des exportations servirent à peine à rembourser les intérêts de la dette externe

.

Durant l'année 1992, les indicateurs économiques ne cessaient pas de se détériorer et la situation économique du pays continue de chuter (cf. tableau n° 1). La production industrielle a connu une chute de 60% (le secteur industriel était presque totalement paralysé), la production agricole a chuté de 18 %, l'inflation connaît une augmentation spectaculaire de 237% et le chômage est de 37%. Dans

les conditions d'une quasi paralysie de l'économie nationale, c'est seulement grâce à l'aide alimentaire, accordée par la communauté internationale, que le peuple albanais traversa cette période difficile de 1992.

IV - La transition vers l'économie de marché : un engagement dans des réformes radicales

C'est à 1992 que l'Albanie s'engage pleinement dans le processus des réformes économiques pour transformer son économie presque totalement paralyser par la crise à une économie de marché. Face à la débâcle économique et l'inexpérience dans ces types des changements, le nouveau pouvoir post-communiste devrait faire des choix rapides et justes. Même si encore aujourd'hui, six ans après la mise en place de la plate-forme des réformes pour réaliser la transition économique, il est difficile de dire si elles étaient les meilleures possibles, une chose est sure que malgré la douleur qu'elles apportent pour la population, ces réformes étaient absolument indispensables pour s'engager dans la voie du marché.

1 - La voie de la transition : “Rupture” avec le systéme centralisé et “libéralisme” économique

L'analyse économique de la rupture du système centralisé reposait sur des notions nouvelles qui très vite deviennent des maîtres-mots, comme libéralisation, privatisation, insertion dans l'économie mondiale, stabilisation macro-économique, transition vers l'économie de marché, décentralisation, thérapie de choc..... etc. En Albanie, comme dans les autres pays de l'Europe de l'Est, la "marchéisation" (D. Stark et L Bruszt, 1996) et la rationalité économique constituent des fins en soi pour les néo-libéraux post-communistes. Pour arriver à leurs objectifs économiques, il fallait appliquer une politique économique libérale, qui signifiait :
- la destruction de l'Etat-Parti, en lui coupant le "bras long" de la main visible en économie,
- l'Etat pouvait privatiser, mais il lui devenait formellement interdit de nationaliser, en ce sens que la privatisation devenait l'élément principal d'une sorte de "constitutionnalise économique",
- les marchés ne constituent pas un objectif, mais un moyen de la transition vers le nouveau modèle économique.

Désengagement de l'Etat, privatisation, libéralisation... etc., c'est très bien, mais la question qui se posait, dans les conditions de manque des marchés organisés et d'unités de production efficaces était de savoir; par où il faut commencer ? Quel chemin doit-on suivre ? A quel rythme doit-on réaliser ces transformations qui s'accompagneront inévitablement d'un ajustement douloureux ? Une telle absence de point de départ pour une nouvelle politique économique, rappelle cette histoire dans laquelle un Irlandais de la campagne profonde doit repondre à la question : "Quel est le meilleur chemin pour Dublin?" Il réfléchit un moment, puis répond : "Ne partez pas d'ici." Pour les libéraux post-communistes de l'Albanie de 1992, égalment il fallait trouver le meilleur chemin vers le capitalisme. Aprés de longs débats entre les néo-liberaux et les néo-étatiques, ce sont les idées des premiers qui l'emportent sur celles des autres.

Le chemin choisi est celui d'une transition rapide qui signifie une rupture brutale avec l'ancien système. La nécessité d'une telle démarche est justifiée pour trois raisons :

- L'expérience du passé avait montré que des réformes partielles et graduelles, comme celles des années 1985-1990, ne peuvent que donner des résultats très limités.

- Seule une politique économique libérale qui signifiait la privatisation rapide du secteur étatique, une libéralisation totale des prix à la production comme à la consommation et une libéralisation des

échanges extérieurs, pouvaient substituer le rôle tout puissant de l'Etat en économie par des acteurs privés. Cette politique libérale de la transition servira aussi à écraser la résistance de l'ancienne nomenclature bureaucratique aux changements socio-économiques vers l'économie du marché.

- L'année 1991-1992, le pays a connu une quasi-paralysie de ses activités économiques. L'économie était plongée dans une crise profonde, à tel point qu'elle ne permettait pas un passage graduel à l'économie de marché. Seules des réformes rapides et complètes, aussi douloureuses soient-elles, pouvaient sortir le pays de ce chaos économique dans lequel il était.

2 - Le programme de la transition plan-marché

La mise en place d'un nouveau système fondé sur les principes de la démocratie moderne demandait l'entreprise de réformes radicales qui devaient changer à la fois le visage politique, institutionnel et économique du pays. Si au niveau politique la plus grande réforme était la suppression du monopole du PTA (Parti du Travail d'Albanie) et la mise en place d'un système pluraliste, au niveau économique et institutionnel, les réformes demandaient plus de temps et devaient s'étaler sur le moyen et long terme.

Ce changement politique fait entrer le pays dans une nouvelle ère : l'ère de la transition de l'économie centralisée vers l'économie du marché. Si au niveau micro-économique, il faut changer les comportements et vivre au rythme du marché, sur le plan macro-économique, la question centrale est celle des réformes structurelles. Ces réformes structurelles signifient une transformation radicale des mécanismes économiques en place, en redonnant la priorité aux décisions décentralisées des acteurs.
Le programme de la transition qui visait à réaliser la transformation vers l'économie de marché peut être rassemblé autour de trois axes principaux qui sont:

a - Stabilisation macro-économique
Dans les conditions d'une économie en proie de l'hyperinflation d'un grand déficit budgétaire et soumise à la contrainte de l'ouverture vers l'extérieure, la priorité immédiate était en effet la stabilisation de la conjoncture et l'ajustement de la balance des paiements. Le pays devrait trouver la maîtrise du budget, de la monnaie et de se doter d'un régime de taux de change conforme aux lois du marché, qu'il assurera sur la base d'une politique financière et salariale rigoureuse. Dans la mesure de la profondeur de la crise à résoudre et de l'ampleur des transformations à réaliser, la stabilisation macro-économique y était une préoccupation de long terme et pas seulement une "purge" momentanée.

b - Libéralisation des prix, privatisation et restructuration des entreprises
Au niveau micro-économique, il fallait porter remède au manque de discipline financière dont souffrait la gestion des entreprises publiques, aux rigidités des marchés des biens et services, crée des conditions de concurrence loyale entre les acteurs économiques et encourager l'initiative privée par le développement du secteur privé. Dans le secteur du commerce extérieur, les réformes doivent supprimer les obstacles juridiques aux investisseurs étrangers, libéraliser le commerce extérieur et assouplir les restrictions de change.

c - Reforme institutionnelle et redéfinitions du rôle de l'Etat
La période socialiste de l'Etat tout-puissant avait laissé comme héritage non seulement des marchés faibles mais aussi un Etat faible[2]. Le retrait de l'Etat de l'économique et le démantèlement de la propriété étatique ne signifie pas forcément une évolution vers l'économie de marché libre et encore plus un fonctionnement parfait de cette économie. Il existe toujours le risque que ce désengagement de l'Etat soit récupéré par des groupes qui ont des intérêts bien particuliers voir mafieux. Dès lors,

[2] Nous utilisons ici le terme "faiblesse de l'Etat" dans le sens d'"incapacité" à faire face à la gravité de la crise économique où etait plongé le pays.

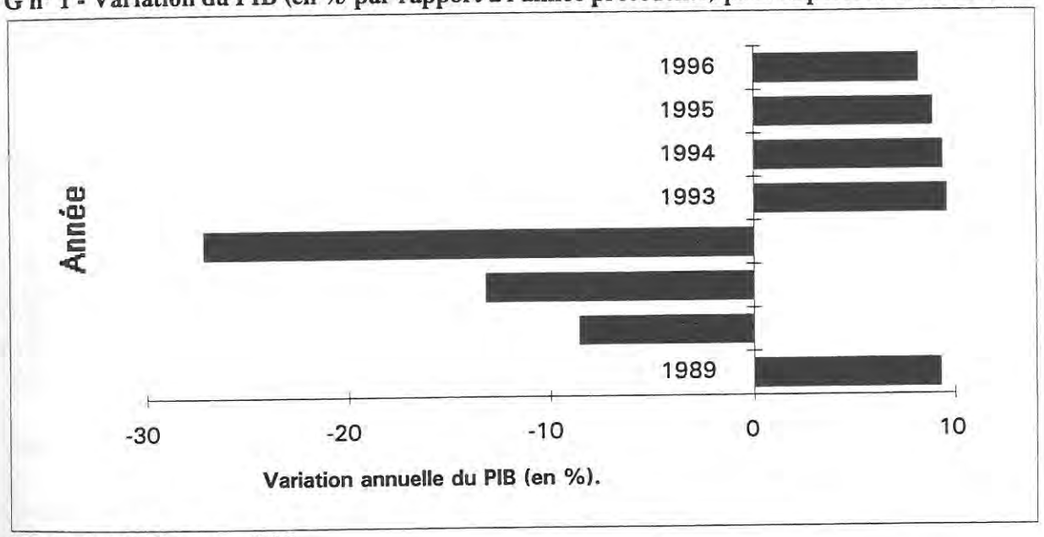
définir le rôle de l'Etat devient essentiel pour réaliser la transformation économique. Supprimer les subventions accordées aux entreprises, libéraliser les marchés internes et externes, construire le cadre juridique nécessaire au développement du secteur privé et enlevé les obstacles en place pour les investissements étrangers, constituent le nouveau rôle d'Etat. Dans le nouveau contexte économique, l'Etat ne doit pas seulement se contenter de la mise en place de la propriété privée, par la privatisation des actifs collectifs, mais il doit veiller au respect de cette institution aussi fondamentale que symbolique de l'économie capitaliste.

V - Redressement et instabilité du nouveau système économique

1 - La reprise de la croissance

Après trois ans de recul, de 1990 à 1992, l'économie albanaise a connu quatre années d'expansion rapide. La croissance économique de 9,6% constaté en 1993 se confirme aussi en 1994, 1995 et 1996, avec des chiffres respectifs de 9,4%, 8,9% et 8,2%.

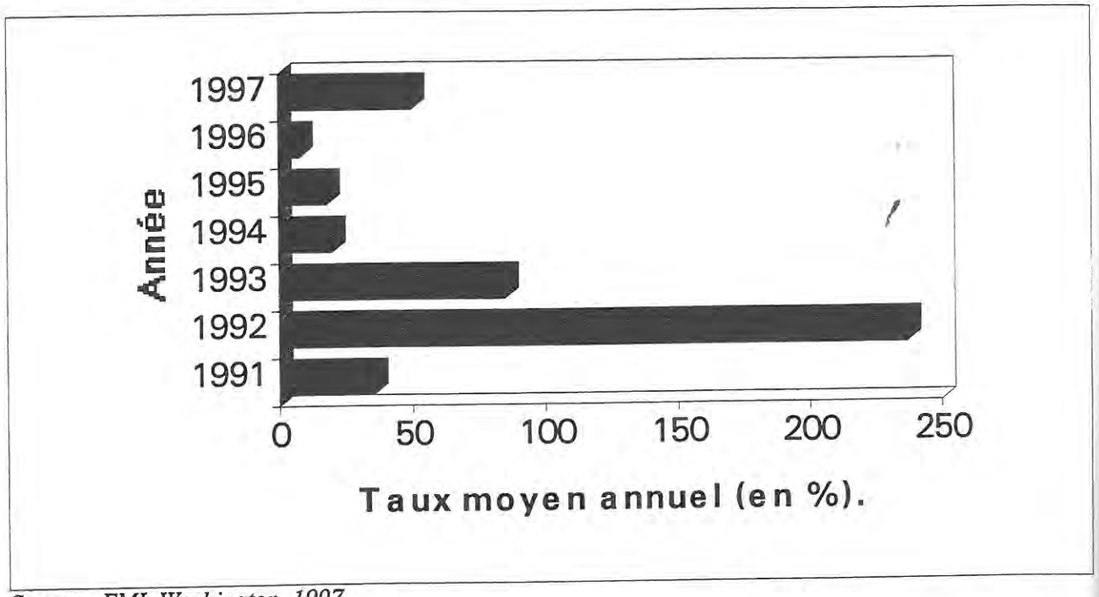
G n° 1 - Variation du PIB (en % par rapport à l'année précédente) pour la période 1989-1996.



Source : OCDE, Paris, 1997.

Tandis que la production industrielle ne pouvait pas s'effondrer d'avantage, l'agriculture, les services et la rentrée des devises des quelques 300 000 Albanais travaillant à l'étranger, ont constitué les principaux supports de la croissance. Grâce à la coopération étrangère dans le secteur du chrome et de l'agro-industrie, la production industrielle a commencé à donner de timides signes d'amélioration à partir de 1994. Les gigantesques combinats, exemple de la "réussite" d'une politique socialiste d'industrialisation du pays, sont abondonnés et tombent en ruines. Cet état sinistré de l'industrie a êntrainé une chute de la production industrielle ; par rapport à 1989, la production de 1996 n'etait plus que de 28%.

Graphique n° 2 - L'inflation (pourcentage de variation des prix à la consommation, fin d'année) pour la période 1990-1997.



Source : FMI, Washington, 1997.

Sous la tutelle du FMI, un grand effort est fait en ce qui concerne la maîtrise du taux de l'inflation. L'inflation est passé de 85% en 1993 à 20% l'année suivante, à 12 % en 1995 et à 8% en 1996.

T n° 1 - Principaux indicateurs économiques de l'Albanie pour la période de la transition (1991-1996).

Indicateurs / Année	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**19**
PIB (milliard de dollars)	1 431	1 125	1 250	1 945	2 445	2 9
PIB (évolution en % par rapport à l'année précédente)	- 10	- 27,2	9,6	9,4	8,9	8,
PIB par habitant (en dollars, en parité de pouvoir d'achat)	351,4	342,9	369,0	592,1	744,4	82
Inflation (moyen du taux annuel)	35,5	237	85	20	12	8
Déficit budgétaire (en % de PIB)	-44	-22	-16	-14	-8,1	-7
Production industrielle (1990 = 100)	43,2	39,8	35,8	35,1	37,1	39
Production agricole (1990= 100)	73,8	84,5	96,7	103,3	116,8	12
Construction (1990 = 100)	82,3	74,5	96,7	111,2	121,7	13
Structure du PIB (en %) :						
- industrie	31,6	16,9	13,9	12,4	11,5	11
- agriculture	39,8	54,2	54,6	55,1	53,9	5
- construction	8,7	7,6	9,1	9,5	9,8	9
- autres	19,9	18,3	19,4	19,6	19,5	19
Part du secteur privé (en %)	--	--	--	--	65	7
Investissement (en % du PIB)	4	4	9,6	14	19,5	2
Taux de chômage (en %)	28,7	26,8	24,2	12,5	14,1	1
Exportations (millions de dollars USA)	69	70	112	141	205	2
Importations (millions de dollars USA)	377	524	602	601	679	8
Solde commercial (millions de dollars)	- 308	- 454	- 490	- 460	- 474	-

Source : Albanian Institute of Statistics; FMI; Albanian Ministry of Finance; Bank of Albania; Albanian Ministry of Lobour and Social Protection.

Durant la période 1993 - 1996, le pays semblait trouver une grande stabilité par rapport aux années 1990-1992 qui correspondaient avec la chute de la dictature. Après les élections démocratiques de mars 1992, l'Albanie a continué à s'ouvrir dans le sens de la formulation d'un Etat de droit, tout en s'efforçant de faire avancer l'économie vers une privatisation accélérée et le développement d'un marché libre.

2 - Le processus de la privatisation et sa progression

L'année 1995 fut, pour le gouvernement albanais, l'année de la privatisation de masse. En plus de la privatisation totale de la terre, qui était achevée en 1993, environ 22 000 unités employant en moyenne deux personnes étaient privatisés aussi. Sur ces unités privatisées, seules 800 parmi elles avaient un personnel de plus de 50 personnes. En 1996, le secteur privé représentait 65% du PNB (Produit National Brut) et cela notamment en raison de la privatisation totale de l'agriculture mis en oeuvre à partir de 1991, puis dans le secteur du logement en 1993 et parallèlement à la myriade des "micro" - activités privées apparues dans le secteur du petit commerce, des services et de la construction.

Cette forte contribution à la formation du PNB s'explique également par la paralysie encore importante du secteur industriel dont la majeure partie des actifs est encore aux mains de Etat. La méthode utilisée dans le cadre de la privatisation lancée en 1995 repose sur la méthode des coupons. Tout citoyen albanais (âgé de 18 ans à la date du 1er août 1991) pouvait recevoir des coupons d'une valeur comprise entre 500 et 1000 dollars à condition de ne pas avoir déjà bénéficié de la privatisation de la terre. Selon certaines sources, 90 000 personnes auraient bénéficié de cette distribution de coupons.

La méthode utilisée jusqu'au 1995, et qui avait permis la privatisation d'un certain nombre d'unités employant chacune moins de 300 personnes consistait à une vente aux enchères. Cette méthode de privatisation auraient bénéficiés, dans 40% des cas aux salariés des entreprises concernées et dans 30% des cas aux personnes reconnues comme ayant souffert des persécutions politiques durant l'ancien régime.

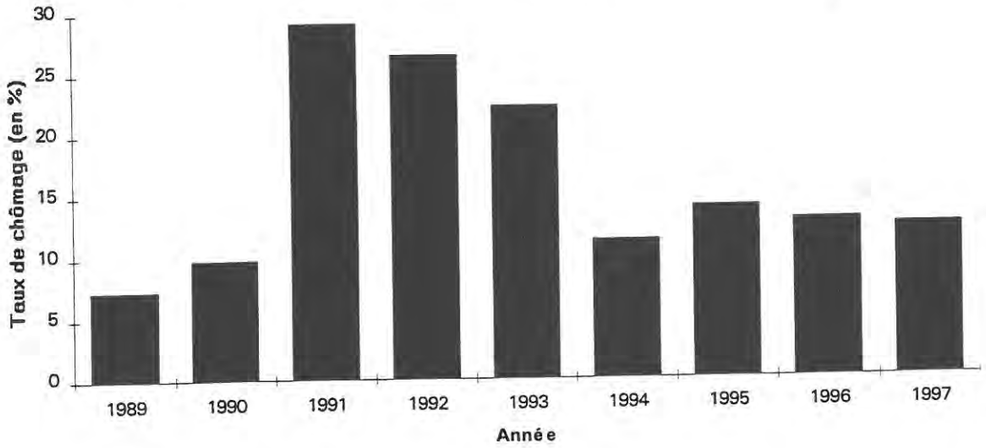
3 - Force de travail, exode rural et marché de l'emploi

La population totale du pays, en 1996, était de 3,32 millions d'habitants, soit une densité de 108 habitant par kilomètre carré. A cause de la croissance démographique rapide (le taux moyen de la croissance annuelle était de 2,2% entre 1970 et 1990, et de 1,7% entre 1991-1997) la population albanaise est très jeune. L'âge moyen est de 27 ans et l'espérance de vie de 72 ans. En 1996, 59% des familles albanaises sont composées de 4 à 6 membres et seulement 16% comptent 7 à 9 membres. La politique de la planification générale de l'économie, appliquée durant quatre décennies, interdisait formellement la libre mobilité de la population. Les familles rurales pouvaient aller habiter dans les zones urbaines seulement avec l'autorisation des autorités, lesquelles prennent en compte les besoins de l'emploi de chaque zone.

En 1990, 65% de la population habitait dans les zones rurales. Malgré la suppression des barrières à la libre mobilité de la population introduit par les reformes de 1991-1992, la population rurale a peu diminué et actuellement représente 63% de la population totale. A cause du manque d'opportunités de travail et de logement dans les zones urbaines, l'exode rurale, très spontané, a touché seulement des zones montagneuses très difficiles du nord (Kukes, Diber, Tropoje, Puke, Mirdite...etc.) et a contribué à la création des bidonvilles autours des grands centres urbaines comme Tirana, Durresi, Shkodra, Fieri... etc. La population active du pays est de 1,44 million soit 44% de la population totale. Pendant les vingt derniers années qui ont précédé la chute du communisme, la structure de l'emploi a peu ou pas changé. Le secteur agricole employait 49% de la population active, l'industrie 22%, la

construction 7%. Aujourd'hui, avec la chute spectaculaire du secteur industriel, l'agriculture, le petit commerce, l'artisanat et l'émigration sont les principaux secteurs de l'emploi. L'agriculture à elle seule "occupe" 48% de la population active. L'émigration est aussi très importante, le nombre des Albanais qui travaillent à l'étranger (souvent comme des ouvriers saisonniers) est estimé entre 250 et 300 mille. Le chômage, depuis les années 1980, l'incapacité de l'économie à absorber l'augmentation rapide de la force de travail a fait que pour la période 1980-1986 le chômage était de 4,4% et de 9,8% en 1990. Le graphique n° 3 montre la variation du chômage pendant la période 1990-1997.

Graphique n° 3 - L'évolution du taux de chômage (en %) pour la période 1989-1997.



Source : Ministère d'emploi et de l'assistance sociale, Tirana, 1997.

4 - Les années 1996-1997 : faillites des sociétés pyramidales et crise de confiance

La chute du régime communiste en 1990 avec la suppression du monopole politique du parti était accompagnée à la fois par un grand enthousiasme de la libéralisation et une angoisse face aux transformations à accomplir. L'enthousiasme de la chute du régime totalitaire et l'optimisme de la transition s'essoufflent lorsqu'il apparaît, en 1992, que la mutation de l'économie planifiée en économie de marché sera beaucoup plus lente et plus chaotique que ne le laissait présager la rapidité de l'effondrement du pouvoir politique. "Les économistes optimistes et libéraux avaient sans doute négligé de prévoir que si l'on peut renverser un régime politique faiblement légitime en quelques heures, organiser des élections démocratiques en quelques semaines et stabiliser l'économie en quelques mois, il n'était pas possible de bouleverser fondamentalement les institutions économiques dans les mêmes délais et encore moins d'éradiquer des structures industrielles non compétitives ou d'inculquer aussi vite des comportements économiques adaptés au marché" (V. ANDREFF, pp. 8-9). Quant à construire intégralement un nouveau système économique en quelques années, le doute s'est propagé dans les populations est-européennes les plus enthousiastes au sujet de la transition.

L'effondrement d'une dizaine de pyramides financières entre novembre 1996 et février 1997 a été à l'origine d'une crise économique et politique sans précèdent. Même si la croissance économique en 1996 était d'un taux de 8,2 %, ce qui plaçait l'Albanie à la tête du groupe des pays en transition, l'importance prise par les sociétés d'usure qui d'après les estimations auraient englouti plus d'un milliard de dollars, a amené l'Etat au bord de l'éclatement. L'aggravation du déficit budgétaire (évaluée à 15 millions de dollars en 1996) et du déficit commercial (600 millions de dollars) ajoutés à l'archaïsme d'un secteur bancaire encore étatique et totalement inefficace face à un secteur privé en

pleine expansion assurant au moins 75% du PIB, obligent à considérer avec une certaine réserve ces résultats. Face à une nouvelle libéralisation des prix du pain, du gaz et du kérosène ainsi que l'introduction d'une TVA de 12,5 ù à partir de 1er juillet (la TVA visait toutes les entreprises aux chiffres d'affaires supérieurs à 2 millions de leks, soit 20 000 dollars), l'inflation dépassait 10 %.

Le phénomène des sociétés financières "informelles" proposant des taux de rémunérations exorbitantes à leurs déposants, n'était pas propre à l'Albanie la même supercherie était connue à des autres pays en transition comme la Russie ou la Roumanie. La différence du cas albanais réside dans l'irresponsabilité totale dont ils ont fait preuve non seulement las autorités mais la classe politique toute entière. Avec un taux d'intérêt qui variait entre 8 et 30 % par mois (surtout en 1996) ces compagnies ont ruinés des milliers d'albanais qui ont mis leurs épargnes attirés par "une très belle opportunité d'investissement" qui était difficile à lui résister. Les montants investies s'enlèveraient, selon les sources, à un milliard de dollars, voir 1,2, soit l'équivalent de 30 à 40 % du PIB du pays.

Les dépôts mises dans les pyramides proviennent :
- des envois de devises des travailleurs albanais à l'étranger (surtout Grèce, Italie), dont l'impact à été déterminant dans le redressement de la croissance économique du pays,
- des revenus tirés par les particuliers de la venté de leurs logements, terres ou bétail,
- enfin, de commerce et trafics en tout genres : drogue, armes, passages des clandestins vers l'Italie, commerce avec les ex-republiques Yougoslaves durant la période de l'embargo, etc.

VI - Crises, réformes et instabilité : une transition marquée par la force des conjonctures

Ce bref exposé sur la situation macro-économique du pays, que nous venons de présenter, nous permet de rendre compte de l'ampleur de réformes engagées depuis 1990 pour transformer l'économie et la société albanaise vers un nouveau système socio-économique et politique plus juste et plus démocratique. L'effondrement du système centralisé, en 1990-1992, avait plongé le pays dans une crise économique profonde. Après la chute du régime politique, tous les efforts était concentrés sur le redressement de l'économie. Malgré les résultats positifs réalisés entre 1993-1996, l'effondrement du système financier dit "pyramidal" à 1997, a montre la fragilité et l'instabilité du nouveau système mise en place durant ces années de transition. Le secteur industriel se trouve presque quasiment paralysé, le chômage ne diminue pas, l'inflation a du nouveau augmenté et l'agriculture totalement privatisée depuis 1993, connaît une lente transformation. Entre ces mouvements de crises, réformes et instabilité, la transition économique en Albanie reste largement marquée par la force des conjonctures et demeure inachevée encore pour des années à venir.
Actuellement, l'économie albanaise est dominée par le secteur agricole qui présente plus de la moitié du PIB et presque d'autant d'emplois. L'agriculture a été le premier secteur économique soumis à un changement radical de formes sociales d'organisation. De 97% étatique, deux ans après, elle était entièrement privée.

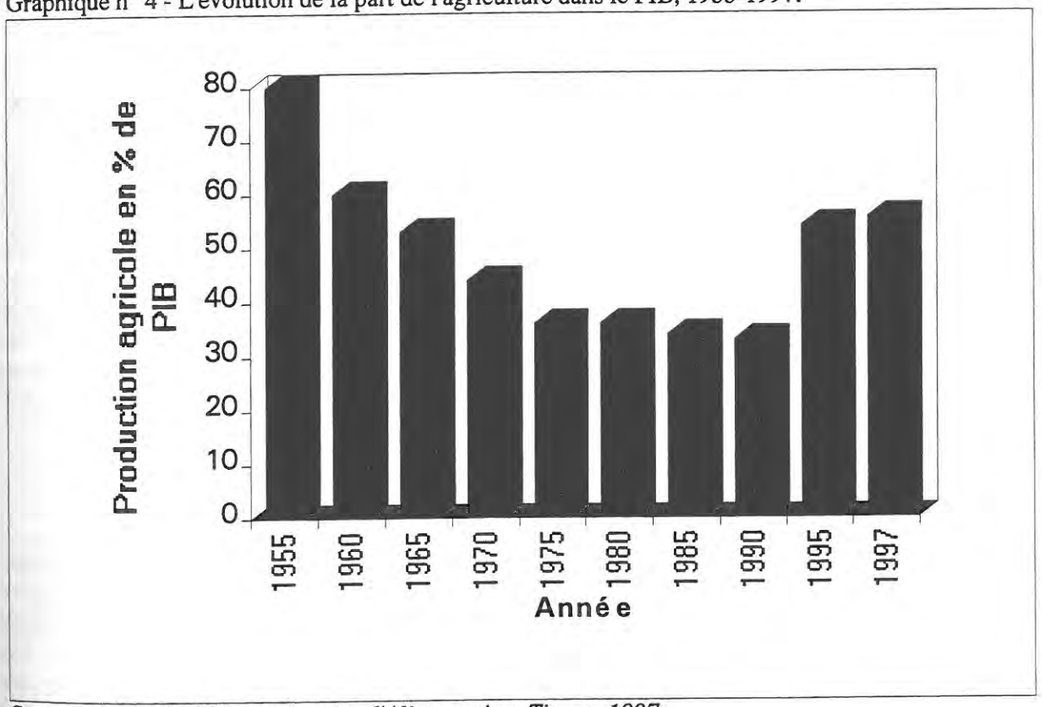
Mais quelle que soit la voie choisie pour réaliser cette transition, il sera intéressant de connaître le processus de développement et de différenciation des mini-exploitations paysannes sorties des grands domaines collectifs et de comprendre le sens de décisions prises par les agriculteurs qui pendant plus de quarante ans ont été soumises à ce qu'on a appelé le "deuxième servage". Tout au long de ce travail, nous essayerons d'analyser ce processus de développement et de différenciation des exploitations agricoles paysannes à partir de l'exemple du district de Lezha, au nord-ouest de l'Albanie.

Chapitre II
L'agriculture albanaise : du processus de la collectivisation à la décollectivisation

I - L'agriculture dans l'économie nationale

L'Albanie est un pays avec une économie essentiellement dominée par la production des biens de première nécessité et plus particulier des biens alimentaires. Malgré la politique d'industrialisation forcée du pays qui était entreprise dans les années 1960, l'agriculture est toujours restée le principal secteur de l'économie en terme d'emploi et un secteur très important en terme de revenus. En 1989, l'agriculture participait pour 33 % du PIB et employait 49 % de la population active. Son poids relatif dans la production intérieure brut a considérablement augmenté depuis 1990. Cette augmentation s'explique avec la chute de la production des autres secteurs économiques du pays et notamment du secteur industriel qui est passé de 45 % de PIB en 1989 à 11,7 % du PIB en 1996.

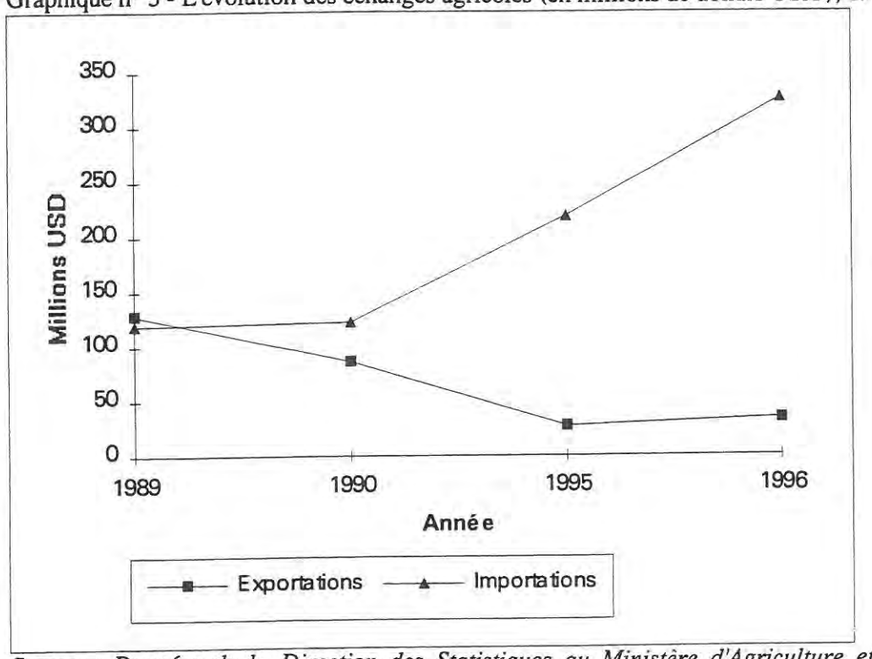
Graphique n° 4 - L'évolution de la part de l'agriculture dans le PIB, 1955-1997.



Source : Ministère d'Agriculture et d'Alimentation, Tirana, 1997

En terme d'échanges extérieurs, les produits alimentaires comptaient, en 1989, pour 20% dans les exportations totales du pays et les importations du secteur agricole étaient de 12% des importations totales. Le graphique 5 nous montre l'évolution des échanges agro-alimentaires pour la période 1989-1996. Malheureusement, il nous a été impossible d'avoir les données sur un grand nombre d'années mais le graphique montre surtout la tendance des échanges pour la période de la transition.

Graphique n° 5 - L'évolution des échanges agricoles (en millions de dollars USA), 1989-1996



Source : Données de la Direction des Statistiques au Ministère d'Agriculture et d'Alimentation, 'Tirana 1997.

Comme le montre le graphique n° 5, le volume des échanges, depuis 1989, a évolué au profit des importation. Les exportations ont connu une chute de presque 74 %, alors que les importations agro-alimentaires ont presque triplé pour la période 1989-1996. En 1996, le solde de la balance commerciale du secteur agro-alimentaire était de -292 millions de dollars. La chute de la production, l'augmentation de la demande et le replis des mini-exploitations paysannes sur elles-mêmes sont à l'origine de cette détérioration de la balance agro-alimentaire. Mais avant d'analyser le fonctionnement de ces mini-exploitations et le comportement des agriculteurs, nous nous proposons de présenter l'évolution des formes d'organisation de l'agriculture albanaise depuis la réforme foncière de 1946 jusque'à la réforme de 1992-1993.

II - Les héritages collectivistes

Les mutations qui ont précédée la sortie du "modèle collectiviste"[3] et la volonté politique affichée depuis 1991 un changement radical, ne peuvent pas faire table rase du passé en gommant un hiatus de quarante années de politique agricole collectiviste. Il nous a paru important de replacer l'analyse dans une perspective historique, ne serait-ce que parce que les héritages socio-culturels et économiques ont indirectement déterminé le mode de privatisation des moyens de production et vont orienter les représentations des acteurs dans leurs choix du nouveau modèle agricole. La prise en compte de cet arrière-plan historique, depuis la réforme agraire de 1946 jusqu'au moment de la réforme foncière de 1991-1992, est l'objet de ce chapitre.

[3] M. C. Maurel décrit le modèle collectiviste comme; "un modèle de production, fondé sur l'appropriation sociale de la terre et des moyens de production, l'organisation collective du travail, la généralisation d'un rapport de type salarial ou sein des grandes unités de production, qui s'inscrit dans le cadre d'une économie administrée limitant l'autonomie de gestion des opérateurs économiques". (M. C. Maurel "La transition post-collectiviste", 1994, pp. 15-16.

1 - Les caractéristiques de l'agriculture collective

Pendant 45 ans de l'économie planifiée, le système centralisé a édifié un espace agricole collectif selon l'exemple donné par le "grand frère" soviétique. Les principales caractéristiques du paysage agricole collectiviste étaient :
- les grands champs, quadrillant l'espace agricole, taillés à la mesure des centaines d'hectares, basés sur l'utilisation collective des facteurs de production,
- les fermes d'Etat, les coopératives et les S.M.T.(Stations des Machines et Tracteurs) aux infrastructure lourdes,
- l'organisation planifiée des hommes, de la production, des prix et des débouchés,
- les réseaux d'irrigation partant d'une multitude de retenues, etc.

C'est essentiellement le caractère impersonnel et anonyme (le bien collectif appartient à tous et donc à personne), de la "propriété socialiste" qui a modifié les rapports à la terre et au travail. La dégradation de l'éthique du travail qui en résulte se répercute sur les faibles performances des formes de production collective. La concentration des moyens de production au sein des grandes exploitations, réunissant de larges collectifs de travailleurs, a profondément transformé le contenu même du travail agricole. L'agriculteur a perdu son caractère de savoir-faire polyvalent pour se rapprocher (car tel était bien l'objectif) du travail ouvrier, segmenté, détérioré, hétéronome. Le sol est fertile, l'eau est présente, mais le travail reste bien souvent symbolique sur l'espace collectivisé, l'effort rare parce que lié à la contrainte et non à la volonté de participer à une politique globale. Travail d'exécution pour le plus grand nombre, privé de toute initiative et de toute participation réelle à la gestion, et la volonté, de transposer des rapports de subordination des grands domaines, a amené l'agriculture collective à des faibles performances économiques. Le secteur individuel, malgré ses difficultés à survivre (surface très limitée, pas d'approvisionnement en intrants, etc.) est bien plus intensif que le secteur collectif. Si on se réfère aux chiffres du tableau 2, on remarque que le lopin individuel occupe seulement 3% de SAU et fournit 9,07% de la production agricole, ce qui illustre ce constat.

T n° 2 - L'évolution de la production agricole en valeur (lek. constant, base 1960) par secteur.

Année	*Fermes d'Etat*		*Coopératives*			*Lopin privé*			*Totalproduction*
	Surface	*Production*	*Surface*	*Production*		*Surface*	*Production*		
	%	*000/leks*	*%*	*000/leks*	*%*	*%*	*000/leks*	*%*	*000/leks*
1960	14,2	333	12,7	65,6	1088	41,6	20,1	1194	45,6	2615
1965	17,6	616	17,4	72,8	1545	43,6	9,59	1376	38,9	3537
1970	20,7	1026	21,9	75,7	2580	55,1	3,51	1074	22,9	4680
1975	21,3	1385	22,2	75,2	3606	58,0	3,35	1223	19,6	6214
1980	21,5	1712	25,3	75,7	3756	55,5	2,71	1295	19,1	6763
1985	22,5	2220	28,3	74,7	4892	62,5	2,66	709	9,07	7821
1990	23,6	2548	29,9	73,7	5203	61,04	2,64	773	9,06	8524

Source : G. Jandot, "L'Albanie d'Enver Hoxha", 1994; et l'Annuaire Statistique de l'Albanie.

III - L'épisode collectiviste de l'agriculture

1 - La réforme foncière de 1946

Au lendemain de la libéralisation du pays occupé par les nazis, le secteur industriel proprement dit était inexistant, les autres secteurs très peu ou pas du tout développés et 79 % de la population était rurale. Dans des telles conditions, maîtriser l'espace rural et sa population était un des premirs soucis du nouveau pouvoir communiste. La paysannerie avait un rôle décisif dans la vie socio-économique du pays et donc son adhésion au nouveau régime était indispensable. Mais cette adhésion passait d'abord par la satisfaction de ses revendications et donc au premier plan par la distribution de la terre.

La réforme agraire est entreprise alors dans le but de satisfaire la paysannerie et en même temps de la mettre sous contrôle du Parti Communiste. En août 1945, une loi sur la réforme agraire a été approuvée par le gouvernement. Cette loi prévoyait la confiscation des biens aux grands propriétaires et la redistribution aux paysans moyens et pauvres. C'était l'époque où 40 % des terres étaient aux mains de seulement 3 % de la population, représentée par des grandes familles latifundiaires. La réforme a d'une part exproprié totalement ou partiellement, sans aucune indemnité, 19 355 latifundiaires et riches propriétaires et d'autre part, distribué 15 5159 hectares de terre, 474227 oliviers, 5 923 bêtes de trait etc., aux paysans moyens, pauvres ou sans terre. Au total, plus de 14 5000 familles ont bénéficié de la terre par cette réforme. Si à la fin de 1945, d'après la loi de la réforme agraire, la superficie maximale dont pouvait disposer une famille était limitée à 40 ha, en mai 1946, une 2ème version de la loi est adoptée. Elle juge que la grande taille de l'exploitation ferait naître le capitalisme agricole et donc la superficie maximale ne doit pas dépasser 5 ha par famille.

Tableau n° 3 - Les résultats de la réforme agraire de 1946.

Groupe d'exploitations	Avant la réforme (1945)				Après la réforme agraire (1950)			
	Nombre d'exploitations	% d'exploitat.	SAU (ha)	%	Nombre d'exploitations	%	SAU (ha)	%
Moins de trois ha	119950	77,28	132775	33,75	92368	63,5	125943	30,06
Entre 3 et 10	30550	19,63	154891	39,38	51030	35,1	256956	62,5
Au dessus de 10 ha	4720	3,9	105787	26,87	2152	1,4	84445	6.9
Totale	155220	100	393353	100	145550	100	411360	100

Source : Rusi. D., Pepa. Z., "Mbi zgjedhjen complekse te ndertimit te socialismit ne fshat, neRPSSH", p 82, Tiranë.

C'est ainsi qu'en 1946 le gouvernement communiste proclame comme objectif stratégique de sa politique agricole "la transformation socialiste de l'agriculture". Cette transformation doit passer par le processus de la collectivisation des petits producteurs en coopératives agricoles et la création des fermes d'Etat.

2 - Le processus de la collectivisation de l'agriculture et l'abolition de la propriété privée de la terre (1946-1976)

Le processus de la collectivisation de l'agriculture albanaise a d'abord commencé par la création des grandes fermes d'Etat. Les premières fermes ont été créées sur les terres des grands propriétaires fonciers condamnés comme des "ennemis du peuple", les terres des établissements religieux, des sociétés étrangères et sur des nouvelles terres qui avaient bénéficié des améliorations apportées par l'Etat avec ses premières SMT (Station des Machines et Tracteurs). Ces fermes d'Etat devaient constituer "l'avant-garde de l'agriculture collectiviste albanaise". La collectivisation de l'agriculture se fait en deux phases.

a - La première phase 1946-1954

Durant cette première étape, l'adhésion des paysans à la coopérative était facultative. Chacun pouvait apporter sa terre et ses moyens de production à la coopérative. La production était partagée entre coopérants en fonction des efforts fournis au processus de la production. A la fin de l'année 1954, environ 150 coopératives agricoles étaient créées, avec 8 900 familles et sur une superficie agricole de 31 500 ha. Ces chiffres représentent seulement 4,6 % de la population paysanne et ne peuvent pas être satisfaisants pour les autorités. Il fallait accélérer le processus de la collectivisation.

b - Deuxième phase, 1955-1967

Jugeant ceci trop lent, en 1955, le gouvernement proclame comme principal objectif de sa politique agraire "la collectivisation totale de l'agriculture". Cet objectif est réalisé en 1967, avec une campagne politico-idéologique très forte et basée sur le principe de "la lutte des classes". Le slogan de cette campagne était : *"s'appuyer sur le paysan pauvre, s'allier au paysan moyen et lutter contre le koulak"*. En 1967, *de facto*, la propriété privée de la terre n'existait plus (le lopin individuel était limité à moins

de 1100 m² par famille). En 1976, lors de la proclamation de la nouvelle constitution de la République Populaire Socialiste d'Albanie, on sanctionne l'abolition de la propriété privée de la terre. Elle est totalement propriété de l'Etat. Pour la nouvelle constitution, *"toute la terre arable, l'organisation, la commercialisation et les moyens de la production, sont intégralement structurés et administrés en coopérative et fermes d'Etat"* (Constitution de la République d'Albanie, 1976). Cette nouvelle constitution confirme, à partir de 1976, qu'il n'y a plus aucune forme d'existence de l'agriculture privée en Albanie.

3 - Les formes collectives d'organisation de la production agricole

L'agriculture albanaise en 1990 se présentait sous trois formes d'organisation de la production :
A - les "coopératives agricoles", propriété d'un groupe de coopérateurs définie par les autorités,
B - les "fermes d'Etat", propriété de tout le peuple, gérées directement par l'Etat,
C - le "lopin de terre", propriété privé qui qui tendait à disparaitre en faveur des deux premières formes. L'évolution de ces secteurs est présentée dans le tableau ci-dessous.

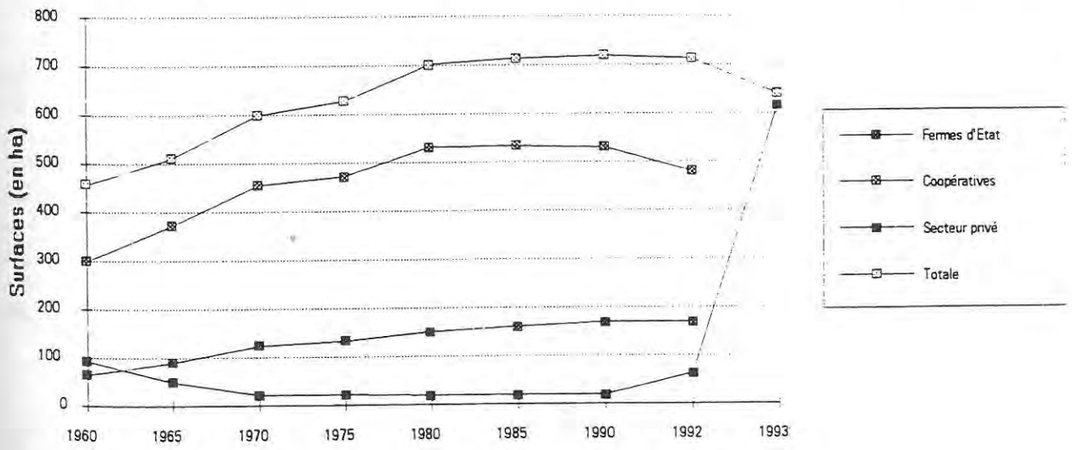
Tab n° 4 - La répartition des terres entre trois secteurs de l'agriculture collectiviste, de 1960 à 1990.

Années	*Fermes d'Etat*		*Coopératives*		*Lopin privé*		*Totale*
	000/ha	*%*	*000/ha*	*%*	*000/ha*	*%*	*000/ha*
1960	65	14,2	300	65,6	92	20,1	457
1965	90	17,6	372	72,8	49	9,59	511
1970	124	20,7	454	75,7	21	3,51	599
1975	134	21,3	472	75,2	21	3,35	627
1980	151	21,5	532	75,7	19	2,71	702
1985	161	22,5	533	74,7	19	2,66	713
1990	170	23,6	530	73,7	19	2,64	719

Source : Annuaire statistique de la République d'Albanie, 1991.

D - une 4ème composante de la production agricole attachée aux deux premières formes est constituée de Stations de Machines et Tracteurs (SMT) organisées comme des entreprises d'Etat. Le graphique 6 présente l'évolution des surfaces des terres pour le secteur coopératif, les fermes d'Etat et le secteur privé, depuis 1960 (années de la collectivisation) jusqu'à 1992-1993 (années de la décollectivisation totale de l'agriculture albanaise).

Graphique n ° 6 - L'évolution de SAU totale et de sa répartition entre les trois secteurs de l'agriculture albanaise (1960-1993).



Source : CIVICI. A, Polycopiés de cours , CIHEM/IAM, Montpellier, 1996.

a - Le secteur coopératif où les "coopératives agricoles"
La définition socialiste de la forme coopérative de la propriété est la suivante : *"La propriété coopérative naît, se développe, se renforce et se transforme en propriété du peuple tout entier. Le processus de transformation de la propriété du groupe en propriété du peuple tout entier passe par deux étapes essentielles. La première étape est celle de son développement quantitatif et qualitatif et sa tendance à se rapprocher graduellement de la propriété du peuple tout entier. La seconde étape est celle de la fusion de la propriété coopérative avec celle du peuple tout entier. Ces deux étapes constituent la voie naturelle du développement de ce type de propriété."* (Statut des coopératives agricoles, Tiranë, 1978,)

En 1990, ce secteur occupait 530 000 ha soit 71 % de la SAU du pays. Le processus de création des coopératives commencé en 1946 dans les zones de plaine s'est achevé en 1967 dans les zones des montagnes. La résistance contre la collectivisation des terres était parfois très forte et le processus s'est souvent terminé dans la violence. Cette forme d'organisation collective de l'agriculture albanaise s'appuie sur l'idéologie léniniste avec deux buts principaux :
a - basé sur le slogan; *"s'appuyer sur le paysan pauvre, s'allier au paysan moyen et lutter contre le koulak"*, le Parti Communiste cherchait à détruire la puissance économique de la paysannerie albanaise et son influence politique tout en procédant *"à sa liquidation en tant que classe sociale"*.
b - mettre l'agriculture sous le monopole de l'Etat dans chaque coin du pays et faire disparaître toutes les formes éventuelles de la production capitaliste dans l'économie albanaise.

Durant les années 1960, le PTA (Parti du Travail d'Albanie, successeur du Parti Communiste) annonça le processus de regroupement des petites coopératives à des coopératives "réunies" englobant jusqu'à une dizaine de villages. Cette réorganisation des petites coopératives en grandes coopératives conduit à la diminution de leur nombre. Si, en 1960, on comptait 1 484 coopératives agricoles, en 1965, elles n'étaient plus que 868 (dont 560 "coopératives élargies").

Au début des années 1970, on voit apparaître une nouvelle forme d'organisation coopérative ; ce sont les coopératives du type supérieur. Le principal trait de ces coopératives était la participation directe de l'Etat au développement de la production par des investissements ayant pour seul but de développer les forces productives. Dans ces coopératives, les formes d'organisation et de gestion ainsi que la structure de l'appareil administratif s'apparentent d'avantage à celle des entreprises agricoles d'Etat, tout en préservant les principes de la "démocratie coopérative". Ces coopératives étaient au nombre de 50 en 1975 et regroupaient 23% des terres arables de tout le secteur coopératif. Elles étaient économiquement plus puissantes que les autres coopératives et apparaissent comme une forme transitoire entre les coopératives ordinaires et les fermes d'Etat.

b - Le secteur étatique ou les "fermes d'Etat"
En 1990, elles occupaient une superficie totale de 170 000 ha et elles étaient situées dans les terres les plus fertiles du pays. Pour les dirigeants de l'ancien système, elles symbolisaient l'objet du développement socialiste dans les campagnes. Ces fermes étaient d'abord constituées par la confiscation des terres aux sociétés étrangères et individus condamnés comme "ennemis du peuple" au moment de la collectivisation de l'agriculture. Dans chaque district du pays, il existait des fermes d'Etat et elles étaient soit en polyculture, soit spécialisées. Dans ces exploitations, les travailleurs étaient salariés. Ils bénéficiaient d'un logement, de droits sociaux (congés, retraite, allocations familiales, etc.). La production était de 30 à 40 pour cent supérieure à celle des coopératives agricoles parce qu'elles se voient octroyer des fonds importants pour l'approvisionnement aux inputs, moyens de transport et techniques modernes.

c - Les Stations de Machines et Tracteurs (SMT)
Les stations de machines et tracteurs ont été créées à partir de 1947. Elles disposaient de machines agricoles et de tracteurs qui étaient mis au service des coopératives sur la base de contrat. Selon les termes de ces contrats, les coopératives payent en nature ou en espèces aux SMT pour les travaux

effectués. L'Etat (propriétaire de ces SMT) *"transforme en moyens monétaires les produits agricoles accumulés comme payement et les utilisent pour le renouvellement du matériel et le payement des salariés".*

d - Le secteur "privé" ou le "lopin de terre"
En 1990, seulement 2,64 % de la terre soit 19 000 ha composaient le secteur privé de l'agriculture albanaise. En moyenne, chaque famille paysanne, membre de la coopérative disposait de 300 m² de terre cultivable pour ses propres besoins. Jusqu'aux années 1980, le paysan avait aussi le droit d'avoir quelques animaux domestiques (une vache dans les zones de plaine, vache ou petit bétail et des volailles dans les zones les plus défavorisées). Les années 1980 ont été les années le plus difficiles pour la paysannerie albanaise; les animaux étaient strictement interdits et le lopin de terre continue d'année en année à se rétrécir. Dans ces conditions de rationnement total des denrées alimentaires, les paysans étaient bien obligés de cultiver au maximum leur petit lopin pour assurer des surplus d'alimentation absolument nécessaires à la survie de la famille. Si on regarde les chiffres de la production agricole en valeur, on constate que l'exploitation la plus intensive du système collectiviste n'était pas les fermes d'Etat, ni les coopératives mais le petit lopin de terre qui occupait un peu plus de 2,5 % de SAU du pays et produisait plus de 9 % de la production agricole ; il était la clé de la "réussite socialiste"[4] ...!

IV - L'agriculture et la transition

Le changement radical du système économique en Albanie a commencé par l'agriculture. Cela s'explique principalement pour deux raisons :

1. La première est politique ; en 1990, 65 % de la population totale du pays était rurale et 48 % de la population active travaillait dans l'agriculture. Transformer alors le paysan albanais qui durant quarante ans était converti en un simple travailleur de la coopérative ou de la ferme d'Etat et avait perdu sa vraie originalité et sa culture du travail, en lui donnant la possibilité de travailler sa propre terre était le premier élément qui montrait la rupture avec le système socialiste. Rompre avec le système centralisé par la privatisation de l'agriculture, c'était la possibilité pour les politiciens post-communistes d'affirmer leur volonté de changement et de réformes.

2. La deuxième raison était plus d'ordre socio-économique ; l'agriculture, comme le montre le tableau ci-dessus, assure actuellement 56 % du produit intérieur brut (PIB), sa restructuration dans une première phase de transition est beaucoup plus facile et plus rapide par rapport au secteur industriel qui lui est basé sur d'anciennes technologies et demande des investissements lourds. L'agriculture, même avec moins d'investissements, peut avoir des résultats économiques meilleurs et absorber plus de main-d'oeuvre libre. Cette particularité de l'agriculture semble une bonne solution pour la stabilité socio-économique et politique du pays.

Mais en réalité, la transition de l'agriculture n'était pas aussi facile et ne pouvait pas se terminer simplement par la réforme foncière. Le changement de la forme sociale de la propriété et par conséquent cette forme d'organisation de la production est accompagnée par une série de problèmes auxquels les politiques sont confrontés. Le sujet de notre recherche est justement sur l'identification de ces problèmes et des caractéristiques principales de l'agriculture ainsi que sur l'identification des nouvelles formes de production agricole et leurs possibilités de s'intégrer au marché libre.

[4] G. Jandon, "L'Albanie d'Enver Hoxha", op cité.

1 - Le premier acte politique de la transition, la réforme foncière

La privatisation des terres a été le premier objectif des partisans des réformes rapides au parlement pluraliste de 1991. Commencer la transformation de l'économie planifiée vers l'économie de marché libre par la réforme foncière s'explique par deux raisons :
- d'abord parce que *l'agriculture était (et est toujours) le principal pilier de l'économie* albanaise, représentant plus d'un tiers du produit intérieur brut (PIB) et 47 % de la force de travail.
- ensuite, *des raisons politiques motivaient* le fait d'entreprendre le plus vite possible de cette réforme: isolée depuis cinquante ans du reste du monde, soumise à la pression de la dictature pour créer un nouvel homme, prolétaire, qui possède seulement sa force de travail, les ruraux albanais (qui représentent 65 % de la population totale) étaient suspectés de constituer le dernier repère des communistes orthodoxes.

La collectivisation de la terre et la destruction de la propriété privée par l'ancien régime ont laissé un schéma juridique très confus face à ceux qui doivent décider de l'appropriation des biens collectifs à des acteurs privés. Qui étaient les propriétaires fonciers ; ceux d'avant la collectivisation, morts pour la plupart ? Leurs descendants, peu nombreux à vivre dans les zones rurales ? Ou ceux qui depuis des décennies avaient fait fonctionner les domaines collectifs, même s'ils venaient d'autres régions ? De même, la ténacité des traditions locales en matière de propriété de la terre compliquait encore le problème.

A - La loi de la reforme foncière (1991)

a - Privatisation des coopératives

Après de longues discussions entre les forces politiques, la "Loi sur la terre" fut approuvée le 19 juillet 1991 par le parlement albanais. Cette loi prévoit :

- la dissolution des coopératives, soit la privatisation de 74 % des terres arables d'Albanie,
- la division équitable des terres entre les villageois enregistrés comme membres des coopératives au 31 juillet 1991,
- la terre à distribuer ne pouvait excéder l'aire que chaque village était susceptible de posséder et le partage devait se baser sur le nombre de membres de la famille,
- la non-restitution des terres aux anciens propriétaires d'avant la collectivisation. Ils seront remboursés pour une partie ou pour la totalité de leur bien,
- les paysans qui reçoivent des terres sont, pour leur part, tenus de cultiver celles-ci au risque de perdre leur droit.

Bien que la terre fut concédée gratuitement, les paysans n'avaient pas le droit de la vendre ou de l'acheter pour au moins trois ans. La location des terres fut autorisée en juin 1993 et l'achat-vente en juillet 1995. D'après cette loi, pendant les 20 mois qui suivent, on redistribua à peu près 500 000 ha de terre entre 350 000 familles. La taille moyenne de l'exploitation est de 1,5 ha (0,5 ha dans les zones de montagnes et jusqu'à 4 ha dans les plaines littorales. Les autres biens des coopératives (bétail, machines, bâtiments etc.) sont partagés aussi d'une façon plus au moins égalitaire entre les familles membres de la coopérative.

b - La privatisation des fermes d'Etat

La loi de juillet 1991 n'inclut que les terres utilisées par les ex-cooperatives; le reste des terres agricoles et les parcellaires urbains étaient encore étatisés. Tenant compte de la situation socio-économique qui régnait dans le pays durant 1991-1992, les fermes d'Etat qui présentaient 150 000 ha les plus fertiles du pays, avaient presque cessé de travailler. L'Etat n'était plus capable ni de les gérer

ni de payer les salaires. Dans de telles conditions, le gouvernement décida le 17 octobre 1992 la restructuration de ces fermes et la distribution de leurs terres en propriété aux employés.

Un an et demi après le commencement de la privatisation, l'agriculture se transforma de 97% collective en 1991, en 100 % de la terre privée au début 1993. Si on se réfère au tableau 5, les chiffres sont parlants ; jusqu'à 1990, il existe seulement des formes étatiques de la production agricole (fermes d'Etat et coopératives agricoles) ; deux ans après, en 1993, les domaines étatiques disparaissent et les formes d'exploitations privées émergent.

Tableau n° 5 - La réforme foncière de 1992-1993 et les structures d'exploitations.

Type d'exploitation	*Années*	
	1990	**1993**
1. Fermes d'Etat		
a. Surface cultivée (ha)	170 000	0
b. Nombre des fermes	160	0
c. Surface moyenne (ha)	1 070	0
2. Coopératives agricoles		
a. Surface cultivée (ha)	530 000	0
b. Nombre des coopératives	492	0
c. Surface moyenne (ha)	1 057	0
3. Exploitations privées (petites dimensions)		
a. Surface cultivée (ha)	0	600 000
b. Nombre d'exploitations	0	467 000
c. Surface moyenne (ha)	0	1,5
4. Exploitations privées (grandes dimensions, *joint ventures*)		
a. Surface cultivée (ha)	0	15 600
b. Nombre d'exploitations	0	30
c. Surface moyenne (ha)	0	500

Source : CIVICI. A, Options méditerranéennes, Série B, n° 15, 1997.

Pour l'agriculture, comme pour l'industrie, le choc de passage, sans transition, d'une économie planifiée à une économie libre est traumatisante. En 1991 et 1992, presque 80%[5] de la terre reste en friche. On constate souvent en l'absence de l'Etat une destruction du système d'irrigation, des complexes d'élevage, des serres et des vergers, par vengeance contre l'ancien système.

B - La privatisation des domaines collectives a créé plus de 450 000 mini-exploitations paysannes

La privatisation des grands domaines collectifs décidée par le pouvoir politique en 1991 a transformé les coopératives agricoles et les fermes d'Etat en un "patchwork" de mini-exploitations cultivées par des propriétaires qui vivaient presque au seuil de la pauvreté. Cette transformation de la forme de propriété est accompagnée d'une désorganisation presque totale du système de la production et de la distribution des biens agro-alimentaires.

Si en 1988 la superficie moyenne d'une exploitation collective (coopérative ou ferme d'Etat) était de 1200 ha[6] , la réforme foncière a divisé ces exploitations en plus de 450 000 "lopins" privés avec une SAU moyenne de 1,5 ha chacun. Ce sont donc tous les ménages paysans, ex-membres des

[5] A. Civici, IAM, Polycopié de cours, Montpellier, 1995.

[6] CIVICI. A et Al. "Le puzzle albanais", Cérès 146, mars-avril 1994, p40.

coopératives et des fermes d'Etat qui deviennent propriétaires fonciers d'exploitations de très petites dimensions.

Sans outil de production, sans marché organisé et sans subventions nécessaires à leur survie, ils se trouvent abandonnés et ils ne savent plus quoi faire de leurs petites parcelles de terre. On vit dans une période de rupture où le choc est traumatisant ; l'Etat est bloqué, l'économie s'effondre et le chaos règne dans le pays. La production agricole, comme les autres branches de l'économie, est très touchée par la crise.

Dans un pays qui était autosuffisant pendant les quinze dernières années de l'époque communiste, et même exportant jusqu'à 100 millions de dollars de produits agricoles certaines années, la chute de la production est drastique (-18% en 1992) et les Albanais vivent de l'aide d'urgence accordée par la communauté internationale. C'est aussi cette aide humanitaire vendue à des prix bas qui alimente le budget d'Etat très déficitaire. Cependant, les gouvernements veulent une libéralisation totale des prix et l'inflation est de l'ordre de trois chiffres, donc le revenu réel de la famille en 1992 a baissé en moyenne de 15 dollars par mois[7].

Ces signes montrent la profondeur des problèmes, auxquels bon gré mal gré la nouvelle politique agricole du pays est confrontée. *L'année 1992 est l'année où l'Albanie est passée du socialisme autarcique à un capitalisme débridé.* Ce passage a coupé les liens qui depuis des décennies unissaient producteurs et consommateurs. Des nouvelles relations doivent s'établir entre les acteurs économiques, ainsi que des institutions et mécanismes de contrôle et de régulation doivent se mettre en place.

2 - Les caractéristiques de l'agriculture albanaise d'aujourd'hui

Aujourd'hui, cinq ans après que les premières réformes vers l'économie de marché aient été engagées et les entraves à la liberté d'entreprendre supprimées, le secteur agricole enregistre des résultats encourageants. Il semble que le secteur agricole soit plus apte à faire face à la transformation radicale, vers l'économie de marché, que le secteur industriel qui était basé sur des technologies lourdes, très anciennes et adaptées à une production de "masse". "Compte tenu des multiples facteurs de blocage qui freinent la reconstruction, on peut s'attendre à l'apparition des formes hybrides et probablement transitoires, ménageant une sortie en douceur du collectivisme, avant que ne se dégagent un ou plusieurs modèles en mesure de répondre au défi de l'économie de marché". (A. POULIQUEN, 1994). Cette nouvelle structure de la propriété, qui est un renversement radical des rapports agraires, a mis en évidence beaucoup de problèmes dont la solution conditionne la marche du processus de restructuration économique et organisationnelle de l'agriculture albanaise.

Aujourd'hui le secteur agricole est caractérisé par :
a - La taille très réduite des exploitations (de 0,5 ha en montagne à 3 ha dans les plaines littorales).
b - le morcellement accentué (distribution égalitaire même du point de vue des qualités des terres au niveau du village)
c - le caractère familiale de la production et l'autoconsommation.

- Les paysans albanais ou ceux qui veulent aujourd'hui être des "exploitants privés", ont été soumis durant le système collectiviste à un simple travail d'exécution, privés de toute initiative et de toute participation réelle à la gestion. Le travail agricole a perdu son caractère de savoir-faire polyvalent, d'avant collectivisation, pour se rapprocher du travail ouvrier qui était très spécialisé.

[7] idem.

- L'objectif à court terme d'augmenter l'offre agricole est conditionné par la stabilisation de la situation politico-économique actuelle du pays, par la mise en place d'un cadre légal administratif et institutionnel de l'économie de marché et par un meilleur accès aux capitaux par les agriculteurs.

3 - La politique agricole post-collectiviste et ses objectifs

Avec la privatisation des terres qui était sans doute à la fois le premier objectif et le seul moyen de transformation de l'agriculture collectiviste, la politique agricole affichée par les autorités albanaises, depuis 1992, reste assez vague et sans grands effets sur la production. Compte tenu des difficultés qu'à connues le pays durant cette période de la transition, les objectifs de la politique agricole peuvent se résumer à :

- contrôler l'exode rural, dans le but de ne pas aggraver le chômage et les autres problèmes sociaux dans les zones urbaines,
- assurer l'autosuffisance alimentaire du pays dans le court terme et arriver à restaurer des niveaux de production capables d'exporter dans le long terme, grâce à la modernisation de la production agricole.
- renforcer les mécanismes de marché par l'établissement des mécanismes nécessaires à la confrontation offre/demande et le développement des relations contractuelles entre les acteurs économiques du secteur.
- favoriser la création des structures de collecte, de transformation et de distribution par le développement des IAA (Industries agro-alimentaires) enfin d'intégrer l'agriculture albanaise dans les marchés agricoles ouverts.

4 - Les mesures prises pour arriver aux objectifs de la politique agricole.

Une série de mesures a été prise pour arriver aux objectifs de la politique agricole post-socialiste. Ces mesures sont :

a - Libéralisation des prix et du commerce extérieur
Depuis juillet 1992, le gouvernement a approuvé une loi qui mentionne que : "Dans la République d'Albanie, les prix et les tarifs se forment par la confrontation de l'offre et de la demande sur le marché libre". Donc il y a eu une libéralisation totale des prix au niveau de la production comme au niveau de la consommation.

Le commerce extérieur, monopole d'Etat auparavant, a été libéralisé depuis août 1992. Mais de toute manière, une politique tarifaire avantageant le consommateur est appliquée depuis mai 1993. Toutes les marchandises importées sont soumises à une taxe douanière de 5 %, alors qu'il existe un système de taxes à trois niveaux pour les exportations. Ces niveaux de taxes à l'exportation sont :
- niveau bas, 7 % taxe à l'exportation, concerne les fruits, les légumes et les céréales.
- niveau moyen, 25 % taxe à l'exportation, concerne les produits animaux.
- niveau haut, 40 % taxe à l'exportation pour le tabac et les boissons alcoolisées.

b - Favoriser la création de marchés d'inputs agricoles, grâce à la coopération avec des organismes étrangers,
Les marchés d'inputs sont existants déjà sur tout le territoire du pays et mieux organisés que les marchés d'outputs agricoles. On peut citer ici les deux plus grandes associations qui s'occupent de l'assistance technique et de l'approvisionnement aux intrants des agriculteurs ; IFDC (International Fertilizer Development Center) et AFADA (Albanian Fertilizer and Agri-Input Dealers Association), mais il existe une multiplicité de petits commerçants qui commercialisent des engrais, pesticides et semences dans chaque village.

c - La restructuration des institutions financières

Un des grands défauts du système centralisé était le développement très faible du système bancaire. Toutes les activités économiques étaient financées par une seule banque : la Banque d'Etat Albanaise, qui était à la fois banque centrale et banque commerciale. La Banque Agricole, créée en 1970, était totalement dépendante de la Banque Centrale et du budget d'Etat et servait seulement comme institution de crédit qui n'avait pas le droit de mobiliser l'épargne du public. Les crédits étaient accordés en fonction des plans de développement du secteur agricole et étaient attribués aux coopératives et fermes d'Etat. Les autres activités rurales étaient objet de financement d'Etat par l'intermédiaire de la Banque centrale.

La privatisation de l'agriculture et donc l'apparition du secteur privé, rendait indispensable la réorganisation des organismes financiers capables de soutenir l'activité productive. Une des premières mesures de la restructuration du système bancaire a été la création d'un système bancaire à deux niveaux ; c'est-à-dire la création d'une Banque Centrale (la Banque d'Albanie) qui a comme objectif de déterminer et de contrôler la politique monétaire du pays et des banques commerciales (privées ou étatiques) qui ont le droit d'exercer leur activité comme banques universelles commerciales, susceptibles de collecter l'épargne et d'accorder des crédits aux personnes physiques et juridiques.

d - La politique du crédit agricole

La politique du crédit agricole a eu comme objectif, au cours de la période de transition, de soutenir l'activité des exploitants agricoles qui souhaitaient développer leurs exploitations. Les principales institutions de financement d'activités agricoles sont la Banque Commerciale Agricole et des organismes internationaux ou étrangers, qui ont des projets de coopération dans le domaine agricole, comme la Banque Mondiale (projet ASAC - Agricultural Sector Adjustement Crédit), la Banque de l'Union Européenne (projet Phare) et la Banque Allemande pour le développement - KFW (Kreditanstalt fur Weideraufbau).

Durant les premières années de la transition, les crédits ont été accordés pour l'achat du bétail et des machines agricoles. Depuis 1995, sans négliger les crédits pour la mécanisation de l'agriculture, la politique du crédit soutient beaucoup les activités des industries agro-alimentaires. Le soutien des agriculteurs pour l'achat des inputs a été financé en grande partie par IFDC, en canalisant l'aide du gouvernement américain vers l'agriculture albanaise. Les taux d'intérêt dans le secteur agricole ont été conformes aux politiques de la Banque Centrale du pays. Compte tenu de la variation de l'inflation, les taux d'intérêt ont été très variés d'année en année. En 1992, ils étaient d'environ 40 % (base annuelle), et ils étaient de 17 % en 1996.

e - La loi de l'achat et la vente de la terre

Pendant les premières années de la transition (1992-1995), dans le but de contrôler l'exode rural et de mieux valoriser la terre, la vente était interdite. Depuis 1995, une loi permettant l'achat et la vente de la terre a été approuvée, ce qui fait que la création "de juro" d'un marché foncier. Mais "de facto", ce marché n'existe pas encore et cela pour plusieurs raisons :

- la force de la tradition. L'attachement des albanais à la terre est très forte. Pour eux, la terre ne constitue pas seulement un capital productif, dans le sens économique du terme, mais elle signifie aussi la place de la famille dans la société paysanne.
- la situation économique difficile et conjoncturelle du pays. Cela signifie que les paysans-propriétaires fonciers, puisqu'ils ne peuvent pas trouver du travail de longue durée dans d'autres secteurs économiques pour assurer la survie de la famille, gardent toujours la terre comme garantie contre tout risque de pénurie alimentaire.
- le manque de capitaux. L'achat de la terre, de la part des ceux qui le souhaitent, est un investissement qui coûte cher. Dans les conditions où l'Etat n'accorde pas de crédits pour l'achat de terre, il était difficile pour les paysans de trouver les capitaux nécessaires pour l'acheter. A cela

s'ajoute le phénomène des sociétés pyramidales, où beaucoup de paysans ont mis leurs épargnes dans ces sociétés au détriment des investissements sur l'exploitation.

V - Les difficultés d'installation d'une agriculture marchande, comme élément privilégié de la conduite de cette recherche

Les réformes économiques entreprises dans le cadre de la transition plan-marché depuis 1991 avaient pour but d'abolir le contrôle de l'administration de l'Etat sur l'activité des exploitations agricoles (suppression des directives de production, de l'allocation administrée des ressources, du monopole d'achat de produits agricoles, etc.), d'abandonner la fixation administrative des prix, et le système des subventions à la production et à la consommation de produits agro-alimentaire. L'objectif final de ces réformes était de transformer les relations de propriété, de manière à mettre un terme à l'appropriation sociale des moyens de production, en transformant les droits de propriété à des opérateurs privés (ménages, individus et associations des producteurs), susceptibles de constituer des centres de décision et de gestion.

Un tel changement de régime de propriété est porteur d'une mutation radicale des structures de production, du fonctionnement et des rapports sociaux de l'agriculture albanaise post-collectiviste. La privatisation des anciennes coopératives et fermes d'Etat a instaurée une nouvelle couche de petits propriétaires fonciers et par conséquence a introduit des nouveaux modes d'articulation entre terre, capital et travail.

1 - Questions de notre recherche

Pour comprendre aujourd'hui les nouvelles formes éventuelles d'organisation de l'agriculture post-collectiviste, leur logique de fonctionnement et leurs possibilité de s'intégrer à l'économie du marché nous avons cherché à répondre aux questions suivantes :

I. Quelles sont les nouvelles formes post-collectivistes d'organisation de la production et de l'échange qui succèdent aux anciennes structures monopolistiques de l'Etat, dans le secteur agricole ?

*De quelle manière la petite structure foncière, le fonctionnement anarchique des marchés et l'état socio-économique et politique instable qui connaît le pays, ont-ils une influence sur le fonctionnement de l'exploitation paysanne albanaise ?

*Malgré leurs caractéristiques structurelles de départ plus au moins homogènes, y en a-t-il des exploitations qui progressent plus que d'autres ? Quel sont les facteurs qui empêchent (et/ou favorisent) une mutation moderniste des exploitations ?

Il s'agit ici d'identifier et de décrire les nouvelles formes et structures de la production agricole et d'analyser leur efficacité et leurs durabilité.

II. Comment les différentes catégories d'agriculteurs-propriétaires fonciers, sortis de la décollectivisation de l'agriculture socialiste, voient-ils l'avenir de leur terres ? Vers quel modèle d'exploitation ont-ils tendance à évoluer ?

* Quels sont les facteurs qui déterminent le comportement des agriculteurs ? Est-ce que les traces du travail collectif chez les paysans albanais, salariés d'une ferme d'Etat où travailleur d'une coopérative, vont influer les stratégies qu'ils adoptent ? Quel est le rôle des revenus extérieurs du ménage paysan dans le développement de l'exploitation et dans le choix de ses activités économiques ?

* Là où le salariat agricole a façonné un certain type de rapports de production, "mi-seigneuriaux, mi-socialistes", peut-on raisonnablement attendre de ces paysans dépourvus de capital et d'équipement, qu'ils fassent émerger une agriculture de type "entreprise agricole", où une agriculture de type "exploitation familiale" semblable à celle des pays de l'Europe de l'Ouest ? Quelle est la tendance ? Comment les facteurs politiques et sociaux influencent-ils le choix du nouveau modèle agricole ?

III. Peut-on individualiser la différenciation agraire post-socialiste des espaces ruraux les uns par rapport aux autres, dans leurs paysages physiques (relief, végétation, climat) et humaines (habitat, aménagement agraire, choix de cultures) calquée sur une trilogie "montagnes, collines, plaines" ?

* Comment sont utilisés les potentialités physiques et humaines disponibles au service du développement d'une agriculture méditerranéenne qui vienne de rompre avec une sorte de "troisième servage", qu'on appélait le " modèle agricole collectiviste "?

* A-t-il un risque d'exode rural massif et de désertification des zones difficiles, où les paysans choisiront-ils de s'adapter au nouveau contexte économique qui se combine avec les particularités de chaque zone ? L'agriculture à temps partiel sera-t-elle une solution pour freiner l'exode rurale et de développer l'agriculture albanaise ?

Voici les questions auxquelles nous cherchons à répondre dans ce travail de recherche réalisé sur un district du nord-ouest de l'Albanie.

2 - Hypothèses de départ

Le bouleversement radical des structures agraires du pays induit par la réforme foncière, engage l'agriculture en particulier et l'espace rural en général dans un processus d'évolution vers l'économie de marché libre. Mais les conditions socio-économiques et politiques instables qui continuent de marquer les transformations qui ont eu lieu, peuvent faire apparaitre des "formes hybrides" (A. POULIQUEN, 1993) d'organisation de la production et d'échange, souvent temporaires et spécifiques aux conditions du pays. Les hypothèses que nous émettons sont les suivantes :

1.- Compte tenu des structures agricoles actuelles, nous faisons l'hypothèse que la petite exploitation paysanne à temps partiel, largement orientée vers l'autoconsommation, a encore des "bonnes années" devant elle, si on peut s'exprimer ainsi. La situation socio-économique et politique instable, l'absence d'une politique agricole cohérente à long terme, les faibles opportunités de l'emploi non-agricole, le manque d'un marché foncier légal, la forte instabilité qui caractérise les marchés agricoles, les difficultés d'assurer des crédits..., constituent des obstacles objectifs au développement de l'exploitation familiale marchande. Cette première hypothèse nous pousse à dire que :

2.- L'évolution à long terme de ces mini-exploitations paysannes pourra aboutir aussi bien au modèle de l'exploitation familiale qu'au modèle type entreprise agricole. Mais nous pensons que plusieurs décennies de collectivisme ont affaibli l'esprit d'entreprise et le sens des responsabilités, les qualités nécessaires pour se lancer dan ce type d'exploitation. Seul un très petit nombre d'agriculteurs, qualifiés comme spécialistes ou ex-ouvriers des fermes d'Etat, situés dans des zones de plaines et à la périphérie des grandes villes, pourront se lancer dans la création d'exploitations type "entreprise agricole".

3.- Les facteurs principaux qui façonneraient le comportement des agriculteurs et donc l'évolution de l'agriculture albanaise, sont :
a.- L'héritage socioprofessionnel de ceux qui possèdent actuellement la terre,
b.- La petite structure foncière, le manque de capital, le dysfonctionnement des marchés et la faiblesse des institutions de financement du développement agricole,

c.- La composition de la famille paysanne, l'importance de l'activité agricole dans l'ensemble de ses activités économiques, et les conditions géographiques de la zone dans laquelle ils se trouvent,
d.- Les conditions spécifiques de la transition économique en Albanie marquée par une situation socio-économique et politique instable,
e.- L'absence d'une politique agricole claire et de long terme et la forte concurrence des producteurs étrangers.

4.- La pluriactivité de la famille paysanne, à cause de ses avantages (elle assure un revenu nécessaire à la famille et garantit l'emploi), pourrait devenir la forme dominante de la production agricole en Albanie.
Le manque d'emplois industriels dans le pays et de ressources naturelles qui peuvent faire objet de rente et une plus grande résistance de l'exploitation agricole pluri-active à l'instabilité des marchés et à la concurrence externe, renforcent cette hypothèse.

5.- Enfin une dernière hypothèse que nous posons consiste à dire que les changements structurels, le manque de capitaux privés, le poids des comportements hérités du système collectif de l'économie socialisée et la quasi-absence de l'Etat dans l'encadrement du secteur participent à une certaine inertie de modernisation de la production agricole. La mise en place d'une agriculture moderne capable de répondre aux nouveaux mécanismes de marché et de s'insérer dans une économie libre est lente et dépend de l'éducation, de la formation et de la coopération avec l'étranger.

3 - L'objectif de ce travail

Dans le but de répondre aux questions que nous posons et de vérifier les hypothèses que nous émettons, à partir de l'exemple de l'agriculture du district de Lezha, l'objectif de notre travail de recherche est :
- de décrire et d'analyser la structure et le fonctionnement de l'exploitation agricole paysanne sortie de la reforme foncière de 1991-1992,
- de comprendre le sens des décisions prises par les agriculteurs et essayer d'expliquer le cours des transformations, tout en proposant des voies d'action pour la construction d'une nouvelle politique agricole post-collectiviste en Albanie.
- d'analyser le rôle des différents facteurs qui interviennent dans la restructuration en cours, et s'interroger sur les chances respectives de reproduction de ces nouvelles formes sociales de la production et par conséquence de la mise en place d'un nouveau modèle agricole post-collectiviste intégré au marché.

Pour François PERROUX, les structures économiques sont "les éléments d'un ensemble économique qui au cours d'une période déterminée apparaissent comme relativement stables par rapport aux autres" (F. Perroux). Dans notre étude, nous entendons par "structures économiques" les différentes formes d'organisation sociale de la production agricole, ou autrement dit "les différents types d'exploitations". Les structures de production et d'échange et le fonctionnement interne de l'exploitation sont liés à toute une série de facteurs endogènes et exogènes qui influencent le comportement des agriculteurs et par conséquent le processus de la transition de l'agriculture albanaise vers un nouveau modèle de production agricole.

On peut citer comme facteurs endogènes ; la taille du ménage, les actifs disponibles par ménage, le SAU disponible, le système de cultures choisi, les revenus extérieurs, l'utilisation du revenu, la nature d'investissement, etc.

Comme facteurs exogènes, on peut citer le positionnement géographique de l'exploitation, les infrastructures (physiques, institutionnels et commerciales), les modalités de la décollectivisation, la

politique agricole post-collectiviste mise en place depuis 1992, l'origine socio-professionnelle des exploitants, etc.

L'analyse d'ensemble des facteurs socio-économiques et politiques envisagés dans leurs interrelations sur le fonctionnement des exploitations agricoles du district de Lezha est un des éléments principaux de cette étude. A partir de certains paramètres de l'efficacité technico-économique des différents types d'exploitations étudiés et de comportement et strategies d'agriculteurs sur leurs exploitations, nous essayerons d'identifier les tendances actuelles de la mise en place d'un nouveau modèle agricole. Par "modèle agricole", nous entendons : *"un système d'organisation de la production avec sa main-d'oeuvre et son capital technique, mais aussi son encadrement financier et commercial. Le modèle agricole induit le type de société rurale et l'espace rural dans lesquelles il s'inscrit"*. (M. SIVIGNON, 1992).

Chapitre III
Le district de Lezha : terrain de notre étude

I - Les conditions naturelles

1 - Positionnement géographique

Le district de Lezha se trouve dans la partie nord-ouest de l'Albanie. Il est situé en latitude nord à 41° 59' et en sud à 41° 39', et comprend un territoire de 47 867 ha. La partie ouest du district est composée par deux grandes plaines qui sont : la plaine de "Zadrima" avec une superficie de 12 000 ha et la plaine de "Bregut i Matit" 10 000 ha. La partie colinéaire du district le "Malsia" a une surface de 14 867 ha et le reste, à peu près 11 000 ha, c'est la partie montagneuse de la zone de "Kashnjet". Le district de Lezha est limité au Nord avec les districts de Shkodra et de Puka, à l'Est par district de Mirdita, au sud avec le district de Kruja et à l'ouest par la mer Adriatique.

2 - Le relief

Du point de vue relief, la majorité des terres agricoles se trouve dans les plaines de "Zadrima" et de "Bregu i Matit", avec une altitude entre 0 à 80 m sur le niveau de la mer. Elles sont quasiment plates (il y a 16 357 ha soit 90 % de SAU totale qui ont une pente entre 0 et 5 %). Les terres qui ont une pente entre 6 et 25 % sont située dans la zone "collines-montagnes", et occupent 1 711 ha soit 9 % de la SAU totale. Les terres avec plus de 25 % de pente ont une superficie de 139 ha soit 1 % des terres arables et se situent dan la zone de montagnes (Kashnjet), leur altitude est de 200 à 600 m sur le niveau de la mer.

3 - Le climat

Le district de Lezha, par sa position géographique (situé au bord de la mer Adriatique) est caractérisé par le climat méditerranéen. L'hétérogénéité du relief (plaine, collines, montages) rend possible la distinction de trois sous zones climatiques:
a). la sous zone de plaine,
b). la sous zone de colline,
c) la sous zone de montagne.
Les caractéristiques de chaque sous zone sont :

a - La sous-zone de plaine :
Elle commence au sud, limitée dans le district de Kruja par la rivière du Mat et continue tout au long de la côte d'Adriatique, jusqu'à la frontière de Shkodra. Le climat est doux, la température moyenne annuelle varie entre 15 et 25 degrés Celsius et, dans des cas exceptionnels, peut descendre à moins de 10°C. Les précipitations sous la forme de pluie varient en général entre 1 500 et 1 800 mm par an. Le sol est de type alluvionnaire, à cause des dépositions des deux rivières qui traversent cette plaine, profonde et légèrement salée au bord de la mer. Cette zone a profité de grands aménagements hydrauliques pendant le système collectiviste. On peut citer ici le séchage du marécage de Torovica depuis les années 1960, les travaux réalisés pour le dessalement des sols au bord de la mer, les grands canaux et stations d'électro-pompes pour le déchargement des eaux en mer, mais aussi les ouvrages hydrauliques (grands canaux, réservoirs, et station de pompes électriques) pour l'irrigation.

Comme toutes les zones de plaine en Albanie, elle était caractérisée par une agriculture plus au moins intensive, mais aujourd'hui avec le désengagement de l'Etat, et la privatisation des terres, la zone

souffre de grands problèmes de morcellement des terres et surtout des problèmes hydrauliques. La destruction des ouvrages hydrauliques (canaux et stations de pompage) fait que des centaines d'hectares sont inondés chaque année par les rivières Drin et Mat et en été les cultures souffrent de la sécheresse. (cf. tableau n° 5, sur la capacité d'irrigation des communes de plaine, annexe II).

b - La sous-zone des collines

Elle est située juste au dessus de la zone de plaine, et est beaucoup moins importante du point de vue surface et production agricole. L'altitude est de 80 à 200 m du niveau de la mer, les précipitations sont de l'ordre de 1 700 - 1 900 mm par an et les températures varient entre 10 et 28 degrés Celsius. En hiver, la température peut descendre jusqu'à -15°C. Cette zone a moins profité que la zone de plaines, des aménagements pendant la période collectiviste et est caractérisée par la culture d'olivier et de vignes (la plus importante commune de la zone est la commune de Kallmet, avec beaucoup des vignes et olives).

c - La sous-zone des montagnes

Elle est situé au nord-est de la ville de Lezha, dans une altitude entre 200 et 600 m. La température pendant l'hiver peut descendre jusqu'à -20°C. Les précipitations sont abondantes pendant la période d'automne et jusqu'au mois de mars (en général de l'ordre de 2000 mm par an). L'hiver est froid et l'épaisseur de la neige peut arriver jusqu'à 50- 60 cm par an. Pendant le système collectiviste, cette sous zone avait profité de l'ouverture des terres nouvelles par la destruction des forêts. Ces nouvelles terres ont été prises sur des terrains à très forte déclivité et souvent transformées en terrasses. Elles étaient plantées soit de céréales (blé, avoine, orge etc.), soit de cultures fruitières (pomme, noix, poire etc.) qui n'ont jamais produits. Avec le démantèlement des coopératives, ces terres nouvelles sont devenues des pâtures ou des forêts et sont très exposées à l'érosion par la pluie.

4 - La végétation

La végétation dans le district de Lezha est très diverse. On y trouve presque toutes les espèces végétales de la zone méditerranéenne, en commençant par les différentes herbacées, les arbustes et jusqu'au pin et sapin. Presque 50 % de la surface totale de Lezha, soit 20 500 ha, est couverte par les forêts et les pâturages (surtout les sous zones de collines et de montagnes). Les plantes cultivées sont les suivantes : blé, mais, riz, tournesol, légumes, pommes de terre, haricots, tabac, et toutes les espèces de cultures fourragères. Les arbres fruitiers les plus cultivés sont : l'olivier et la vigne (situé surtout dans la sous zone de collines, Kallmet), le pêcher, le figuier, le pommier, le prunier, le poirier, le cerisier, le noyer, l'abricotier, et le châtaignier (la zone de Kashnjet), etc.

II - Population et organisation administrative du district de Lezha

Le district de Lezha comprend une population totale de 78 514 habitants (1996) repartis en 61 villages et deux villes (la ville balnéaire de Shengjin et la ville de Lezha, laquelle est aussi le centre administrative du district). 55 352 personnes, soit 70,5% de la population totale de district, vivent dans la zone rurale. Les 61 villages plus la petite ville de Shengjin sont organisés en neuf communes, la ville de Lezha est une commune à part. (Pour plus de détails sur la répartition de la population entre chaque commune, voir le tableau n° 1, annexe n° II).

Jusqu'en 1992, le district était organisé en huit coopératives de production agricole et en deux fermes d'Etat. Les coopératives étaient situées loin de la ville de Lezha, toutes polyculture-élevage, structurées en différents secteurs spécialisés. Les fermes d'Etat étaient en périphérie de la ville et occupaient les meilleures terres. L'une de ces fermes était aussi organisée pour la polyculture-élevage, bien sûr, dans des secteurs bien spécialisés et l'autre était spécialisée en production fruitière et élevage bovin. Les coopératives occupaient en 1989, 11 737 ha soit 66,24 % de la SAU totale du district et les

fermes 5982 ha soit 33,76 % de SAU. La répartition des terres entre les coopératives et les fermes d'Etat est donnée dans le tableau 6.

Tableau n° 6 - La répartition de la SAU, entre coopératives et fermes d'Etat, en 1989.

Nom de l'unité de production.	SAU en (ha)	Nom de la commune à laquelle elle à été distribuée.
1. La coop. "Bregu i Matit"	3075	Zejmen, Shenkoll.
2. La coop. "Dajç"	1877	Dajç,
3. La coop. "Ishull"	1579	Shengjin,
4. La coop. "Balldré"	1384	Balldré,
5. La coop. "Kallmet"	1030	Kallmet,
6. La coop. "Blinisht"	1967	Blinisht,
7. La coop. "Kalivaç"	407	Kashnjet,
8. La coop. "Ungrej"	423	Kashnjet,
9. SAU total des coopératives	11 737	
10. L'entreprise agricole "Lezha"	5582	Balldré, Shengjin, Kolsh.
11. L'entreprise fruitière	400	Balldré, Kolsh, Shenkoll.
12. SAU totale des fermes d'Etat	5982	
13. SAU totale du district.	17 721	

Source : Direction de l'agriculture, Lezha.

III - Lezha : un district aussi riche que pauvre

Avec une large sortie sur la mer Adriatique, avec la présence du port du Shengjin et de l'aéroport de Gjadre, une zone de plaine très fertile traversée par les deux plus grandes rivières du pays, Mat et Drin, avec une zone montagneuse magnifique couverte par les forêts, les pâturages et des collines très favorable pour l'olivier et la vigne, avec des grandes réserves de la chasse et de pêche, située au carrefour des routes nationales qui lient la zone du nord du pays avec la capitale, et seulement à 65 km de Tirana, le district de Lezha est potentiellement une des régions les plus riches de l'Albanie.

Mais, malheureusement les habitants de Lezha ne sont pas plus riches que la moyenne nationale. Les potentialités économiques que leur offre le positionnement géographique ne sont jamais exploitées comme il faut. Au contraire, l'écologie a été beaucoup détruite pendant le système centralisé ; les forêts ont été coupées pour les transformer en terres agricoles infertiles, les eaux ont été polluées par la fabrique de papier construite en 1978 et les infrastructures touristiques n'ont jamais existé, mis à part un quartier résidentiel pour les membres du bureau politique du PTA.

Les infrastructures industrielles étaient représentées, pendant le système collectiviste, par une grande usine de fabrication de papier et une usine de transformation agro-alimentaire. L'usine de papier, basée sur des technologies chinoises des années 1970 et que les spécialistes disent n'avoir jamais été rentable, est aujourd'hui comme un éléphant mort juste à la périphérie de la ville de Lezha. L'usine de transformation des produits alimentaires a été également construite au début des années 1980 et avait comme activité la production d'huile végétale, de conserves alimentaires, la transformation du lait, etc. Aujourd'hui privatisée, cette usine demande beaucoup d'investissements pour que ses produits soient compétitifs avec les produits importés. La coopération avec des entreprises étrangères reste très faible, pour ne pas dire presque inexistante, à cause de l'instabilité que connaît le pays.

La population rurale qui est de 70,5 % de la population de Lezha a comme activité principale l'activité agricole. Les autres activités sont l'artisanat, le petit commerce et une grande source de revenu est l'émigration.

IV - L'agriculture et ses problèmes dans le district

Le district de Lezha, comme on vient de le dire, reste largement une région agricole. Le démantèlement des coopératives et des fermes d'Etat, a introduit des changements structurels et fonctionnels[8] au niveau de l'organisation des exploitations agricoles de district.

1 - Le changement "structurel"

Le changement structurel avait pour objet de mettre fin à l'appropriation social des moyens de production par le transfert des droits de propriété aux opérateurs privés.

Ce changement qui se répercute dans le secteur de la production comme dans celui des services, peut être résumé de la façon suivante (cf. schéma n° 1).

- le secteur de la production agricole qui était composé par 8 unités de production coopérative (cf. tableau n° 6), soit 66,23% de SAU totale et 2 fermes d'Etat (dont une spécialisée en production fruitière et élevage bovin), avec la privatisation des terres entre 1992 et 1993, a donné naissance à 11 080 micro-exploitations de 1,6 ha.

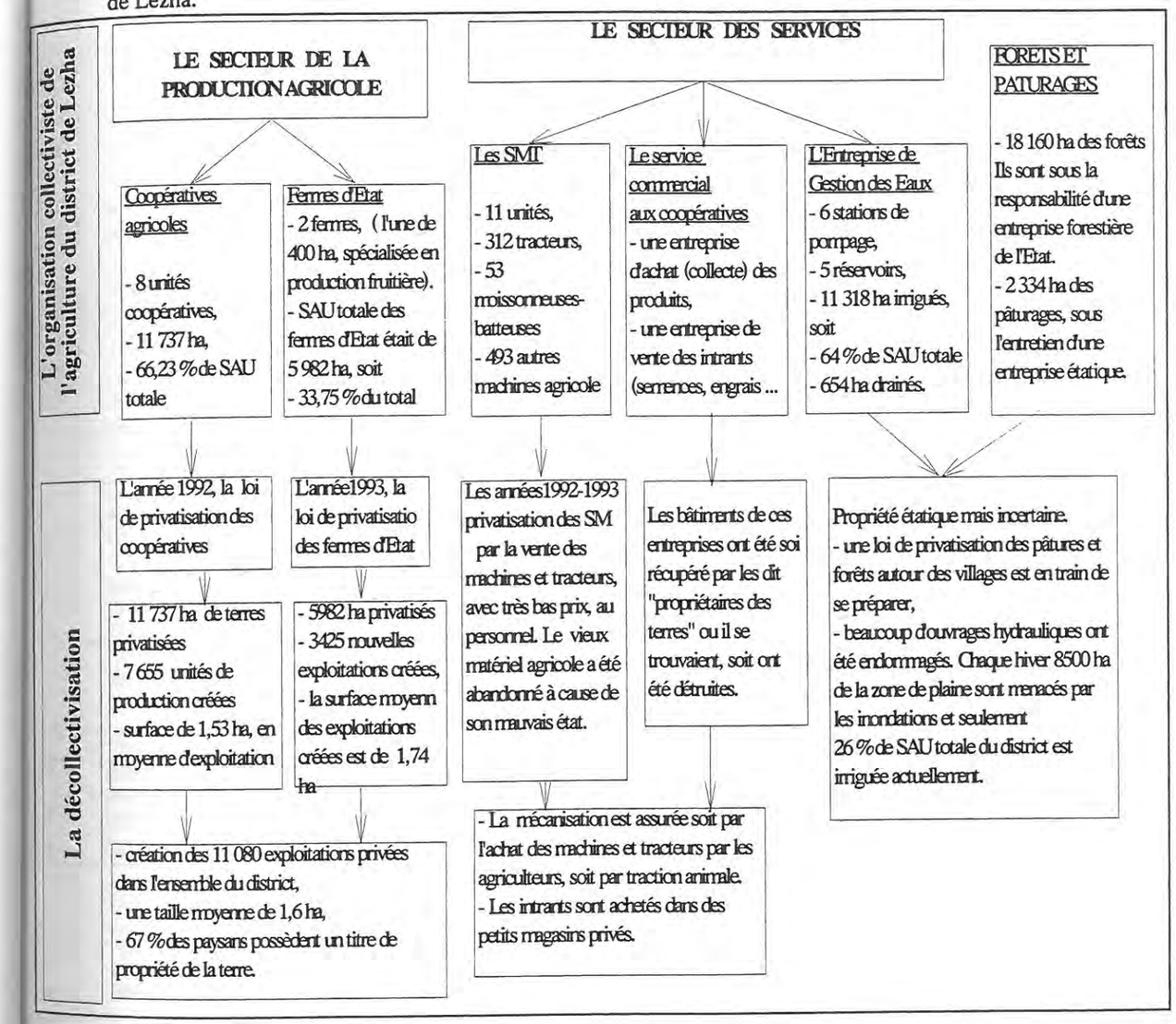
- le secteur des services lié à l'agriculture : avant la décollectivisation, il était composé par 11 unités de SMT (soit un SMT dans chaque unité de production), par une entreprise d'achat des produits agricole et une entreprise de la vente des intrants aux coopératives et enfin une entreprise de gestion des eaux au niveau de distinct.

Avec la privatisation des terres agricoles, les SMT ont été privatisés aussi par la vente des machines et tracteurs, avec des prix très bas, aux salariés de ces unités. Le service de commerce, lui aussi, est contrôlé totalement par des acteurs privés et il reste seulement l'entreprise des eaux qui reste encore "étatique".

- forets et pâturages restent toujours propriété de l'Etat, mais une loi de privatisation d'une partie des ces terres, qui concernera les communaux de chaque village est en préparation et va être adoptée prochainement.

[8] Ces notions de changements "structurels" et "fonctionnels" sont établies par les chercheurs qui travaillent sur la transition économique des PECO et notament par A. POULIQUEN, "L'agriculture post-communiste en Europe centrale : du choc excédentaire à la recession", in *Demeter 93, Economie et strategies agricoles*, pp. 79-117.

Schéma n° 1 - De la collectivisation au démentèlement du modèle collectif ; l'agriculture du district de Lezha.



2 - Le changement "fonctionnel" des exploitations

Il concerne l'adaptation des unités de production au nouveau contexte socio-économique marqué par la suppression des directives de plan, arrêt de la fixation administrée des prix et des subventions, dysfonctionnement des marchés, etc. Les changements structurels induits par la décollectivisation de l'agriculture se sont inévitablement accompagnés par des changements fonctionnels de l'agriculture au niveau du district. Les tableaux n° 7, 7.1 et 7.2, nous permettent de voir l'évolution des surfaces et des rendements pour les principales cultures utilisées entre la période collectiviste (on a pris l'année 1989) et la période de transition (l'année 1996, parce qu'il n'existe pas de données pour toutes les années).

Tableau n° 7 - L'évolution de la surface, du rendement et de la production entre la période collectiviste et la période de la transition (moyenne de Lezha).

Cultures	Surface cultivée	L'année 1989 Rendement (qx/ha)	Production (tonnes)	Surface cultivée	L'année 1996 Rendement (qx/ha)	Production (tonnes)
Blé	5700	39,7	2264,2	5476	30	17225,1
Maïs	2769	56,5	1564,4	2075	45	8999,2
Riz	550	41,4	228	0	0	0
Haricot sec	400	13,5	73,5	680	9	612
Pomme de terre	280	113	316,4	350	85	2975
Tournesol	1500	15,3	230	0	0	0
Légumes	395	213	842,5	1218	177,6	21631,9
Tabac	600	10,7	640	0	0	0
Fourrages	3429	335,57	115070	5200	483	251160

Source : Direction de l'agriculture, Lezha.

Tableau n° 7.1 - L'évolution de la production des fruits entre 1989 et 1996.

	Nr. des	pieds en	1989		Nr. des	pieds en	1996	
Cultures fruitières	Total	En production	Rendement (kg/pied)	Production (tonnes)	Total	En production	Rendement (kg/pied)	Productio n (tonnes)
Arbres fruitiers	231700	98000	10,2	100	108366	69336	21,9	1518,4
Olives	25000	17500	10,9	190,7	20224	15680	20	313,6
Vignes	406 (ha)	357 (ha)	34,7 qx/ha	1238	50 ha	50 ha	80 qx	400
Treilles	n.a	n.a	n.a	n.a	215661	185736	25	4643

Source : Direction de l'agriculture, Lezha.

Tableau n° 7.2 - L'évolution du nombre d'animaux et de la production animale entre 1989 et 1996.

	Numéraux d'animaux						Production animale en tonnes			
Année	Bovin	Ovin	Caprin	Porc	Chevaux	Abeille	Volaille	Viande	Lait	Oeufs 000/pièces
1989	6290	23400	15500	2130	1290	100	59700	2143	12200	2420
1996	17140	27542	18466	18766	n.a	564	115864	2519,3	24086	8128

Source : Direction de l'agriculture, Lezha.

A partir de ces trois tableaux, on peut constater que :

- il y a une baisse des rendements des cultures des champs en général, cette baisse de la production est liée à plusieurs facteurs mais on pourrait citer ici : la baisse d'utilisation des engrais et pesticides, la non utilisation des semences bien sélectionnées, la baisse des capacités d'irrigation, le manque de connaissances techniques de la part des agriculteurs etc.
- il y a une disparition des cultures industrielles (tournesol, riz et tabac) Cette disparition est liée principalement à l'interruption de l'activité des industries de transformation, le manque des structures organisées par le marché de la collecte de ces produits, mais aussi avec l'orientation de la production agricole paysanne vers l'accomplissement des besoins alimentaires de la famille.

- il y a une augmentation du nombre des animaux et par conséquent des surfaces cultivées avec les fourrages. L'élevage est une activité importante pour le ménage paysan de Lezha parce que d'une part la famille trouve là des produits essentiels pour l'alimentation quotidienne (viande, lait, sous produits du lait, oeufs etc.), d'autre part, qu'elle peut commercialiser des produits sur le marché sans difficulté et tout au long de l'année.

V - L'intérêt du district de Lezha pour cette étude

Les raisons du choix de ce district comme entité géographique et administrative de notre travail de recherche sont :

* Pendant le système collectiviste, le district était caractérisé par une agriculture intensive (surtout dans les grandes plaines), bénéficiant des grands ouvrages hydrauliques et un grand niveau de mécanisation et chimisation. Aujourd'hui comme toutes les autres régions du pays, il souffre de la sécheresse durant l'été, des inondations pendant les saisons de précipitations et le niveau de mécanisation et l'utilisation des engrais et pesticides a baissé.

* Malgré sa position géographique très favorable pour le développement de l'industrie et du tourisme, à cause du manque d'infrastructures nécessaires, le district reste toujours identifié comme une zone typique agricole.

* Ses conditions naturelles (relief, climat, végétation) varient beaucoup, au sein du district et rendent possible la distinction des différents types d'exploitations agricoles (du point de vue, système de culture, techniques de production, intégration au marché, etc.)

Les caractéristiques des exploitations agricoles sont :

* Des exploitations agricoles de petite taille qui ne varient pas beaucoup de la moyenne nationale (1,57 ha pour le district de Lezha, 1,5 ha la taille moyenne de l'exploitation au niveau national).

* Des ménages agricoles composés en moyenne par 5,2 personnes dont 2,3 actifs, alors que la taille moyenne du ménage agricole au niveau national est de 5 personnes et dont 2,2 actifs/ménage.

* Enfin, nous avons choisi ce district parce que nous le connaissons bien du point de vue géographique et de ses potentialités agricoles en général. Mais aussi dans les conditions difficiles que traversait le pays au moment du déroulement de nos enquêtes, l'accès dans la zone nous était plus facile que dans des autres zones que l'on connaissait moins bien.

Chapitre IV
Approches théoriques choisis et la méthodologie utilisée

Dans ce chapitre, nous présenterons les approches théoriques choisies et la méthodologie utilisée pour répondre aux questions posées et arriver à l'objectif de notre travail.

I - Le choix d'une approche théorique approprier à la réalité albanaise : l'analyse de l'économie paysanne

Dans cette étude, nous sommes centrés essentiellement sur l'analyse de la production agricole de la famille paysanne. Connaître les conditions de production des exploitations agricoles doit être le point de départ pour chaque économiste rurale. Tous les problèmes liés aux marchés agricoles, la consommation alimentaire, le développement de l'agriculture et des industries agro-alimentaire, l'impact de l'agriculture sur le développement et la définition des politiques suivies, demandent nécessairement de bien connaître les conditions de fonctionnement des unités de production agricole. Nous entendons par unité de production "....le lieu où les agents de la production sont réunis fonctionnellement sous l'autorité et la responsabilité du chef de cette unité" (L. Malassis, 1958). Cette unité de production en agriculture, est ce qu'on appelle : l'exploitation agricole.

"L'exploitation agricole est une forme de production par laquelle, au sein d'un patrimoine familial, on combine les prix des facteurs de production apportés par des agents économiques extérieurs à la famille et les évaluations des facteurs fournis par l'exploitant et les membres de sa famille, en vue d'atteindre l'objectif de la production (selon le cas : vente sur le marché des produits pour obtenir de la monnaie, satisfaction directe de certains besoins du personnel vivant sur l'exploitation ou les deux à la fois)" (L. Malassis, 1958).

Presque dans tous les pays où le marché organise les échanges, on constate que la production agricole est assurée par des exploitations familiales, c'est-à-dire la famille participe à la production. Mais ce constat ne suffit pas à donner un point de vue général sur la production agricole. Il y a une grande diversité de formes d'organisation de la production agricole liée aux facteurs historique, socio-économiques et politiques. Si dans les pays développés avec l'économie de marché, l'exploitation agricole familiale est le fer de lance du développement agricole et de son intégration au marché, dans le cas de l'Albanie, ce type d'exploitation, il y a six ans, était formellement interdit et aujourd'hui il est en pleine mutation et fonctionne essentiellement fondé sur l'économie d'autosubsistance.

Si on fait la comparaison entre le fonctionnement d'une exploitation familiale dans un pays développé et l'Albanie, on peut constater que :

**** Dans les pays industrialisés :***
- le crédit est abondant et le taux d'intérêt déterminé par le marché (à cause du développement des marchés financiers),
- les inputs de la production sont de bonne qualité et l'exploitant agricole peut les assurer aux différentes sources,
- les connaissances techniques des agriculteurs sont en général bonnes et le système de vulgarisation bien développé (l'assistance technique),
- il existe un marché libre de la terre et donc des nouveaux entrants potentiels dans la production agricole,
- le système d'information des prix d'inputs et d'outputs est accessible pour tous et au niveau national ce qui reflète un haut degré d'intégration des marchés et de communication.

**** Pour un paysan albanais, le fonctionnement de son exploitation est conditionné par les conditions suivantes :***

- le marché du capital est fragmenté, le crédit est contrôlé par divers agents (banques d'Etat des petites banques privées ou des individus) et le taux d'intérêt est assez élevé, souvent fixé en fonction des circonstances de chaque transaction et non par des conditions clairement définies du marché.
- l'approvisionnement aux inputs de production est irrégulier, souvent de mauvaise qualité et peut exister sur un marché formel et informel,
- le système d'information est irrégulier, fragmenté et incomplet,
- la loi d'un libre marché foncier existe déjà depuis deux ans (juillet 1995) mais ce marché n'existe pas encore,
- le marché et la communication ne sont pas bien intégrés en général, ils dépendent de l'infrastructure en place, ce qui signifie que les communautés locales sont isolées de l'économie nationale.

Partant de ces conditions, nous avons essayé de choisir un support théorique correspondant aux caractéristiques principales de l'agriculture albanaise. Ce support, qui est celui de "l'économie paysanne", nous servira à identifier les différents modèles de l'exploitation agricole et à approfondir notre analyse sur le type dominant de l'exploitation albanaise qui est celui de l'exploitation agricole paysanne.

1 - Les différents types de fonctionnement des exploitations agricoles

Tableau n° 8 - Types d'exploitations agricoles dans un système économique de marché libre

Type d'exploitation / Caractère	Exploitation paysanne de subsistance	Exploitation familiale, artisanale	Entreprise agricole
Objectif	satisfaction directe des besoins	satisfaction directe des besoins et obtention de la monnaie	recherche du plus grand gain monétaire
Base d'action	évaluation en nature	évaluation et calcul monétaire	calcul économique
Structure sociale et origine des moyens de production	la famille paysanne fournit le travail et le capital	la famille paysanne fournit la quasi totalité du travail et du capital	le capital et le travail sont fournis par des agents économiques distincts
Caractère sociologique	mode de vie	mode de vie et activité économique	activité économique
Organisation du pouvoir économique	l'autorité du chef d'exploitation	partage de l'autorité entre l'exploitant et sa famille qui fait du travail d'exécution	entrepreneur avec ou sans délégation de pouvoir à des directeurs
Structure financière	utilisation des disponibilités monétaires	expansion par autofinancement, mais aussi par le crédit	expansion par autofinancement et crédit
Structure économique	production pour l'autoconsommation,	production pour l'autoconsommation et pour le marché	production pour le marché

Source : Adaptation d'après L. Malassis "Economie des exploitations agricoles".

Chaque activité économique a pour but la satisfaction des besoins par l'organisation de l'action contre la rareté des ressources. Le mobile qui détermine directement l'activité des agents économiques contribue à caractériser un système économique[9]. A chaque système économique, la production

[9] Selon F. Perroux: "Un système économique est un ensemble économique relativement homogène, caractérisé par certains conditions politiques, sociales, techniques, financières et économiques de la production et de

correspond à une activité de production spécifique, caractérisée par l'organisation du pouvoir économique, le but de la production, les structures socio-économiques, techniques et financières en place. Partant de ces conditions, on peut définir les principaux types de fonctionnement des exploitations agricoles.

A - L'exploitation paysanne de l'autosubsistance

"L'objectif d'une exploitation paysanne est précis : réunir le volume de la production qui permet le maintien de la famille" (R. Badouin, 1971).

Dans les exploitations d'autosubsistance, l'exploitant consommateur produit avec l'aide de sa famille des denrées en vue de satisfaire en premier lieu ses besoins alimentaires et en second lieu en vue d'obtenir de la monnaie par la vente sur le marché des petits surplus après avoir satisfait ses besoins. L'expérience montre que, bien souvent, le paysan n'accepte de pratiquer des productions commerciales que dans la mesure où il a satisfait les besoins vivriers de la population dont il a la charge. Dans ces conditions, les cultures vivrières sont prioritaires.

L'exploitation de subsistance est gérée en fonction du service attendu; la base de l'action est une combinaison d'évaluation en nature (les achats et les ventes sont bien réduits, les biens et les services n'ont pas de prix), la famille fournit la totalité des capitaux et du travail nécessaire à la production. C'est justement à ce type que correspond la majorité des petites "fermes privées" albanaises dont le fonctionnement sera analysé dans les chapitres qui suivent. L'exploitation paysanne, comme concept d'analyse définit un modèle de fonctionnement bien particulier d'exploitation agricole, parfaitement décrit par A Tchayanov[10] puis reprise par H Mendras[11], L Malassis[12], F Ellis[13] et bien d'autres encore.

Selon Tchayanov, le modèle de l'exploitation paysanne se définit à partir des principes suivants :

- il y a interrelation entre l'organisation de la production et les besoins alimentaires de la famille
- le travail est familial et donc son coût objectif[14] n'est pas quantifiable,
- les objectifs de la production sont plus de produire des valeurs d'usage que des valeurs d'échange, à cause de sa faible intégration au marché.

En plus de toutes ces caractéristiques pour l'exploitation paysanne albanaise, nous pouvons ajouter aussi :
- des structures foncières de très petite taille et
- un très grand morcellement,

Le moyen le plus sûr de mal comprendre l'exploitation familiale paysanne -dit Tchayanov- est de la considérer comme une affaire commerciale, autrement dit comme une entreprise de type capitaliste. Pour lui, la caractéristique fondamentale de l'affaire commerciale ou de l'entreprise capitaliste, est qu'elle engage des travailleurs en vue de s'assurer un profit ; contrairement à cela, les exploitations familiales paysannes n'emploient aucun travailleur à gages, quel qu'il soit. Donc, Tchayanov ne considère que des exploitations paysannes familiales de type pur, en ce sens qu'elles dépendent

l'échange, et au sein duquel l'activité des agents économiques est déterminée par un mobile de production spécifique du système."

[10] A Tcayanov. "L'organisation de l'économie paysanne", 1990.

[11] H Mendras, "La fin des paysans", 1967.
" , "Sociétés paysannes", 1976.

[12] L MALASSIS, "Economie d'exploitation agricole", 1958.

[13] F Ellis, "Paysant economics. Farm households and agrairian development", 1993.

[14] L MALASSIS, op. cité,

uniquement du travail des membres de la famille. Pour lui, le foyer paysan doit être considéré comme une unité économique particulière et le produit annuel, diminué des dépenses, traité comme un revenu globale de l'activité familiale. Par sa nature même, ce revenu est unique et indivisible. Il ne peut être valablement fractionné en salaire et autres facteurs de payement de la théorie économique classique. Dans son opinion, "le revenu de la famille est indifférenciable".

Pour Mendras ("Sociétés paysannes"), le type idéal de société paysanne se définit par cinq traits :
- l'autonomie relative à l'égard de la société englobante,
- l'importance structurelle du groupe domestique,
- un système économique d'autarcie relative,
- une société d'intraconnaissances,
- la fonction décisive des notables qui établissent un lien entre la société locale et la société globale.

Etant admis que l'exploitation locale est le fondement même de la société paysanne, ces caractéristiques sont tout à fait transposables aux unités de production agricole qui la structurent. Ainsi, on trouve chez Mendras toutes les caractéristiques de l'exploitation agricole paysanne définie par Tchayanov et en particulier celles concernant les rapports entre la production et la famille. Mendras, en plus, introduit dans sa définition une dimension sociologique qui est la prise en compte des rapports entre l'exploitation paysanne, la société locale et la société générale.

Pour F. Ellis, une des caractéristiques principales du modèle agricole paysan est *"son intégration partielle aux marchés"*. Cette idée, d'intégration partielle aux marchés, a deux aspects : D'abord, c'est le fait que l'exploitation paysanne participe seulement partiellement aux marchés d'inputs et d'outputs, et cela signifie que les marchés ont peu d'influence sur son fonctionnement. Ensuite, c'est l'idée d'imperfection des marchés avec lesquels les exploitants paysans sont confrontés et par conséquence l'importance des relations non marchands et de proximité entre eux. Donc, ainsi définie, *"l'exploitation paysanne est une exploitation familiale,.... mais toutes les exploitations familiales ne sont pas paysannes"*[15].

B - Les exploitations familiales artisanales

L'unité de production du secteur artisanal est une unité mixte, gérée en vue d'obtenir de la monnaie et de satisfaire les besoins de la famille qui fournit la quasi totalité des services et des biens nécessaires à la production. Autrement dit, "lorsque la superficie, le matériel, et les techniques permettront aux agriculteurs de produire plus que ce qui est strictement nécessaire pour satisfaire les besoins de leurs familles, une partie plus au moins importante de la production excédentaire peut être commercialisée" (Dufumier, "Les politiques agraires"). Les exploitations ont alors intérêt à développer davantage les activités pour lesquelles les coûts et les prix à la production leur sont les plus favorables. C'est ici, dans le degré d'intégration aux marchés que se fait la distinction entre l'exploitation agricole paysanne et l'exploitation familiale artisanale. L'exploitation familiale est la forme d'organisation sociale de la production agricole la plus répandue dans les pays développés à l'économie de marché. C'est ce type d'exploitation qui commence à apparaître aussi en Albanie et l'on pense qu'il va être le type dominant dans l'avenir.

c - Les entreprises agricoles, type capitaliste

Dans ce type d'exploitation , le rôle de la famille est atténué et l'exploitant entrepreneur combine les prix des facteurs de la production apportés par les agents économiques extérieurs à la famille, en vue de vendre sur le marché des produits pour obtenir de la monnaie et accessoirement pour satisfaire directement certains besoins du personnel vivant sur l'exploitation. L'emploi de main-d'oeuvre représente désormais un coût. Il ne faut donc faire appel à des travailleurs salariés que dans la mesure

[15] H. Lamarche et Al, "L'agriculture familiale, une réalité polymorphe", Tome I, 1991.

où l'accroissement de revenus qu'ils provoquent dépasse le montant des salaires et des charges sociales. L'exploitant entrepreneur vise alors à rentabiliser au mieux son capital. En plus de ces trois types d'exploitations agricoles évoqués ici, il existent aussi deux types d'exploitations de production agricole qui sont les coopératives et les fermes d'Etat et que nous avons décrits dans les chapitres précédents comme structures appartenant à l'économie centralisée.

2 - La définition du paysan donne par Marx

Marx définit le paysan qui n'embauche pas de travailleurs et donc utilise seulement le travail familiale sur son exploitation comme une sorte de jumeau économique : "En tant que possesseur des moyens de production, ce paysans est capitaliste, en tant qu'ouvrier, il est son propre salarié". Bien plus, il ajoute: "La séparation entre les deux est la relation normale dans la société capitaliste". Suivant la loi de la division croissante du travail, la petite agriculture paysanne doit nécessairement faire place à la grande agriculture capitaliste. Selon Marx: "... le paysan qui produit avec ses seuls moyens de production se transformera peu à peu en petit capitaliste exploitant également le travail d'autrui, ou bien perdra ses moyens de production ... et se convertira en salarié. Telle est la tendance dans la société où domine le modèle de production capitaliste".

Une autre définition du paysan donnée par Rosa Luxembourg, une grande personnalité du socialisme allemand au temps de la première guerre mondiale, dans son célèbre traité *"De l'accumulation du capital"* où elle dit : "C'est une abstraction vide de sens que d'appliquer simultanément toutes les catégories de la production capitaliste à la paysannerie, de concevoir le paysan comme étant à la fois son propre entrepreneur, son propre salarié et son propriétaire. La particularité économique des paysans, si nous voulons les placer dans une catégorie indifférenciée, réside dans le fait même qu'ils n'appartiennent ni à la classe des entrepreneurs capitalistes, ni à la classe du prolétariat salarié, qu'ils ne représentent pas la production capitaliste, mais une simple production de denrées".

II - Le comportement des agriculteurs sur leurs exploitations dans les conditions d'une situation socio-économique instable

Le postulat dit de rationalité ou de cohérence pose comme principe que ***"les décisions des agriculteurs relatives à leur exploitation ont un sens"***[16] , plus précisément qu'elles visent à atteindre un (ou des) objectif(s) dans le cadre des actions perçues comme possibles par la famille, compte tenu de la vision qu'elle a de sa situation et de ses finalités fixées à l'exploitation. Un tel postulat impose de s'astreindre à comprendre pourquoi les agriculteurs font ce qu'ils font, leur comportement pourrait se résumer: *"Les agriculteurs ont des raisons de faire ce qu'ils font"*[17] (M. PETIT et al, 1975).

Dans les conditions d'une transition très "conjoncturelle" (F. LERIN, 1997), qui sont depuis 1990 les PECO, (et plus particulièrement l'Albanie), il est difficile d'analyser le comportement des acteurs, d'identifier leurs stratégies à long terme (puisqu'il y a un grand risque de modification soudain, en fonction de la situation) et leurs effets sur la production et l'échange. Appuyer aux travaux théoriques sur le comportement des agriculteurs et de nos observations sur le terrain, nous chercherons à comprendre les stratégies des agriculteurs et d'en dégager les traits majeurs de l'évolution de l'agriculture albanaise.

[16] J.L. BONNEVIALE et al, Approche Globale de l'Exploitation Agricole, Dijon, Document INRAP n° 90 - Octobre 1989.
[17] M. PETIT. et al, Vos bonnes raisons de décider. Les connaissez-vous? Revue Entreprise Agricole - Mai 1975.

1 - Transition et rationalité des acteurs

Dans un contexte de transition et donc d'instabilité permanente qui règne depuis six ans en Albanie, les rationalités des acteurs sont considérés comme des rationalités limitées, ou procédurales (notion de "Bounded rationality" introduite par H. Simon) par opposition aux rationalités substantielles (ou substantives ou intrinsèques). Pour l'économiste néoclassique, l'homo-oeconomicus répond au processus de "maximisation sous contrainte" et ces contraintes pouvant être précisées. Une telle position est difficilement applicable au "cas albanais" marqué par les incertitudes face aux occurrences, l'information incomplète reçue par les acteurs et les limites cognitives du décideur.

2 - Les principales caractéristiques de comportement des exploitations paysannes d'après Tchayanov

Pour Tchayanov, les caractères essentiels du comportement économique de la famille paysanne sont fondamentalement différents de ceux des fermes capitalistes en ce qui concerne tant les prix qu'elles sont disposées à payer pour l'achat ou le fermage de la terre, que l'intérêt qu'elles acceptent de payer pour emprunter des capitaux, ou le prix auquel elles sont disposées à vendre leurs produits, etc. Dans des conditions où les fermes capitalistes iraient à la faillite, les familles paysannes peuvent se permettre de travailler un plus grand nombre d'heures, de vendre à des prix inférieurs, de se passer des surplus net, et cependant, année après année, de continuer d'exploiter la terre. Pour ces raisons, Tchayanov conclut que le pouvoir compétitif des exploitations familiales paysannes par rapport aux grandes fermes capitalistes est bien plus grand que ne l'avaient prévu Marx, Kautsky, Lenine et leurs successeurs.

Un autre point important dans le comportement de l'agriculteur paysan -selon Tchayanov- est qu'il *"ne cherche pas de maximiser son profit monétaire, mais il cherche à rendre satisfaisant son équilibre pénibilité du travail - consommation"*. Donc, le concept de base pour analyser l'économie familiale -dit Tchayanov- est cet équilibre entre la satisfaction des besoins de la famille et la pénibilité du travail.

Selon CHIA E, on peut enrichir le concept de Tchayanov de l'équilibre pénibilité du travail-consommation par celui du projet de agriculteur. "Si le projet de l'agriculteur est de développer rapidement son exploitation et si pour un certain nombre de raisons propres à l'agriculteur, telles que son souhait de ne pas apparaître comme un agriculteur endetté ou parce que l'environnement socio-économique ne lui permet pas d'obtenir des financements extérieurs, il augmente les heures de travail, ou l'intensité de son travail, pour mieux valoriser les autres ressources, caractérisant la structure de son exploitation." (Chia. E).

III - Le processus de la décollectivisation et la mise en place des nouvelles formes d'organisation de la production

L'exploitation agricole albanaise, telle que nous pouvons l'observer après la "décollectivisation" a subi de profondes modifications structurelles et fonctionnelles. Le terme de décollectivisation "renvoit à celui de collectivisation et évoque l'idée d'un retour à l'avant-collectivisation, comme s'il était possible de se dégager de la structure collective en faisant le chemin inverse à celui accompli autrefois". En agriculture, il doit être entendu comme un processus "affectant les trois facteurs de production, terre, capital et travail, qui interviennent conjointement dans le fonctionnement des exploitations pour assurer la production agricole".[18] Ce processus de "décollectivisation" s'inscrit

[18] M.C. MAUREL, La transition post-collectiviste. Mutations agraires en Europe centrale. Paris, L'Harmattan, Collection "Pays de l'Est", 1994, pp. 14-17.

dans un processus plus globale qui est le processus de la transition économique plan-marché entreprise par les pays de l'Europe Centrale et Orientale dès 1990.

La perspective dans laquelle on se place n'est pas seulement l'analyse de la "transition structurelle" (A. POULIQUEN, 1993) en tant que séquence d'un processus de transition systémique mais aussi le changement d'ancien et la mise en place d'un (ou des) nouveau(x) modèle(s) agricole(s). Par "modèle agricole", nous entendons "un système d'organisation de la production avec sa main-d'oeuvre et son capital technique, mais aussi son encadrement financier et commercial. Le modèle agricole induit le type de société rurale et l'espace rurale dans laquelle il s'inscrit"[19] (M. SIVIGNON, 1992).

Si en Albanie le processus de la décollectivisation était rapide et assez violent (rappelons ici la destruction des bâtiments agricoles, du système d'irrigation, le partage des troupeaux et des S.M.T, etc.) la restructuration des exploitations agricoles sorties de la réforme foncière de 1991-1992 et l'apparition d'un nouveau modèle agricole compatible avec les pays développés de l'économie de marché libre, est loin d'être achevé.

La discussion sur les formes sociales de production en agriculture n'est pas nouvelle. *Depuis longtemps, chercheurs et politiques débattent sur la supériorité d'un modèle agricole par rapport à l'autre (supériorité des grosses exploitations sur les petites et moyennes, de la plus grande efficacité du travail familial par rapport au travail salarié, de la suprématie des unités individuelles sur les formes collectives, etc.)*[20]

1 - Le concept de la "transition" et son utilisation dans notre analyse

Les exploitations agricoles albanaises, sont vues dans notre analyse, comme représentantes des différentes formes de production, sorties du processus de la décollectivisation, et qui évoluent vers un nouveau modèle agricole ayant pour base le fonctionnement des principes de l'économie du marché. Comme nous l'avons déjà souligné ci-dessus, le processus de la décollectivisation et la mise en place d'un nouveau modèle agricole s'inscrivent dans un processus beaucoup plus large qui est celui de la transition économique vers l'économie de marché.

Par "transition économique", nous entendons *"le processus des **changements** (structurelles et fonctionnelles) **et adaptations** des unités de production au nouveau contexte économique"*. Transition ne veut pas dire que les exploitations paysannes existent aujourd'hui et disparaissent demain, mais elle signifie qu'elles se transforment et se remplacent par des exploitations plus modernes. *"En vérité, les paysans vivent le plus souvent poussés par des forces extérieures, qui se trouvent quelque part en dehors de leurs prévisions, et les obligent de continuer en permanence leur processus d'adaptation aux changements de l'environnement qui les entoure"*. (Ellis, 1993.) Tel est le cas de la transition économique en Albanie, où les paysans même s'ils se trouvent face à un changement rapide et sans expérience dans l'économie de marché, essayent de s'adapter et de s'intégrer dans le nouveau contexte économique. Mais ce processus de l'adaptation et donc de la transition vers un nouveau modèle, risque d'être long compte tenu de la situation conjoncturelle du pays.

[19] Michel SIVIGNON, La diffusion des modèles agricoles : essai d'interprétation des agricultures de l'Est et du Sud de l'Europe. *Revue de Géographie des Pyrénées et du sud-ouest,* tome 63, 1992-93, 2, p. 135.

[20] citons par exemple les travaux de K. KAUTSKY, *La question agraire,* Edition Maspéro, Paris, 1970, 463 p., A. TCHAYANOV, *L'organisation de l'économie paysanne*, Libraire du Regard, Paris, 1990, 344 p., H. MENDRAS, *Sociétés paysannes*, Collection Universitaire, Armand Colin, Paris, 1976.

IV - La méthodologie de la recherche

Comme nos l'avons déjà souligné, le terrain de nos enquêtes a été le district de Lezha. Pour avoir une présentation complet du district, qui s'appuie sur plusieurs éléments différents, nous avons procédé à un zonage agro-climatique.

1 - Le zonage

Le district en tant qu'entité géographique correspond à un espace délimité par des facteurs physiques, humains et économiques. La diversité de ces facteurs au sein du district fait qu'il n'est pas une entité homogène. Ces facteurs, censés influencer l'hétérogénéité du milieu, ont une influence directe sur les exploitations agricoles et le comportement des agriculteurs. Les facteurs pris en considération pour construire ce zonage du district en sous zones agro-climatiques restent relatifs au :

a- milieu naturel, (relief, climat, végétation) dans lesquels sont située les exploitations agricoles. Il est important parce qu'il ne détermine pas seulement le choix des cultures mais aussi les techniques de la production et la possibilité d'insertion ou pas de l'exploitation au marché,

b- milieu humain, l'organisation de la communauté paysanne, la densité et les flux de mouvement de la population, l'encadrement institutionnel, etc.

c- structures agraires, antérieures (l'appartenance aux coopératives ou aux fermes d'Etat et le type de spécialisation, s'il existait), et actuelles, le niveau de mécanisation, la capacité d'irrigation, le système de production, etc.,
d- environnement socio-économique, qui entoure l'agriculture ; réseau de communication, de transport, marchés, infrastructures agro-industrielles, service à l'agriculture, etc. ;
En fonction de ces facteurs et en accord avec les spécialistes de la direction régionale de l'agriculture et des chercheurs de l'Université Agricole de Tirana, nous avons procédé à l'identification de trois zones agro-climatiques qui sont :

- ***la sous zone de plaine*** : comprend les communes Zejmen, Shengjin, Balldré, Dajç, Blinisht, et partiellement Shenkoll et Kallmet. Elle a une altitude entre 0 et 80 m sur le niveau de la mer. La SAU totale de cette sous zone est de 13 679 ha et la population totale de 46 182 habitants.

- ***la sous zone colinéaire*** : Kolsh, Kallmet et partiellement Shenkoll. L'altitude de cette sous zone est de 80 à 200 m sur le niveau de mer. La SAU est de 2 756 ha et la population totale de 10 096 habitants.

- ***la sous zone montagnarde*** : est seulement la commune de Kashnjet. Elle a une altitude de 200 à 600 m sur la mer et une population de 5 539 habitants. La SAU totale est de 940 ha.

2 - Le choix des communes et l'échantillonnage des exploitations

Après avoir déterminé les trois sous zones agro-climatiques de notre étude, nous avons choisi, en fonction de la SAU, de la population totale de la sous zone et de l'organisation antérieure de l'agriculture (ferme d'Etat ou coopérative), quatre communes d'étude. Ce choix des communes est tout à fait en accord avec l'objectif de notre étude de rendre compte de la différenciation des exploitations agricoles entre différentes zones mais aussi au sein de chaque zone et essayer de dégager les traits majeures d'évolution du modèle agricole en fonction du comportement des agriculteurs sur leur exploitation. Les principales caractéristiques des sous zones d'étude sont présentées au tableau n° 9.

Tableau n° 9 - Les principales caractéristiques de nos zones d'éudes.

Les indicateurs choisis pour le zonage.	ZONE **A**	ZONE **B**	ZONE **C**	ZONE **D**
Nom de la commune.	SHENGJIN	BALLDRÉ	KALLMET	KASHNJET
Situation géographique	Plaine, au bord de la mer	Plaine	Collines jusqu'à 200m d'altitude	Montagnes jusqu'à 750m d'altitude
La distance de la ville de Lezha.	2 à 7 km	2 à 5 km	10 à 15 km	20 à 30 km
L'accès aux marchés	Située entre la plage de Shengjin et la ville de Lezha, les agriculteurs de cette commune se trouvent à la porte du marché.	Située au bord de la route nationale Tirane-Shkoder et aussi à la sortie de la ville de Lezha, cette commune a de très bonnes conditions d'accès aux marches.	La route est relativement bonne mais les moyens de transport sont encore insuffisants. Par rapport aux deux premières zones l'accès aux marchés est plus difficile.	L'enclavement par les montagnes, l'inexistence d routes et donc de moyens de transport fait que cette commune est presque totalement déconnectée de marchés.
L'organisation de l'agriculture collectiviste	92% coopérative polyculture-élevage, 8% ferme d'Etat répartie entre un secteur de production maraîchère sous serre et plein champs (3 %) et le reste appartenait à la ferme spécialisée en production fruitière (Kaki, figue, pêche, poire, pomme, prune) .	71% ferme d'Etat dont 12 % appartenait à la ferme de production fruitière, et 59 % à la ferme polyculture élevage. Cette ferme avait aussi un complexe d'élevage bovin, d'élevage de porc et de volaille, 29% coopérative polyculture-élevage.	100% coopérative polyculture-élevage organisé en quatre secteurs; un secteur production fruitière et vigni-viticole, un secteur élevage, un secteur spécialisé en production maraîchère, et le reste production des cultures de champs (y compris le tabac et le tournesol).	100% de la terre repartie entre deux coopératives polyculture-élevage, chacune organisée en trois secteurs spécialisés; un secteur élevage, un secteur de production des fruits et légumes et un secteur de production des céréales, pomme de terre, haricots etc.
Les principales cultures et élevages.	*Cultures;* Blé, cultures maraîchères, pomme de terre, haricot, plantes fourragères, etc. *Elevage;* Bovins, ovins porcs, volailles,	*Cultures;* Blé, maïs, haricot, cultures maraîchères, pastèque, pomme de terre, plantes fourragères, olives fruits. *Elevage;* Bovins, ovin porcs, volailles,	*Cultures;* Blé, maïs, haricot, cultures maraîchères, vigne, oliviers, fruits, pomme de terre, plantes fourragères, etc. *Elevage;* Bovins, ovins, caprins, porcs, volailles,	*Cultures;* Blé, maïs, haricot, légumes fruits, vigne, pomme de terre, plantes fourragères, etc. *Elevage;* Bovins, ovins, caprin, porcs, volailles,
SAU moyenne par exploitation (en 1996).	1,67 Ha	1,9 Ha	1,64 Ha	1,17 Ha
Capacité d'irrigation (1996).	200 ha, soit 25 % de SAU.	200 ha, soit 9 % de SAU.	300 ha, soit 16 % de SAU.	30 ha, soit 3 % de SAU.
Les principales activités hors de l'agriculture.	Emplois dans les entreprises privées en ville, fonctions publiques, pêche, tourisme, artisanat, commerce, émigration.	Emplois en ville, fonctions publiques, commerce, artisanat, transport, émigration.	Artisanat, commerce, émigration fonction publique, transport,	Emigration, ramassage des plantes médicinales, fonctions publiques, artisanat.

3 - Le choix des exploitations à enquêter et la collecte de l'information

Dans notre recherche sur le terrain, conscients du manque d'information sur les exploitations agricoles, nous avons cherché à collecter l'information par le contact direct avec les paysans. Nous avons pu réaliser au total 52 enquêtes dans ces quatre communes qui figurent sur le tableau n° 9. Par nos premiers contacts avec des personnes ressources (les spécialistes de vulgarisation dans les

communes, le chef du village, des personnes âgées, instituteurs et autres personnes qui vivent au village) et en fonction du temps qu'on avait à disposition, nous avons essayé de faire un échantillon des exploitants les plus représentatifs possibles et adéquats avec la réalité de l'agriculture régionale. Nous pensons que cet échantillon représente une image réduite de la population de la zone et de la diversité régionale du système d'exploitations agricoles. Deux types d'entretiens ont été réalisés pendant nos enquêtes sur le terrain.

A- Entretiens avec les personnes ressources.

Ces entretiens nous ont fourni une première série d'informations à deux niveaux ;
- *au niveau du district*, ils nous ont fourni une image générale d'organisation socio-économique et administrative du district, les modalités de la privatisation, les principaux avantages et inconvénients de l'agriculture et les autres activités économiques dans chaque commune.
- *au niveau de la commune,* les entretiens avec les personnes ressources ont porté sur :
- l'histoire du village,
- la position socio-économique des familles dans le village et leurs activités économiques,
- les principaux problèmes du village et leurs solutions possibles,

Ces entretiens nous ont permis de construire les hypothèses de travail et de cibler les personnes à enquêter dans chaque commune.

B - Entretiens avec les paysans-propriétaires fonciers

Les entretiens avec les paysans ont été réalisés à l'aide d'un questionnaire ouvert (il figure dans l'annexe n° 2.) qui se réfère aux six domaines suivants :
1. L'identité professionnelle du ménage paysan, le niveau d'éducation de ses membres et éventuellement leurs projets.
2. La structure foncière, son morcellement, sa capacité d'irrigation et le niveau d'utilisation de la terre.
3. La description des opérations relatives à la conduite des processus de production des biens et services ;
- cultures et système des cultures[21]
- élevage et système fourrager,
- atelier de transformation ou de commercialisation,
- services divers,

4. L'organisation du travail et ses liaisons avec le matériel et les bâtiments, la répartition des taches,
5. Les rapports de l'exploitation avec les marchés et la répartition de la production entre l'autoconsommation, la vente sur marché, la transformation etc.,
6. Le revenu disponible du ménage (le revenu agricole et non agricole) et son utilisation. La nature d'investissement et la prospective future de leur terre.

En général, nos entretiens n'ont pas seulement eu lieu avec le chef de l'exploitation mais aussi (quand cela était possible) avec des autres membres de la famille. La durée moyenne d'une enquête était de deux heures et les entretiens sont faits pour la plupart à la maison de l'enquêté.

4 - La construction d'une typologie des exploitations agricoles

Devant la diversité de systèmes d'exploitations, la typologie serait l'outil principal de notre recherche. "Il s'agit d'une part d'identifier des types d'exploitations, et d'autre part de classer les exploitations de la région entre ces types" (Deffontaines - Petit, 1985. "Comment étudier les exploitations agricoles d'une région ?").
Pour construire la typologie, nous sommes partis essentiellement de deux groupes des variables ;

[21] Nous considérons le "système de culture" comme : *"Une application des facteurs de production selon des quantités définies et une association d'espèces végétales".*

- Des ***variables de structure***, privilégiant la taille de l'exploitation, le système des cultures et les techniques de la production, taille de la famille, main-d'oeuvre disponible et le temps du travail sur l'exploitation agricole du chef de l'exploitation,

- Des ***variables de fonctionnement***, privilégiant l'existence des revenus extérieurs, l'emploi des travailleurs salariés, l'utilisation du revenu disponible et la nature d'investissement.

Ces deux groupes des variables joint à un troisième groupe qui est le comportement et les stratégies des agriculteurs sur leurs exploitations nous ont permis (raisonnant toujours en terme de développement) de classer les exploitations en trois groupes principaux dans chaque sous zone d'étude.

Ces trois groupes d'exploitations sont :
* Les exploitations qui travaillent pour l'autoconsommation familiale, sont en général polyculture-élevage, ont souvent des techniques de production traditionnelles et sont très faiblement intégrées au marché, le travail est fourni exclusivement par les membres de la famille et les revenus extérieurs ont une grande importance pour la famille,
* Les exploitations qui ont un système de culture spécialisé, produisent pour le marché, cherchent à augmenter leur capital par l'investissement sur l'exploitation et améliorer leurs techniques de production, le travail est fourni dans la majorité des cas par la famille mais elles peuvent avoir aussi des travailleurs salariés,
* Les exploitations qui appartiennent aux personnes qui ont une autre activité non-agricole et la terre est dans certains cas utilisée partiellement pour produire des fruits ou légumes en général et dans la majorité des cas elle est soit abandonnée soit laissée en utilisation aux autres personnes de la famille.

Conclusion de la première partie

Cette première partie du travail présente dans un premier chapitre l'environnement économique du pays en général, les caractéristiques du système centralisé, l'entreprise des reformes économiques pour la transition plan-marché et les difficultés de cette transition. L'abandon du modèle collectiviste de l'organisation de l'agriculture par le processus de la décollectivisation et les problèmes actuels de la naissance d'une agriculture marchande en Albanie font l'objet du deuxième chapitre de cette partie. Ensuite, dans un troisième chapitre, nous avons présenté le district de Lezha comme terrain de notre étude avec ses particularités géo-climatiques, l'organisation administratif, les activités économiques et la place de l'agriculture et son importance dans la vie socio-économique de ce district.

C'est sur cette toile de fond, que nous nous sommes attardés assez longuement et qui nous a semblé une étape indispensable pour comprendre la réalité albanaise et les mutations qui ont eu lieu, que nous avons construit la problématique, les hypothèses et choisit la méthodologie de cette recherche. Au coeur de cette réalité complexe et marquée par l'instabilité, comment s'organise la production agricole et comment les paysans albanais, devenus propriétaires fonciers depuis la réforme de 1991-1992, voient l'avenir de leurs mini-exploitations ? C'est à ces questions que nous essayerons de répondre dans les parties II et III, en analysant les structures et la fonctionnement des exploitations agricoles et les comportements et stratégies des paysans agriculteurs du district étudié.

Deuxième partie

Structures et fonctionnement des exploitations agricoles du district de Lezha

Chapitre V
Analyse du fonctionnement économique des exploitations

La réforme foncière de 1991-1992 a créé une sorte d'homogénéisation, du point de vue de la possession des moyens de production, entre tous les agriculteurs paysans de Lezha (et du pays en général). La terre, les animaux et l'équipement agricole, comme nous l'avons déjà souligné, ont été distribués d'une manière égalitaire, entre les ex-membres des coopératives et/ou des fermes d'Etat, au niveau du même village. Mais aujourd'hui, cinq ans après le démantèlement des domaines collectivistes et l'établissement de la propriété privée sur la terre et les moyens de production, on voit apparaître une hétérogénité des systèmes d'exploitations agricoles.

Nous retenons le concept de ***"système d'exploitation"*** selon lesquels on peut schématiser l'exploitation paysanne de la façon suivante :
- Elle représente une structure dont les éléments principaux sont le chef d'exploitation et sa famille, les moyens de production et les biens et services produits. Ces éléments ne sont pas immuables. Ils ont leurs propres caractéristiques, mais ils peuvent varier quantitativement et/ou qualitativement.
- Elle a un ou plusieurs centres de décisions qui définissent les objectifs ultimes du système et les stratégies pour les accomplir. Ainsi, c'est à partir de ces centres qu'est déterminé le fonctionnement de la structure, c'est-à-dire l'organisation, les relations et les interconnexions entre les éléments.
- Les différentes fonctions peuvent être organisées en plusieurs unités (de production, de consommation, d'accumulation et du ménage/résidence) ou à une cellule fonctionnelle unique.
- Bien que les décisions soient prises à l'intérieur du système, celui-ci est traversé par des flux provenant du milieu extérieur et qui peuvent conditionner, ou même changer son comportement. Ces flux peuvent être contraignants, stimulants, ou ne pas influencer le système.

Donc, la définition d'objectifs et de stratégies tient compte à la fois de la structure interne et des flux externes. Quand on parle de différents systèmes d'exploitations, naturellement se posent les questions de savoir:
- Quels sont les types actuels des exploitations agricoles du district de Lezha ? et,
- Comment peut-on expliquer la différenciation au sein de ces exploitations ?

En ce qui concerne l'agriculture post-collectiviste et donc les nouvelles unités de production agricole, nous devrions rappeler, tout d'abord, trois éléments essentiels qui jouent un rôle différent sur le comportement et les stratégies des agriculteurs. Ces éléments sont :

a - L'héritage professionnel des paysans-agriculteurs
Il est important de noter que l'héritage professionnel des agriculteurs albanais joue un rôle déterminant dans la différenciation des exploitations agricoles. La famille rurale albanaise, contrairement à la famille rurale ouest européenne, a vécu pendant une quarantaine d'années en rupture avec la société paysanne traditionnelle, dont elle est originaire. Les agriculteurs albanais ont été traités à peu près avec le même statut socio-professionnel que les ouvriers des autres secteurs économiques. Nous pensons que devenir agriculteur, n'a pas la même signification pour un ex-salarié de la ferme d'Etat, pour un ex-membre de la coopérative, ou encore plus, pour quelqu'un qui n'a jamais travaillé en agriculture et aujourd'hui se trouve propriétaire d'un morceau de terre.

b - Nous l'avons mentionné à plusieurs reprises le fait que **l'appropriation des moyens de production** par les paysans-agriculteurs est fait sur la base de la justice sociale au sein du village. Pourtant en ce qui concerne le facteur terre, qui est la base de la production agricole, il existe de grosses différences entre les zones agro-climatiques (plaines, collines et montagnes). ***L'élément***

foncier est souvent un élément déterminant dans le processus de prise de décisions stratégiques vers le choix des activités économiques de la famille paysanne.

c - L'exploitation agricole d'aujourd'hui est sortie de la réforme foncière, ses origines sont les grands domaines collectivistes, ***elle est créée par décision politique*** qui visait l'élimination d'un système socio-économique et politique qui avait fait preuve d'inefficacité. Une bonne partie de ceux qui gèrent ces exploitations, n'ont peut être jamais pensé qu'un jour ils seraient propriétaires de leurs terres, cela signifie qu'ils ont des difficultés de s'orienter dans le nouveau contexte; comme dans le choix des cultures ainsi que dans leurs relation avec les marchés. Ce facteur peut être, dans une certaine mesure, un élément d'explication de la lente insertion de l'agriculture albanaise aux mécanismes du marché libre.

I - Facteurs de differenciation et logiques de fonctionnement des exploitations

Pour comprendre la diversité des types d'exploitation, il faut d'abord mettre en évidence les différentes logiques en fonction desquelles l'exploitant détermine ces choix fondamentaux. Ces logiques se définissent par rapport à un certain nombre de systèmes: nous en avons retenu quatre principaux :
1 - la composition et le système de valeur de la famille paysanne,
2 - le système de production,
3 - les aspects économiques et financiers de formation des revenus,
4 - l'intégration de l'exploitation aux marchés.

Dans ce cadre d'analyse, pour les identifier et donc rendre possible une classification typologique des exploitations agricoles du district, nous tenons compte d'une part du comportement de la famille paysanne, ou de l'organisation interne de l'exploitation et d'autre part de ses relations avec l'environnement externe.

1 - La composition et le système de valeur de la famille paysanne

Un des facteurs importants qui détermine l'organisation et le fonctionnement de l'exploitation agricole paysanne, quelle que soit l'importance qu'on attribue au marché, aux dimensions des terres, et à la présence des moyens de production, est l'élément main-d'oeuvre, lequel organise techniquement le processus de la production. Et donc pour nos exploitations paysannes qui n'ont pas de recours à des travailleurs salariés, la composition et la dimension de la famille déterminent les disponibilités et la composition de la main-d'oeuvre familiale.

Pour Tchayanov ".... la composition de la famille détermine les limites supérieures et inférieures du volume de son activité économique, ... elle exerce une influence non seulement quantitative mais aussi qualitative sur ces activités" (Tchayanov, 1990). Donc le volume d'activité économique du ménage se détermine d'une part par l'objectif de la production et d'autre part par la composition et le niveau de la famille. C'est pour cette raison qu'il est indispensable, avant d'aborder tout problème concernant l'exploitation, d'étudier la composition de la famille et les éléments de sa structure à partir desquels il détermine son activité économique.

A - La composition de la famille paysanne du district de Lezha

La famille paysanne albanaise se fonde sur la notion du couple marié, monogame, vivant avec ses enfants et souvent des personnes âgées des générations passées. Elle est ainsi dans notre district d'étude. Mais cela ne veut pas dire que toutes les familles étudiées sont homogènes. Si la religion a encore peu d'importance chez les Albanais, la catégorie socio-profesionnelle et les traditions entre les

zones sont deux facteurs qui influent le plus sur la composition du ménage paysan. La force de la tradition fait que dans les zones reculées, comme c'est l'exemple de la zone montagnarde de Kashnjet dans notre étude, on peut trouver encore des grandes familles patriarcales formées par la cohabitation de deux ou plusieurs couples ensemble sous l'autorité du chef de la famille. Par contre pour les zones de plaine, ce phénomène est très rare.

La taille moyenne des familles enquêtées est de 5,25 personnes. Elle varie de 2 à 9 personnes par famille. Ce sont les fonctionnaires qui ont les plus petites familles, ils ont pour la plupart entre un et trois enfants. Le chef de famille est généralement aussi le chef de l'exploitation agricole et il vit sur l'exploitation. Mais dans certains cas, en l'absence du chef de la famille, c'est son épouse qui dirige l'exploitation. Nous avons enquêté auprès de quatre exploitations dont le chef de famille était émigré et c'était l'épouse qui gérait l'exploitation. L'âge moyen du chef d'exploitation est de 43 ans et il a une expérience professionnelle de 22 ans de travail en moyenne.

B - L'identité professionnelle et dynamique des exploitations[22]

La majorité des exploitants agricoles albanais ont eu comme activité antérieure l'activité agricole dans les coopératives et fermes d'Etat. Mais la réforme foncière de 1991-1992 a transformé en exploitant agricole même des personnes qui n'ont jamais travaillé dans le processus de la production. Dans notre échantillon, 36 chefs d'exploitations, soit 69,24 % des enquêtés, ont eu comme activité antérieure l'activité agricole et 16 exploitants- soit 30,76 % de l'échantillon, ont eu des activités non agricoles.

Par nos enquêtes et par les conversations avec les spécialistes de l'agriculture, nous avons pu remarquer que l'organisation et le fonctionnement des exploitations sont souvent dépendants de l'activité antérieure des personnes qui les gèrent. Les exploitations les plus dynamiques sont en général celles qui appartiennent au ex-membres des coopératives. Cela peut s'expliquer par le fait de l'existence d'une sorte de "paysannerie en miniature" durant le système collectiviste, à cause de l'existence du petit lopin de terre sur le territoire des coopératives.

C - Stratégies familiales et différenciation des exploitations

Les mutations économiques et techniques, l'émergence d'une production agricole pour le marché, l'identité professionnelle, la composition de la famille, le milieu naturel etc., ont obéi à des logiques et des stratégies diverses de la part des agriculteurs de Lezha. La distribution gratuite de la terre et des moyens de production par la réforme foncière de 1991-1992, n'a pas la même importance et la même manière de gestion de la part de ceux qui les possèdent.
Les discutions avec les spécialistes de l'agriculture de Lezha et une pré-enquête que l'on a fait, nous ont permis d'identifier trois catégories de paysans-propriétaires fonciers. Ces trois catégories sont :
- ***Les paysans agriculteurs qui travaillent pour l'autoconsommation***, ou les "*exploitations de subsistance*".
- ***Les agriculteurs qui travaillent pour le marché***. Pendant nos enquêtes, nous avons rencontré des exploitants qui travaillent principalement pour le marché et ont un système de production basé sur des cultures commercialisé (cultures maraîchères, fruits, vignes, et produits d'élevage). Nous appelons cette deuxième catégorie des "*exploitations marchandes*".
- ***Les paysans propriétaires fonciers qui abandonnent leur terre, ou les "absentéistes".*** *Nous appelons absentéistes ceux qui ont abandonné leurs terres agricoles indépendamment du fait de vivre ou pas sur leurs exploitations.* Donc notre définition d'une personne absentéiste est d'abord relative à l'utilisation de la terre et en suite du lieu d'habitation.

Les principales caractéristiques[23] de chacune de ces trois catégories d'agriculteurs-paysans sont :

---

[22] Nous reprendrons cette question au fil des pages qui suivent.
[23] Ces caractéristiques seront analysées en détail dans les sections suivantes.

a - Les exploitations de subsistance

Ils se trouvent dans les trois sous zones agro-climatiques de notre étude.
D'après les spécialistes de la direction de l'agriculture, ils sont entre 70 et 80 % dans les zones de plaines, entre 80-85 % dans la zone colinéaire et la totalité des agriculteurs de la zone montagneuse, qui travaillent dans une logique d'autoconsommation.
Cette catégorie est caractérisée par :
- des identités professionnelles diverses, famille composée en moyenne par 5,4 personnes. Le nombre des personnes actifs est en moyenne de 2,3 par ménage, dont 1,5 actifs qui travaillent sur l'exploitation,
- un système de production polyculture[24] -élevage,
- un niveau d'autoconsommation qui varie entre 60 et 100 %,
- des techniques de production traditionnelles (beaucoup des opérations sont réalisées à la main),
- un travail exclusivement familial, partagé entre l'activité agricole et les autres activités économiques,
- des revenus extérieurs à l'exploitation importants qui servent à la fois pour la survie de la famille et le développement de l'exploitation,
- un faible niveau de capitalisation de l'exploitation et un niveau d'investissement agricole très varié entre les différents zones (plus élevé pour la zone de plaine et très faible pour la zone montagneuse). La source d'investissement, c'est l'autofinancement.

Ces exploitations sont des exploitations paysannes et ont bien plus pour objectif d'avoir un équilibre satisfaisant entre la pénibilité du travail agricole et la consommation de la famille que de chercher des profits monétaires.

b - Les exploitations marchandes

Ils sont peu nombreux et d'après les estimations des spécialistes ne dépassent pas 7 à 10 % du nombre total des exploitations agricoles dans les zones de plaines et collines, et sont quasiment absents dans la zone de montagne du district de Lezha.
Leurs principales caractéristiques sont :
- les chefs de ces exploitations ont pour origine professionnelle l'activité agricole : soit des travailleurs agricole soit des spécialistes (agronomes ou vétérinaires). Une particularité de cette catégorie d'agriculteurs est qu'ils ont eu tous du travail bien spécialisé pendant l'ancien système et aujourd'hui ils ont orienté leurs exploitations dans les mêmes activités.
- elles ont un système de culture plus au moins spécialisé, nous pensons que cette spécialisation en dehors des conditions climatiques de la zone et des marchés, a été largement déterminée par l'identité professionnelle des exploitants.
- le travail sur l'exploitation est familial, mais dans des moments de pointe, ils peuvent embaucher des travailleurs pour une courte durée.
- la production est vendue sur le marché, soit par eux-mêmes soit par des contrats qu'ils ont pût faire avec des commerçants ou transformateurs,
- leur niveau de capitalisation d'exploitation est beaucoup plus important que celui des exploitations d'autoconsommation, mais malgré cela, elles utilisent toujours des techniques de production qui sont loin d'être modernes,
- le revenu extérieur reste encore relativement important pour un bon nombre d'entre elles (dans onze exploitations enquêtées de ce type, six d'entre elles ont des revenus extérieurs),
- les investissements agricoles sont la plus grosse partie de l'investissement total de la famille exploitante. Ces investissements sont utilisés en général pour améliorer les techniques de production

[24] D'après L. Malassis : une exploitation est en polyculture si aucune des cultures n'occupe plus de 50 % de sa SAU totale. Elle est spécialisée si une culture occupe entre plus de 50 % et jusqu'à 100 % de sa SAU, et si une seule culture occupe 100 % de la SAU de l'exploitation, on dit que cette exploitation est en monoculture.

et donc réduire la pénibilité du travail par l'achat de machines et d'équipement agricole. Les sources d'investissement sont le crédit et l'accumulation de la famille.
Ces exploitations sont confrontées à beaucoup de contraintes, liées avec l'environnement socio-économique du pays comme, la forte instabilité des marchés, la concurrence des produits étrangers, l'absence du marché foncier, l'absence d'un système de collecte, le non fonctionnement des IAA, etc.

c- Les absentéistes

C'est une catégorie des paysans-propriétaires fonciers qui ont abandonné soit partiellement, soit totalement leurs terres. (Nous appelons abandon partiel les exploitations qui ont plus de 50 % de leurs surfaces non cultivées). Ils présentent entre 15 et 20 % du nombre total des exploitations dans la zone montagneuse et entre 7 à 20 % dans la zone de plaines et de collines. D'après les résultats des nos enquêtes 41,6 % des paysans qui abandonnent la terre sont des fonctionnaires et n'ont jamais travaillé dans l'agriculture, 25 % de ceux qui ont abandonné la terre sont des ouvriers des ex-fermes d'Etat ou des autres entreprises non agricoles (cf. tableau n° 31, annexe III).

Dans la zone des plaines et des collines, les absentéistes sont en général des fonctionnaires, des commerçants ou artisans et leurs activités rapportent plus que l'activité agricole et des jeunes couples qui ont émigré depuis longtemps. Par contre, dans la zone de montagne, les absentéistes en plus de ces catégories socio-professionnelles qu'on vient de citer pour la zone de plaine, sont aussi des familles nombreuses qui ont peu de terres et donc ont migré vers les villes ou vers les zones de plaines. Beaucoup des familles qui ont migré vers les zones de plaines gardent encore leurs terres en montagne et ont laissée quelques membres de la famille provisoirement sur place.

2 - Le système de production

Comme on a déjà mentionné, la majorité des exploitants du district de Lezha ont été des agriculteurs repartis entre deux catégories :
- agriculteurs salariés, qui travaillaient dans les fermes d'Etat,
- agriculteurs "coopérateurs" qui travaillaient dans les coopératives agricoles.
Les deux catégories avaient des spécialisations de tâches bien précises comme : l'élevage, les cultures maraîchères, cultures fruitières et divers services de l'agriculture etc. Cette diversité de professions agricoles a laissé ses traces dans l'organisation des exploitations privées.

L'année 1996 à laquelle fait référence notre enquête, était la cinquième campagne de production pour les agriculteurs de Lezha. Les différences entre les exploitations, comme nous l'avons mentionné plus haut, se font aussi par le système de culture qu'elles pratiquent. Dans les conditions d'une agriculture paysanne, des structures de production de très petite taille et une main-d'oeuvre relativement importante, qui caractérisent les exploitations agricoles de la région, il nous a paru essentiel d'étudier le système de production pour chaque catégorie d'exploitations et les facteurs qui le déterminent.

Etant un élément important de la différenciation des exploitations et de leur intégration aux marchés, nous présenterons le système de production pour les trois types d'exploitations, c'est-à-dire :
1. les exploitations qui travaillent pour l'autoconsommation,
2. les exploitations qui travaillent pour le marché,
3. les absentéistes qui cultivent partiellement leurs terres.

A - Le système de production des exploitations de subsistance

Ces exploitations sont toutes caractérisées par un système de production polyculture-élevage. Leur objectif est plutôt de produire des volumes (caractère quantitatif de la production), que des valeurs monétaires. Ces exploitations, ayant pour objectif la consommation familiale sont orientées vers un

système de cultures vivrières comme le blé, les légumes, pommes de terre, haricots secs, etc. L'importance de ces cultures dans l'assolement est déterminée en premier lieu par la taille et la composition de la famille (nombre de consommateurs et de travailleurs), le rendement des cultures, les conditions climatiques de la zone et la capacité d'irrigation pour chaque exploitation. Le tableau ci-dessous nous montre la répartition des cultures dans les exploitations vivrières des quatre communes enquêtées.

Tableau n° 10 - Le système de culture dans les exploitations de subsistance.

Commune	SAU de l'exploitation	Cultures						Surface	
		Blé	Maïs	Légumes	Pomme de terre	Haricots	Fourrages	Autres cultures	non cultivée
	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha
Shengjin	1,67	0,8	0,053	0,073	0,08	0,031	0,6	0,03	0
Baladé	1,9	0,93	0,02	0,09	0,09	0,04	0,7	0,02	0,01
Kallmet	1,64	0,8	0,12	0,06	0,052	0,06	0,47	0,078	0
Kashnjet	1,17	0,25	0,51	0,043	0,03	0,037	0,28	0,02	0
Moyenne	1,6	0,7	0,18	0,07	0,06	0,04	0,51	0,04	

Source : Nos enquêtes.

Dans ce tableau, nous pouvons remarquer que pour les quatre communes étudiées, dans les trois sous zones climatiques, la culture du blé et les cultures fourragères (principalement la luzerne) occupent la plus grande partie de la SAU des exploitations. En ce qui concerne la culture du blé, exception faite de la sous zone de montagne où celui-ci est moins important que dans les autres sous-zones, il est la culture principale pour ce type d'exploitations. Pour la zone de montagne, c'est le maïs qui prend plus d'importance. Cette substitution des cultures peut s'expliquer par deux raisons :
- le manque de machines agricoles et notamment de moissonneuses-batteuses pour réaliser la récolte du blé fait que les exploitants cultivent le maïs, qui peut se récolter à la main.
- les exploitations de cette zone disposent de plus d'actifs par famille, et donc la culture du maïs peut mieux valoriser la main-d'oeuvre disponible de la famille paysanne.

a - Le système de culture et les besoins monétaires de la famille

Bien que plus haut nous ayons parlé de l'objectif de la famille paysanne qui est d'assurer sa propre consommation alimentaire par l'utilisation de la terre dont elle dispose, on ne peut pas ignorer les besoins monétaires de la famille. Ce sont ces besoins qui obligent les paysans à vendre une partie de leur production sur le marché. Il y a un autre élément, en plus des éléments cités plus haut, s'ajoute aux décisions des agriculteurs pour le choix du système de culture qu'ils pratiquent. Il s'agit de "cultures commercialisées". Dans le tableau n° 11, pour les deux communes de la zone de plaine (Shengjin et Balldré), les cultures maraîchères et la pomme de terre, occupent à peu près la même surface et sont plus importantes que dans la zone des collines et des montagnes. Pour ces deux communes, qui se trouvent près de la ville de Lezha, ces deux types de cultures font objet de commercialisation.

De la même façon, on peut remarquer que pour la zone colinéaire de Kallmet, la culture du haricot sec prend une place relativement importante dans le système de culture, après le blé et les cultures fourragères. Tous les agriculteurs de cette zone cultivent le haricot (haricot variété "Kallmet"), qui fait objet de commercialisation et est connu au niveau du pays. Par contre, dans la zone des montagne, à cause des surfaces de terre inférieures, des familles nombreuses et des conditions plus difficiles de production et commercialisation, l'exploitant cultive juste dans le but de satisfaire les besoins alimentaires de la famille et s'inquiète moins d'avoir des cultures commercialisées.

b - L'arbre et la production fruitière

La privatisation des terres a été catastrophique pour le secteur fruitier dans le district. Si, pendant le système collectiviste, toutes les coopératives de la région et une ferme de l'Etat spécialisée, avaient des dizaines ou même des centaines d'hectares d'arbres fruitiers et de vignes, avec la privatisation une bonne partie de ces arbres a été détruite, et cela pour les raisons suivantes :
- premièrement, les arbres et les vignes qui appartenaient au secteur collectif, étaient généralement très âgés et leur production très faible.
- deuxièmement, les vergers et vignes étaient souvent situés dans des endroits inadaptés à la production fruitière, (dans le but d'assurer l'alimentation du pays, les meilleures terres étaient réservées aux autre cultures : légumes, céréales, etc.....)
- les vergers qui se trouvaient à la périphérie des centres urbaines, dans les conditions d'une pénurie générale qui régnait dans le pays en 1991-1992, ont été détruits par les habitants et utilisés comme bois de chauffage.

De la même façon, la collectivisation totale des terres avait brisé la tradition des familles paysannes du district qui cultivaient des arbres fruitiers et de la vigne pour produire le "raki". Seulement dans la zone de montagne, on pouvait trouver quelques arbres à chaque famille, pour les zones de plaine cela était hors de la logique collectiviste et donc interdit. Cela signifie qu'une bonne partie des arbres ont été plantés après 1992, et ne sont pas encore, ou sont à peine entrés en production et donc la production fruitière n'est pas encore importante et orientée majoritairement vers l'autoconsommation et la transformation (surtout en "raki"[25]).

Le nombre des arbres par exploitation est présenté dans le tableau n° 17, annexe III. Dans ce tableau, on peut remarquer qu'il est plus important dans la zone colinéaire et montagneuse, la zone de plaine, pour les raisons citées plus haut, a encore peu de fruits par exploitation et ils sont utilisés, en majeure partie, pour l'autoconsommation. Pour la commune de Kallmet, où l'olivier et la vigne font la particularité de la zone, on en trouve sans exception dans toutes les exploitations, la production fruitière représente entre 13 et 20 % de la production végétale et entre 10 et 14 % des revenus monétaires agricoles (par la commercialisation du raisin de table, d'olives et huile d'olive).

Dans la zone montagneuse de Kashnjet, à cause de la distance aux marchés et le manque de moyens de transport, les fruits sont pour la plupart, transformés et vendus sous la forme de raki. Dans cette zone, les exploitants déclarent que l'impossibilité de commercialisation (très loin des marchés) et le manque d'endroits adaptés pour le stockage, font qu'une grande partie de fruits frais comme la cerise, la pomme, la prune, la figue etc. (qui donnent du raki de moins bonne qualité que le raisin) sont souvent soit non récoltés soit utilisés comme alimentation des animaux (surtout pour le porc). Cela signifie qu'il y a un gaspillage de la production fruitière dans cette zone.

c - L'élevage et sa place dans le système de production

Comme pour les cultures, les besoins d'autoconsommation de la famille déterminent la présence de l'élevage dans l'exploitation paysanne. Toutes les exploitations de la région qui travaillent pour l'autoconsommation sont des exploitations mixtes ; elles pratiquent la culture des champs et l'élevage. Le nombre d'animaux dans la région a augmenté d'une manière considérable depuis la privatisation de 1992. (voir tableau n° 7.2, chapitre III). La production animale et végétale qui composent le revenu agricole de la famille. Ces deux productions ne sont pas indépendantes l'une de l'autre, elles sont fonction des conditions de la zone de travail et des terres disponibles de la famille paysanne. L'importance relative de la culture et de l'élevage constitue l'aspect essentiel de l'orientation de la production agricole entre différentes zones agro-climatiques. Le nombre d'animaux par exploitation, surtout dans la zone de plaine (ou les pâturages naturels sont limités) est fonction des surfaces

[25] "Raki", Boisson alcoolique traditionnelle.

ensemencées par les cultures fourragères. En moyenne pour les exploitations enquêtées, le troupeau est composé par 4,65 Unités de Gros Bétail (UGB), reparties différemment entre différentes sous-zones climatiques. Dans le tableau n° 11, nous avons présenté la composition du troupeau par zone agro-climatique.

Tableau n° 11 - La composition du troupeau.

Commune	Nbrede Bovin	Ovin	Caprin	Porc	Volaille	Autres animaux	UGB[26]	Part des vaches laitières dans le troupeaux (en %)
Shengjin	2,1	3,1	1,3	1,4	9	0,6	3,4	68,4
Balldré	2,2	4,4	1,9	1,3	7,5	0,8	4,01	63
Kallmet	2,1	6,6	6,5	1,8	11,2	0,8	5,34	57
Kashnjet	1,9	6,1	11,4	1,6	9	0,9	5,85	48
Moyenne	2,09	5,06	5,25	1,54	9,2	0,77	4,65	59,1

Source : Nos calculs à partir de l'enquête.

Nous l'avons calculé l'UGB, à partir de chiffres suivants :
1 UGB, d'après l'Institut des études agraires de Rome, est égale à :
- une vache, un cheval, un boeuf de plus de deux ans.
- deux bovins, deux chevaux, deux boeufs de moins de deux ans.
- cinq caprins.
- sept ovins.

Comme le montre le tableau n° 11, l'élevage bovin prend une place importante dans la composition du troupeau, surtout en ce qui concerne les deux communes de plaines (Shengjin et Balldré). Dans la zone colinéaire, les bovins sont encore aussi importants mais les ovins et caprins sont plus nombreux que dans la zone de plaine. La zone des montagnes est marquée par la dominance des caprins dans le troupeau (11,4 caprins en moyenne d'exploitation, soit 2,1 UGB/exploitation).

L'augmentation du nombre des caprins et ovins dans la zone des collines et montages, s'explique par la présence des prairies naturelles dans ces deux zones et donc les conditions naturelles favorables pour ce type d'élevage (cela est remarquable pour la zone montagneuse, elle commence à avoir une certaine spécialisation, si l'on peut dire dans l'élevage caprin).

d - La relation élevage-système de cultures fourragères

Les cultures fourragères ont une place importante dans le système de culture de ce type d'exploitations. Pour montrer la place de l'élevage et des cultures fourragères, dans le système de production, nous avons construit le tableau suivant :

Tableau n° 12 - L'élevage et les surfaces fourragères dans l'exploitation d'autosubsistance.

Zones agro-climatiques	Part de la production animale dans la production brut agricole (en%).	Unité de Gros Bétail par exploitation.	Surface moyenne des cultures fourragères par UGB (en ha).
1. Plaine	36	3,7	0,17
Shengjin	36,6	3,4	0,16
Balldré	35,4	4,01	0,18
2. Collines (Kallmet)	37,2	5,34	0,09
3. Montagne (Kashnjet)	46,1	5,85	0,05

Source : Nos enquêtes.

[26] UGB, Unité de Gros Bétail.

Ce tableau montre que la surface des cultures fourragères par UGB est relativement faible. Les surfaces ensemencées en cultures fourragères, les résidus de la production (paille des autres cultures, etc.) et les pâturages naturels favorisent le développement de l'élevage extensif dans les exploitations de la région. La présence des prairies naturelles importantes, surtout pour la zone des collines et de montagnes, et la taille plus réduite des exploitations, fait que les surfaces consacrées aux cultures fourragères dans ces zones sont inférieures aux zones de plaine.

e- Les produits d'élevage et leur destination

Les produits de l'élevage dans les exploitations en autosubsistance sont reparties entre l'autoconsommation, la vente sur le marché et la capitalisation. Dans le tableau n° 13, nous avons présenté la destination de la production animale pour les trois sous zones enquêtées.

Tableau n° 13 - La destination de la production animale (en pourcentage).

Produits	Plaine I Shengjin	II Balldré	Colline III Kallmet	Montagne IV Kashnjet
Lait				
- autoconsommation (%)	36	32	43	42
- vente (%)	41	48	16	
- transformé (%)	23	20	41	58
Jeunes bêtes				
- autoconsommation (%)	31	35	27	36
- vente (%)	18	12	31	11
- capitalisés (%)	51	53	42	53
Produit d'élevage par exploitation (000/leks)	36,6625	35,45375	37,2	46,13

Source : Nos enquêtes.

Le tableau montre que pour les zones de plaine, qui sont aussi près de la ville, la vente du lait est un élément important de leur activité. Par contre, pour la zone montagneuse vendre, du lait est presque impossible à cause de la distance des marchés, cette zone utilise plus que les autres zones la transformation de ses produits (notamment la transformation du lait en fromage, à la maison). De la même manière, garder les jeunes bêtes pour la production est une pratique habituelle chez les paysans de la région, ce qui explique pour une grande partie, l'augmentation du nombre des animaux pendant ces cinq ans de l'existence de la propriété privé.

f- Techniques de production, utilisation des inputs et comportement d'agriculteurs envers le progrès technique

La présence de la main-d'oeuvre abondante dans les familles paysannes, le manque de capitaux nécessaires pour l'achat de machines et d'équipements, la taille réduite des exploitations (la terre comme facteur limitant important) font que les techniques culturales restent dominées par le travail manuel. L'intensification du travail dans les exploitations permet à la famille paysanne de substituer le facteur rare (la terre) par le facteur abondant (le travail). Mais le rapport entre le travail manuel et la mécanisation n'est pas le même pour toutes les catégories d'exploitations. Pour les exploitations marchandes, qui ont un système de culture spécialisé et pour celles qui ont un niveau de revenu leur permettant la reproduction élargie, elles augmentent leurs dépenses d'exploitation dans le but d'améliorer la productivité du travail et de diminuer sa pénibilité. Il existe aussi des différences au sein des exploitations de subsistance pour les différentes sous zones agro-climatiques. Dans la zone de plaine et de basses collines, la préparation de la terre et l'ensemencement sont généralement mécanisées, souvent par la location des moyens mécaniques ou l'utilisation de traction animale. Dans la zone de montagne, la traction animale domine, mais aussi le travail manuel, l'utilisation de traction

mécanique dans cette zone est limitée. Les autres pratiques culturales, en dehors de la moisson du blé, comme la distribution d'engrais, l'irrigation etc., sont pour toutes les exploitations dépendantes du travail manuel.

Le tableau ci-dessous nous montre le niveau de mécanisation et l'utilisation d'engrais dans les trois zones agro-climatiques de notre étude, pour les exploitations polyculture élevage.

Tableau 14- Techniques culturelles : niveau de mécanisation et utilisation d'engrais dans les exploitations de subsistance.

	Zones			
	Plaine I	Plaine II	Collines	Montagne
	Shengjin	Balldré	Kallmet	Kashnjet
Préparation du sol et semences (en %)				
- mécanisée	71	76	63	46
- traction animale	25	22	31	48
- manuelle	4	2	6	6
Service cultural				
- mécanisée	3	4	0	0
- traction animale	32	41	28	16
- manuelle	65	55	72	84
Utilisation d'engrais				
- qx/ha	1,4	1,6	1,3	0,9
- 000/leks	5,04	5,76	4,94	3,6
Pesticides 000/lek	2,1	1,9	2,2	1,2
Autres dépenses de la production.	17,17	16,57	11,98	9,19
Jours de travail/Ha.	394	423	423	470

Source : Nos enquêtes.

L'élément le plus remarquable dans ce tableau est le nombre des jours de travail disponibles par hectare. Il est en moyen dans le district, de 1,5 UTA/ha et avec de fortes valeurs pour la zone montagneuse où l'on trouve des surfaces de petite taille et des familles nombreuses. Ces chiffres montrent encore une fois, les stratégies des agriculteurs d'un côté, d'assurer le plein emploi de la famille par l'intensification de la production à partir du travail familial, et de l'autre côté pour augmenter la productivité du travail par l'amélioration des techniques de production et l'utilisation des inputs agricoles, donc par l'introduction du progrès technique.

On peut dire alors que l'introduction du progrès technique dans les exploitations agricoles de la région, n'est pas seulement conditionnée par les stratégies des agriculteurs vis-à-vis de l'activité agricole et de leur volonté d'améliorer les techniques de production mais aussi par les structures agraires du pays, de l'environnent socio-économique et institutionnel.

B - Les systèmes de productions des exploitations marchandes

L'introduction de la logique marchande dans le choix du système de production, a commencé d'apparaître depuis 1993, c'est-à-dire peu de temps après la privatisation des terres. Mais, comme nous l'avons déjà mentionné, ces exploitations sont encore très limitées en nombre et se situent dans la zone de plaines et de piedmonts. L'intérêt d'étudier cette catégorie d'exploitations consiste dans le fait qu'elles montrent les tendances de différentes logiques productivistes chez les agriculteurs et donc elles doivent être considérées comme l'avant-garde d'un nouveau modèle agricole qui tente de se

mettre en place. En étudiant leurs systèmes de production, nous essayerons de répondre aux questions suivantes :
Quels sont les facteurs qui ont avantagé la mise en place de ce système de production dans ces exploitations ?
Les systèmes de production choisis par ces exploitants seront-ils durables ou ont été décidés seulement pour faire face à la situation socio-économique difficile et marque par l'instabilité ?

a - Les types des exploitations marchandes selon le système des cultures mis en oeuvre

Selon le système de culture ou d'élevage, les exploitations spécialisées peuvent être reparties en quatre classes :

1. Les exploitation maraîchères,
2. Les exploitations de fruits,
3. Les exploitations de vignes,
4. Les exploitations d'élevage.

1. Exploitations maraîchères.
Elles sont situées dans la zone de plaine (communes de Shengjin et Balldré, dans notre enquête) et des basses collines (Kallmet). Sans exception, dans les cinq exploitations de ce type que nous avons enquêtées, les chefs d'exploitation ont travaillé pendant le système collectiviste, dans des secteurs spécialisés en production maraîchère. Cela était un facteur important dans leurs choix, puisqu'ils connaissaient bien les cultures et techniques culturales. Seulement un des cinq exploitants enquêtés, a travaillé dans les serres de l'ex-ferme d'Etat en Balldré, et aujourd'hui c'est lui qui a 0,5 ha de serres.
La taille moyenne de la famille pour ces exploitations est de 7 personnes, dont 3,8 actifs par famille.
Les cultures principales pour ces exploitations sont : les tomates, les concombres, les pastèques, les aubergines, les poivrons et les légumes d'hivers (poireaux, choux, salades, épinards, etc.).(voir tableaux n° 23, 24 et 25, annexe III).

Comme pour les deux exploitations qui ont des serres, ainsi que pour celles de pleins champs, la principale culture reste la tomate, exception faite pour une exploitation en Balldré qui pour l'année 1996, avait cultivé les deux-tiers de sa SAU en pastèques. Il s'agit de son positionnement dans une zone (Torovica) ou auparavant cette culture occupait entre 40 et 50 % des terres et avait des rendements très élevés à cause des terres profondes et riches en matières organiques. A cause du manque de terre, quatre agriculteurs sur cinq enquêtés pour ce type d'exploitation, pensent continuer leur activité de maraîchers par la spécialisation dans les cultures sous serre et essentiellement dans quatre cultures principales : tomates, concombres, aubergines et salades. Un seul agriculteur n'a pas de projet d'investissement agricole à court terme et à cause du manque d'irrigation, il pense continuer encore pour l'année prochaine dans la production de pastèque. Les plants, pour les exploitation maraîchères, sont produits dans l'exploitation. Les semences sont achetées, par contrats avec la direction de l'agriculture de Lezha et "l'Institut de Légumes et Patates" de Tirana. En général, ces exploitations possèdent en même temps des animaux (vaches de trait, porcs, volailles etc.) dans le but d'assurer la production animale pour les besoins de la famille. Il semble que la zone de plaine, favorisée par les conditions climatiques et la distance de la ville, aurait comme principale culture les cultures maraîchères.

2. Les exploitations fruitières.
A cause des spécificité de ces cultures, les exploitations fruitières sont rares dans le district. Mais d'après les spécialistes de l'agriculture du district, d'année en année, leur nombre est en augmentation. A la différence des cultures maraîchères, les arboriculteurs sont en général des personnes qui connaissent bien les cultures fruitières et leurs techniques culturales. Nous avons interviewé un arboriculteur qui a une exploitation de 1,2 ha de pêchers dans la commune de Shengjin.

L'exploitant et son épouse sont tous les deux des ingénieurs agronomes, spécialistes des fruits, ils ont une expérience de 14 et de 11 ans de travail dans l'ex-ferme fruitière de Lezha. La femme continue

toujours son activité comme agronome de la commune et le mari s'est consacré à l'exploitation. Leur famille est de 5 personnes (ils ont trois enfants le plus grand a 12 ans). En 1994, ils ont planté 0,9 ha de pêchers et en 1995 encore 0,3 ha. 60 % de leur investissement initial (achat des plants et d'un mini tracteur de 15 chevaux, financés par un crédit de 500 000 leks, sur un délais de 10 ans, accordé par la Banque Agraire. Le choix de cette culture a été fait après avoir étudier le marché des fruits dans différentes villes du pays. Les plants ont été achetés chez des commerçants qui font du commerce avec la Macédoine. En fonction du temps de maturité, ils ont trois variétés différentes. La première production sera pour l'année 1997.

D'autres cultures qu'ils pratiquent sont les légumes pour les besoins de la famille et la luzerne dans le but d'assurer un peu d'alimentation pour une vache laitière et un jeune bovin. Chaque année, ils élèvent aussi un porc et des volailles.

3. Les exploitations viticoles,
Elles sont aussi peu nombreuses dans le district, mais après les estimations des spécialistes agronomes à la direction régionale de l'agriculture, elles sont plus nombreuses que les exploitations fruitières. Dans la zone colinéaire, mais aussi en plaine, beaucoup d'exploitants ont commencé à planter des petites surfaces de vigne qui varient selon l'exploitation et la zone climatique de 0,1 à 0,5 ha par exploitation. Pendant notre enquête, nous avons interviewé deux exploitants qui ont déjà affirmé leur volonté de se spécialiser dans la vigne. Elles sont situées toutes les deux dans la zone de collines (commune de Kallmet). Cette zone est connue en Albanie pour ses cépages de vin de table "Kallmeti".
a. L'exploitation n° 1, a une surface totale de 2,4 ha, depuis 1993, elle a planté 2 ha de vigne. Elle garde 0,4 ha pour les légumes et la luzerne. La famille est de 8 personnes, dont six enfants, le grand a 21 ans. Le chef de l'exploitation et son épouse ont tous les deux travaillé dans le secteur fruitier de la coopérative. Aujourd'hui, ils consacrent leur temps à l'exploitation. Ils possèdent deux vaches laitières, neuf brebis, un porc et des volailles. Le fils est parti depuis deux ans en Italie et ne pense pas revenir pour le moment.

La culture de la vigne, de différentes variétés, reparties entre raisins pour la transformation et raisins de table. 80 % de la superficie soit 1,6 ha est destinée à la transformation et 20 %, soit 0,4 ha raisin de table. Le raisin de table a été planté en 1993 et sa première production en 1996 représente une valeur de 143 milles leks. Suite aux discutions avec les responsables de la fabrique du vin à Durres, ils ont signés un contrat pour fournir pendant cinq ans à partir de 1998 douze tonnes de raisin pour la transformation. L'impossibilité d'avoir plus de terres les empêche d'augmenter encore leur surface de vigne. "Quand on vit en campagne, il faut mieux produire les légumes à la maison que courir les marchés pour acheter des tomates ou des oignons" - nous répond le chef de l'exploitation quand on demande s'il plantera aussi en vigne sa surface de 0,4 ha.

b. L'exploitation n° 2, La famille est de six personnes (quatre enfants) et a une SAU totale de 1,7 ha. Le chef de l'exploitation a 46 ans et a travaillé comme agronome dans le secteur fruitier de la coopérative. L'épouse était comptable à la coopérative. Maintenant, l'épouse consacre tout son temps à l'exploitation, lui continue son travail d'agronome à la commune et leur fils qui a 20 ans partage son temps entre émigration saisonnière en Grèce et l'exploitation de ses parents.

La vigne a été plantée entre 1993 et 1995. 0,2 ha de raisin de table en 1993, 0,9 ha raisin de transformation en 1994, et encore 0,6 ha de raisin pour la transformation en 1995. Les cépages ont été achetés à l'Institut des Arbres fruitiers à Vlora. Ils ont signé un contrat avec l'usine de boissons alcoolisées à Durres pour fournir, à partir de 1998, huit tonnes de raisins pour la transformation. Les responsables de l'usine des boissons alcoolisées de Tirana ont promis d'acheter toute la quantité de raisins qu'ils peuvent fournir à partir de 1997.

4. Les exploitations d'élevage
Comme pour la terre, la disparition des troupeaux collectifs a laissé place aux mini troupeaux privés dans chaque coin du pays. Si la décollectivisation était catastrophique pour les arbres, c'était le contraire pour les animaux. Dans le système de production des exploitations de subsistance, nous avons déjà remarqué l'importance de l'élevage pour les familles paysannes qui travaillent pour l'autoconsommation.
Les produits d'origine animale prennent de plus en plus d'importance dans la composition des rations alimentaire des Albanais[27] . Cela signifie que depuis 1992, la demande et par conséquent, les prix sur le marché des produits d'origine animale ont été très favorables.

La politique agricole post-collectiviste a essayé, par l'application des taxes douanière, de l'ordre de 25 % aux produits animaux, et l'interdiction d'exportation du bétail sur pied, de favoriser le développement des troupeaux privés, dans le but d'assurer des aliments nutritionnels d'origine animale dans la ration alimentaire, comparable aux niveaux des autres pays européens. D'autre part, l'importation des produits animaux frais comme le lait, la viande, les oeufs etc. ont été très faibles à cause de leur prix plus élevés que les produits du pays (il faut noter que les conditions climatiques favorables pour un élevage extensif et la présence de la main-d'oeuvre familiale dans les exploitations agricoles font que le coût de production de ces produits est inférieur aux produits importés). Les exploitations d'élevage spécialisées sont moins nombreuses que les exploitations maraîchères et appartiennent, comme les autres types d'exploitations spécialisées, aux agriculteurs qui ont travaillé dans l'élevage durant la période collectiviste.

L'élevage bovin semble être plus important pour les exploitants de la zone de plaine, mais il reste encore très limité à cause du manque de surfaces nécessaires pour assurer l'alimentation du troupeau. L'aliment du bétail, surtout pour la zone de plaine, est généralement cher et difficile à trouver. Dans la zone colinéaire et de montagnes, malgré les conditions favorables pour l'élevage caprin et ovin, la distance aux marchés et le manque de système de collecte organisé, font que les exploitations spécialisées en élevage sont encore absentes. Nous avons interviewé trois exploitants spécialisés en élevage (deux élevages bovins laitières et un élevage porcin).

a. L'exploitation d'élevage bovin 1, Shengjin.
Cette exploitation a commencé son activité orientée vers l'élevage, depuis 1994. A l'époque, elle avait deux vaches laitières et des veaux (femelles). En 1995, elle a acheté deux vaches et aujourd'hui il y en a 6 à production laitière d'un rendement de 3867 litres de lait par tête et par an. Le chef d'exploitation, âgé de 37 ans et son épouse, travaillaient avant la privatisation, tous les deux dans le secteur d'élevage à la coopérative. La privatisation des troupeaux les a rendu propriétaire d'une vache (race "noire et blanche") qu'ils ont pu choisir pas trop âgée et de trois brebis. Voir la demande des produits animaux et la flambée des prix de ces produits, ils ont vendus leurs brebis à la fin 1993 pour acheter des vaches. Cette année-là, le mari est parti travailler pendant six mois à l'étranger ce que lui a permis d'acheter, au début 1994, trois vaches. En 1996, ils avaient six vaches laitières en production et quatre veaux (jeune vaches) entre 6 mois et 2 ans.

b. L'exploitation d'élevage bovin 2, Balldré.
Pour le couple qui gère cette exploitation, ils sont tous les deux des spécialistes vétérinaires et ont travaillé pendant les 9 dernières années de leur activité professionnelle dans un complexe d'élevage de la ferme d'Etat. Ils ont 45 et 46 ans. Leur famille compte six personnes dont quatre enfants. La fille aînée a 19 ans et travaille avec ses parents sur l'exploitation, les autres enfants sont encore en l'école.
Le troupeau est composé de 8 vaches laitières et de six jeunes bêtes qui ont entre 0 et 2 ans. Leur activité d'élevage a commencé en 1993, avec le démantèlement du complexe d'élevage. Ils ont obtenu deux vaches laitières, de la privatisation des animaux du complexe où ils travaillaient. En 1994, ils ont acheté une troisième vache et en 1995 deux autres. Le principal problème pour eux était le

[27] A. Civici, Options Méditerranéennes, op,. cité.

manque de la terre pour produire suffisamment d'aliments de bétail, mais depuis 1995 ils ont pu utiliser 1,1 ha de terre supplémentaire. Le frère est fonctionnaire et leur a laissé l'utilisation de sa terre contre 3 litres de lait par jour (ce que leur coûte 21 000 leks par an), pendant un délais indéterminé.

c. L'exploitation de l'élevage porcin, Balldré.

La famille est composée de cinq personnes, le chef d'exploitation avec son épouse âgés de 46 ans et trois enfants. L'ainé a 22 ans et travaille avec ses parents sur leur l'exploitation; les autres enfants sont encore en l'école. Le chef d'exploitation a été responsable du complexe d'élevage porcin de la ferme fruitière en Balldré et l'épouse a travaillé dans le secteur "grandes cultures" de la ferme d'Etat. En 1994, ils ont fait une demande de crédit pour construire des bâtiments d'élevage et acheter des porcs pour la reproduction. Le crédit de 500 000 leks a été accordé six mois après et donc au début 1995, ils ont acheté une camionnette d'occasion et construit un bâtiment pour l'élevage. Leur troupeau en 1996 était de 12 animaux dont 9 truies et 3 mâles. Leur terre est ensemencée : 0,8 ha de maïs, 0,4 ha d'avoine et puis de choux fourragers, 0,35 ha de luzerne et 0,05 ha de légumes pour la famille.

C - Techniques d'élevage et système fourrager

Au niveau des exploitations d'élevage, l'utilisation de la terre est conditionnée par l'interaction entre les animaux de l'exploitation et le système fourrager. Chaque exploitant essaye d'assurer le maximum de l'alimentation annuelle de son troupeau par l'utilisation de sa terre. La principale contrainte pour augmenter le nombre d'animaux pour tous les exploitants est la surface trop restreinte des terres. Le système fourrager qu'ils pratiquent est généralement celui à base de luzerne et chou fourrager pour l'élevage de bovin et de luzerne, maïs, avoine et chou pour l'élevage porcin. Par système fourrager, nous entendons : "....l'ensemble des moyens de production, des techniques et des processus qui ont pour fonction d'assurer la correspondance entre le (ou les) système(s) de culture et le (ou les) système(s) d'élevage. Il s'agit d'équilibrer les ressources et les besoins en fourrages pour atteindre un objectif de production et ce dans un cadre de contraintes données". (Attonaty, 1980; Duru, 1982; Delorme et al., 1983)[28] . Mais l'élevage bovin, dans les deux exploitations, décrites plus haut, est un élevage extensif, c'est-à-dire que pendant la journée les animaux vont pâturé dehors, dans des terres abandonnées et marécageuses du village. Cela signifie que le coût réel d'alimentation est difficile à mesurer. Les éleveurs achètent plus de fourrage sec et d'aliments concentrés pour l'alimentation du troupeau pendant l'hiver ou le pâturage est beaucoup moins important.

D - Techniques de production des exploitations marchandes

Le niveau de mécanisation, la somme des dépenses matérielles[29] et le nombre de jours de travail par hectare sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau n° 15 - Utilisation des inputs et niveau de mécanisation des exploitation marchandes.

Indices	Type d'exploitation			
	Exploitations maraîchères	Exploitations fruitières	Exploitations de vigne	Exploitations d'élevage.
Niveau de mécanisation des techniques culturales et/ou d'élevage (en %)				
- mécanisées	28	71	62	13
- manuelles	72	29	38	87
Dépenses matérielles de la production (en 000/leks)	97,1128	37,76	50,16	159,6433
Jours du travail/ha	415,9	186,75	275,12	420

Source : Nos enquêtes.

[28] Cette définition est citée par M. Duru; A. Gibon; et P. L. Osty., "Pour une nouvelle approche renouvelée du système fourrager", in "Pour agriculture diversifiée", sous la direction de M. Jollivet, 1989.

[29] Sur les dépenses matérielles et leur nature, nous en parlerons plus en détail au chapitre suivant, section «capital circulaire de l'exploitation».

- Les résultats du tableau montrent le faible niveau de mécanisation dans les exploitations. En dehors de la préparation du sol et des semailles, dans les exploitations maraîchères, fruitières et des vignes, les services culturales sont manuels. Le même phénomène est chez les éleveurs ; la traite des vaches et l'alimentation sont des techniques manuelles. Cela se manifeste clairement dans les nombres de jours de travail utilisés aux différents types de productions.
- Le niveau des dépenses de production révèle plus d'importance dans les exploitations d'élevage (à cause du coût de l'alimentation) et les maraîchères (utilisation d'engrais et pesticides).

3. Le niveau d'utilisation de la terre et les cultures pratiquées par les absentéistes

Si on se réfère au tableau n° 31 (cf. annexe III), on remarque que la SAU moyenne des absentéistes est de 0,75 ha par famille. Seulement 0,21 ha/famille, soit 28 % de la terre est cultivée. Le temps consacré à l'activité agricole par cette catégorie de personnes, quand ils vivent encore sur l'exploitation, est seulement de quelques heures par semaine (en dehors de leur activité principale). Ceux qui utilisent encore leurs terres cherchent seulement à produire des légumes frais pour la famille et de la luzerne pour quelques animaux (brebis, porcs et volailles).

II - Le revenu du ménage paysan du district de Lezha

Le niveau du revenu et sa nature sont deux autres éléments que nous avons pris en compte pour construire la typologie des exploitations enquêtées. Avant de passer à l'analyse du revenu paysan (agricole et non agricole), nous voudrions préciser quelques notions et exposer le mode de calcul des revenus utilisés dans ce travail.

1 - Notion économique du revenu paysan

Il s'agit de choisir la notion économique du revenu paysan, capable de rendre compte de la diversité et de l'importance des activités économiques de la famille paysanne du district que l'on considère comme un élément essentiel permettant de voir le fonctionnement de l'économie paysanne post-collectiviste.

Dans les conditions où se trouvent actuellement les exploitions agricoles du district, où la terre est un facteur de production très rare, le niveau de capitalisation faible, pour assurer sa survie et en même temps une plein emploi de ses membres actifs, la famille paysanne a recours aux deux types d'activités : l'activité agricole et l'activité non agricole. Dans ce travail, nous utiliserons deux notions du revenu paysan: le revenu brut (RB) et le revenu net (R.N.) de la famille paysanne.

Par **revenu brut,** nous entendons *"tous les revenus que recevra la famille durant l'année, déduction fait des dépenses monétaires de production, que ces revenus proviennent du travail de la terre ou de tout autre travail agricole ou non agricole"* (A. Tchayanov, 1990).
Le revenu brut agricole est le revenu annuel provenant de l'activité agricole de la famille, déduction fait des dépenses monétaires de la production agricole.
Le **revenu net** représente *"....le total des valeurs (monétaires et en nature) que la famille paysanne peut consommer sans diminuer la capacité de production de l'exploitation ..."* (L. Malassis). Donc, en effet le revenu net est le revenu brut moins la consommation du capital fixe de l'exploitation.

2. Le calcul du revenu dans notre travail

Le revenu de la famille paysanne a été calculé, dans ce travail, de la manière suivante :
(cf. schéma n ° 2).

Schéma n° 2 - Le calcul du revenu paysan dans notre travail.

La valeur de la production végétale	La valeur de la production animale	La valeurs des produits de transformation

La valeur totale de la production provenant de l'activité

Stocks et autofournitures	Autoconsommation	Produits vendus (revenu agricole monétaire)

Dépenses monétaires et autofournitures pour l'actifs circulants	Les valeurs ajoutées de la production agricole

Rémunération du travail salarié	REVENU AGRICOLE BRUT (RBA)	REVENUS EXTERIEURS

REVENU DISPONIBLE DE LA FAMILLE PAYSANNE

Revenu monétaire de la famille

Remplacement du capital fixe	REVENU NET DE LA FAMILLE

Investissements	Consommation	Epargne

Comme le montre ce schéma, pour calculer le revenu de la famille paysanne, nous avons calculé le produit brut agricole en valeur, en multipliant les quantités produites par les prix annuels moyens de chaque produit. Ensuite nous avons calculé les valeurs ajoutées de la production agricole et le revenu brut agricole. Le revenu extérieur de la famille est la somme monétaire de tout autre revenu en dehors de l'agriculture que la famille a reçu pour l'année 1996. La somme de revenu brut agricole et le revenu extérieur nous donne le revenu brut de la famille à lequel nous avons déduit la consommation du capital fixe pour avoir le revenu net de la famille paysanne. Ce schéma repose sur la méthodologie habituelle du calcul du revenu brut et revenu net, mais en plus de cette méthodologie, nous avons introduit le revenu monétaire de la famille ce qui ne change en rien les calculs standards.

3 - La nature du revenu de la famille, une autre dimension typologique des exploitations enquêtées

Comme nous l'avons déjà mentionné, pour la plupart des exploitations agricoles du district de Lezha, l'activité agricole n'est pas la seule activité économique de la famille paysanne. Les surfaces de terre très restreintes, l'absence du marché foncier, le manque de capitaux et l'abondance de main-d'oeuvre familiale, font que les activités non agricoles et donc le revenu extérieur à l'agriculture soit important dans la composition du revenu de la famille. Basé sur la nature du revenu paysan, nous avons essayé d'évaluer quantitativement les différentes activités économiques de la famille et sur cette base de classifier les exploitations. Alors, en fonction du critère "nature du revenu", nous pouvons distinguer trois groupes d'exploitations :

- Exploitations qui ont uniquement des revenus agricoles,
- Exploitations qui ont des revenus agricoles et non agricoles,
- "Exploitations" qui n'ont que des revenus non agricoles.

Analysons chaque groupe d'exploitations.

a - Exploitations qui ont uniquement des revenus agricoles

Pour ce groupe, comme le titre le montre, la seule activité économique de la famille est l'activité agricole. Avoir une seule activité économique et par conséquent une seule source de revenu, signifie que la famille, pour satisfaire ses besoins, doit produire non seulement pour l'autoconsommation mais aussi pour vendre sur le marché et obtenir de la monnaie. Dans les conditions socio-économiques actuelles du pays, ces exploitations sont rares. Dans notre échantillon, elles représentent 9,6 % des exploitations enquêtées (soit 5 exploitations sur un total de 52). Ces cinq exploitations sont toutes des exploitations qui ont un système de production spécialisé (deux en élevage bovin, deux cultures maraîchères et une en élevage porcin), elles travaillent pour le marché. Elles sont situées en zone de plaine, dans les communes de Shengjin et Balldré (voir le tableau n° 16).

b - Les exploitations qui ont des revenus agricoles et non agricoles

Sur le total de 52 exploitations de notre échantillon, 29 d'entre elles, soit toutes les exploitations de subsistance et 6 exploitations spécialisées (1 en fruits, 2 en vigne et 3 en cultures maraîchères) ont des revenus extérieurs à l'agriculture. Elles sont situées dans les trois sous zones agro-climatiques du district et comprennent la totalité des exploitations de la zone colinéaire et montagnarde. Le revenu extérieur de ces exploitations peut avoir une double origine; (cf. tableaux n° 5 et n° 6, annexe III)

- elle provient de la double activité, telle que le commerce, les divers services villageois, la collecte des plantes médicinales etc.
- mais elle provient aussi du travail salarié des ouvriers qui travaillent en dehors de l'exploitation, des salaires des fonctionnaires, des pensions de retraite, etc.
- Les transferts des institutions, comme l'assistance sociale ont une grande importance dans le revenu de la famille paysanne, particulièrement pour les familles en difficulté (cela est plus important encore pour la zone montagnarde).
- L'émigration est une source importante de revenu pour 70 % des exploitations enquêtées, elle leur permet d'assurer les revenus nécessaires pour la consommation familiale et souvent sert comme source de financement des investissements ou de l'épargne.

Nous n'avons pas pris cette catégorie de revenu comme un élément de distinction typologique des exploitations, puisqu'il est présent presque dans tous les exploitations.

c - Les familles qui ont uniquement des revenus non agricoles

Tableau n° 16 - La nature et le niveau du revenu des exploitations agricoles du district.

Type d'exploitation. Indices.	Zone de plaine		Zone de collines	Zone des montagnes	Le district
	Shengjin	Balldré	Kallmet	Kashnjet	
1. Exploitation avec revenu agricole et revenu extérieur					
a. Exploitati0ons de subsistance					
Nombre d'exploitations enquêtées	8	8	7	6	29
Nombre d'exploitation qui ont des revenus extérieurs	8	8	7	6	29
Revenu extérieur moyen/exploitation (000/leks)	87,378	70,25	88,11	134,52	82,349
Revenu agricole moyen/exploitation (000/leks)	108,78	110,41	97,35	70,47	95,735
Revenu agricole/actif agricole (000/leks)	88,29	82,24	69,8	48,34	63,975
Revenu total de la famille (000/leks)	196,167	180,66	185,46	205	178,084
Revenu/actif (000/leks)	91,02	86,5	76,9	73,7	76,1815
Revenu/tête (000/leks)	39,9	39,48	37,44	35,48	33,31
Revenu agricole/ha (000/leks)	64,71	60,54	57,65	58,07	59,74425
b. Exploitations marchandes					
Nombre d'exploitations marchandes, enquêtées	4	4	3	0	11
Exploitation avec revenu extérieur	2	1	3	0	6
Revenu extérieur moyen/exploitation (000/leks)	131,09	132,87	123,12	0	129,03
Revenu agricole moyen/exploitation (000/leks)	282,155	408,33	260,349	0	316,94
Revenu agricole/actif agricole (000/leks)	97,89	136,11	78,89	0	104,30
Revenu total de la famille (000/leks)	413,245	541,2	383,469	0	445,97
Revenu/actif (000/leks)	137,67	135,3	116,2	0	129,72
Revenu/tête (000/leks)	68,8	77,3	53,25	0	66,45
Revenu agricole/ha (000/leks)	120,57	170,14	109,88	0	133,53
2. Exploitations sans revenus extérieurs					
Nombre d'exploitations enquêtées	15	15	12	10	52
Nombre d'exploitations sans revenus extérieurs	2	3	0	0	5
Revenu agricole moyen/exploitation (000/leks)	325,243	480,52	0	0	402,8815
Revenu agricole/actif d'exploitation (000/leks)	108,41	137,29	0	0	122,85
Revenu/tête (000/leks)	65,04	84,89	0	0	74,965
Revenu/ha (000/leks)	191,319	216,45	0	0	203,8845
3. Familles sans revenus agricoles					
Nombre des familles enquêtées	15	15	12	10	52
Nombre des familles sans revenus agricoles	3	3	2	4	12
Revenu moyen/famille (hors l'émigration) (000/leks)	316,66	390	371	280	339,415
Revenu/actif (000/leks)	137,681	195	148,4	112	148,22
Revenu/tête (000/leks)	73,64	86,66	74,2	70	76,125

Source : Nos calculs.

Les familles qui ont uniquement des revenus non agricoles sont celles que l'on a appelé les "absentéistes" (voir tableau n° 32, annexe III). Elles ont une autre activité économique, on y trouve par exemple des salariés, fonctionnaires, émigrants, etc. et l'activité agricole ne représente aucune importance dans leur revenu. A cause du travail à plein temps dans une autre activité, elles ne cultivent pas ou cultivent très partiellement (en général des légumes) leurs terres.

Dans le tableau ci-dessus, nous remarquons :

- Toutes les exploitations d'autosubsistance ont des revenus extérieurs à l'agriculture. L'importance du revenu extérieur varie en fonction des zones agro-climatiques. Cela s'explique avec la taille de l'exploitation ; plus la taille de l'exploitation est petite, plus la famille s'organise pour travailler à l'extérieur afin d'assurer les revenus nécessaires à sa survie.

Comme le tableau le montre, le revenu extérieur est plus important pour la zone montagneuse et il contribue pour 61,1 % du revenu total de la famille. Par contre, il est moins important pour la zone de plaine, et surtout pour la commune de Balldré (le revenu extérieur contribue pour 37,9 % du revenu total de la famille), où la SAU par exploitation est plus grande et la taille de la famille plus petite.

- Pour les exploitations marchandes, en général, le revenu extérieur est moins important dans le revenu total de la famille et seulement 54 % de ces exploitations ont des revenus extérieurs. Ce sont les exploitations de vignes, de fruit et les exploitations des cultures maraîchères qui n'ont pas de cultures sous serre, qui possèdent des revenus extérieurs. Les exploitations d'élevage et de cultures sous serre, n'ont pas de revenu extérieur.

- Le revenu par tête est un autre élément de différenciation entre les zones et entre les types d'exploitations. Ce sont les exploitations de subsistance qui ont le plus bas niveau de revenu par tête, et surtout celles de la zone montagnarde.

Cela s'explique sans avoir besoin de longs commentaires si on regarde le revenu par actif et le revenu agricole par hectare entre différentes zones et types d'exploitations. Si le revenu par actif varie entre le minimum de 60 000 leks (pour la zone de Kashnjet) et 137 000 leks pour un actif qui travaille dans une exploitation d'élevage bovin en zone de plaine, le revenu par hectare, entre les exploitations de subsistance et celles qui travaillent pour le marché, varie de 1 à 3,5 (cf. tableau n° 16).

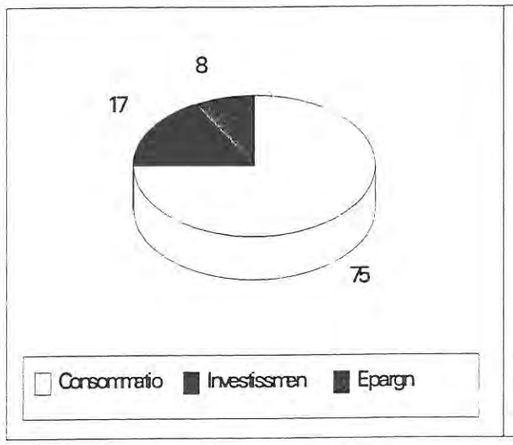
- Les absentéistes ont des revenus non agricoles importants, qui sont du même niveau que ceux des familles qui ont des exploitations spécialisées, c'est ce qui explique pour une grande partie qu'ils soient absents de l'activité agricole.

4 - L'utilisation des revenus

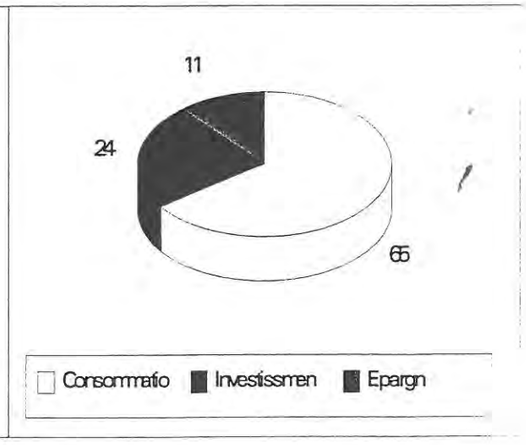
La répartition des revenus entre la consommation, l'investissement et l'épargne, reste pour la famille paysanne, fonction du niveau de revenu, de la composition de la famille (rapport consommateurs/travailleurs) et de son statut social (famille agricole, famille ouvrier ou famille fonctionnaire).

Les graphiques ci-dessous présentent l'utilisation de revenu disponible dans les trois catégories d'exploitations enquêtées.

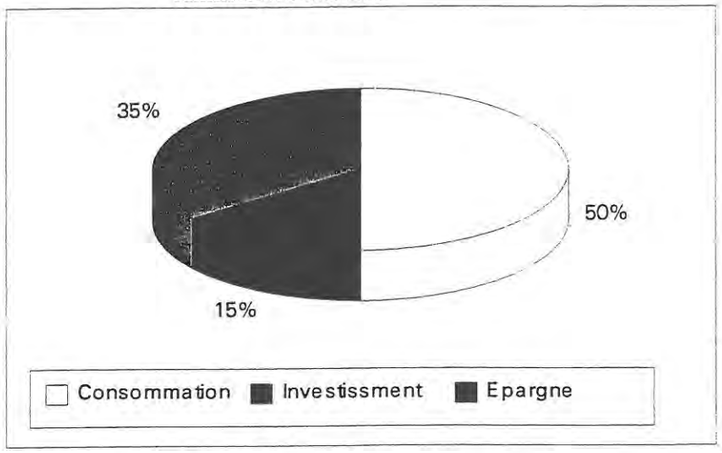
Graphique n° 7 - L'utilisation du revenu disponible dans les exploitations de subsistance



Graphique n° 8_- L'utilisation du revenu disponible dans les exploitations marchandes



Graphique n° 9 - L'utilisation du revenu disponible dans les familles absentéistes.



A partir des résultats de nos enquêtes sur l'utilisation du revenu disponible, présentés dans les tableaux n° 11, n° 30 et n° 32, à l'annexe III, nous pouvons remarquer que :

- Il y a une grande partie du revenu, entre 60 et 72 %, qui varie entre les zones et les types d'exploitations (voir les graphiques ci-dessus) qui est utilisée pour la consommation familiale.
- Le niveau d'investissement total et d'investissement agricole est plus important dans la zone de plaine, pour les exploitations marchandes, ce qui montre une plus grande dynamique de développement pour cette zone.
- Le niveau d'épargne varie entre 2 %, pour des familles à faible revenu (dans la zone montagnarde) et 25 % pour les familles plus assises (surtout les absentéistes), ce qui montre une différenciation sociale entre les familles paysannes du district.

Ici nous voulions souligner quelque trait majeur qui caractérise l'utilisation du revenu pour les différents types d'exploitations de notre échantillonnage. En ce qui concerne l'investissement, nous en parlerons plus en détail ultérieurement.

III - Les exploitations et leur degré d'intégration aux marchés

La transition économique de l'agriculture albanaise d'une économie planifiée vers une économie de marché contient l'idée d'intégration des unités de production aux marchés. En ce qui concerne les relations aux marchés, les mini-exploitations agricoles d'aujourd'hui ne peuvent pas être semblables ni avec les exploitations qui les ont précédées, sur lesquelles les mécanismes de marché n'avaient aucun rôle à l'organisation de la production, ni avec les petits lopins de terre de l'époque collectiviste pour lesquels les marchés n'existaient pas.

Aujourd'hui, les exploitation agricoles, sorties de la réforme foncière de 1991-1992, ne sont pas des unités de production isolées du reste de l'économie. Elles participent aux échanges et sont exposées aux mécanismes de marché, même si leur participation est encore faible. Cette participation aux marchés comporte simultanément des risques et des opportunités pour ces exploitations. Leur confrontation avec les autres forces de marché, par le mécanisme des prix, peut avoir comme conséquence l'augmentation de leur niveau de vie ou leur ruine. Pour F. ELLIS, "Les relations des paysans avec le marché sont toujours sous tension, entre "l'avantage risqué" de participation aux marchés et la conservation du système de survie, non marchand" (F. Ellis, 1990). Dans notre travail, nous avons cherché à connaître les facteurs d'incitations et le degré d'intégration des exploitations du district aux marchés d'inputs et d'outputs. Dans le district, comme dans tout le pays, l'offre des produits agricoles sur le marché provient de deux sources : les produits d'importation qui sont encore en quantités importantes et les produits mis en marché par les producteurs locaux.

Dans le tableau 17, nous avons présenté les relations des exploitations aux marchés d'inputs et leur part de production vendue sur les marchés des produits.
- Des résultats du tableau, nous pouvons d'abord distinguer deux groupes d'exploitations :
a- les exploitations qui consomment la majorité de leur production ou les *"exploitations de subsistance*[30] *"*. Elles ont un système de production de polyculture-élevage et vendent entre 6,3 % (zone de montage) et 29 % (zone de plaine) de leur production sur le marché. Dans notre échantillon, parmi les 29 exploitations en polyculture-élevage enquêtées, 8 d'entre elles ont déclaré qu'elles ne vendent rien sur le marché. Ce sont des familles qui ont peu de terre, non irriguées et ont des sources importantes de revenus extérieurs,
b- les exploitations marchandes, qui vendent presque la totalité de leur production sur le marché sont des exploitations spécialisées en production maraîchère, élevage, et production des fruits ou de vigne.

- Les principaux produits vendus sur le marché varient en fonction de la zone et de la distance aux marchés.
De nos enquêtes, il résulte que les exploitations de subsistance :
- dans la zone de plaine, les ventes de chaque exploitation de ce type, sur le marché des produits agricoles sont composées en moyenne par : 46 % des produits végétaux (légumes, pomme de terre, haricot sec, pastèque, fruits etc.), 45 % produits animaux (surtout lait et viande) et 9 % des produits transformés (fromage, beurre, raki, etc.).
- dans la zone de collines, la structure du revenu monétaire agricole est composée pour 26 % par la vente de produits végétaux non transformés, 52 % de produits animaux et 22 % de produits transformés (huile d'olive, fromage, raki, etc.).
- dans la zone montagnarde, les ventes sur le marché sont très limitées d'abord parce que les surplus de la production agricole de la famille sont faibles par rapport aux deux autres zones et ensuite parce que les marchés sont très loin, il n'y a pas de moyen de transport. Leur vente sur le marche est

[30] Dans "Agriculture et processus de sous-développement", L. Malassis classifie comme agriculture "exclusivement de subsistance" si la totalité de la production est autoconsommée, et comme agriculture "partiellement de subsistance" appelée en général "agriculture de subsistance", si 50 % au moins de la production est autoconsommée par la famille elle-même.

composée de 9 % de produits végétaux (en général des fruits), 79 % des produits animaux (viande ou bétail sur pied) et 12 % des produits de transformation.

Tableau n° 17 - Les relations des exploitations aux marchés.

Type d'exploitations / Indices	Zones			
	Plaine		Collines	Montagnes
	Shengjin	Balldré	Kallmet	Kashnjet
1. Exploitations polyculture élevage				
- part des dépenses matérielles dans la production (%)	19,04	18,9	17,3	15,5
- Part de la production vendue sur le marché (%)	27,1	29,58	16,77	6,3
2. Exploitations maraîchères				
- part des dépenses matérielles dans la production (%)	22,7	23,26	22,9	0
- Part de la production vendue sur le marché (%)	99	100	97	0
3. Exploitations d'élevage laitières				
- part des dépenses matérielles dans la production (%)	35,82	25,8	0	0
- Part de la production vendue sur le marché (%)	99	99,5	0	0
4. Exploitation d'élevage porcin				
- part des dépenses matérielles dans la production (%)	0	40,6	0	0
- Part de la production vendue sur le marché (%)	0	100	0	0
5. Exploitations de production des fruits				
- part des dépenses matérielles dans la production (%)	17,2	0	0	0
- Part de la production vendue sur le marché (%)	100	0	0	0
6. Exploitations de vigne.				
- part des dépenses matérielles dans la production (%)	0	0	22,36	0
- Part de la production vendue sur le marché (%)	0	0	100	0

Source : Résultats des nos enquêtes.

- Les pratiques de vente sont différentes pour les deux groupes d'exploitations citées ici .
Pour les exploitations d'autosubsistance, les produits sont vendus par des circuits courts, c'est-à-dire la vente directe par les producteurs aux consommateurs. Pour les exploitations spécialisées, qui vendent la totalité de leur production sur le marché, on voit apparaître de plus en plus le contrat de vente avec des grossistes et des industriels (notamment pour le lait, les fruits et la vigne).
- Les dépenses monétaires pour la production restent en général faibles, ce qui montre une intensification de la production à partir du travail familial qui est, pour les exploitations du district, un facteur important de la production. Les principales dépenses monétaires des exploitations sont dédiées à l'achat des engrais, semences et pesticides[31] .

[31] Sur cette question, d'utilisation d'inputs et dépenses de la production, nous en parlerons plus dans la partie "niveau de capitalisation" et "techniques de production".

Chapitre VI
Les facteurs de la production et leur utilisation

I - Le travail

Le fort engagement de la famille dans les travaux de l'exploitation est une caractéristique essentielle de la définition de l'agriculture paysanne. La production capitaliste s'identifie par l'utilisation de la force du travail salarié et par le partage de la propriété de la famille, ce qui n'est pas le cas pour le paysan. Bien sûr, on n'exclut pas le travail familial dans une entreprise de type capitaliste, mais à la différence du travail paysan où le travail familial est la base de sa survie, les membres de la famille capitaliste qui travaillent sur l'entreprise sont rémunérés en salaire. Le fort engagement de la famille paysanne sur l'exploitation a un effet sur le travail salarié utilisé dans l'agriculture. Mais aussi, la famille paysanne pour assurer les revenus nécessaires pour sa survie, s'engage souvent dans des autres travaux marchands, hors de l'exploitation.

1 - Composition de la famille et main-d'oeuvre disponible

Dans toutes les exploitations enquêtées, le travail est fondé sur l'utilisation de la main-d'oeuvre familiale. Pour la majorité des exploitations d'autosubsistance (19 d'entre elles), celui-ci est complémenté, durant les périodes de pointes, par l'échange du travail avec d'autres familles paysannes, elles ont des relations de parenté et/ou de voisinage (système des entraides). Pour ces exploitations, la principale période des travaux agricoles va de mars à fin octobre, avec de forts besoins de main-d'oeuvre, aux mois de mars-mai et septembre-octobre. Ce n'est que rarement qu'elles font appel aux travailleurs salariés de courte duré et c'est généralement pour le labour de la terre ou pour garder le troupeau. Pour ce dernier, les familles s'organisent entre elles pour payer un berger, chacune en fonction du nombre des bête dont elle dispose. Nous l'avons rencontré ce phénomène, dans les trois sous-zones d'étude et presque 30 % des familles enquêtées payent chaque mois de petites sommes d'argent pour la garde du troupeau.

Les exploitations marchandes utilisent plus que les autres la main-d'oeuvre salariée saisonnière. Entre 11 exploitations spécialisées que nous avons enquêtées, 4 d'entre elles, (trois exploitations maraîchères et une d'élevage bovin) font appel aux travailleurs salariés saisonniers. Dans le tableau ci-dessous, nous avons présenté, à partir des résultats de nos enquêtes la composition de la famille, la main-d'oeuvre disponible, le rapport travailleurs/consommateurs et la main-d'oeuvre agricole, pour chaque type d'exploitations et sous-zone d'étude.

Tableau n° 18 - La composition de la famille paysanne des différentes zones agro-climatiques et types d'exploitations.

Communes	Exploitations d'autosubsistance				Exploitations marchandes				Les absentéistes		
	Taille de la famille	Actifs par famille	Rapport t/c*	Actifs agricoles	Taille de la famille	Actifs par famille	Rapport t/c	Actifs agricoles	Taille de la famille	Actifs par famille	Rapport t/c
Shengjin	5,2	2,2	0,42	1,4	5,25	2,75	0,52	2,93	4,3	2,1	0,48
Balldré	4,9	2,1	0,42	1,5	6	3,25	0,54	3,87	4	2,03	0,5
Kallmet	5,3	2,4	0,45	1,5	7,66	3,33	0,47	2,5	5	2,3	0,46
Kashnjet	6,2	2,8	0,45	1,6	0	0	0	0	3,5	2,13	0,6
Moyenne	5,4	2,38	0,435	1,5	6,3	3,11	0,51	3,1	4,2	2,14	0,51

**t/c, c'est le rapport travailleur/consommateur par famille.*
Source : Nos enquêtes.

Dans ce tableau, nous pouvons remarquer que :
- les familles plus nombreuses sont celles des zones d'ex-coopératives (Shengjin, Kallmet, Kashnjet) et cela parce que les travailleurs des coopératives se sentaient plus paysans que les ouvriers de fermes même si les deux catégories vivaient sur l'espace rurale.

- dans la zone des collines et des montagnes (Kallmet et Kashnjet), la famille est encore plus grande que dans les zones de plaines, puisque nous avons déjà souligné le fait que dans les zones profondes se trouvent encore des familles type patriarcale.

- les absentéistes ont en général une plus petite famille que les autres catégories de paysans. Ce sont les exploitations spécialisées qui ont le plus de personnes et donc d'actifs, c'est cette taille et cette composition[32] (en plus d'actifs) de la famille qui a souvent favorisé ces exploitations pour qu'elles entreprennent de la production sous la forme qu'elles ont actuellement.

- le rapport travailleurs/consommateurs ne varie pas beaucoup entre le même type d'exploitation. Il est plus élevé pour les exploitations spécialisées et pour les absentéistes, ce qui signifie que le revenu total et le revenu par tête de ces deux catégories, est plus élevé que celui des exploitations de subsistance. En effet, ce rapport est un élément important dans le comportement des paysans-agriculteurs vis-à-vis du choix de leur activité économique. Dans les conditions d'un faible développement du marché de l'emploi d'un côté et à la recherche du plein emploi pour ses membres actifs de l'autre côté, les paysans orientent leur activité vers l'agriculture (le cas des exploitations marchandes et spécialisées), soit vers l'activité extérieur (les absentéistes), soit ils essayent de combiner les deux, activité agricole et non agricole (qui est le cas de la plupart des exploitations de subsistance de la région).

2 - Le différentes catégories d'actifs agricoles

Dans le tableau n° 18, nous avons calculé, à partir des déclarations d'enquêtes, le nombre d'actifs et le nombre d'actifs agricoles par famille dans chaque sous-zone et pour les trois types d'exploitations. Nous avons considéré comme actif toutes les personnes de la famille, en état de travailler et qui ont entre 18 et 60 ans. Les actifs agricoles ont été calculés en unité de travailleur. "L'unité de travailleur est égale à la quantité de travail que peut fournir un homme adulte et valide, au cours d'une année, compte tenu des habitudes locales de production." (L Malassis, "Economie d'exploitation agricole", 1958, p 38). Dans la zone de notre étude, nous pouvons classifier les actifs agricoles en quatre catégories:

- Catégorie 1. ***Les hommes qui consacrent la totalité de leur temps aux travaux agricoles*** ou les *travailleurs permanents*. Nous avons considéré cette catégorie égale à "l'unité du travail annuel" qui correspond à 282 jours de travail par an. Le nombre d'heures du travail varie en fonction des saisons et des campagnes agricoles. Il peut être de deux ou trois heures en hiver et arriver à dix ou douze heures de travail par jour dans les périodes de pic (semence, récolte etc.).

- Catégorie 2. ***Les femmes.*** Le travail des femmes est partagé généralement entre les travaux agricoles et les travaux ménagers. Il se révèle difficile d'estimer leur disponibilité aux travaux agricoles, mais nous avons utilisé des coefficients établis à partir de nos enquêtes auprès des exploitants. Les paysans enquêtés dans les communes Shengjin, Balldré et Kallmet ont déclaré que les femmes consacraient en moyenne à peu près 70 % de leur temps de travail à l'agriculture et 30 % aux travaux ménagers. Dans

[32] La taille de la famille a fait qu'au moment de la réforme foncière, ces familles ont profité de plus de terre et de moyens de production. Cela n'est pas en contradiction avec le principe du partage égalitaire, mais il signifie que ces familles ont eu d'une part une croissance faible depuis 1992 et d'autre part ont eu la possibilité de se procurer aussi des revenus extérieurs plus importants (notamment par l'émigration) que les familles jeunes avec de petits enfants.

la zone montagnarde, où les conditions de vie sont plus difficiles, les femmes consacrent à peu près 60 % du temps aux travaux agricoles et 40 % aux travaux ménagers. Dans la zone de montagne, pour 43 % des femmes, le travail agricole consiste à s'occuper du cheptel.

- Catégorie 3. ***Les travailleurs à temps partiel.*** Nous considérons comme travailleurs à temps partiel tous ceux qui ont une autre activité en dehors de l'agriculture. Leur disponibilité aux travaux agricoles sont variables et dépendent des conditions du marché du travail et de l'efficacité de leur double activité. A partir de nos enquêtes, nous avons déterminé le coefficient de leur temps annuel consacré à l'agriculture. Ce coefficient est de 0,25 en zone de plaine, 0,28 en zone de collines et de 0,21 en zone de montagnes.

- Catégorie 4. ***Les personnes qui ne travaillent pas dans l'agriculture*** mais qui participent parfois à l'activité agricole de la famille. Ils sont en général ouvriers salariés dans des entreprises privées ou publiques, fonctionnaires ou émigrants de longue durée. D'après nos enquête, ils consacrent seulement 6 % de leur temps de travail à l'activité agricole. Une cinquième catégorie existe mais n'est pas très importante ; c'est le travail fourni par les personnes de la famille qui ne sont plus en âge de travailler. Ce sont souvent des enfants de moins de 18 ans ou des personnes âgées de plus de 60 ans qui gardent le cheptel des animaux de la famille.

3 - La pluri-activité du ménage agricole

Dans les conditions de pénurie de terre et manque de capitaux sur l'exploitation, nous avons fait l'hypothèse que ***"les activités non agricoles et les revenus extérieurs ont un rôle important pour la survie de la famille et le développement de l'exploitation".***
Dans ce paragraphe, nous essayerons de répondre aux questions suivantes :
- Qu'est-ce que représente le travail extérieur pour différents types d'exploitation ?
- Qui sont les personnes qui travaillent à l'extérieur de l'exploitation ?
- S'agit-il d'un phénomène transitoire ou bien la pluriactivité serait une tendance positive et durable pour l'agriculture de la région ?

Dans l'analyse de la composition du revenu de la famille paysanne du district, nous avons déjà montré l'importance des revenus extérieurs dans le revenu total de la famille. L'agriculture à revenus extérieurs, est un phénomène très répandu dans le district de Lezha. L'objectif du travail à l'extérieur, quel que soit la nature de l'activité économique est diffèrent pour différents types d'exploitations. Si, dans certains cas, la pluriactivité offre un complément de travail et apporte un supplément de revenu qui permettra la survie et/ou l'augmentation du bien-être de la famille, dans des autres cas, son rôle serait de développer et de moderniser l'exploitation. En ce sens, elle apparaît comme une forme d'adaptation des exploitations agricoles du district face aux difficultés avec lesquels elles sont confrontées. Mais la pluriactivité agricole est soumise aussi à d'autres déterminants très largement extérieurs à l'exploitation, et notamment des opportunités d'emploi présentes dans l'environnement économique local.

Le travail en extérieur ou la double activité est un phénomène qui caractérise sans exception toutes les exploitations paysannes d'autosubsistance que nous avons enquêtées. Il est moins important pour les exploitations spécialisées et concerne notamment les exploitations des cultures maraîchères de plein champs et les exploitations de fruits et vignes. Les personnes qui travaillent en extérieur sont en général les hommes. La plupart des femmes restent sur l'exploitation, sauf si elles sont fonctionnaires.

4 - Une classification des exploitations à partir du temps consacré à l'activité agricole

T n° 19 - Classification des exploitations enquêtées, en fonction du temps de travail sur l'exploitation.

Indices	*Zone de plaine* *Shengjin*	*Balldré*	*Zone colinéaire Kallmet*	*Zone montagnarde Kashnjet*
I. Exploitations de subsistance				
1. Nombre des jours de travail disponibles/famille**	634	600	676	789
2. Nombre de jours consacrés à l'agriculture***	349	403	423	470
3. Nombre de jours consacrés aux activités non agricoles	285	197	253	319
4. Degré d'utilisation du travail familial en agriculture (%).	55,05	67,17	62,57	59,57
II. Exploitations maraîchères				
1. Nombre de jours de travail disponibles/famille	987	987	1128	0
2. Nombre de jours consacrés à l'agriculture	846	846	930	0
3. Nombre de jours consacrés aux activités non agricoles	141	141	198	0
4. Degré d'utilisation du travail familial en agriculture (%).	85,71	85,71	82,45	0
III. Exploitation de fruits				
1. Nombre des jour de travail disponibles/famille	564	0	0	0
2. Nombre de jours consacres à l'agriculture	282	0	0	0
3. Nombre de jours consacrés aux activités non agricoles	282	0	0	0
4. Degré d'utilisation du travail familial en agriculture (%).	50	0	0	0
IV. Exploitations de vignes				
1. Nombre de jours de travail disponible/sfamille	0	0	846	0
2. Nombre de jours consacrés à l'agriculture	0	0	564	0
3. Nombre de jours consacrés aux activités non agricoles	0	0	282	0
00000000004. Degré d'utilisation du travail familial en agriculture (%).	0	0	66,67	0
V. Exploitations d'élevage				
1. Nombre de jours de travail disponibles/famille	564	846	0	0
2. Nombre de jours consacrés à l'agriculture	564	846	0	0
3. Nombre de jours consacrés aux activités non agricoles	0	0	0	0
4. Degré d'utilisation du travail familial en agriculture (%).	100	100	0	0

**Pour plus de détails (en ce qui concerne le nombre d'actifs pour chaque exploitation) voir les tableaux n° 5, et n° 21 annexe III.*
*** Le nombre de jours disponibles/famille est calculé en multipliant le nombre d'actifs/famille avec 282 jours de travail annuel.*
**** Le nombre de jours consacrés à l'agriculture est calculé en multipliant le nombre d'actifs agricoles/famille avec 282 jours de travail annuel que doit faire chaque Unité de Travailleur.*

Selon un rapport de l'OCDE[33], les exploitations à plein temps comprennent celles qui détiennent jusqu'à 10 % de leur revenu, d'occupations non agricole ou qui y consacrent jusqu'à 10 % du temps de travail. Appuyé sur ce type de classification, nous avons calculé dans le tableau n° 19, le temps (nombre de jours) consacré aux activités non agricoles pour chaque type d'exploitation et pour chaque zone.

A partir de ce tableau, nous pouvons remarquer que toutes les exploitations familiales d'après la définition de l'OCDE, sont des exploitations à temps partiel. Le coefficient du temps consacré à l'agriculture par ces exploitations, est plus élevé dans la zone de plaine et de collines que dans la zone de montagne. Pour toutes les exploitations "à temps partiel", comme nous l'avons déjà vu dans l'analyse du revenu, il y a une forte relation entre le temps de travail en extérieur et le revenu disponible du ménage paysan. Les exploitations d'élevage sont les seules à consacrer la totalité de leur temps disponible à l'agriculture et donc les seules qu'on peut appeler "exploitations à plein temps". Les principales sources d'activités extérieures sont le petit commerce, l'emploi comme ouvrier salarié ou fonctionnaire et l'émigration saisonnière.

5 - Le travail à l'extérieur de l'exploitation ; une contrainte ou un avantage de l'agriculture du district ?

Dans les paragraphes précédents, nous avons déjà souligné que la contrainte la plus remarquable de l'agriculture albanaise est la taille très réduite des exploitations. Sous une telle contrainte, le travail hors de l'exploitation joue un rôle positif sur l'augmentation du revenu paysan mais aussi sur le fonctionnement de l'exploitation. Comme on l'a remarqué dans l'analyse du revenu et son utilisation, une partie du revenu est utilisé pour augmenter le niveau capitalistique de l'exploitation, par l'investissement en agriculture (construction des bâtiments productifs, achat des outils, d'inputs etc.).

Un autre élément qui concerne les exploitations les moins intégrées au marché des produits agricoles est l'importance du travail en extérieur comme source de revenus monétaires pour la famille. Les difficultés de trouver un travail dans la région et le besoin de revenus monétaires, poussent les agriculteurs à émigrer et donc à consacrer moins de temps à leur exploitation. Interrogés sur l'avenir de leur activités économiques et l'avenir de leur terre, les agriculteurs sont très partagés entre les différentes zones agro-climatiques :

- dans la zone de plaine, 36 % d'entre eux veulent s'occuper seulement de l'agriculture, 41 % de l'agriculture et d'autres activités non agricoles et 23 % pensent s'occuper d'une activité non agricole.
- dans la zone des collines, 33 % seulement de l'agriculture, 39 % ont une double activité et 28 % une activité non agricole.
- dans la zone de montagne, 30 % veulent avoir une double activité et 40 % aller en ville pour trouver du travail non agricole et 30 % ne savent pas encore s'ils restent agriculteurs à temps partiel ou s'ils quitteront l'agriculture.

Ces chiffres montrent l'importance d'activités non agricoles dans la vie de la famille paysanne du district. Dans les conditions où le travail hors l'exploitation est plus rémunérateur et moins pénible, les paysans ont choisi pour la plupart d'assurer leur équilibre économique entre les besoins et dépenses de consommation au moyen du travail non agricole ou par la combinaisons des deux.

[33] Organisation pour la Coopération et le Développement Economique. "l'agriculture à temps partiel dans les pays membres de l'OCDE", Rapport général, Tome 3, Paris, pp 3-6.

II - Le capital des exploitations

1 - Le capital fixe des exploitations agricoles

"Le capital est un ensemble de ressources hétérogènes et reproductibles dont l'emploi permet, par un détour de production, d'accroître la productivité du travail humain". (R. Barre, "Economie politique", P.U.F, 1966, Paris, P131.).

La théorie économique mesure le capital d'une entreprise en évaluant les moyens de production dont dispose l'agent économique.

A. Smith faisait la différence entre deux types de capital; le capital fixe et le capital circulant. Pour lui, le capital fixe est celui qui produit un revenu tout en demeurant dans le patrimoine de son propre possesseur (outillage, machines, constructions, etc.) ; le capital circulant est le bien qui produit un revenu mais sort du patrimoine de son possesseur. Ainsi, le bétail de labour est un capital fixe, tandis que le bétail vendu sur le marché est un capital circulant.

L'analyse moderne fait reposer sa distinction entre le capital fixe et circulant, non pas sur le critère de mobilité (le capital fixe peut être mobilisé) mais sur le critère de transformation technique et économique du bien. **Le capital fixe** intervient dans plusieurs cycles de production, sans transformation de sa structure technique, **le capital circulant** ne peut intervenir qu'une seule fois dans le cycle de la production.

Donc, il en résulte qu'on inclura dans le coût de production la totalité du capital circulaire, alors qu'on retiendra seulement une fraction de la valeur du capital fixe, et cela est calculée d'après la durée de vie de ce capital.

Dans notre enquête, nous avons mesuré le capital des exploitations (bâtiments, cheptel, machines et équipement agricole), en tant que valeur qui existaient sur l'exploitation pendant l'année. Ces valeurs sont présentes dans le tableau n° 20, en tant que prix de ces biens et non comme somme des valeurs du capital utilisé dans le cycle de production de l'exploitation.

En appréciant la valeur des bâtiments, du cheptel et du matériel agricole et en les additionnant, nous avons obtenu les montants et la composition du capital fixe suivant le type d'exploitation et de la sous-zone agro-climtique. Pour identifier la partie du capital non productif des exploitations, nous avons distingué dans le tableau, le total du capital de l'exploitation y compris la maison de l'exploitant et le total du capital productif sans la maison de l'exploitant. Alors cette distinction nous permet de voir plus clairement les différences de capital entre diffèrent types d'exploitations.

Par exemple, dans le tableau, on peut remarquer que pour les exploitations de subsistance, la valeur de la maison de l'exploitant est généralement supérieure au montant du capital fixe de l'exploitation, ce qui montre un faible niveau du capital productif pour ce type d'exploitation.

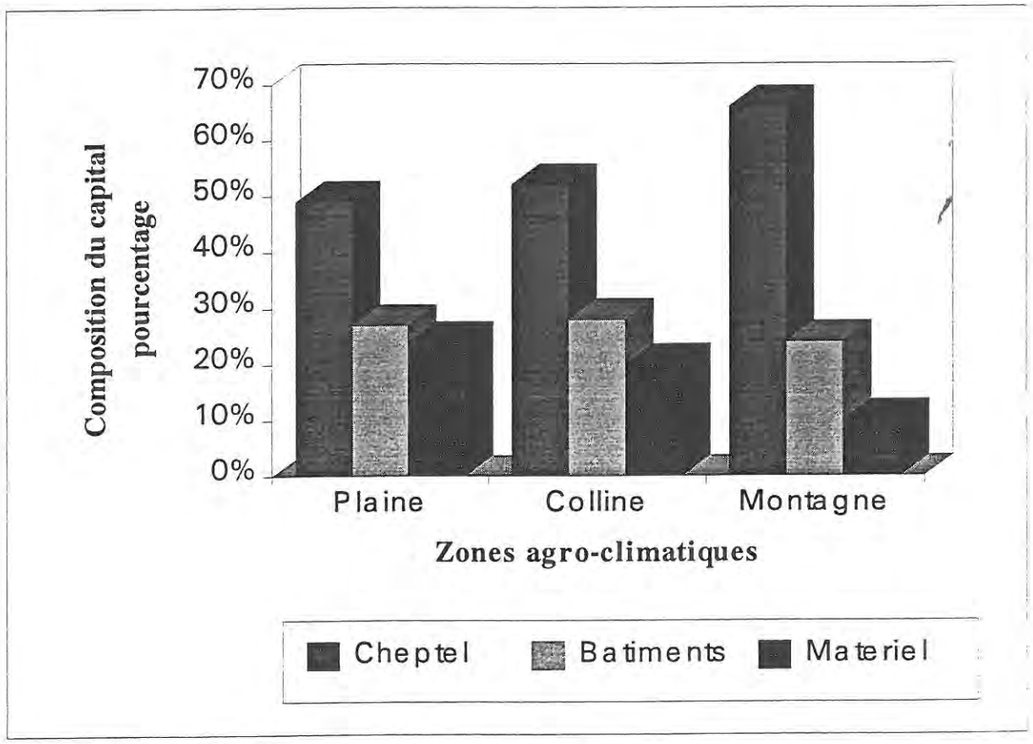
D'après le tableau n° 20, la composition du capital, en pourcentage, pour les exploitations de subsistance est:

Tableau n° 20 - Les capitaux des exploitation paysannes du district de Lezha.

Composition du capital par type d'exploitation (en 000/leks).	**Zone I** (Shengjin)	**Zone II** (Balldré)	**Zone III** (Kallmet)	**Zone IV** (Kashnjet)
Exploitation d'autosubsistance	000/leks	000/leks	000/leks	000/leks
Maison d'exploitant	220,6	218,9	193,8	139,4
Animaux	107,206	119,876	118,3	123,945
Bâtiments productifs	49,41	45,67	52,54	36,86
Machines agricoles et autres équipements	41,3	39,5	31,38	17,23
Total capital de l'exploitation	***388,516***	***379,946***	***366,022***	***287,435***
Le capital sans la maison de l'exploitant	197,916	197,046	202,22	178,035
Exploitations spécialisées				
Exploitations spécialisées cultures maraîchères.				
Maison d'exploitant	217,31	232,47	209,88	-
Animaux	37,2	34,77	63,675	-
Bâtiments productifs	25,17	29	34,5	-
Serres, machines agricoles et autres équipements	911,273	1634,79	898,84	-
Total capital de l'exploitation (la maison compris)	***1190,953***	***1931,03***	***1206,895***	-
Le capital fixe sans la maison de l'exploitant	1034,14	1663,56	1007,02	
Exploitations de fruits et vignes				-
Maison d'exploitant	212		214,6	
Animaux	53,6	-	85,6475	-
Bâtiments productifs	14,7	-	16,57	-
Machines agricoles et autres équipements	650	-	570,6	-
La valeur des vergers et vignes	210	-	205	
Total capital de l'exploitation	***1120,3***	-	***1107,35***	-
Total capital de l'exploitation sans la maison de l'exploitant	735,55		848,363	
Exploitations d'élevage				
Maison d'exploitant	282	234		
Animaux	730,65	1007,9		
Bâtiments productifs	139,5	123,5	-	-
Machines agricoles et autres équipements	242,5	487,825	-	-
Total capital de l'exploitation	***1394,65***	***1853,225***	-	-
Total capital de l'exploitation sans la maison de l'exploitant	1112,65	1619,225		

Source : Nos enquêtes.

Graphique n° 10 - La composition du capital fixe (en %) pour les exploitations de subsistance dans les trois sous-zones agro-climatiques.



Par les résultats de ces deux tableaux, nous pouvons remarquer que pour les exploitations de subsistance les biens immobiliers ont une grande importance dans la composition du capital. Ces biens immobiliers comprennent la maison de l'exploitant laquelle n'est pas un capital productif et les bâtiments productifs comme le bâtiment pour les animaux, les bâtiments pour les outils de production et les hangars ou magasin pour stocker la production. Dans ce type d'exploitations (de subsistance), les machines et équipements composent une faible partie du capital à raison du faible degré de mécanisation des exploitations bien qu'il y ait une grosse différence entre les communes de plaine et celle de montages. Les machines que les paysans possèdent sont en général des petits tracteurs et des camionnettes, achetés avec leur épargne. Pour ces exploitations, le cheptel reste dans les trois sous-zones le principal capital productif de l'exploitation. Il prend plus d'importance dans la zone de collines et montagnarde. L'importance du cheptel dans la composition du capital de ces deux sous zones s'explique d'abord avec les conditions favorables de ces deux zones pour l'élevage et ensuite comme moyen de substitution du facteur rare qui est la surface de la terre inférieure aux zones de plaine, par l'augmentation du capital, nombre d'animaux par exploitation.

Par contre, pour les exploitations qui travaillent pour le marché et ont un système de production spécialisé, le niveau de capitalisation est presque 7 fois plus élevé que les exploitations d'autosubsistance. Les niveaux les plus élevés du capital, parmi les exploitations spécialisées, ont les exploitations maraîchères qui possèdent des serres et celles d'élevage bovin (cf. tab n° 22, annexe III). Pour ces exploitations, la plus grande partie du capital est composée par le matériel agricole et varie en fonction du type de spécialisation. Ces exploitations ont toutes des tracteurs (qui varient entre 15 et 28 chevaux) et la plupart ont aussi des camionnettes, ce qui fait augmenter la valeur de leur capital.

La gestion du capital et son accumulation comme retour d'une partie en forme de profit, est l'attribut essentiel de production capitaliste. Mais pour l'exploitation paysanne, il est difficile de trouver une distinction entre le profit et le revenu du travail de la famille. C'est cette difficulté d'une telle distinction qui donne au ménage paysan un double caractère; à la fois comme unité de production et comme unité de consommation. Même l'acquisition du capital, dans les familles paysannes que nous avons enquêtées, avait un double caractère ; ce capital est utilisé à la fois dans le processus de production agricole et dans les services des autres besoins de la consommation familiale. Par exemple, dans notre échantillon, tous les paysans qui ont un véhicule (camionnette en général) l'utilisent à la fois comme moyen de transport (des biens ou des personnes de la famille) et la louent pour arriver à assurer un peu d'argent.

Le même phénomène se voit avec ceux qui ont un tracteur, car ils l'utilisent pour la préparation du sol et autres services culturales, pour transporter le bois de chauffage et ils le louent aux autres voisins.

2 - Le capital circulant

Dans ces conditions de pénurie de terre et d'abondance de main-d'oeuvre familiale où se trouvent les exploitations de la région, leur niveau de capitalisation est généralement faible. Mais, malgré ce faible niveau de capitalisation, les paysans (même ceux qui travaillent pour l'autoconsommation, utilisent des inputs et des matériaux agricoles. Alors comment peut on expliquer l'utilisation de ce capital circulant avec les conditions d'une agriculture paysanne de la région ?

Tableau n° 21 - La structure des dépenses de la production pour les exploitations de subsistance.

Commune	Semences	Engrais	Pesticides	Carburants	Alimentation de bétail	Autres dépenses	Total dépenses matériels
	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek
Shengjin	2,04	8,934	2,454	0,892	20,86	1,1	36,28
Balldré	2,36	9,56	1,94	0,97	21,52	1,12	37,68
Kallmet	1,92	6,38	2,21	0,68	14,03	2,71	27,93
Kashnjet	1,06	4,27	1,1	0,37	11,2	3,55	21,55
Moyenne général	1,845	7,286	1,926	0,728	7,5275	2,12	21,44

** Dans les dépenses de la production nous avons introduit les dépenses monétaires et celles en nature.*
Source: Nos enquêtes.

Nous pensons que deux raisons expliquent ce comportement des agriculteurs vis-à-vis de l'utilisation des inputs (capital circulant) :

- D'abord, cette utilisation peut s'expliquer par l'influence du modèle collectiviste, basé sur l'intensification de la production à base de l'utilisation d'engrais chimiques. Les ex-agriculteurs de coopératives et de fermes d'Etat pour la plupart connaissent bien les semences, les engrais et pesticides qu'il faut utiliser pour différentes cultures.

- Ensuite, raisonnant sur le comportement d'agriculteur paysan, décrit par Tchayanov, c'est qu'à travers l'intensification du capital les paysans cherchent à trouver un point de plus en plus satisfaisant pour eux entre la pénibilité du travail et la consommation familiale.

Le capital circulant dans les exploitations spécialisées. Le niveau de dépenses matérielles des exploitations spécialisées est présenté dans le tableau n°22. Les dépenses sont exprimées en millier de leks courant et comprennent les inputs achetés et les autofournitures.

Tableau n° 22 - Le niveau du capital circulant dans les exploitations marchandes.

Exploitations	Semences et plantes	Engrais	Pesticides et/ou médicaments	Carburants	Alimentation de bétail	Autres dépenses maternels	Total dépenses matérielles
	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek
Maraîchères	17,8	34,1	14,21	23,6	9,6	9,8	110,11
Fruits	2,5	8,5	7,94	9,37	10,12	2	40,43
Vignes	2,2	9,38	12,1	14,79	16,63	7,5	62,60
Elevage laitier	3,6	12,7	11,21	17,37	154,695	3,4	193,975
Elevage porcin.	3,4	5,46	9,56	12,78	113,58	3,2	147,98

Source : Nos enquêtes.

Dans le tableau ci-dessus, on remarque que les plus grandes dépenses sont dans les exploitations d'élevage et les exploitations maraîchères. Pour les exploitations d'élevage, cela s'explique par l'alimentation en stalle du bétail. En ce qui concerne l'élevage laitier, qui se caractérise par le système semi-intensif (entre la stalle et le pâturage), le coût d'alimentation devient plus important notamment durant la période de l'hiver. Les engrais, pesticides et semences sont des dépenses importantes pour les exploitations maraîchères. Les exploitations de fruits et vignes ont plus de dépenses dans la lutte contre les ravageurs, les maladies et pour les carburants.

3 - Niveau de capitalisation et intensité d'utilisation des capitaux dans les exploitations agricoles

Par niveau de capitalisation, nous comprendrons le capital total des exploitations, autrement dit la somme du capital fixe et du capital circulaire. Le niveau de capitalisation des exploitations est présenté dans le tableau n° 23.

Tableau n° 23 - Le capital dans les exploitations du district de Lezha.

Type d'exploitation	Capital fixe (sans la maison d'exploitant.	Capital circulant	Capital total	Capital/ha	Capital/UTA agricole	Capital/1 lek de production.
Exploitations d'autoconsommation.						
Zone de plaine	197,43	36,98	234,41	130,2	175,44	1,73
Zone colinéaire	202,22	27,93	230,15	140,3	153,4	1,96
Zone montagneuse	178,035	21,55	199,58	170,1	119,5	2,2
Exploitations spécialisées						
Maraîchères	1234,9	110,11	1345,01	560,4	373,6	3,1
Fruits	735,55	40,43	775,984	507,27	765,984	10,7
Vigne	848,36	62,60	911,35	439,68	450,675	4,06
Elevage bovin	1437,3	193,975	1631,275	803,58	593,19	3,76
Elevage porcin	1326,5	147,98	1474,48	921,55	491,493	4,26

Source : Nos enquêtes.

- Dans ce tableau, on peut remarquer qu'il existe de grosses différences entre le niveau de capitalisation des exploitations d'autoconsommation et les exploitations spécialisées. Le capital total des exploitations de subsistance est, en moyen, de 5 à 6 fois inférieur au capital des exploitations spécialisées.
- Pour les exploitations de subsistance, on peut dire qu'il n'existe pas de relation entre le niveau de capital/ha et le niveau de production. Là où le capital/ha est plus élevé (zone montagneuse dans notre étude) la production est plus faible (voir dans le tableau voir l'indice capital/1 lek production).

- Dans les exploitations d'autosubsistance, le niveau du capital par Unité de Travail Annuel (UTA) est bien inférieur aux exploitations spécialisées. Celui-ci montre le faible niveau de mécanisation de ces exploitations, et vérifie notre hypothèse de départ sur l'intensification de production par le travail. Le rapport capital/UTA, affirme encore une nouvelle fois l'abondance en main-d'oeuvre et le manque de capitaux pour ces exploitations.
- Pour les exploitations spécialisées, on constate dans le tableau que le capital/UTA est assez élevé. Mais cela ne signifie pas forcément que leur niveau de mécanisation est aussi élevé (nous avons déjà parlé du niveau de mécanisation dans le paragraphe "techniques de production"), puisque dans cet indice il y a le capital machines agricoles, serres, bâtiments productifs, animaux, alimentation d'animaux et dépenses d'inputs.

III - Niveau et sources d'investissement dans les exploitations agricoles du district

Les spécialistes de l'agriculture affirment que les investissements agricoles dans le district, et notamment dans la zone de plaine, représentent à peu prés 80 % des investissements privés réalisés dans les zones rurales. Dans ces conditions de la pénurie des terres et avec une situation socio-économique conjoncturelle, nous avons essayé de répondre aux questions suivantes :
- Pour quelles raisons investissent les agriculteurs-paysans du district ?
A travers l'investissement agricole, les paysans cherchent à augmenter le niveau capitalistique de leur exploitation et par conséquent ils modifient l'équilibre interne de l'exploitation. Si un paysan choisit d'investir (acheter un tracteur par exemple), il modifiera l'équilibre entre la pénibilité du travail et la consommation familiale.

L'accroissement de l'intensité capitalistique va d'abord entraîner une moindre satisfaction des besoins de consommation (puisque pour le même niveau de revenu, il augmente l'investissement), mais par le nouvel investissement, il augmente la productivité du travail et diminue sa pénibilité. Donc, l'investissement et en conséquence l'augmentation du niveau capitalistique de l'exploitation sont liées aux autres éléments qui forment l'équilibre interne de l'exploitation : intensité et pénibilité du travail, niveau de satisfaction des besoins, niveau du revenu de la famille, etc.

Mais à notre avis, deux principaux facteurs déterminent le niveau d'investissement pour la famille paysanne de la zone de notre étude :
- La place de l'agriculture dans la stratégie économique du paysan, et
- Le niveau et la composition du revenu de la famille.

a - La place de l'agriculture dans la stratégie économique du paysan
Il est clair que si pour une raison ou une autre (manque de terre, opportunité d'avoir une activité économique plus intéressante que l'agriculture, etc.), le paysan décide d'abandonner l'activité agricole, ses investissements vont aller dans les autres secteurs non agricoles. Dans notre étude, tel est le cas des absentéistes, ils ont un taux d'investissement plus ou moins important mais leurs investissements sont fait en dehors de l'agriculture.

b - Le niveau et la composition du revenu disponible
Il y a une dépendance forte entre niveau de revenu et niveau d'investissement des exploitations que nous avons enquêtées. Les exploitations qui ont un faible niveau de revenu et n'ont pas de revenu extérieur garanti, essayent d'intensifier leur travail sur l'exploitation pour assurer la survie de la famille et leurs investissements sont très faibles. Les familles avec un bon niveau de revenu, qui souvent ont des revenus extérieurs importants, augmentent leur niveau de capitalisation par des investissements, surtout dans l'amélioration des techniques de production par la mécanisation de l'exploitation.

- Quel est le niveau d'investissement pour différentes zones et catégories d'exploitations ?

Le niveau moyen d'investissement total et d'investissement agricole est très varié entre les différents types d'exploitations et différentes zones agro-climatiques. (voir le tableau n° 11 et 12, pour les exploitations d'autosubsistance et le tableau n° 30 pour les exploitations spécialisées, en annexe III). En ce qui concerne les exploitations de subsistance, l'investissement agricole reste déterminé par les stratégies des agriculteurs vis-à-vis de l'activité agricole. Dans notre échantillon des 29 exploitations de ce type, 8 d'entre elles, soit 27,58 % de ces exploitations, n'ont fait aucun investissement agricole pour l'année 1996. Ce taux est plus élevé pour les exploitations de la zone montagneuse où il concerne 50 % des exploitations et cela s'explique par leurs stratégies d'abandonner leurs exploitations agricoles. Le niveau d'investissement agricole varie entre les différentes sous-zones agro-climatiques. Il est très faible pour les exploitations situées dans la zone montagneuse (seulement 32,4 % des investissements totaux sont fait sur l'exploitation) et il est plus que le double pour les exploitations de la zone de plaine et collines (soit 73,7 % des investissement totaux). La nature d'investissement agricole est présentée dans le tableau n° 12, annexe III. La plus grande partie des investissements sont consacrés à l'élevage, la construction des bâtiments productifs et l'achat des machines agricoles.

Pour les exploitations spécialisées, les investissements agricoles sont le seul type d'investissement. La nature d'investissement est en fonction du système de production pratiqué. Les nouveaux investissements sont destinés à augmenter le capital productif de l'exploitation (construire des serres pour les exploitations maraîchères, augmenter le nombre d'animaux dans les exploitations d'élevage et planter des nouveaux vergers et vignes pour les exploitations de fruits et vignes) et améliorer les techniques de production par l'achat des machines et inputs agricoles.

- Quelles sont les sources de financement des investissements ?

La modernisation de l'agriculture albanaise est un des objectifs principaux de la politique agricole post-collectiviste, elle demande des investissements importants. Dans notre travail, nous distinguerons deux types d'investissements ;

- les investissements financés par des organismes publiques locaux et/ou internationaux qui concernent la réhabilitation des infrastructures lourdes de l'agriculture albanaise (comme le projet de certification des plantes fruitières financé par CIHEAM et le gouvernement italien, le projet de réhabilitation des ouvrages hydrauliques financé par la coopération du gouvernement avec la Banque Mondiale et d'autres projets importants).
- les investissements réalisés par les agriculteurs sur leur exploitation financés soit par eux-mêmes soit par des crédits.

Dans le but d'analyser le fonctionnement de l'exploitation agricole, nous présentons ici les sources de financement du deuxième type d'investissements, c'est-à-dire les investissements réalisés par les agriculteurs sur leurs exploitations. Les résultats de nos enquêtes sur les sources de financement sont présentés dans le tableau n° 24.

Tableau n° 24 - Les sources de financement des investissements dans l'exploitation.

	Exploitations d'autoconsommation			Exploitations spécialisées		
Sources de financement	Zone de plaine	Zone colinéaire	Zone montagnarde	Maraîchères	Fruits et vigne	Elevage
Accumulation (en % de la somme investie)	87 %	91 %	88 %	51,2	40	57,1
Crédit (en % de la somme investie)	7 %	4 %	4 %	44,6	60	36,6
Autres sources (en % de la somme investie)	6 %	5 %	8 %	4,2	0	6,3

Source : Nos enquêtes.

Le niveau du revenu agricole pour la majorité des exploitations, comme nous l'avons montré, est très faible pour permettre le retour d'une partie dans l'exploitation sous forme d'investissements. Dans la première partie, nous avons parlé de la réforme du système bancaire et du crédit agricole. Mais comme le montre le tableau, pour la majeure partie des exploitations (c'est-à-dire pour les exploitations de subsistance), le rôle du crédit dans le financement des investissements est peu développé. Les raisons de la faible utilisation du crédit dans le développement de l'agriculture comme nous l'avons vu par les enquêtes auprès des agriculteurs, sont présentées dans le tableau n° 25.

Tableau n° 25 - Les opinions des exploitants sur les difficultés d'obtenir des crédits

	Zone I		Zone II		Zone III		Zone IV	
	Nr	%	Nr	%	Nr	%	Nr	%
Manque de besoins	2	16,7	1	8,3	2	20	2	33,2
Intérêt élevé	7	58,1	8	66,4	6	60	4	66,4
Manque d'information	5	41,5	3	25,2	4	40	3	50
Il y a trop de bureaucratie	8	66,4	8	66,4	7	70	3	50
Les banques n'ont pas d'argent	6	49,8	7	58,1	5	50	2	33,2
Le délais de remboursement est très court	4	33,2	2	16,6	3	30	2	33,2

Source : Nos enquêtes.

En conclusion, nous pouvons dire que dans des conditions d'agriculture de subsistance, comme c'est le cas des exploitations qui travaillent pour l'autoconsommation le rôle du crédit dans le financement de développement est faible. L'autofinancement du développement est la pratique qui est utilisée par toute cette catégorie d'exploitants. Si on se réfère aux résultats des enquêtes présentées dans l'annexe, on peut constater que cette autofinancement est possible grâce aux revenus extérieurs des familles paysannes du district. Ce sont ces revenus extérieurs qui leur permettent la reconstruction, ou encore plus, la formation du capital sur leurs exploitations.

IV - La terre

La terre est le facteur de production le plus important pour les exploitations du district. Dans les conditions d'un surpeuplement des zones rurales, d'une réforme foncière basée sur la justice sociale du partage égalitaire des terres entre les personnes du même village et de l'absence de marché foncier, les exploitations agricoles du district sont contraintes par le manque de terre pour augmenter le volume de leur activité agricole. Nous avons déjà présenté l'analyse théorique sur le volume de l'activité économique de la famille paysanne ; pour lui, si le travail disponible détermine le volume totale de l'activité économique de la famille, la terre détermine les limites supérieures de l'activité agricole. Donc nous considérons comme une contrainte majeure le manque de terre pour les exploitations du district.

1 - Structures foncières et mode de faire valoir

La taille des exploitations du district varie entre les différentes zones, en fonction des disponibilités en terre au moment de la réforme foncière de 1991-1992. Pour le même village, les différences de taille, entre les exploitations, dépendent du nombre de personnes qui composaient la famille au moment de la distribution de la terre. Le tableau n° 26 présente la surface de la terre distribuée par la réforme foncière et la taille moyenne des exploitations enquêtées pour chaque commune.

Tableau n° 26 - La surface de la terre par personne, la taille moyenne et la capacité d'irrigation des exploitations, dans les communes de notre étude.

Communes	SAU/personne, distribue par la reforme foncière (ha)	Taille moyenne des exploitations enquêtes (ha)	Le nombre de parcelle par exploitation.	Capacité d'irrigation des exploitations enquêtes (%).
Shengjin (plaine)	0,32	1,67	1,38	25,84
Balldré (plaine)	0,38	1,91	1,25	15,75
Kallmet (colline)	0,28	1,64	2,1	36,59
Kashnjet (montagne)	0,17	1,17	2,8	10,26
La moyenne	0,29	1,6	1,9	25

** Pour avoir plus de détail, en ce qui concerne chaque exploitation, voir le tableau n° 1, annexe 2.*
Source : Direction régionale de l'agriculture, et nos enquêtes.

- De ce tableau, nous pouvons remarquer que pour la commune de Balldré, ex-ferme d'Etat, la taille des exploitations est supérieure à celle de la commune voisine de Shengjin. Cela s'explique par la terre qu'avaient à sa disposition ces deux communes et le nombre des agriculteurs par commune. La présence de la ferme à Balldré, avait fait que la commune profitait de l'ouverture des nouvelles terres par le séchage des marécages qui se trouvent tout autour.
- Pour la zone de montage, la taille des exploitations est inférieure à celles de la zone de plaine. Ce facteur s'ajoutant aux autres difficultés de la zone (manque d'infrastructures routières, loin des villes et conditions climatiques difficiles), font que l'exode rural est important et les agriculteurs pensent que leur activité agricole est beaucoup moins intéressante que dans la zone de plaine.
- Le niveau de morcellement des terres pour la zone de plaine est inférieur à celui de la zone colinéaire et montagnarde du fait de l'existence de grandes plaines dans la zone, mais il reste un frein à l'introduction de mécanisation dans ces mini-exploitations.

Le mode de faire-valoir direct caractérise la totalité des exploitations du district. La quantité réduite des terres en propriété, le manque d'activités économiques alternatives rendent inexistant les autres formes de faire-valoir. Ce mode d'appropriation de la terre à des effets importants sur la rationalité et l'attitude des paysans vers le progrès technique. Il a une influence sur la restitution de la production, dont a souffert beaucoup le mode d'utilisation collective des terres et sur l'efficacité économique des exploitations à travers l'adaptation des systèmes de culture aux disponibilités des facteurs de production. Il existe chez les absentéistes des pratiques de laisser la terre pour que d'autres personnes de leur famille la travaillent, mais du fait que généralement les absentéistes ont très peu de terre, ces pratiques sont liées à une situation conjoncturelle (instabilité socio-économique et manque de marché foncier), cela n'a pas modifiée les structures foncières des exploitations du district. Comme conclusion, nous pouvons dire que les exploitations du district se caractérisent par des structures foncières de très petite taille, morcelées, uniquement par le mode de faire valoir direct et par l'absence du marché foncier.

Conclusion de la deuxième partie

Les conclusions qui se dégagent de cette deuxième partie de notre travail sur l'analyse des exploitations agricoles du district de Lezha peuvent se résumer ainsi :

- tout d'abord, la diversité des logiques familiales et des systèmes de production mises en place par les agriculteurs. Ces logiques sont aussi bien vivrières, marchandes et absentéistes. Le système de production dominant est celui de polyculture-élevage mais il existe aussi des exploitations qui ont déjà commencé à appliquer un système de cultures spécialisées.
- une différenciation entre sous zones agro-climatiques du point de vue des formes de production et des systèmes de culture appliquées. Si dans les zones de plaine et de colline nous trouvons bien les

trois catégories d'exploitations, dans la zone montagneuse les exploitations marchandes sont absentes et le nombre des exploitants absentéistes est beaucoup plus important que dans les autres zones.

Au point de vue système de culture, il semble que :

- **dans la zone de plaine**, les cultures maraîchères et l'élevage bovin laitier ont plus d'importance et auront peut être une place prioritaire dans le système de production des exploitations de cette zone,

- **dans la zone colinéaire,** la culture de vigne a plus de chance d'être la spécialité de la production agricole de la zone,

- **dans la zone montagneuse,** la production végétale a moins d'importance que la production animale, et notamment l'élevage caprin et ovin qui est favorisé par les conditions climatiques favorables et la tradition de la zone, il peut être dominant dans le système de production de la zone.

- le faible degré d'insertion de la majorité des exploitations au marché et au circuit de crédit constitue une contrainte à un meilleur fonctionnement des exploitations, mais il garantit en même temps une plus grande autonomie de la famille paysanne.

- une forte imbrication des activités agricoles et non agricoles et par conséquence du revenu agricole et de l'extérieur. La nature du revenu disponible de la famille, formé presque toujours par l'utilisation du travail familial, contribue à forger une identité des exploitations en trois catégories :

- les exploitations qui n'ont pas de revenus extérieurs, sont très peu nombreuses,

- les exploitations qui ont des revenus agricoles et extérieurs, sont toutes des exploitations de subsistance et une partie des exploitations marchandes,

- les exploitations qui n'ont que des revenus extérieurs, sont les absentéistes qui ont déjà abandonné la terre

.

- l'importance des contraintes (foncières, financières, climatiques, faiblesse de l'encadrement technique, etc.....) auxquels se heurtent les agriculteurs, mais aussi des stratégies pour y faire face ; ceci se traduit par le sentiment d'une grande autonomie des exploitants et de la capacité d'assurer la reproduction de leurs exploitations.

Troisième partie

L'émergence de la production pour le marché : prédominance du modèle paysan et lente transformation de l'agriculture post-collectiviste

Chapitre VII
La diversité de nouvelles formes sociales de production et identification des "contours" du nouveau modèle agricole

Dans les chapitres V et VI, nous avons réalisé une analyse des structures et de fonctionnement de l'exploitation qui nous a permis de juger l'efficacité technico-économique des exploitations enquêtées. Tout au long de cette analyse, nous avons distingué trois catégories d'exploitations qui sont : les exploitations de subsistance, les exploitations marchandes et les absentéistes. Ici, dans ce chapitre, poussés par le souci de rendre compte le plus possible de la réalité paysanne albanaise, nous essayerons de classifier les exploitations enquêtées, aux différents groupes en fonction des résultats obtenus dans les chapitres précédents et de comportement des agriculteurs sur leurs exploitations que nous présenterons ici. C'est à partir de l'efficacité technico-économique et des stratégies d'avenir de ces différents groupes d'exploitations que nous essayerons de réfléchir sur les chances de la mise en place d'un nouveau modèle agricole.

Le passage de l'agriculture paysanne de mini-fundia, orientée majoritairement vers l'autoconsommation, à une agriculture moderne intégrée aux marchés repose essentiellement sur deux éléments :

- d'une part au comportement et aux stratégies des agriculteurs, et
- d'autre part à la politique agricole mise en place.

Dans cette section, nous présenterons les résultats de notre enquête sur le comportement et les stratégies des agriculteurs et puis nous nous intéresserons à la nouvelle politique agricole.

I - Comportements et stratégies des agriculteurs sur leur exploitation

Le comportement et les stratégies des agriculteurs sont un élément déterminant de l'avenir de l'exploitation agricole de demain en Albanie. Comme le souligne A. POULIQUEN (1983), en évoquant les transformations de l'agriculture française, le passage de l'exploitation d'auto-production à une exploitation marchande s'opère "dans un univers de risque et de dépendance de type nouveau". Pour connaître le comportement et les stratégies des agriculteurs, nous avons prisés en compte les variables suivantes :
a. le foncier,
b. le travail,
c. le système de production et l'introduction du progrès technique,
d. l'intégration aux marchés,
e. la dépendance financière,
f. les stratégies familiales de la reproduction de l'exploitation.

a - Le foncier

Dans notre questionnaire, poussé par le souci de saisir chaque exploitation dans son rapport intrinsèque au foncier, nous avons essayé de comprendre l'attachement des paysans à la terre distribuée par la réforme foncière de 1992-1993.

Par la question : « que pensez-vous faire avec votre terre ? l'abandonner ? la vendre ? ou l'agrandir » ? les paysans propriétaires fonciers se divisent de la façon suivante :
- 12 personnes enquêtées, soit 23 % de l'échantillon ont répondu qu'ils quitteront définitivement leur terre[34] . En ce qui concerne la vente, 9 d'entre eux pensent la vendre s'ils trouvent des acheteurs qui offrent des prix satisfaisants et seulement 3 personnes laisseront la terre à leurs proches puisqu' ils vivent en ville.
- 24 exploitants, soit 46,18 % de l'échantillon, pensent garder leur terre et agrandir leur exploitation dans le futur.
- 10 exploitants, soit 19,23 % de notre échantillon, ne savent pas encore ce qu'ils feront avec leur terre. Enfin 7 exploitants qui travaillent actuellement pour l'autoconsommation pensent quitter l'agriculture et rejoindre le groupe des absentéistes.
On a vu pendant notre enquête que l'attachement à la terre était beaucoup plus fort dans la zone de plaine et piemont qu'à la montagne. Cela s'explique par les conditions agro- pédologiques des terres dans différentes zones et par les surfaces de terre disponibles dans chaque zone.

b - Le travail
A partir des données sur la répartition des tâches entre les membres de la famille et celles concernant l'utilisation de la main-d'oeuvre extérieure que nous avons présentées dans la deuxième partie, la répartition des exploitations se fait de la manière suivante :
- 34 exploitations, soit 85 % de celles qui n'ont pas abandonné la terre, ont plus d'un UTA/exploitation et dans le sens de la Comptabilité Nationale doivent être considérées comme des exploitations à plein temps (dans notre travail, pour des raisons déjà expliquées dans le chapitre VI, nous n'avons pas retenu la définition comptable du temps de travail sur l'exploitation, mais l'origine des revenus). Il y a seulement 6 exploitations qui ont moins d'un UTA/Exploitation. Pour avoir une idée sur les formes d'avenir des exploitations en fonction du temps de travail sur l'exploitation, il est intéressant de connaître l'opinion des exploitants sur cette question ;
- 10 chefs d'exploitations, soit 19,2 % d'exploitants enquêtés, ont affirmé que l'activité agricole serait leur seule activité économique. Ils sont situés dans la zone de plaine et des basses collines. 23 chefs de ménages soit 80,2 % des enquêtés, pensent partager le temps de travail familial, entre l'activité agricole et les autres activités économiques.
- En ce qui concerne le travail salarié, il y a seulement 4 exploitants, soit 7,68 % des exploitants enquêtés, qui pensent que dans les années à venir, ils embaucheront des salariés agricoles. Ce sont des exploitants qui pratiquent (ou pensent pratiquer) des cultures maraîchères et de l'élevage, dont les terres se situent dans la zone de plaine et de collines. *Donc on peut remarquer que le travail restera bien familial pour plus de 90 % des exploitations du district et l'agriculture à temps partiel serait une pratique dominante.*

c. L'intégration aux marchés
Puisque nous analyserons l'exploitation agricole dans le cadre de ses rapports avec l'économie de marché et donc la mise en place d'un nouveau modèle agricole intégré aux mécanismes du marché libre, les notions de dépendance externe et d'intégration au marchés deviennent incontournables. *"En effet, du degré de dépendance dépend, pour une bonne part, la capacité d'adaptation des exploitations face aux différents aléas susceptibles de compromettre leur développement et quelquefois même de les remettre en cause."* (H. Lamarche, "L'agriculture familiale", Tome II, p 52.,).
Comme nous l'avons présenté au chapitre IV, la majorité des exploitations du district produisent essentiellement pour l'autoconsommation de la famille et vendent des surplus de production sur les marchés de proximité. Par contre, leur intégration aux marchés d'inputs agricoles semble être plus important que celui des marchés de production. Produire pour le marché c'est le caractère essentiel des exploitations agricoles des pays développés à l'économie de marché. Mais que pensent les agriculteurs de notre district ?

[34] Ce sont les paysans que nous avons appelés les "absentéistes". Les raisons d'abandon de la terre ont été déjà citées dans les chapitres précédents.

Les opinions sont très partagées : 23 exploitants, soit 44,2 % des personnes enquêtées pensent consacrer leurs productions aux marchés. 7 exploitants, soit 13,46 % des exploitations affirment que dans les conditions actuelles de leurs exploitations et des marchés ils ne pourraient pas produire pour les marchés, ils cherchent juste à satisfaire les besoins alimentaires de la famille. Ils sont soit des exploitations situées dans la zone montagneuse, soit des familles nombreuses avec peu de terre ou encore des exploitants qui ont des revenus extérieurs importants provenant d'autres activités économiques comme le commerce, l'artisanat etc. Le reste des exploitants pense organiser leur production entre l'autoconsommation et le marché.

d. Le système de production et la dépendance technologique
Dans la deuxième partie, nous avons essayé de classifier les exploitations en deux groupes : celles qui ont un système de production polyculture-élevage et basées pour la plupart sur des techniques traditionnelles et celles qui ont commencée à mettre en place un système de production spécialisé et sont à la recherche d'identification de la production (le degré de mécanisation, les rendements végétaux et animaux, les charges animales à l'hectare, etc.,). *Le choix des cultures et donc le système de production mis en oeuvre se caractérise généralement par les techniques utilisées.* D'une zone à l'autre, les exploitants n'utilisent pas les mêmes techniques de production. Les conditions climatiques favorables et l'évolution rapide de la demande poussent les agriculteurs à avoir des stratégies d'intensification de leur exploitation et à mettre en oeuvre des systèmes de culture spécialisée, mais 62,5 % des agriculteurs enquêtés pensent qu'à cause de leur très petite surface de terre, ne peuvent pas mettre en oeuvre un système de production intensif baser sur des cultures spécialisées. ***La dépendance technologique de ces exploitations serait donc faible, au moins dans les conditions actuelles des structures agraires du pays, et le système de production polyculture-élevage continuera à être dominant.***

e - La dépendance financière
Les aspects financiers apparaissent actuellement comme un élément de discrimination entre les exploitations de la région. La dépendance financière des exploitations variera en fonction du système de production que les exploitants envisageront de mettre en place. Les agriculteurs sont très partagés selon leurs comportements et leurs stratégies de recours à l'emprunt, du degré d'endettement et l'importance qu'ils donnent à l'utilisation du crédit pour développer leur exploitation.

- 45 % des exploitants pensent que l'endettement par le recours au crédit serait une bonne solution pour améliorer leurs techniques de production et permettre le développement de leurs exploitations. Par contre, 52,5 % des exploitants enquêtés pensent que le développement de leurs exploitations doit se faire d'abord par l'autofinancement des investissements.

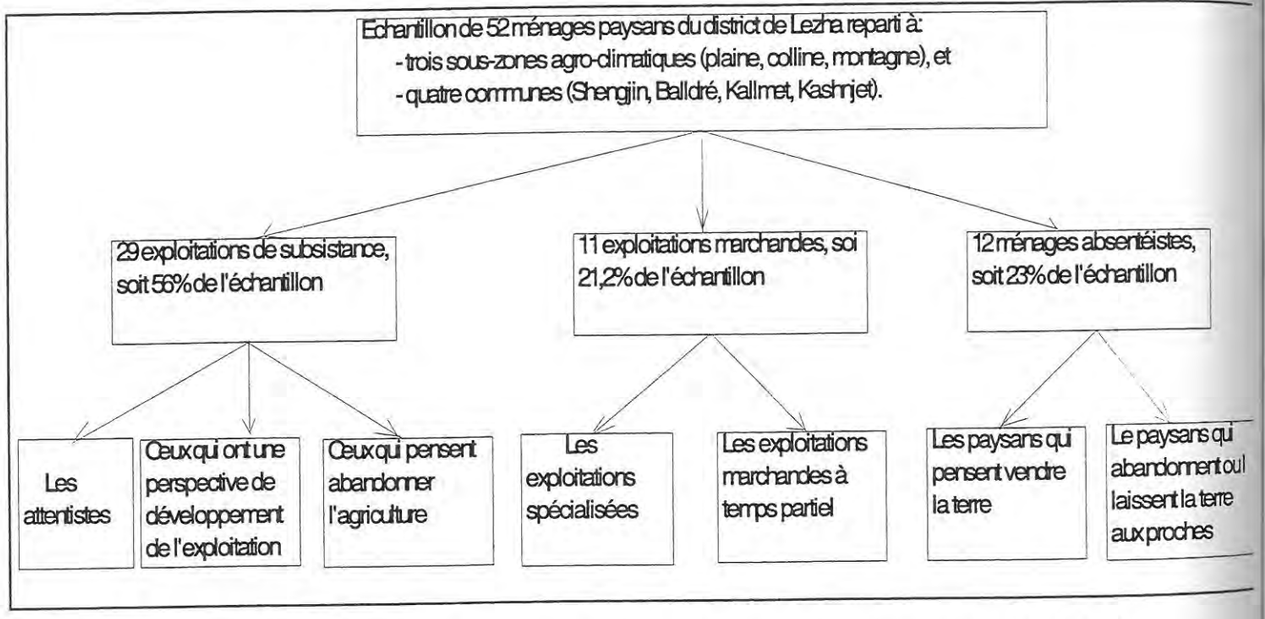
Ce comportement montre le caractère plutôt "indépendantiste" des agriculteurs envers les banques et autres organismes de financement.

f - Les stratégies futures de la famille paysanne envers la reproduction de l'exploitation
Pour évaluer les fonctions familiales dans la reproduction de l'exploitation, nous nous sommes intéressés à la situation professionnelle des enfants et les souhaits des parents (profession agricole ou non agricole). De nos enquêtes, il ressort qu'actuellement dans 60 % des exploitations les enfants en âge de travailler, travaillent soit à temps partiel soit à plein temps avec leurs parents sur l'exploitation. Mais 72,5 % des parents souhaitent que leurs enfants travaillent plus tard en dehors de l'agriculture.

II - Esquisse de typologie des ménages paysans en fonction de l'efficacité technico-économique de l'exploitation et de leurs stratégies futures

Les trois catégories d'exploitations (subsistance, marchandes et absentéistes), présentées dans les deux chapitres précédents, recouvrent à l'intérieur d'elles-mêmes une diversité d'idéo-type d'agriculteurs dont nous nous sommes rendus compte au cours de l'analyse des résultats de notre enquête. Les variables que nous avons analysées nous ont permis de juger à la fois de l'efficacité technico-économique de l'exploitation et de connaître les stratégies futures du ménage paysan vis-à-vis du foncier et du choix de ses activités économiques. En fonction des variables étudiées tout au long de notre travail, les ménages paysans du district de Lezha peuvent se classifier selon le schéma n° 3 :

Schéma n° 3 - Typologie des ménages paysans enquêtes.



Comme il le montre le schéma n° 3, nous avons classifié dans les trois catégories d'exploitations (subsistance, marchandes et absentéistes) différents groupes (ou idéo-types) d'agriculteurs qui sont :

1 - Dans la catégorie des exploitations de subsistance, nous pouvons distinguer trois groupes d'agriculteurs

a - Les paysans qui adaptent un comportement attentistes, il y a 10 exploitations, soit 19,23% de l'échantillon des ménages enquêtés,
b - Ceux qui envisagent de développer leurs exploitations, soit 12 exploitations, c'est-à-dire 23,1% de notre échantillon,
c - Enfin, ceux qu'envisagent de quitter l'agriculture : 7 exploitants, soit 13,46% des exploitations enquêtées. Ils travaillent seulement pour l'autoconsommation et pensent quitter la terre le plus vite possible.

2 - Dans la catégorie des exploitations marchandes, on distingue deux groupes d'agriculteurs

a - Ceux qui ont des exploitations "spécialisées", 8 exploitations enquêtées, soit 15,4% de l'échantillon,
b - Ceux qui développeront leurs exploitations tout en restant en polyculture-élevage et à temps partiel. Leur temps de travail familial sera partagé entre l'exploitation et les autres activités non agricoles. Ils sont pour le moment seulement trois exploitations que nous avons qualifiées "marchandes", soit 5,77% de l'ensemble des ménages enquêtes. Mais à ce groupe d'exploitations se joindront d'autres agriculteurs actuellement faiblement intégrés au marché. Ce groupe, dans l'ensemble des agriculteurs, sera important et d'après les résultats de notre enquête il comptera entre 70 et 80% des ménages agricoles.

3 - Les absentéistes qu'on peut classer en deux groupes :

a - Les vendeurs potentiels de la terre, sont des propriétaires fonciers qui ont abandonné partiellement ou totalement la terre et ils pensent la vendre dès que l'occasion leur semblera raisonnable. Ils présentent 17,3% de notre échantillon,
b - Ceux qui abandonnent la terre ou la laissent à leurs proches sans penser la vendre : ils présentent 5,76% des ménages enquêtés.

Tableau n°27 - Les principaux indicateurs économiques des différents groupes d'exploitations.

Indices	Exploitations de subsistance			Exploitations marchandes		Absentéistes	
	Attentistes	Développement	Abandon	Spécialisation	Temps partiel	Vendeurs	Absentéistes
Taille moyenne du ménage	5,2	6,4	3,9	5,8	7,4	4,2	3,7
Actifs/ménage	2,4	2,75	1,7	2,9	4	2,3	2
Actifs agricoles/ménage	1,3	1,9	0,59	2,5	3,1	-	-
Surface d'exploitation (ha)	1,49	2,15	0,89	2,24	2,55	0,997	0,69
Part de production vendue/total produit (en %)	18,76	26,57	0	87,8	83,18	-	-
Revenu total de ménage (000/leks)	203,304	206,58	148,424	337,884	330,118	654,66	713,3
Revenus /tête (000/leks)	39,097	32,27	38,057	58,25	44,61	155,87	192,7
Revenus agricoles (000/leks)	90,362	143,92	40,52	299,627	261,428	-	-
Revenus agricoles /ha (000/leks)	60,64	66,55	45,52	133,762	102,52	-	-
Revenus agricoles/actif agricole (000/leks)	69,5	75,747	67,53	119,851	84,331	-	-
Capital d'exploitation (000/leks)	121,82	203,9	47,84	1810,847	438,731	-	-
Capital/actif agricole (000/leks)	93,7	107,32	79,08	724,338	206,042	-	-
Capital/ha (000/leks)	81,75	95,8	57,76	808,413	250,482	-	-
Investissement total/ménage (% du revenu totale)	14,8	18,36	17,7	26,32	21,5	15,4	14,3
Investissement agricole/ménage (% du revenu total)	9,8	14,7	0	22,4	13,66	-	-

Source : Calcul d'après nos enquêtes.

III- Les caractéristiques de chacun des groupes d'agriculteurs identifiés

1 - Les attentistes

Sans moyens techniques de production (bâtiments, machines), élevant quelque vache ou petit bétail, et cultivant quelques ares de blé, de pomme de terre, de légumes et de cultures fourragères, ces petits producteurs vivriers forment une couche de paysans qui se contentent d'assurer l'alimentation de la famille et rarement de vendre quelques petits excédents de produits sur le marché de proximité. Une de leurs principales caractéristiques est qu'ils n'ont pas de stratégies bien définies en ce qui concerne leur rapport à la terre et à l'exploitation. Comme dans le temps du collectivisme, ils attendent que le changement vienne par "décision d'en haut". Ils sont un tiers des exploitations que nous avons appelé "de subsistance" soit 19,23% de l'ensemble des ménages que nous avons enquêtés. La production agricole de leurs exploitations permet à peine de couvrir les besoins alimentaires de la famille et de vendre parfois quelques petites quantités de produits, souvent transformés (fromage, raki, etc.,). Les revenus extérieurs sont relativement importants par rapport au revenu agricole et souvent ont un caractère "saisonnier" ou instable.

Ces revenus influencent le choix d'une activité économique ou d'une autre, ce qui fait que le ménage paysan peut d'un moment à l'autre se lancer dans une nouvelle activité économique. Ces agriculteurs se trouvent dans les trois zones agro-climatiques mais ils sont majoritaires dans la zone montagnarde. D'une part, le manque des infrastructures agricoles nécessaires et la surface limitée des terres en disposition les font hésiter à se lancer dans l'activité agricole, d'autre part le manque d'alternatives de l'emploi non agricole ou des activités autres que l'agriculture les oblige à travailler la terre pour assurer l'alimentation de la famille.

2 - Les agriculteurs qui ont une stratégie de développement de l'exploitation

Ils représentent 23 % de notre échantillon d'enquête. Ce groupe d'agriculteurs, malgré leur volonté de développement de l'exploitation, éprouvent de grandes difficultés à reconstruire des exploitations de bonne taille et bien équipées, compte tenu des conditions défavorables d'accès au crédit et d'insuffisance d'organisation de marchés. Ce groupe d'agriculteurs est pour le moment le seul, dans la catégorie des exploitants de subsistance, susceptible d'avoir des exploitations familiales integrées aux marchés et donc de rejoindre la catégorie des exploitations marchandes. La plupart de paysans qui envisagent de développer leur exploitation pensent rester pluriactifs. Le revenu total du ménage est de l'ordre de 200 mille leks par an et le revenu extérieur compte pour un tiers de ce revenu. Par le développement de leurs exploitations, ils cherchent à assurer à la fois les besoins alimentaires de la famille par leur propre production agricole et à compléter les revenus monétaires par la vente des produits sur le marché. L'insertion dans les marchés (à la fois par l'achat d'inputs et la vente de production) devient de plus en plus forte. Les principales caractéristiques de ce groupe sont :
- ils sont situés en zone de plaine et de collines (seulement une exploitation située en montagne pense de développer son activité agricole en élevage de petit bétail),
- leur surface de l'exploitation est en moyenne de 2 ha et plus de la moitié de leurs revenus provient de l'activité agricole,
- ils ont un système de production polyculture-élevage,
- le niveau de la production vendus varie entre 25 et 30 % de la production totale,
- leur niveau d'investissement agricole est de l'ordre de 14-15% de leur revenu et concerne majoritairement l'achat de machines agricoles et de bétail,
- leur origine professionnelle est agricole (coopératives et fermes d'Etat),
- la pluriactivité est jugée nécessaire pour le développement de l'exploitation.

3 - Les paysans qui pensent quitter la terre

Ce sont les ménages qui ont peu de terre. La surface de leur exploitation est en moyenne de 0,9 ha. La production de l'exploitation est totalement autoconsommée et parfois elle ne suffit pas à satisfaire les besoins de la famille. On le trouve dans les trois zones climatiques mais ils sont plus nombreux dans la zone montagneuse. Leur origine professionnelle est diverse (ex-membres de coopérative ou ex-travailleurs des entreprises non agricoles qui ont fermé leur portes depuis 1992). Dans la plupart des ménages enquêtés, le revenu agricole compte seulement pour un tiers du revenu total du ménage. Ils ont des revenus extérieurs qui proviennent des activités non agricoles (petit commerce, artisanat, émigration etc.) et qui les poussent petit à petit à abandonner l'agriculture. Une partie d'entre eux n'envisagent pas de quitter le village mais simplement d'abandonner l'activité agricole. La surface dont ils disposent est plutôt un lopin de terre qui leur permet d'assurer des produits frais (généralement des légumes et des fruits) et non une exploitation agricole. Les activités non agricoles leur rapportent des revenus bien supérieurs à l'agriculture. Mais il est à noter aussi que souvent des ménages quittent leurs petites surfaces de terres parce qu'elles sont insuffisantes pour leur permettre à vivre au village. C'est notamment le cas de la zone montagneuse de Kashnjet où la terre a été distribuée selon les ex-propriétaires. Ce groupe d'exploitants apparaît d'ores et déjà exclu des circuits de l'économie de marché et il rejoindra la catégorie que nous avons appelés les "absentéistes".

4 - Les agriculteurs qui ont une exploitation marchande spécialisée

Leur principale caractéristique est la mise en oeuvre d'une stratégie de spécialisation et d'intégration forte aux marchés. Ils sont situées tous dans la zone de plaine et de collines. Leur système de production est basé sur les cultures spécialisées (cultures maraichères, élevage, fruits et vignes). Par rapport aux autres groupes, ils ont un niveau élevé de capitalisation et parfois emploient des ouvriers saisonniers. Souvent ils ont obtenu des crédits ou ils ont eu des revenus extérieurs élevés (notamment par l'émigration) qui leur ont permis de mettre en place des structures agricoles importantes par l'achat des machines, construction des serres, achat de bétail, plantation d'arbres fruitiers et construction des bâtiments à usage professionnel. Ces investissements agricoles ont très vite porté leurs fruits en assurant un revenu agricole important. Pour cette couche d'agriculteurs, le principal souci est l'augmentation de la productivité de leurs exploitations et on ne parle plus d'autoconsommation. Ils envisagent d'augmenter la surface de l'exploitation par l'achat de terres mais l'irrégularité des marchés et la concurrence inégalitaire des produits d'importation restent toujours des difficultés réelles pour leur expansion économique. Ce groupe d'agriculteurs se considère comme des petits entrepreneurs agricoles et il est composé en majorité de spécialistes ou techniciens agricoles et d'ouvriers qui pendant le système collectiviste ont travaillé dans des secteurs spécialisés.

5 - Les agriculteurs qui ont des exploitations marchandes polyculture-élevage à temps partiel

Ce sont en général des familles nombreuses qui varient de 6 à 9 personnes et qui possèdent des surfaces des terres environ de 2,5 hectares en moyenne. La production vendue sur le marché est de plus de 80% de la production totale ce qui signifie une forte intégration aux marchés. Les revenus extérieurs sont importants (à peu près le tiers du revenu total de la famille provient des activités non agricoles).

A la différence du groupe d'exploitants "spécialisées", pour ce groupe d'agriculteurs, le système de production est basé sur deux ou trois cultures destinées à la vente (dans le cas de notre enquête, ces cultures sont des cultures maraîchères : tomate, pastèque, concombre, poivron, poiron, etc.). Leur intégration au marché est dûe plutôt à la conjoncture économique difficile qui parfois oblige les

paysans à vendre de plus en plus de production pour assurer les revenus indispensables à la famille, qu'à une stratégie de long terme. Il semblait qu'après leurs premières confrontations avec le marché, ils aient été plutôt satisfaits ce qui les a poussé à développer leurs exploitations notamment par l'investissements dans la mécanisation, l'achat des semences sélectionnées et d'autres inputs nécessaires pour l'intensification de la production. Limités par les surfaces qu'ils jugent "très petites", les ménages de ce groupe partagent le travail entre l'agriculture et les activités non agricoles. La pluriactivité est à la fois une solution d'emploi et de sécurité mais aussi de développement de l'exploitation. Malgré leur forte intégration aux marchés, ils sont toujours à la recherche d'un équilibre, interne à la famille, entre l'activité agricole et les autres activités économiques. Il faut noter que ces familles souvent possèdent de petits commerces ou des activités d'artisanat et sont situés dans la zone de plaine et de collines.

6 - Les vendeurs de la terre

Les paysans propriétaires fonciers qui vendent leurs terres constituent 17,3 % de notre échantillon. Mais malgré cette appellation "vendeurs de la terre", très peu d'entre eux ont vendu la terre jusqu'à présent. Seuls ceux situés à la périphérie des villes ont déjà vendu des parcelles de terre aux paysans qui viennent des zones montagneuses. D' autres, conscients d'une demande potentielle, pensent vendre leurs terres, quand les prix seront plus élevés.

Les principales caractéristiques de ce groupe sont :

- en général, ils ont des activités non agricoles comme le commerce, la restauration ou l'artisanat qui leur assurent des revenus importants,
- ce sont des familles jeunes et peu nombreuses,
- ils sont situés dans la zone de plaine, à la périphérie des ville, ou au bord de la mer, ce qui signifie qu'il existe une forte demande des terres (surtout des terres de construction),
- dans la plupart des cas, ils ont abandonné l'activité agricole mais vivent toujours sur leurs "exploitations" et parfois ils cultivent de très petites surfaces pour la production des légume, fruits etc.

La loi de juillet 1995, sur la vente de la terre, n'a rien changé en ce qui concerne leur comportement "spéculatif" vis-à-vis de leur capital foncier.

7 - Ceux qui ont abandonné la terre

Il y a deux sous-groupes :
- des familles nombreuses qui habitaient dans les zones difficiles avec peu de terres et sont descendues vers les villes pour chercher d'autres occupations que l'agriculture,
- des jeunes couples qui ont émigré depuis longtemps et ne pensent pas à retourner au village.

Les deux catégories de ce groupe ont abandonné la terre, les premiers parce que personne ne pouvait leur acheter ces petites parcelles dont ils disposaient dans des terrains accidentés et infertiles et les deuxièmes n'avaient pas besoin de vendre leurs terre et ont préféré la laisser à leurs proches.

IV- Cinq ans de l'agriculture privée : quels sont les modèles d'exploitations succédant au modèle collectiviste ?

A la différence des autres pays de l'Europe Centrale et Orientale, où on remarque une certaine inertie des formes collectives de la production agricole, en Albanie, depuis la fin de la réforme foncière de 1992, la seule forme de possession des moyens de production agricole est la propriété privée. Pour comprendre en quels termes se pose la mutation agraire en Albanie, nous avons essayé de raisonner en termes de nouvelles formes sociales de production ou de nouveau modèle agricole qui se met en

place. Nous avons déjà souligné qu'une grande majorité des nouveaux exploitants a dû s'installer dans des conditions défavorables, sans moyens de financement et avec une vague connaissance de la façon de gérer une exploitation moderne. Pour cette majorité de paysans agriculteurs, leur exploitation ressemble plutôt à un "lopin élargi" qu'à une exploitation familiale moderne. Mais *il faut noter aussi qu'entre cette majorité de paysans qu'adoptent des comportements attentistes ou absentéistes et une élite d'agriculteurs qui intègrent une logique marchande en vue d'un projet bien réfléchi pour le développement de leur exploitation, les chances de voir se développer des exploitations viables commencent à se dessiner*. Cette section présentera les modèles agricoles qui caractérisent actuellement l'agriculture de district du Lezha et l'agriculture albanaise en général.

1 - Quatre modèles théoriques s'imposent

Dans la partie méthodologique sur les formes sociales de la production agricole, nous avons présenté les quatre formes les plus répandues d'organisation de la production ; l'exploitation paysanne, l'exploitation familiale artisanale, l'entreprise agricole et la forme collective. Ici, sans vouloir répéter les caractéristiques de chaque forme, nous avons essayé de faire une présentation graphique de ces formes sur deux axes qui se définissent l'un par rapport à *la logique familiale* et l'autre par rapport au *degré intégration aux marchés*, de l'exploitation agricole.

a - La logique familiale
Dans le schéma n° 4, en fonction de la logique familiale, on peut distinguer deux systèmes d'exploitations :
- l'un qui se caractérise par une faible logique familiale et concerne les formes collectivistes de la production et l'entreprise agricole,
- l'autre système se caractérise par une forte logique familiale et concerne l'exploitation paysanne et l'exploitation familiale artisanale.

b - Le degré intégration aux marchés
Comme pour la logique familiale, en ce qui concerne le degré intégration aux marchés, nous distinguons deux systèmes d'exploitations ;
- les formes d'exploitations agricoles bien intégrées aux marchés, qui sont l'entreprise agricole et jusqu'à un certain niveau l'exploitation familiale,
- les formes peu intégrées aux marchés qui sont l'exploitation paysanne et les exploitations-types collectivistes pour lesquels les mécanismes du marché n'avaient aucune importance.

La capacité technico-économique de l'exploitation à s'intégrer au marché et son autonomie de comportement sont des facteurs de différenciation importants des formes sociales de production post-collectiviste et donc de la mise en place du nouveau modèle agricole. Ces quatre modèles "idéaux" s'ils ne correspondent pas parfaitement à la réalité actuelle de l'agriculture de notre district, ils correspondent par contre au souhait des agriculteurs interviewés. *"Tout exploitant projette dans l'avenir une certaine image de son exploitation ; il organise ses stratégies et prend ses décisions selon une orientation qui tend toujours, plus ou moins, vers cette situation espérée."* (H. Lamarche, "L'agriculture familiale", op. cit., p 13.).

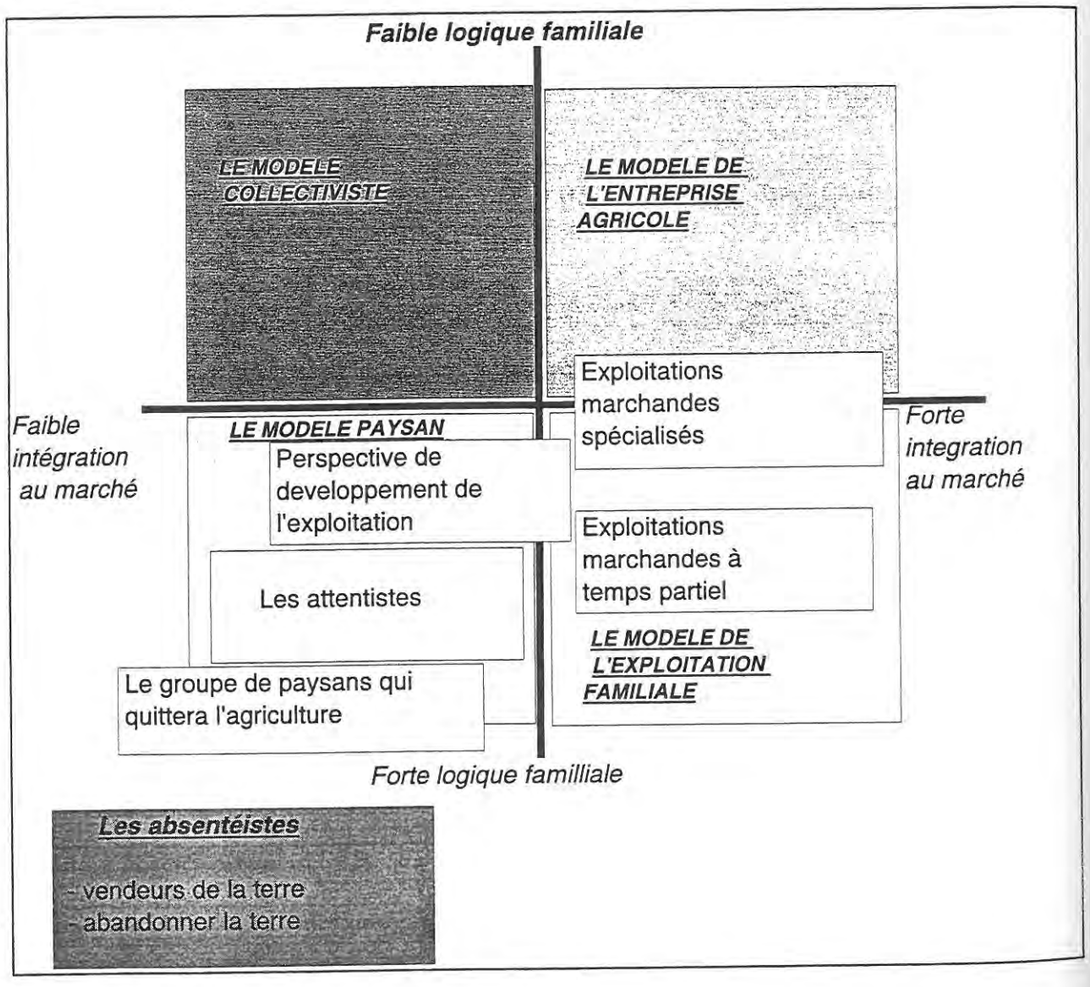
A partir de certaines variables sur le comportement et les stratégies des agriculteurs enquêtés, nous essayerons de donner une idée, bien que partielle, d'une réalité très complexe dans cette étude mais qui peut être intéressante pour une recherche future, sur l'issue de l'agriculture post-collectiviste en Albanie.

2 - Entre le "lopin" élargi de l'époque collectiviste et l'exploitation familiale marchande : les formes sociales de production agricole en 1997

A - Prédominance du modèle de l'exploitation paysanne

La volonté de rupture avec l'ancien modèle collectiviste s'affiche clairement à la fois de la part des paysans-agriculteurs et dans le paysage agraire du pays. Dans les villages, on voit encore les bâtiments déjà délabrés et les cimetières de matériel agricole des ex-coopératives et fermes d'Etat. La monotonie des grands champs, bien quadrillés, qui marquent le paysage agraire du pays est remplacé par de longs champs lanières, soit cultivées par une multiplicité des cultures soit abandonnés et laissés en jachère.

Schéma n° 4 - Répartition[35] des exploitations enquêtées entre les différents modèles agricoles.



[35] Dans ce schéma, seul le positionnement des cadres aux différents coins du graphique est significatif. Les dimentions des cadres ne signifient pas la répartition quantitative des exploitations entre differents groupes ou modèles agricoles.

Une autre configuration de modèle agricole apparaît : il s'agit du modèle de mini-exploitation paysanne qui se met en place "autant par défaut" que par initiative directe. Mais si le modèle paysan s'affiche clairement comme le modèle dominant de l'agriculture post-collectiviste en Albanie, il n'est pas la seule et unique forme de production agricole. Cinq ans d'agriculture privée ont suffi pour voir apparaître différents types d'exploitations agricoles. Par nos enquêtes sur le district de Lezha, nous avons déjà présenté, dans les chapitres précédents, les formes d'organisation de la production agricole; les exploitations qui travaillent pour l'autoconsommation dominent massivement l'autre forme d'exploitations marchandes ou spécialisées. Les absentéistes ou ceux qui abandonnent leur terre sont beaucoup plus nombreux dans les zones difficiles et avec très peu de terre (comme c'est l'exemple de la zone montagneuse de Kashjnet dans notre étude) que dans les zones de plaine et basses collines.

Dans le schéma n° 5, nous avons placé les différents groupes d'agriculteurs présentés au début de ce chapitre, entre les quatre modèles théoriques.
- Les absentéistes, puisque ce sont des paysans qui ont déjà quitté l'agriculture, se trouvent en dehors du graphique dans lesquels nous avons présenté les quatre modèles agricoles décrits plus haut.
- Le groupe de paysans qui quitteront leurs terres et qui actuellement travaillent pour l'autoconsommation se trouve entre le "modèle paysan" et les absentéistes. Il rejoindra ces derniers puisqu'ils quitteront l'activité agricole.
- Les attentistes, à cause de leur très faible intégration et d'une forte logique familiale (la famille s'organise dans le but de satisfaction des besoins alimentaires), se trouvent actuellement au centre du modèle paysan. En fonction des opportunités qu'ils auront, on peut dire que probablement une partie de ce groupe évoluera vers le modèle de l'exploitation familiale marchande et une autre partie quittera l'agriculture.
- Le groupe des agriculteurs qui développeront leurs exploitations est situé aussi dans le modèle de l'exploitation paysanne, mais à la différence des attentistes ils pensent développer leur exploitation et ils sont plus intégrés au marché. Il évoluera vers une plus grande intégration au marché. Ce groupe des exploitations se partagera entre les exploitations marchandes à temps partiel et exploitations spécialisés.
- Les exploitations marchandes à temps partiel sont bien intégrées au marché et se situent, dans notre schéma, au centre du modèle de "l'exploitation familiale". Leurs strategies économiques sont déjà biens définies. Ils partageront leur temps de travail entre l'agriculture et les activités non agricoles. Par les avantages qu'elle a (assure les revenus et le travail à la famille), la pluriactivité continuera à marquer ce groupe d'exploitations. Grâce aux revenus extérieurs, ces exploitations pourront intensifier leur production et augmenter leur productivité et leurs surfaces de production.
- Les exploitations spécialisées se trouvent entre le modèle de l'exploitation familiale (les facteurs de la production sont presque totalement fournis par la famille) et le modèle de l'entreprise agricole individuelle (niveau élevé de capitalisation, pensent employer des salariés et ils ont intégré une logique marchande orientée vers la maximisation du profit). Il est difficile de dire qu'actuellement ces exploitations sont des entreprises agricoles, dans le vrai sens économique du mot "entreprise", mais avec l'augmentation de leurs dimensions (surtout de la surface cultivée) et l'introduction des techniques modernes de production, elles prendront la forme des "entreprises agricoles familiales".

D'après ces résultats d'enquêtes, que pouvons-nous dire comme conclusion sur l'avenir des formes de production en Albanie ?

1 - Le modèle d'exploitation paysanne semble être encore pour les années à venir la forme dominante de l'exploitation agricole dans le district de notre étude. Comme les résultats le montrent, la logique familiale et l'objectif de satisfaction d'autoconsommation alimentaire de la famille reste un élément fort dans le fonctionnement des exploitations, au moins à court et moyen terme. La taille très réduite des exploitations, la situation socio-économique et politique instable, le manque de capitaux et le fonctionnement anarchique des marchés, etc. font que la mini-exploitation paysanne sert de refuge

pour tous ceux qui ont de faibles revenus et sont contraints de se replier sur l'exploitation pour assurer l'autosubsistance de la famille.

B - Le modèle de l'exploitation familiale

• C'est le modèle de l'exploitation agricole que les politique ont choisi comme objectif de transformation de l'agriculture albanaise à long terme. Mais aujourd'hui nous sommes loin d'être arrivés à cet objectif qui cherche à transformer l'agriculture post-collectiviste en une agriculture moderne comparable à celle des pays de l'ouest européens. ***Loin du modèle théorique, dans les conditions actuelles de la production agricole seule une minorité des exploitations peuvent être considérées comme d'exploitations familiales marchandes***[36]. Ces exploitants, qualifiés de spécialistes et techniciens se réfèrent au type de l'exploitation familiale, en connaissant ce qu'elle exige (en investissements et compétences pour produire pour le marché). L'incertitude (surtout dans le contexte actuel du pays), le risque de production pour le marché face à la concurrence étrangère, le manque de moyens d'investissement, l'absence de règles du jeu, etc. sont les principales difficultés relevées par les agriculteurs. Beaucoup d'entre eux mentionnent aussi la pénibilité du travail agricole et le manque de connaissances techniques et économiques dans le nouveau contexte.

•

C - Le modèle de l'entreprise agricole

Il est absent dans le district de notre étude et les chances que ce modèle apparaisse sont faibles pour le moment. L'absence de marché foncier et donc de transactions de terre, l'absence du salariat agricole et de système de production moderne, l'apport familial des moyens de production et donc la forte logique familiale dans le fonctionnement de l'exploitation, sont des indicateurs qui contribuent à renforcer cette hypothèse. Mais le groupe des exploitations spécialisées pourra peut-être être considéré, dans les années à venir, comme des entreprises agricoles familiales. Quant à la forme d'entreprise agricole de grandes dimensions, on ne voit pas vraiment de possibilités concrètes de création. Même des formes de coopération avec l'étranger, pour la création des "joint-ventures" ne semblent intéresser personne, au moins dans l'actuel contexte socio-économique du pays.

D - Le modèle collectiviste

La volonté de rupture avec ce modèle, affirmée par la majorité des paysans-agriculteurs, est largement montrée dans la première partie de ce travail. ***Un retour en arrière est impensable de la part de tous les agriculteurs enquêtés.*** Mais dans les conditions de mini-exploitations paysannes, au contraire de ce que l'on pouvait atteindre, ***même le modèle de l'exploitation associative s'est révélé inexistant en 1997.*** L'héritage du modèle collectiviste et le manque de capacités organisatrices de la part des agriculteurs pour s'associer, ont fait que même quelques associations de producteurs qui s'étaient formées en 1993-1994 ont aujourd'hui disparues. Chacun considère sa propriété foncière comme quelque chose à utilisation strictement familiale et ils ne sont pas prêts à accepter de la mettre en commun avec d'autres personnes.

3 - Les modèles absolus n'existent pas

Les quatre modèles définis dans les quatre partis du schéma représentent des situations extrêmes. Ce sont des modèles "purs" ou des "modèles de référence" vers lesquels on tend. A l'exception du modèle

[36] Il faut préciser qu'il ne s'agit pas ici des aspects structurels compatibles avec les structures d'exploitation familiale des pays ouest européens, (une taille d'exploitation qui est des dizaines des fois supérieure à celle de l'exploitation albanaise et les techniques de production beaucoup plus intensives et plus modernes) mais il s'agit des principes d'organisation et de fonctionnement de ces exploitations, que nous qualifions comme des exploitations familiales.

collectiviste car on pense qu'un retour en arrière est impossible, les trois autres modèles peuvent apparaître et l'importance de l'un par rapport à l'autre dépend du choix de société et du comportement des agriculteurs.

Comme on a vu dans le fonctionnement des exploitations paysannes du district de Lezha, une exploitation paysanne est caractérisée par une forte logique familiale mais son degré d'intégration au marché varie en fonction des conditions de l'environnement socio-économique et des stratégies familiales. Le même constat peut être fait pour les deux autres types d'exploitations aux conditions du marché libre, c'est-à-dire l'exploitation familiale et l'entreprise agricole.

L'entreprise agricole peut être soumise à une forte logique familiale et donc peut prendre la forme d'une entreprise type familiale. L'exploitation familiale peut être plus au moins intégrée aux marchés et donc utiliser une partie plus au moins importante de sa production pour satisfaire les besoins alimentaires de la famille.

Chapitre VIII
Contraintes socio-économiques, lente transformation et politique agricole post-collectiviste

La transition plan-marché engagée en Albanie depuis 1991-1992, entraîne la sortie inéluctable du modèle agricole collectiviste. Les exploitants albanais, coincés entre l'ancien modèle agricole collectiviste et le nouveau modèle qui tente de se mettre en place et qui doit prendre en compte la modernisation et l'insertion de l'agriculture dans les mécanismes du marché, se tournent actuellement, vers ce modèle de l'exploitation paysanne. La configuration actuelle des formes de la production est liée à une série de contraintes, ou points de blocage, avec lesquels les agriculteurs et les politiques sont obligés de composer.

I. - Les principales contraintes de la mise en place d'un nouveau modèle agricole

La transition de l'agriculture albanaise du modèle collectiviste vers un nouveau modèle agricole caractérisé par des structures modernes de production et d'échange est conditionnée par une série de contrainte avec lesquelles les agriculteurs et les politiques doivent composer. Ces contraintes peuvent être repartiées en trois groupes principaux qui sont :

- Les contraintes d'ordre économique,
- Celles d'ordre structurel, et enfin,
- Les contraintes socio-politiques.

Nous proposons d'analyser les trois groupes de contraintes comme nous les avons perçus sur le terrain de nos enquêtes, dans le district de Lezha.

1 - Les contraintes technico-économiques

L'agriculture joue un rôle très important dans l'économie albanaise niveau de la production et aussi pour l'emploi. La transition vers l'économie de marché se répercute aux différents niveaux de l'économie et impose des contraintes à la production agricole.

a - Au niveau micro-économique, la suppression des subventions aux exploitations et l'ouverture du ciseau des prix, ont fait que les mini-exploitations paysannes se replient sur elles-mêmes et travaillent pour assurer l'autoconsommation de la famille. Il y a une baisse de l'utilisation des inputs et de la capacité d'irrigation et par conséquent une baisse de la production agricole. Le revenu agricole, pour un bon nombre d'exploitations, ne suffit pas à lui seul pour assurer la reproduction de la famille et de l'exploitation. Cela a obligé les agriculteurs à recourir aux activités non agricoles et assurer des revenus extérieurs qui jouent un rôle important pour la survie de la famille et le développement de l'exploitation.

b - Au niveau macro-économique, la libéralisation des prix, l'inflation en hausse, le déficit budgétaire élevé et le dysfonctionnement des institutions économiques tels que les marchés d'intrants et de la production, le système du crédit et d'encadrement de l'agriculture ont tranformé l'agriculture albanaise d'une agriculture "intensive" qu'elle était, à une agriculture traditionnelle et d'autarcie. Elle est passée d'un secteur exportateur net à un secteur importateur.

c - Au niveau méso-économique, le manque d'organisation de la production par filière, le non-fonctionnement des Industries de Transformation, le manque de système de collecte et de distribution organisée, absence d'un système d'information et le fonctionnement archaïque des marchés, rend l'agriculture albanaise peu marchande et peu intégrée aux IAA.

2 - Les contraintes structurelles

Les contraintes se répercutent sur les structures productives et d'échanges.

a - La rigidité des structures foncières
Le maintien d'un grand nombre d'exploitations paysannes d'autoconsommation se reflète aussi sur les structures agraires qui se caractérisent par une stabilité remarquable depuis la réforme foncière. L'absence de marché foncier et de l'emploi non agricole font que les exploitations gardent toujours la même structure foncière que celle d'après la privatisation de la terre en 1992 (c'est-à-dire des exploitations d'une très petite taille et très morcelées). Ces petites structures agraires, associées à un système de production polyculture-élevage, constituent un frein pour la modernisation et l'intégration de l'agriculture albanaise à l'économie de marché.

b - Les structures des marchés
La multiplicité des marchés de détails en plein air, qui sont l'endroit de la confrontation directe des producteurs et des consommateurs montrent le caractère non structuré et inorganisé des produits agricoles. Les marchés de gros, les marchés physiques et les systèmes de vente aux enchères sont absents. L'augmentation de la demande des produits agricoles, à cause des modifications du modèle de la consommation alimentaire (augmentations des calories animales et des fruits dans la ration alimentaire)[37], et la chute de la production locale ont fait que l'offre des produits alimentaires sur les marchés est compensée par les produits d'importation.

Le système d'information est peu développé et très irrégulier ce qui fait qu'il n'existe pas de prix nationaux pour les produits agricoles. Le manque d'information et la méconnaissance des coûts de production par les petits producteurs en polyculture-élevage qui se rendent sur les marchés font que les prix s'alignent souvent sur les prix des produits importés.

Les marchés d'inputs et du matériel agricole commencent à se structurer autour d'AFADA et sont présents presque dans chaque village (de petites boutiques vendent des engrais, des pesticides et semences) mais il y a un manque de professionnalisme de la part des vendeurs ce qui fait que les paysans hésitent à acheter les inputs qu'ils ne connaissent pas bien.

c - Les structures institutionnelles et le système du crédit
Nous nous intéressons dans ce paragraphe aux structures institutionnelles de l'encadrement et de financement du développement de l'agriculture comme du système de vulgarisation et du crédit agricole.

* Le système de vulgarisation est public et existe dans chaque commune, mais son rôle dans l'encadrement et l'assistance technique des agriculteurs, d'après ces derniers, est très faible. L'héritage de l'ancien modèle fait que les spécialistes se sentent peu concernés par les problèmes de la production privée et les agriculteurs ne consultent que rarement les spécialistes.

[37] Civici. A, Option Méditerranéennes, op. cité.,

* Le système du crédit agricole.
Le système du crédit dans son fonctionnement se structure autour de deux composantes ; il y a d'une part les banques commerciales (publiques et privées) qui offrent des crédits et de l'autre part les agriculteurs qui demandent des crédits.

Mais les deux composantes sont soumises aux diverses contraintes qui font que le système ne fonctionne pas toujours comme il devrait fonctionner dans des conditions de marché libre. Ces contraintes sont :

a - pour le système bancaire
- Le manque de professionnalisme qui provient de la formation inadéquate du personnel. A cause de changement rapide des règles de fonctionnement du système économique et financier, une partie du personnel des banques ne connaissent pas comme il faut les nouvelles règles de fonctionnement du système bancaire. Beaucoup d'employés des banques sont encore dans une phase "d'apprentissage" si on peut s'exprimer ainsi, ce qui ne facilite pas les relations avec la clientèle. La formation du personnel par des cycles courts organisés par des spécialistes du secteur au niveau national, ou par des stages de quelques mois dans des banques étrangères, permettra une amélioration de fonctionnement du système bancaire en général.
- Le fonctionnement chaotique des banques repose souvent sur le manque de ressources. Cette carence provient de l'épargne très faible déposé dans les banques, par la population. Le volume des dépôts des citoyens ne va vraisemblablement pas s'améliorer dans le difficile contexte actuel. Le système fiscal qui pouvait constituer une ressource budgétaire potentielle pour les services publiques n'est pas encore suffisamment élaboré et performant pour prendre en compte les revenus privés.
- Le système bancaire est encore en train de se réformer pour essayer de s'adapter au nouveau contexte économique. Beaucoup de nouveaux éléments doivent être introduits pour qu'il puisse devenir un système bancaire moderne. Le système de chèque est encore inexistant par exemple.

b - pour les agriculteurs les principales contraintes sont :
- les taux d'intérêt restent trop élevés (17 % par an avec un taux d'inflation de 13 % par an en 1996).
- Le manque d'information disponible concernant l'allocation de crédits préférentiels pour les agriculteurs qui cherchent à améliorer leurs techniques de production et produire pour le marché.
- Le manque d'expérience des producteurs pour les affaires bancaires: les notions de cash-flow, de profit, de plan commercial sont souvent mal comprises.

3 - Les contraintes socio-politiques

Dans l'immédiat, c'est la contrainte socio-politique qui pèse le plus lourdement sur la stratégie de restructuration et de l'intégration au marché de l'agriculture albanaise. La politique agricole, dans le sens le plus noble du terme, constitue le choix de la société qui concerne tant les équilibres internes (coût et qualité de l'alimentation, statut de la main-d'oeuvre agricole et niveau de revenu, mode d'occupation et de gestion du territoire, etc.) qu'externes (autosuffisance alimentaire ou vocation agro-exportatrice, modalités d'association et/ou intégration aux organismes et marchés internationaux, etc.). Ce choix est déterminant pour l'avenir des formes sociales de production agricole dans les conditions de la transition économique en Albanie.

La privatisation et donc le démantèlement des domaines collectifs a créé une caste de paysans-propriétaires fonciers aux faibles revenus et sans emploi. Leurs petites exploitations, très morcelées et faiblement équipées en matériel agricole, ne peuvent pas toujours assurer le plein emploi et les revenus nécessaires pour la survie de la famille et la reproduction de l'exploitation. La situation socio-économique et politique instable que connaît le pays et l'application d'une libéralisation totale et rapide de l'économie ont entrainé le repli de la population rurale sur ses petites parcelles de terre qui s'y réfugie lors du grand choc transitoire.

La libéralisation des échanges et donc l'ouverture à l'extérieur nécessite sans doute une intervention des gouvernements pour mettre en place les institutions nécessaires à l'encadrement de l'agriculture dans une économie libérale et intervenir pour réguler les marchés. Un certain protectionnisme "éducateur" (A. POULIQUEN) serait indispensable pour favoriser les producteurs nationaux face à la concurrence très inégalitaire des producteurs étrangers. Mais comme nous l'avons souligné dans la première partie de ce travail, face aux grands problèmes que connaît le pays durant ces années de transition, la politique agricole reste très vague et on peut même dire qu'il n'existe pas encore une politique agricole au sens de "grande politique" (P. Coulomb), alors que l'agriculture occupe une place très importance dans l'économie nationale (53% de PIB et 48% de l'emploi) ; les changements structurels et la modernisation de l'agriculture sont conditionnés par le développement des autres secteurs économiques qui devront être capables d'absorber les emplois libérés par l'agriculture.

II - Quelle politique agricole pour l'agriculture post-collectiviste en Albanie ?

L'avenir de l'agriculture paysanne albanaise en dehors du choix effectué par les forces du marché, dépend en fin de compte de la politique agraire du pays. Au cours de la mise en oeuvre de la réforme foncière de 1992-1993, il est apparu clairement que la privatisation constituait un but en soi, sans que l'on se soucie de rechercher les formes les plus efficientes. *Si la distribution des terres était une mesure nécessaire, elle n'est pas suffisante, à elle seule, pour permettre la naissance d'une agriculture moderne*. Par son caractère radical et ses effets négatifs sur l'activité économique et l'emploi, la réforme a suscité le ressentiment d'une majorité des ruraux mal préparés à vivre une telle mutation. La situation actuelle, caractérisée par une grande diversité de formes sociales de production, est probablement transitoire.

Inspirée par une forme de justice distributive, l'attribution de la terre aux ménages paysans ex-membres des coopératives et fermes d'Etat, remplit le rôle d'une mesure d'accompagnement permettant d'atténuer les effets les plus durs du démantèlement du modèle collectiviste. Mais si jusqu'à présent, la micro-exploitation paysanne a contribué à amoindrir les effets sociaux de la rupture du système, on se demande pour combien de temps. Le rôle de l'Etat sur l'engagement dans la politique agricole reste encore vague. La façon dont fonctionne le marché, la formation des prix, l'absence d'institution de régulation et intégration de l'agriculture dans l'ensemble de l'économie, démontrent les faiblesses de la politique agricole suivie durant ces années de transition.

1 - Les principales composantes d'une nouvelle politique agricole

La politique économique qui permettra la modernisation de l'agriculture doit prendre des mesures qui permettraient de stimuler l'offre des produits agricoles et d'assurer les revenus necessaires aux agriculteurs. L'expérience des pays developpés, et notamment des pays de l'Europe de l'ouest, montre que les politiques agricoles menées ces trente derniers années dans ces pays ont permis une agmentation rapide de l'offre agricole et des revenus des agriculteurs. Mais aujourd'hui ces politiques qui étaient basées sur une forte intervention des pouvoirs publiques en économie, se trouvent elles aussi en crise. Certes, ce n'est pas le même type de crise que celle que vit l'Albanie ou les autres pays en transition, qui souffrent d'une pénurie des produits agricoles, mais cette experience "productiviste" de l'ouest doit nous servir comme exemple pour ne pas répéter les fautes qui ont déjà été faites par les autres. Dans un contexte économique interne très difficile et un mouvement mondial de libéralisation des échanges et de désengagement de l'Etat, la politique agricole albanaise doit d'une part être le moins coûteuse possible et d'autre part savoir s'adapter aux structures économiques et sociales du pays et permettre la modernisations son agriculture. Une telle politique agricole peut être réalisée, d'après nous, par la mise en place des composantes suivantes :

a. Une politique foncière claire et définitive,
b. Une politique d'aménagement des infrastructures agricoles et rurales,
c. Une politique de crédit élargie et peu coûteux pour les agriculteurs,
d. Une politique de marchés et des prix, et enfin
e. Une politique de la recherche agronomique moderne.

Analysons maintenant chacune des composantes d'une nouvelle politique agricole post-collectiviste :

A - Politique foncière

La politique foncière doit permettre de résoudre les problèmes liés à la propriété de la terre. Ces dernières années, malgré les lois pour la compensation des ex-propriétaires, ils restent encore quelques petits problèmes concernant les terres distribuées par la réforme foncière. La question de la restitution des terres aux Eglises ou encore aux anciens grands propriétaires d'avant 1945, a été l'enjeu des batailles politico-juridiques et nous ne sommes pas sûrs qu'elles soient terminées, malgré les mesures qui ont été prises. Souvent les paysans qui veulent acheter de la terre hésitent à cause d'une certaine insécurité qui est liée à la propriété.

Un autre problème qui doit prendre fin le plus vite possible, c'est la transformation des terres agricoles en terres de construction. A cause de l'exode rural vers les zones de plaines et autour des villes, chaque année des centaines des hectares de terres agricoles disparaissent à cause de la construction de maisons d'habitation sans permis de construire. On a l'impression qu'aucune mesure n'a été prise pour protéger cette perte incontrôlée des terres agricoles malgré les lois approuvées au parlement. Il ne suffit pas d'avoir de bonnes lois. Les faire respecter est sans doute le plus difficile.

B - Politique d'aménagement des infrastructures agricoles

La politique d'aménagement des infrastructures doit elle aussi être révisée. Comme nous l'avons souligné à la première partie de ce travail, beaucoup d'infrastructures agricoles (ouvrages anti-érosifs, système d'irrigation et de drainage etc.) ont été endommagées ou se sont révélées inadaptées aux nouvelles structures agricoles. La reconstruction de ces ouvrages demande des investissements lourds qui doivent être financés par les pouvoirs publics et la coopération avec les organismes internationaux. Il y a un mois (le 23 décembre 1997), 8500 ha cultivés de la plaine de Lezha ont été inondés par les eaux des rivières Drin et Mat à cause du mauvais fonctionnement des systèmes des pompages qui jettent ces eaux à la mer. Ces phénomènes qui depuis 1991 se répètent chaque année, montrent l'émergence d'intervention publique dans le domaine. Des projets de coopération avec les organismes internationaux (notamment la Banque Mondiale), sont mis en place pour la reconstruction des ouvrages hydrauliques. Mais face à l'émergence de ces aménagements pour la production agricole, le travail réalisé est loin d'être satisfaisant pour les agriculteurs qui se trouvent "six mois sous l'eau" et "six mois sans une goutte d'eau".

C - Politique de crédit

Pour que la réforme foncière de 1992-1993 fasse naître une agriculture privée moderne, elle doit être relayée par une **politique de crédit** élargie et peu coûteuse permettant aux paysans acheter progressivement des inputs et du matériel agricole, faute de quoi, démuni de capital, le niveau de production restera dérisoire. Les résultats de ce travail montrent qu'avec l'amélioration des techniques de production et donc l'augmentation de la productivité, les agriculteurs sortent de la logique d'autarcie et commencent à produire pour le marché. On a vu aussi dans les chapitres cinq et six que les techniques de la production restent traditionnelles et les investissements réalisés, surtout pour l'achat du matériel, sont essentiellement autofinancés. La mise en place de dispositifs de crédits favorables pour les agriculteurs qui cherchent à développer leur exploitations contribuera à l'augmentation de l'offre et des revenus des agriculteurs et pourra stimuler ces derniers pour

développer une agriculture à temps partiel avec des revenus extérieurs qui seront investis sur l'exploitation. En d'autre termes, une politique de crédit bien étudiée et aussi bien appliquée, pourra relancer le cercle vicieux du développement des exploitations agricoles familiales. Malheureusement pour le moment, on doit s'attendre à la restructuration du systèmes bancaire et financier qui ne touche pas seulement l'agriculture mais tous les secteurs économiques du pays.

D - Politique des marchés et des prix

La libéralisation des prix décidée en 1992 et la privatisation des terres agricoles réalisée par la réforme foncière de 1992-1993, étaient sans aucun doute deux mesures nécessaires pour rompre avec le modèle agricole collectiviste mais insuffisantes pour la mise en place d'un nouveau modèle agricole intégré au marché. L'ouverture du ciseau des prix et la désorganisation des circuits de commercialisation et distribution des intrants et produits agricoles, ainsi que l'envahissement du marché par les produits agro-alimentaires étrangers ont agravé la crise agricole. Même si aujourd'hui, cinq ans après la réforme foncière, les micro-exploitations paysannes ont renforcé l'auto-approvisionnement et parfois elles produisent pour le marché (le plus souvent elles engendrent des circuits commerciaux courts) leur réelle intégration aux marchés passe par une réorganisation des marchés intérieurs du pays. Pour que l'agriculture paysanne qui a succédé au modèle collectiviste, laisse la place à l'agriculture familiale marchande (ce qui est l'objectif des pouvoirs post-communistes), il faut qu'il existe un marché et des institutions commerciales, bancaires et de crédit qui fonctionnent. La réorganisation des marchés devra faciliter un plus grand écoulement et une meilleure valorisation des produits paysans.

L'ampleur de la crise agricole, le déficit de la balance agro-alimentaire et l'enjeu de l'emploi doit conduire le pouvoir à engager une politique agricole qui prend plus en compte la protection des agriculteurs. Des lois qui facilitent l'obtention de crédits peu coûteux (dont nous avons parlé plus haut), qui protègent le revenu des agriculteurs (avec l'instauration des prix minimum garantis) et la régulation des échanges avec l'extérieur (par des tarifs douaniers concernant les produits agro-alimentaires) doivent être mis en place. Mais dans les conditions de la libéralisation générale de l'économie et de la faiblesse des ressources budgétaires de l'Etat, on se demande si l'Albanie pourra se payer un certain protectionnisme de son agriculture.

E - Politique de la recherche agronomique

Enfin pour qu'une politique agricole permette la relance de l'agriculture paysanne, elle doit être accompagnée d'une politique de recherche orientée au profit de la paysannerie et du développement durable. La recherche du développement agricole doit être attentive aux besoins de la paysannerie tout en prenant en compte son savoir-faire. Elle doit étudier les systèmes de production complexes combinat cultures, élevage et arboriculture que les paysans ont mis en place, pour améliorer la productivité et réduire les risques biologiques et économiques auxquels ils se trouvent confrontés.

2 - Entre exode rural et mini-exploitations paysannes : la nécessité d'une politique de developpement durable des zones rurales

Durant ces années de transition, la micro-exploitation paysanne a assuré le rôle de tampon social pour la majorité de la population rurale frappée par le chômage. Mais ce rôle de l'agriculture, reconnu comme socialement nécessaire, s'est révélé peu satisfaisant sur le plan économique. Le recours des agriculteurs vers les revenus extérieurs, surtout grâce à l'émigration saisonnière dans les pays voisins et le phénomène de l'exode rural observé dans les zones des montagnes, témoignent des limites rapidement atteintes par cette solution de court terme, lorsque aucune autre activité n'est envisagée pour inciter la population à rester. La tendance à considérer que dans les zones rurales les paysans peuvent toujours "se débrouiller" a conduit à oublier que le secteur agricole a été très durement

touché par le chômage et qu'il continuera de l'être si des solutions de développement durable des zones rurales ne sont mises en place.

Le caractère encore insuffisant, voire sous-développé, des services dans les zones rurales et la destruction de la chaîne de transformation agro-alimentaire incitent à considérer la politique de développement rurale dans sa totalité, plus large qu'un seul développement de l'activité agricole. Une politique de développement durable dans le milieu rural doit, désormais, privilégier une approche pluri-active de ruraux dans la réalité économique complexe qui caractérise notre pays et aussi prendre en compte les disparités régionales anciennes et surtout nouvelles créées par le choc transitoire.

Conclusion de la troisième partie

La mise en place d'un nouveau modèle agricole en Albanie et donc le choix des formes sociales de production apparaît largement déterminé par une série de contraintes de l'environnement socio-économique actuel et des héritages structurels et psychologiques de l'ancien modèle collectiviste.

Aux conditions d'une transition marquée par une situation socio-économique et politique très conjoncturelle, le modèle de l'exploitation paysanne semble être la forme dominante de l'agriculture au moins encore pour quelques années à venir. Cela n'exclut pas l'apparition des formes d'exploitation familiale intégrées au marché, modèle dominant en Europe occidentale, mais ces formes ne peuvent pas s'opérer et se généraliser, au lendemain de plusieurs années de collectivisme. L'émergence d'un modèle agricole capable de s'intégrer aux mécanismes de l'économie de marché demande du temps et est fonction de la stabilité politique, de l'existence d'un cadre légal et institutionnel adopté au nouveau contexte économique, de la reprise de la production et la reconstruction de l'économie nationale.

Conclusion générale

Sans prétendre présenter dans son integralité la réalité complexe de l'économie paysanne albanaise, nous avons cherché dans ce travail à analyser les structures et le fonctionnement des exploitations agricoles et nous nous sommes interrogés sur les chances respectives de la mise en place d'un nouveau modèle agricole post-collectiviste intégré au marché.

Nous pouvons tirer de ce travail les conclusions suivantes :

- Entre la crise profonde liée à l'effondrement du système planifié et la mise en place des nouveaux mécanismes du marché, l'environnement économique albanais est marqué par deux caractéristiques principales :

a - D'abord la transition vers le marché, à la fois pour des raisons politiques et économiques, a été une rupture radicale avec l'ancien système centralisé.

b - Ensuite, malgré les résultats encourageants réalisés pendant les premières années (1993-1996) de cette transition, elle est toujours en proie d'une forte instabilité conjoncturelle et son issue reste indéterminée.

- La décollectivisation de l'agriculture albanaise apparaît comme une inversion radicale des rapports sociaux collectivistes. Réalisée dans le cadre de la transition plan-marché, elle était avant tout une réponse de la société post-communiste à la collectivisation d'autrefois et elle procédait d'une conception idéologique de la transition structurelle en agriculture.

- La principale composante de la décollectivisation était la réforme foncière de 1991-1992. Basée sur une "justice réparatrice" (distribution égalitaire des terres entre les membres des domaines collectifs), cette réforme a créé plus de 450 000 exploitations de très petite taille, (1,5 ha en moyenne) qui varient entre 0,6 ha dans la zone montagneuse et jusqu'à 3 ha dans la zone de plaines.
- Pour le district de Lezha, la superficie moyenne de l'exploitation est de 1,6 ha (varie entre 0,7 ha et 3,1 ha). Elle est composée en moyenne de deux parcelles et seulement 25 % (en moyenne de SAU des exploitations) est irriguée.

- La pénurie des terres et des capitaux et l'abondance de la main-d'oeuvre familiale a créé des rapports spécifiques entre les facteurs de production dans l'exploitation agricole actuelle. Les exploitations se caractérisent par la substitution des facteurs terre et capital (facteurs rares) par le facteur travail (facteur abondant). Cela signifie que les techniques culturales restent traditionnelles et l'intensification de la production se fait sur la base du travail familiale.

- Dans les conditions d'une situation socio-économique très conjoncturelle et en l'absence de perspectives de structuration des marchés agricoles et d'évolution positive de l'emploi non agricole, la plus grande partie des exploitants trouve plus rationnel de travailler pour l'autoconsommation familiale et donc de se replier sur soi-même, que de prendre le risque de travailler pour le marché. Le repli sur soi donne à l'agriculture albanaise un caractère autarcique dont on se demander s'il est durable.

- Les besoins monétaires internes de la famille obligent les paysans à vendre une partie plus ou moins importante de leur production et donc d'intégrer aussi dans leur activité agricole la logique marchande. Actuellement, ceux qui consacrent la majeure partie de la production au marché sont peu nombreux et se situent dans les zones de plaines et de basses collines. Les productions agricoles support de cette logique marchande sont la production maraîchère et l'élevage des bovins laitiers pour

la zone de plaines ; la viticulture, l'olive et le petit élevage pour la zone de collines; l'élevage caprin et ovin pour la zone montagneuse.

- Les stratégies familiales envers l'activité agricole sont diverses et résultent de l'influence de plusieurs facteurs comme :
  * La taille de l'exploitation,
  * Les conditions du milieu naturel et la position géographique,
  * La composition et l'identité professionnelle de la famille,
  * l'importance des revenus extérieurs etc.

- En fonction de la logique productiviste mise en oeuvre par les agriculteurs et de leurs stratégies futures, les différences au sein des exploitations commencent à apparaître. En fonction du degré d'intégration au marché et des stratégies foncières de la famille paysanne, on peut distinguer actuellement trois catégories d'exploitations agricoles dans le district de Lezha:

a. Les exploitations qui travaillent pour le marché, ou ***"les exploitations marchandes"***. Elles représentent entre 7 et 10 % du nombre total des exploitations dans la zone de plaine et de basses collines et sont quasiment absentes dans la zone montagneuse.

b. Les exploitations qui travaillent dans le but d'assurer l'autoconsommation de la famille et vendent de petits surplus de production sur le marché, ou ***"les exploitations de subsistance"***. Elles représentent entre 75 et 80 % des exploitations dans la zone de plaine, entre 80 et 85 % dans la zone de collines et la totalité des exploitations de la zone montagneuse.

c. Enfin une autre catégorie de familles paysannes est celle qui a abandonné la terre ou ***"les absentéistes"*** et a choisi des activités économiques plus intéressantes pour elle que l'activité agricole. Les absentéistes sont plus nombreux dans la zone montagneuse où ils représentent entre 15 et 20 % du nombre total des exploitations, qu'ils sont dans la zone de plaines et de basses collines où ils représentent entre 7 et 12 % des exploitations.

- On a remarqué que le passage de l'exploitation paysanne d'autosubsistance à l'exploitation marchande est accompagné d'une diminution du nombre des cultures et donc d'une augmentation du niveau de spécialisation culturale. Sortant de la logique auto-consommatrice l'exploitant essaye d'adopter des systèmes de production apportant le plus gros revenu possible.

- Le niveau de crédit dû au manque d'argent dans les banques, au taux d'intérêt élevé et à l'absence d'alternatives pour les changements profonds des techniques et technologies agricoles, reste très faible.

- L'activité économique dans la famille paysanne, comme unité économique particulière, est caractérisée par le revenu disponible de la famille qui est unique et indifférenciable (Tchayanov). Ce revenu se compose de tous les revenus du travail familial, qu'il soit agricole ou non. Le revenu agricole est beaucoup plus important, dans la composition du revenu disponible de la famille, pour les exploitations marchandes que pour celles de l'autosubsistance. Les principales sources de revenus extérieurs sont l'artisanat, le commerce, l'émigration, les salaires, les retraites, etc. Dans les conditions de faible marché du travail local, l'émigration représente une source importante de revenu et souvent ne sert pas seulement à assurer la consommation de la famille mais aussi pour le développement de l'exploitation ou d'autres activités économiques.

- Par le comportement et les stratégies d'agriculteurs, il nous semble que, dans le moyen et long terme, le modèle de l'exploitation de type familiale, associé avec la pluriactivité de la famille d'exploitant, a plus de chances de succéder à l'exploitation paysanne actuelle.

Pour atteindre les objectifs de la politique agricole, assurer l'autosuffisance alimentaire du pays dans un court terme, moderniser la production et transformer l'agriculture en un secteur économique exportateur net dans le moyen et long terme, nous pensons qu'il faut tenir compte, entre autres, des éléments suivants:

- Si la privatisation de l'agriculture et la mise en place du modèle de l'exploitation paysanne, étaient les meilleures solutions pour rompre avec le système collectiviste, cette solution n'est pas suffisante pour considérer comme résolus les problèmes agraires en Albanie. La mise en place d'une politique agricole claire à long terme est indispensable. Par ses spécificités, l'agriculture ne peut pas être traitée de la même manière que les autres secteurs de l'économie.

- La modernisation de l'agriculture albanaise et son intégration aux marchés se fera à travers une politique économique qui envisagera la diminution de la population rurale par la création d'emplois dans les autres secteurs économiques et la mise en place d'un cadre institutionnel légal capable de transformer l'exploitation paysanne actuelle en une exploitation moderne à l'image de celles de pays occidentaux. Cette transformation signifie un changement des structures agraires actuelles du pays et l'apparition de nouvelles formes de production appartenant à un nouveau modèle agricole.

- Mais les changements structurels ne peuvent pas donner les résultats voulus s'ils ne sont pas accompagnés de l'introduction du progrès technique. L'introduction du progrès technique et donc des technologies avancées dans la production et la commercialisation peut transformer la mini-exploitation paysanne en une exploitation moderne. La participation de l'Etat semble être indispensable dans ce processus de restructuration de l'agriculture paysanne albanaise.

Les questions de la recherche future

Dans les conditions de manque de système de données de la part des organismes publics comme de la part des agriculteurs, cette étude prend un caractère de diagnostic de l'agriculture du district de Lezha, basé sur les données collectées pour l'année 1996.

Les observations sur la transition post-collectiviste de l'agriculture albanaise à partir de l'exemple du district de Lezha présenté dans ce travail, ne sont que des premiers éléments d'une recherche future. Il reste à répondre à un certain nombre de questions :

- Quelle sera la dynamique de développement des différentes formes d'organisation de la production agricole au sein de la réalité socio-économique complexe de l'Albanie ?
- L'agriculture albanaise suivra-elle les étapes du développement agricole observées dans les pays capitalistes industrialisés, ou son évolution sera spécifique aux conditions du pays ? Quels seront les principaux éléments et leur importance relative dans la détermination de cette évolution ?

- Qui seront les agriculteurs, leurs liaisons et leurs interactions avec le système économique du marché libre qui se met en place ?

Dans les conditions de manque d'études comparatives et dynamiques sur l'agriculture en Albanie, il nous semble tout à fait indispensable de continuer des recherches pour essayer de rendre compte des mutations agraires post-collectivistes en Albanie.

Annexes

Annexe I

Le questionnaire d'enquête
Liste des tableaux
Abréviations

Questionnaire d'enquête

Le but de notre enquête était de collecter l'information nécessaire pour essayer de rendre compte de la réalité de l'agriculture paysanne albanaise. Le terrain de notre enquête était le district de Lezha. C'est un district largement agricole qui, pensons-nous, représente bien l'agriculture du pays.

I. Quelques définitions utilisées pendant les enquêtes :

Zone rurale : nous la considérons comme une zone où la plupart de la population s'occupe de l'activité agricole. Mais dans une zone rurale, il y a aussi des personnes qui travaillent pour des activités non agricoles (l'artisanat, le tourisme, le commerce, etc.)

Famille rurale : elle est composée des personnes qui ont des liens de parenté, vivent ensemble et ont une économie domestique non séparé entre eux. Dans le district de notre étude, elle se compose de plusieurs membres ou plusieurs couples qui vivent ensemble sous l'autorité du chef de famille.

Ménage : il est composé des personnes qui vivent ensemble sous le même toit. Le terme de ménage fait référence au lieu de habitation et non aux liens qui réunissent ces personnes. Il peut être composé d'une personne qui vit seule mais qui occupe un logement et a une économie domestique.

Revenu de la famille rurale : c'est l'ensemble des revenus, indépendamment du fait qu'ils soient agricoles ou non.

L'exploitation agricole : L'ensemble des capacités productives agricoles (terre et capital) dont dispose la famille, combiné avec les facteurs travail et consommations intermédiaires agricoles, forment ce que on appelle "l'exploitation agricole. L'interaction de ces facteurs a donné lieu à la production agricole, qui lui aussi fait partie de l'exploitation.

Agriculteur à temps partiel : c'est le paysan (habitant de la zone rurale) qui pendant l'année 1996 (année à laquelle se réfère notre enquête) et jusqu'au moment qu'il est enquêté, a eu un autre activité non agricole, mais est engagé partiellement dans l'exploitation (par exemple, fonctionnaire, ouvrier non agricole, artisan, commerçant, etc.).

Agriculteur à plein temps : on considère le paysan qui, pendant l'année 1996, et jusqu'au moment de notre enquête, est occupé complètement dans l'exploitation agricole.

Chef de famille : c'est la personne qui prend les décisions pour l'économie domestique de la famille.

II. Contenu du questionnaire

A). Renseignements généraux.

Enquête N°. ____
Date d'enquête : _____
Commune :_____

Nom de l'exploitant : _____
Age de l'exploitant : _____
Nom de la personne enquêtée :_____

1. La profession avant la décollectivisation de l'agriculture : _____,
2. Qui est le chef de l'exploitation : _____,
3. Nombre des personnes de la famille : _____,
4. Personnes qui travaillent à plein temps sur l'exploitation : _____,
5. Personnes qui travaillent à temps partiel sur l'exploitation : _____,
6. Personnes qui travaillent à l'extérieur de l'exploitation : _____,
7. Les retraités dans la famille : _____,

B. Informations sur l'exploitation.

1. La Surface Utile (SAU en ha), en disposition : _____,
2. La SAU irriguée (en ha) : _____,
3. Le statut juridique de la terre:
   a.- propriétaire,
   b.- fermage.
4. Le nombre des parcelles : _____,
5. Surface de la terre cultivée : _____,
6. Le système cultural :
   a.- assolement pour la campagne 1996 ;

Culture	Surface (ha)	Production (qx)
Blé	_____	_____
Maïs	_____	_____
Pomme de terre	_____	_____
Légumes	_____	_____
Haricot	_____	_____
Fourrage	_____	_____
Autre cultures	_____	_____
Deuxième culture	_____	_____

Arbres fruitiers, Nbre. total des pieds, ___, Rendement par pied (kg), _, Production (qx),___,
dont en production, ___,
Vignes, Surface (ha),___, Production (qx), _____.
Treilles, Nombre des pieds, _____, Production (qx), _____.
dont production, _____,

b. Pourquoi avez-vous choisi ces cultures ?

7. Système d'élevage.

	Nbre de tête.	Dont en production,	La production lait (litres)	viande (kg)
- Bovins,	____,	_____	_____	
- Ovins,	____,	_____	_____	
- Caprins,	____,	_____	_____	
- Porcs	____,	_____	_____	
- Volailles,	____,	_____ oeufs pièces, ____	_____	
- Solipèdes,	____,	_____		

8. Destination de la production.

Production	Autoconsommation	Vente	Transformation	Stock
Végétale	_____	____	_____	____
Animale	_____	____	_____	____

9. Quel est le capital fixe dont vous disposez (en leks)?
   Tracteurs, _____Machines, _____

Autres équipements, _____ Maisons, _____
Bâtiments productifs, _____

10. Les dépenses de production.
- Autofournitures quantités, _____
- Achetées,

	Quantité.	Leks
Engrais,	_____,	____
Pesticides	_____,	____
Semences	_____,	____
Carburants	_____,	____
Location du matériel,		____

- Achat d'aliments pour le bétail (qx), _____,
- Dépenses pour le travail salarié à l'exploitation, _____, Autres dépenses : _____

11. Techniques de production.
a. Préparation du sol:
   - manuelle (ha), _____, - traction animale (ha) _____,
   - traction mécanique (ha), ____,
b. Techniques culturales :
   - manuelle (ha), _____, - traction animale (ha) _____,
   - traction mécanique (ha), ____,
c. Techniques de l'élevage :
   - en stalle, _____, - utilisation des pâturage, _____,
   - associant les deux, _____,

12. Les revenus non agricoles.

Activité	Nbre des personnes	Montant manuel (lek)	Montant annuel (lek)
Ouvrier salarié	_____	_____	_____
Fonctionnaire	_____	_____	_____
Artisanat	_____	_____	_____
Commerce	_____	_____	_____
Emigration	_____	_____	_____
Pensions de retraits	_____	_____	_____
Assistance sociale accordé par l'Etat		_____	_____
Autres	_____	_____	_____

13. L'utilisation du revenu disponible
Consommation (lek) _____,
Investissement total (lek) _____,
Epargne (lek) _____,

14. Nature d'investissement
a.- Investissement dans l'exploitation pour 1996, (en lek), _____
   - achat de machines et équipement (lek), _____
   - construction des bâtiments productifs (lek), _____
   - achat de bétail (lek), _____
   - arboriculture (lek) _____
b.- Investissement hors d'exploitation (lek), _____,
15. Sources de financement d'investissement :
   - autofinancement (leks), _____
   - crédit bancaire (leks), _____
   - prêts aux personnes physiques (leks), _____

16. Quelles sont les difficultés pour avoir crédit?
- il n'y a pas des problèmes, - je n'ai pas demandé de crédit,
- le taux d'intérêt est trop haut, - le délai de remboursement est très court,
- les banques sont loin, - il y a trop de bureaucratie,
- autres problèmes,

C. Stratégies d'agriculteurs.

1. Le foncier.

a.- à qui appartient la terre dans votre famille ?

b.- Que pensez-vous faire avec la terre :
- l'abandonner (pourquoi), - la laisser aux autres personnes (vos proches),
- la vendre (pourquoi), - augmenter la surface,
- mettre la terre et les autres moyens de production en association avec autres agriculteurs?

2. Si vous restez agriculteurs ;

a.- pourquoi ? b.- quel sera le système de production ?

c.- qui travaillera sur l'exploitation ?
* les membres de votre famille,
* des salariés, * les deux,

d.- quelles seront vos relations aux marchés ?
* vendre la totalité de la production,
* vendre et assurer l'autoconsommation, * autoconsommer,

3. Que pensez vous pour l'avenir de vos enfants ?
- s'occuperont-ils de l'agriculture ?
- quitteront l'exploitation pour s'occuper d'autres activités que l'agriculture ?.

4. Quelles sont, actuellement, les principales difficultés pour vous ?
- les petites surfaces de terre, - le grand morcellement,
- le manque d'irrigation, - les difficultés d'approvisionnement aux inputs,
- les prix élevés des inputs, - le manque de connaissances techniques,
- le manque de capitaux, - le manque d'information sur les marchés,
- difficiles de vendre les produits (manque : de transport, de collecte, de stockage, etc)
- les prix sur le marché sont bas, - autres difficultés.

5. Que attendez-vous de l'Etat ?
- qu'il donne des subventions pour l'achat des intrants,
- qu'il subventionne les produits,
- qu'il ne demande pas de taxes pour un certain nombre d'années aux agriculteurs, - autre chose ?

Liste des tableaux

page

Graphiques

1 - Variation du PIB (en % par rapport à l'année précédente) pour la période 1989-1996. 11
2 - L'inflation (pourcentage de variation des prix à la consommation, fin d'année) pour la période 1990-1997. 12
3 - L'inflation (pourcentage de variation des prix à la consommation, fin d'année) pour la période 1990-1997. 14
4 - L'évolution de la part de l'agriculture dans le PIB, 1955-1997. 17
5 - L'évolution des échanges agricoles (en millions de dollars USA), 1989-1996 18
6 - L'évolution de SAU totale et de sa répartition entre les trois secteurs de l'agriculture albanaise (1960-1993). 21
7 - L'utilisation du revenu disponible dans les exploitations de subsistance 74
8 - L'utilisation du revenu disponible dans les exploitations marchandes 74
9 - L'utilisation du revenu disponible dans les familles absentéistes. 74
10 - La composition du capital fixe (en %) pour les exploitations de subsistance dans les trois sous-zones agro-climatiques. 84

Tableaux

1 - Principaux indicateurs économiques de l'Albanie pour la periode de la transition (1991-1996). 12
2 - L'évolution de la production agricole en valeur (leks constant, base 1960) par secteur. 19
3 - Les résultats de la réforme agraire de 1946. 20
4 - La répartition des terres entre trois secteurs de l'agriculture collectiviste, de 1960 à 1990. 21
5 - La réforme foncière de 1992-1993 et les structures d'exploitations. 25
6 - La répartition de la SAU, entre coopératives et fermes d'Etat, en 1989. 35
7 - L'évolution de la surface, du rendement et de la production entre la période collectiviste et la période de la transition (moyenne de Lezha). 38
7.1 - L'évolution de la production des fruits entre 1989 et 1996. 38
7.2 - L'évolution du nombre d'animaux et de la production animale entre 1989 et 1996. 38
8 - Types d'exploitations agricoles dans un système économique de marché libre 42
9 - Les principales caractérisriques de nos zones d'éudes. 49
10 - Le système de culture dans les exploitations de subsistance. 60
11 - La composition du troupeau. 62
12 - L'élevage et les surfaces fourragères dans l'exploitation d'autosubsistance. 62
13 - La destination de la production animale (en pourcentage). 63
14 - Techniques culturelles : niveau de mécanisation et utilisation d'engrais dans les exploitations desubsistance. 64
15 - Utilisation des inputs et niveau de mécanisation des exploitation marchandes. 68
16 - La nature et le niveau du revenu des exploitations agricoles du district. 72
17 - Les relations des exploitations aux marchés. 76
18 - La composition de la famille paysanne des différentes zones agro-climatiques et types d'exploitations. 77
19 - Classification des exploitations enquêtées, en fonction du temps de travail sur l'exploitation. 80
20 - Les capitaux des exploitation paysannes du district de Lezha. 83
21 - La structure des dépenses de la production pour les exploitations de subsistance. 85

23 - Le capital dans les exploitations du district de Lezha. 86
24 - Les sources de financement des investissements dans l'exploitation. 88
25 - Les opinions des exploitants sur les difficultés d'obtenir des crédits 89
26 - La surface de la terre par personne, la taille moyenne et la capacité d'irrigation des exploitations, dans les communes de notre étude. 90
27 - Les principaux indicateurs économiques des différents groupes d'exploitations. 99

Schémas
1 - De la collectivisation au démentèlement du modèle collectif ; l'agriculture du district de Lezha. 37
2 - Le calcul du revenu paysan dans notre travail. 70
3 - Typologie des ménages paysans enquêtes. 98
4 - Répartition des exploitations enquêtées entre les différents modèles agricoles. 104

Abréviations

AFADA : Albanian fertilizer and agri-input dealers association
FAO : Food and agricultural organisation
FMI : Fonds monétaire international
IAA : Industries agro-alimentaires
IFDC : International fertilizer development center
OCDE : Organisation pour la coopération et le développement économique
PECO : Pays d'Europe centrale et orientale
PIB : Produit Intérieur Brut
RAN : Revenu agricole net
RB : Revenu brut
SAU : Surface agricole utile
SMT : Station des machines et tracteurs
UGB : Unité de gros bétail
UTA : Unité de travail annuel

Annexe II
Quelques données générales sur le secteur agricole dans le district de Lezha

(Ces données ont été obtenues à la Direction de l'Agriculture et au Conseil Général du district)

Tableau 1, La répartition des familles paysannes du district entre le secteur coopératif et le secteur de l'Etat (fermes).

Communes	Nbre des villages par commune	Population totale en 1996	Nbre des familles en 1996	re des familles mem ex-cooperative agric	des familles membres l'ex-ferme d'Etat
1. Zejmen	8	8224	2007	1524	483
2. Shenkoll	6	6856	1675	1358	317
3.Shengjin	4	9118	1356	1245	111
4. Kolshi	8	5040	1011	460	551
5. Balldré	8	8851	1936	556	1380
6. Kallmet	4	6433	1264	1214	50
7. Blinisht	7	5191	1436	1436	
8. Daiç	7	6565	1591	1058	533
9. Kashnjet	9	5539	1706	1706	
10. La ville de Lezha		16697	4561	10557	3425
TOTAL	61	78514	18543		

Tableau 2, La réparation des terres dans chaque commune (en ha).

Communes	Superficie totale de la commune	Terres agricoles	Forêts	Pâturages	Autres terres
1. Zejmen	5046	2116	1970		960
2. Shenkoll	3329	2534			795
3.Shengjin	5683	1308	2337	395	1643
4. Kolshi	3668	1310	1879		479
5. Balldré	6829	2500	1912	940	1477
6. Kallmet	5478	1813	1772		1893
7. Blinisht	5012	2429	1253	40	1290
8. Daiç	3144	2426			718
9. Kashnjet	9549	940	7037	959	613
10. La ville de Lezha	129				129
TOTAL	47867	17376	18160	2334	9997

Tableau 3, La structure de la terre agricole (en ha).

Communes	Terre agricole totale	Champs	Arbres fruitiers	Oliviers	Vignes
1. Zejmen	2116	2049	47	16	4
2. Shenkoll	2534	2527	6,8		
3.Shengjin	1308	1308			
4. Kolshi	1310	1259	35	13	3
5. Balldré	2500	2497	1		1,3
6. Kallmet	1813	1756	8	25	24
7. Blinisht	2429	2375	26	12	16
8. Dajç	2426	2406	2	6	12
9. Kashnjet	940	929	5,5		5,5
TOTAL	17376	17106	131,3	72	65,8

Tableau 4, La privatisation de la terre en fin 1996.

Communes	La terre privatisée		Distribution des titres de propriété		Surface moyenne de).
	Surface en Ha	% de la terre disponible	Surface en Ha	En % de la terre	la terre, par tête (en Ha)
1. Zejmen	2116	100	1674	79	0,26
2. Shenkoll	2534	100	1610	63,5	0,37
3.Shengjin	1308	100	1308	100	0,26
4. Kolshi	1310	100	1100	84	0,31
5. Balldré	2500	100	1840	73,6	0,31
6. Kallmet	1813	100	500	27,5	0,28
7. Blinisht	2429	100	2429	100	0,47
8. Dajç	2426	100	883	36,4	0,38
9. Kashnjet	940	100	300	32,6	0,16
TOTAL	17376	100	11644	67	0,24

Tableau 5, La terre agricole et la capacité d'irrigation

Communes	Surface totale de la terre	Capacité d'irrigation		Ouvrages hydrauliques				
		Surface irriguée		Réservoir		Stations de pompage		Canaux principaux)
		en Ha	en %	Nbre	Irrigation en Ha	Nbre	apacité en l/	'irrigation (en km
1. Zejmen	2116	600	27			1	40	8,5
2. Shenkoll	2534	600	24					2,2
3.Shengjin	1308	200	25			1	60	0,4
4. Kolshi	1310	100	13	1	10			4
5. Balldré	2500	200	9			1	100	2,7
6. Kallmet	1813	300	16	1	300			3
7. Blinisht	2429	1000	41	2	100	1	40	8,5
8. Dajç	2426	1600	65			2	80	5,4
9. Kashnjet	940	30	3	1	30			1,5
TOTAL	17376	4630	27	5	440	6		36,2

Tableau 6, La terre agricole et le mécanisation.

Communes	Surface totale de la terre	Surface de la terre mécanisée		Nbre des tracteurs	e des moissonneuses -batteuses
		en Ha	en %		
1. Zejmen	2116	1880	88,85	55	6
2. Shenkoll	2534	2362	93,21	76	6
3.Shengjin	1308	1221	93,35	24	9
4. Kolshi	1310	565	43,13	38	1
5. Balldré	2500	2373	94,92	84	7
6. Kallmet	1813	1502	82,85	31	3
7. Blinisht	2429	1885	77,60	76	4
8. Dajç	2426	2219	91,47	68	5
9. Kashnjet	940	550	58,51	23	
TOTAL	17376	14557	83,78	475	41

Tableau 7, Les prix moyens des produits agricoles, ventés au détail (en leks courants).

Produits	Unité de Mesure	Prix annuel moyen 1996
Tomates	Lek/kg	35,7
Concombre	"	17,1
Poivron	"	69,8
Aubergine	"	32,16
Choux	"	15,52
Salade verte	"	27,33
Haricot sec	"	84,88
Melon	"	19,2
Pastèque	"	28,23
Pomme de terre	"	25,6
Poireau	"	24
Oignon	"	36,3
Ail	"	80,46
Carotte	"	41,5
Pomme	"	71,4
Orange	"	76
Raisin	"	63,88
Citron	"	80,2
Cerise	"	38,8
Prune	"	12,44
Olive	"	54,62
Fromage "i bardhe"	"	160,91
Beurre	"	255,66
Viande de veau	"	289,66
" de mouton	"	244,5
" d'agneau	"	274
" de volaille	"	168,66
" de porc	"	227,3
Oeuf	Lek/pièce	7,94
Lait de vache	Lek/litre	20,23
Blé	"	17,08
Maïs	"	19,6

Tableau 8, Le prix des engrais pour l'année 1996.

Communes	Unité de mesure	Type d'engrais		
	Lek/qx	Urée	Superphosphate	Nitrate
1. Zejmen	"	2400	600	2000
2. Shenkoll	"	2400	600	2000
3. Shengjin	"	2400	600	2000
4. Kolsh	"	2400	500	2000
5. Balldré	"	2400	600	2100
6. Kallmet	"	2600	600	2200
7. Dajç	"	2600	700	2300
8. Kashnjet	"	2600	600	2100
9. Blinisht	"	2600	630	2100
Prix moyen	"	2 488,89	603,33	2 088,89

Tableau 9, La production agricole totale pour le district de Lezha (1996).

Nomination	Production (qx)	Prix (Lek/qx)	Valeur (000/lek)	Pourcentage
AGRICULTURE			1504747	47,8
Blé	172251	1500	258376,5	
Maïs	91794	1900	174408,6	
Légumes	216629	2000	433258	
Pomme de terre	29750	2900	86275	
Haricot	6120	8000	48960	
Tabac	48	25000	1200	
Fourrages	2511600	200	502320	
FRUTICULTURE			209472	6,6
Fruits	15210	3000	45630	
Olives	3136	4000	12544	
Agrumes	4	2000	8	
Raisins	50430	3000	151290	
ELEVAGE			1439548	45,6
Lait	240860	3000	722580	
Viande	25193	25000	629825	
Oeufs(000/pièce)	8128	10 (lek/pièce)	81825	
Miel	59	25000	1475	
Laine	549	7000	3843	
TOTAL			3153767	100

Annexe III

Les principaux résultats de notre enquête pour les communes et les ménages paysans enquêtés

Tableau 1, L'évolution de la population rurale dans les zones d'étude.

Communes	1992		1996	Taux de croissance	
	Population totale	Population active	Population totale	Population active	annuelle entre 1992 et 1996
Shengjin	8331	2608	9118	2934	1,8
Balldré	7940	2 968	8851	3 329	2,2
Kallmet	5993	2289	6433	2 470	1,47
Kashnjet	6588	2910	5539	2 134	-3,2
Totale	28852	10775	29941	10867	0,8

Tableau 2, L'évolution du nombre des exploitations agricoles (1992-1996).

Commune	1992			1996		
	r. des familles propriétaire foncièr	Nr. d'actifs agricoles	tif agric/pop ac en %	r. des famill iétaires foncières	r. d'actifs agricol	if agric/pop actif, en %
Shengjin	1183	1466	56,2	1356	1635	55,7
Balldré	1554	2128	71,6	1946	2266	68
Kallmet	1193	1619	70,7	1591	1856	75,1
Kashnjet	1842	1896	65,1	1706	1933	90,5
Totale		7109			7690	70,7

Tableau 3, Typologie d'exploitations en fonction du système de culture principale.

Commune	r. des familles enquêtées	s dominant dans l'exploitation.				Les exploitations d'é		Absentéistes
		Polyculture élevage	Cultures maraîchers	Fruits	Vignes	Bovin	Porc	
Shengjin	15	8	2	1	-	1	-	3
Balldré	15	8	2	-	-	1	1	3
Kallmet	12	7	1	-	2	-	-	2
Kashnjet	10	6	-	-	-	-	-	4
Total	52	29	5	1	2	2	1	12

A. Les exploitations de subsistances

Tableau 4, La SAU moyenne par exploitation et composition de la famille.

Communes	Identité profes du chef d'exploi	SAU/exploit Ha	Nr. des parcelles	SAU irriguée Ha	SAU irriguée %	Taille de la famille	Actifs par famille	Actifs agric par famille	Actifs extérieurs	Rapport c/t*
	1	2	3	4		5	6	7	8	9=5/6
Shengjin		**1,67**	**1,38**	**0,43**	**25,84**	**5,25**	**2,25**	**1,24**	**0,89**	**2,42**
1	Cooperative	1,8	2	0,6	33,33	6	2	1,5	0,4	3,00
2	Ouvrier	0,96	1	0,1	10,42	3	1	0,5	0,5	3,00
3	Coop + Ferme	2,4	2	0,71	29,58	7	3	1,9	1	2,33
4	Cooperative	1,96	1	0,3	15,31	8	3	1,5	1,2	2,67
5	Ouvrier	0,71	1	0,045	6,34	3	2	0,5	1,3	1,50
6	Cooperative	1,58	1	0,2	12,66	5	2	1,2	0,7	2,50
7	Cooperative	1,66	1	0,6	36,14	6	2	0,9	1	3,00
8	Cooperative	2,3	2	0,9	39,13	4	3	1,9	1	1,33
Blairé		**1,91**	**1,25**	**0,3**	**15,75**	**4,90**	**2,13**	**1,43**	**0,63**	**2,29**
1	Ferme	1,71	1	0,46	26,90	4	2	1,4	0,5	2,00
2	"	1,7	1	0,2	11,76	6	2	1,5	0,4	3,00
3	"	1,21	1	0,1	8,26	3	2	1,6	0,4	1,50
4	"	2,39	2	0,51	21,34	7	3	1,9	1	2,33
5	"	1,44	1	0,1	6,94	4	2	0,9	1	2,00
6	"	0,98	1	0,03	3,06	2	1	0,5	0,5	2,00
7	"	2,71	1	0,8	29,52	7	2	1,6	0,4	3,50
8	"	3,1	2	0,2	6,45	6	3	2	0,8	2,00
Kallmet		**1,64**	**2,1**	**0,6**	**36,59**	**5,9**	**2,43**	**1,5**	**0,9**	**2,17**
1	Coopérative	2,1	2	0,5	23,81	8	3	1,5	1,3	2,67
2	Commerce	1,1	1	0,1	9,09	5	2	0,6	1,4	2,50
3	Cooperative	1,6	2	0,2	12,50	4	2	1,6	0,4	2,00
4	SMT	0,92	2	0,3	32,61	3	2	0,6	1,2	1,50
5	Cooperative	2,6	3	1,5	57,69	8	3	2,5	0,4	2,67
6	Cooperative	1,8	3	0,8	44,44	7	3	1,9	1	2,33
7	Cooperative	1,32	2	0,8	60,61	3	2	1,4	0,5	1,50
Kashnjet		**1,17**	**2,8**	**0,12**	**10,26**	**6,2**	**2,83**	**1,67**	**1,13**	**2,24**
1	Cooperative	1,37	3	0,2	14,60	6	3	2,5	0,4	2,00
2	Ouvrier	0,89	2	0,04	4,49	4	2	0,9	1	2,00
3	Ouvrier	1,59	3	0,4	25,16	9	4	2,6	1,2	2,25
4	Cooperative	1,18	4	0,06	5,08	4	3	1,6	1,3	1,33
5	Cooperative	1,22	2	0,01	0,82	7	3	1,5	1,2	2,33
6	Ouvrier	0,79	3	0,01	1,27	7	2	0,6	1,3	3,50
Moyenne générale		***1,60***	***1,88***	***0,36***	***22,11***	***5,56***	***2,41***	***1,46***	***0,89***	***2,28***

Rapport c/t, c'est le rapport consommateur/ travailleur.

Tableau 5, Quelque indicateur de revenu pour chaque exploitation enquêtée.

Commune	SAU de l'exploitatio Ha	Taille de famille Nr. de pers	Total d'actif par famille Nr. d'actifs	Actifs agricoles	Revenu brut agricole(RBA) 000/lek	Revenus extérieurs 000/lek	Revenu total 000/lek	Revenu monetaire 000/lek	RBA par actif agricole 000/lek	RBA/tête 000/lek	Revenu total par actif total 000/lek	RBA/Ha 000/lek	Revenu total/tête 000/lek
	1	2	3	4	5	6	7=5+6	8	9=5/4	10=5/2	11=7/3	12=5/1	13=7/2
Shengjin													
1	1,80	6,00	2,00	1,50	129,63	61,48	191,11	104,96	86,42	21,60	95,55	72,02	31,85
2	0,80	3,00	1,00	0,50	43,88	94,27	138,15	94,27	87,76	14,63	138,15	54,85	46,05
3	2,40	7,00	3,00	1,90	148,78	85,03	233,81	132,18	78,31	21,25	77,94	61,99	33,40
4	1,96	8,00	3,00	1,50	124,58	151,88	276,46	187,19	83,06	15,57	92,15	63,56	34,56
5	0,71	3,00	2,00	0,50	42,94	116,30	159,25	116,30	85,88	14,31	79,62	60,48	53,08
6	1,58	5,00	2,00	1,20	105,88	41,15	147,03	76,14	88,24	21,18	73,52	67,02	29,41
7	1,66	6,00	2,00	1,00	109,98	70,66	180,63	98,24	109,98	18,33	90,32	66,25	30,11
8	2,30	4,00	3,00	1,90	164,64	78,26	242,90	148,03	86,65	41,16	80,97	71,58	60,73
Moyenne	1,67	5,25	2,20	1,40	108,79	87,38	196,17	119,66	88,29	21,00	91,03	64,72	39,90
Balldré													
1	1,71	4,00	2,00	1,40	120,12	44,37	164,49	90,55	85,80	30,03	82,25	70,25	41,12
2	1,70	6,00	2,00	1,50	116,32	96,18	212,50	141,11	77,55	19,39	106,25	68,43	35,42
3	1,21	3,00	2,00	1,60	103,26	39,98	143,24	97,58	64,54	34,42	71,62	85,34	47,75
4	2,39	7,00	3,00	1,90	131,82	103,62	235,44	130,95	69,38	18,83	78,48	55,15	33,63
5	1,44	4,00	2,00	0,80	90,39	84,13	174,52	99,62	112,98	22,60	87,26	62,77	43,63
6	0,98	2,00	1,00	0,50	45,74	52,21	97,95	52,21	91,48	22,87	97,95	46,68	48,97
7	2,71	7,00	2,00	1,60	147,01	28,24	175,25	81,15	91,88	21,00	87,63	54,25	25,04
8	3,10	6,00	3,00	2,00	128,62	113,30	241,91	142,16	64,31	21,44	80,64	41,49	40,32
Moyenne	1,90	4,90	2,10	1,50	110,41	70,25	180,66	104,41	82,24	23,82	86,51	60,54	39,48
Kallmet													
1	2,10	8,00	3,00	1,50	119,98	123,21	243,19	143,04	79,98	15,00	81,06	57,13	30,40
2	1,10	5,00	2,00	0,50	41,78	143,96	185,74	143,96	83,57	8,36	92,87	37,99	37,15
3	1,60	4,00	2,00	1,50	106,96	31,65	138,61	52,23	71,31	26,74	69,31	66,85	34,65
4	0,92	3,00	2,00	0,50	29,60	114,90	144,50	114,90	59,20	9,87	72,25	32,17	48,17
5	2,60	8,00	3,00	2,50	149,82	39,82	189,64	85,55	59,93	18,73	63,21	57,62	23,70
6	1,80	7,00	3,00	2,00	123,48	108,54	232,02	128,65	61,74	17,64	77,34	68,60	33,15
7	1,32	3,00	2,00	1,50	109,84	54,71	164,55	91,57	73,23	36,61	82,28	83,21	54,85
Moyenne	1,64	5,50	2,40	1,50	97,35	88,11	185,46	108,56	69,85	18,99	76,90	57,65	37,44
Kashnjet													
1	1,37	6,00	3,00	2,00	89,99	161,95	251,93	169,32	44,99	15,00	83,98	65,68	41,99
2	0,89	4,00	2,00	1,00	46,98	109,80	156,78	109,80	46,98	11,75	78,39	52,79	39,20
3	1,59	9,00	4,00	3,00	108,50	127,95	236,45	131,55	36,17	12,06	59,11	68,24	26,27
4	1,18	4,00	3,00	1,50	61,37	142,69	204,06	151,56	40,91	15,34	68,02	52,01	51,01
5	1,22	7,00	3,00	1,50	83,32	140,87	224,18	140,87	55,54	11,90	74,73	68,29	32,03
6	0,79	7,00	2,00	0,50	32,73	123,88	156,60	123,88	65,45	4,68	78,30	41,42	22,37
Moyenne	1,17	6,20	2,80	1,67	70,48	134,52	205,00	137,83	48,34	11,79	73,75	58,07	35,48

Tableau 6, Le revenu extérieur de la famille et sa nature.

Commune	total du revenu extérieur 000/lek	plois salariés hors d'exploitation 000/lek	%	Artisanat-commerce 000/lek	%	Emigration 000/lek	%	Retraites et transferts des institutions 000/lek	%
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Shengjin	87,38	20,62	23,60	13,72	15,70	36,09	41,30	16,95	19,40
Balldré	70,25	22,06	31,40	11,31	16,10	21,71	30,90	15,17	21,60
Kallmet	88,11	19,03	21,60	12,16	13,80	30,75	34,90	26,17	29,70
Kashnjet	134,52	25,29	18,80	8,21	6,10	58,11	43,20	42,91	31,90
Moyenne g	95,07	21,75	23,85	11,35	12,93	36,67	37,58	25,30	25,65

Tableau 5, Quelque indicateur de revenu pour chaque exploitation enquêtée.

Commune	SAU de l'exploitatio	Taille de famille	Total d'actif par famille	Actifs agricoles	Revenu brut agricole(RBA)	Revenus extérieurs	Revenu total	Revenu monetaire	RBA par actif agricole	RBA/tête	Revenu total par actif total	RBA/Ha	Revenu total/tête
	Ha	Nr. de pers	Nr. d'actifs		000/lek	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek
	1	2	3	4	5	6	7=5+6	8	9=5/4	10=5/2	11=7/3	12=5/1	13=7/2
Shengjin													
1	1,80	6,00	2,00	1,50	129,63	61,48	191,11	104,96	86,42	21,60	95,55	72,02	31,85
2	0,80	3,00	1,00	0,50	43,88	94,27	138,15	94,27	87,76	14,63	138,15	54,85	46,05
3	2,40	7,00	3,00	1,90	148,78	85,03	233,81	132,18	78,31	21,25	77,94	61,99	33,40
4	1,96	8,00	3,00	1,50	124,58	151,88	276,46	187,19	83,06	15,57	92,15	63,56	34,56
5	0,71	3,00	2,00	0,50	42,94	116,30	159,25	116,30	85,88	14,31	79,62	60,48	53,08
6	1,58	5,00	2,00	1,20	105,88	41,15	147,03	76,14	88,24	21,18	73,52	67,02	29,41
7	1,66	6,00	2,00	1,00	109,98	70,66	180,63	98,24	109,98	18,33	90,32	66,25	30,11
8	2,30	4,00	3,00	1,90	164,64	78,26	242,90	148,03	86,65	41,16	80,97	71,58	60,73
Moyenne	1,67	5,25	2,20	1,40	108,79	87,38	196,17	119,66	88,29	21,00	91,03	64,72	39,90
Balldré													
1	1,71	4,00	2,00	1,40	120,12	44,37	164,49	90,55	85,80	30,03	82,25	70,25	41,12
2	1,70	6,00	2,00	1,50	116,32	96,18	212,50	141,11	77,55	19,39	106,25	68,43	35,42
3	1,21	3,00	2,00	1,60	103,26	39,98	143,24	97,58	64,54	34,42	71,62	85,34	47,75
4	2,39	7,00	3,00	1,90	131,82	103,62	235,44	130,95	69,38	18,83	78,48	55,15	33,63
5	1,44	4,00	2,00	0,80	90,39	84,13	174,52	99,62	112,98	22,60	87,26	62,77	43,63
6	0,98	2,00	1,00	0,50	45,74	52,21	97,95	52,21	91,48	22,87	97,95	46,68	48,97
7	2,71	7,00	2,00	1,60	147,01	28,24	175,25	81,15	91,88	21,00	87,63	54,25	25,04
8	3,10	6,00	3,00	2,00	128,62	113,30	241,91	142,16	64,31	21,44	80,64	41,49	40,32
Moyenne	1,90	4,90	2,10	1,50	110,41	70,25	180,66	104,41	82,24	23,82	86,51	60,54	39,48
Kallmet													
1	2,10	8,00	3,00	1,50	119,98	123,21	243,19	143,04	79,98	15,00	81,06	57,13	30,40
2	1,10	5,00	2,00	0,50	41,78	143,96	185,74	143,96	83,57	8,36	92,87	37,99	37,15
3	1,60	4,00	2,00	1,50	106,96	31,65	138,61	52,23	71,31	26,74	69,31	66,85	34,65
4	0,92	3,00	2,00	0,50	29,60	114,90	144,50	114,90	59,20	9,87	72,25	32,17	48,17
5	2,60	8,00	3,00	2,50	149,82	39,82	189,64	85,55	59,93	18,73	63,21	57,62	23,70
6	1,80	7,00	3,00	2,00	123,48	108,54	232,02	128,65	61,74	17,64	77,34	68,60	33,15
7	1,32	3,00	2,00	1,50	109,84	54,71	164,55	91,57	73,23	36,61	82,28	83,21	54,85
Moyenne	1,64	5,50	2,40	1,50	97,35	88,11	185,46	108,56	69,85	18,99	76,90	57,65	37,44
Kashnjet													
1	1,37	6,00	3,00	2,00	89,99	161,95	251,93	169,32	44,99	15,00	83,98	65,68	41,99
2	0,89	4,00	2,00	1,00	46,98	109,80	156,78	109,80	46,98	11,75	78,39	52,79	39,20
3	1,59	9,00	4,00	3,00	108,50	127,95	236,45	131,55	36,17	12,06	59,11	68,24	26,27
4	1,18	4,00	3,00	1,50	61,37	142,69	204,06	151,56	40,91	15,34	68,02	52,01	51,01
5	1,22	7,00	3,00	1,50	83,32	140,87	224,18	140,87	55,54	11,90	74,73	68,29	32,03
6	0,79	7,00	2,00	0,50	32,73	123,88	156,60	123,88	65,45	4,68	78,30	41,42	22,37
Moyenne	1,17	6,20	2,80	1,67	70,48	134,52	205,00	137,83	48,34	11,79	73,75	58,07	35,48

Tableau 6, Le revenu extérieur de la famille et sa nature.

Commune	total du revenu extérieur	plois salariés hors d'exploitation		Artisanat-commerce		Emigration		Retraites et transferts des institutions	
	000/lek	000/lek	%	000/lek	%	000/lek	%	000/lek	%
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Shengjin	87,38	20,62	23,60	13,72	15,70	36,09	41,30	16,95	19,40
Balldré	70,25	22,06	31,40	11,31	16,10	21,71	30,90	15,17	21,60
Kallmet	88,11	19,03	21,60	12,16	13,80	30,75	34,90	26,17	29,70
Kashnjet	134,52	25,29	18,80	8,21	6,10	58,11	43,20	42,91	31,90
Moyenne g	95,07	21,75	23,85	11,35	12,93	36,67	37,58	25,30	25,65

Tableau 7, La nature et le niveau du revenu des exploitations agricoles du district.

Type d'exploitatio et Indices.	Zones: Zone de plaine		Zone des collines	Zone des montagnes	La moyenne
	Shengjin	Balldré	Kallmet	Kashnjet	
1. Exploitation avec revenu agricole et revenu extérieur					
a. Exploitations de subsistance					
Nbre d'expl	8	8	7	6	29
Nbre d'expl	8	8	7	6	29
Revenu ext	84,88	67,80	73,86	102,87	82,35
Revenu agri	109,46	110,65	97,35	65,48	95,74
Revenu agri	78,19	73,60	64,90	39,21	63,98
Revenu tota	194,34	178,45	171,21	168,35	178,08
Revenu/actif	88,34	84,86	71,34	60,20	76,18
Revenu/tête	37,38	36,41	32,30	27,15	33,31
Revenu agri	65,55	58,11	59,36	55,96	59,74
b. Exploitations spécialisées.					
Nbr. d'exploi	4	4	3	0	11
Exploitation	2	1	3	0	6
Revenu ext	131,09	132,87	123,12	0,00	129,03
Revenu agri	282,16	408,33	260,35	0,00	316,94
Revenu agri	97,89	136,11	78,89	0,00	104,30
Revenu tota	413,25	541,20	383,47	0,00	445,97
Revenu/actif	137,67	135,30	116,20	0,00	129,72
Revenu/tête	68,80	77,30	53,25	0,00	66,45
Revenu agri	120,57	170,14	109,88	0,00	133,53
2. Exploitations sans revenus extérieurs					
Nbre d'expl	15	15	12	10	52
Nbre d'expl	2	3	0	0	5
Revenu agri	325,24	480,52	0,00	0,00	402,88
Revenu agri	108,41	137,29	0,00	0,00	122,85
Revenu/tête	65,04	84,89	0,00	0,00	74,97
Revenu/ha	191,32	216,45	0,00	0,00	203,88
3. Familles sans revenus agricole (en dehors d'émigration)					
Nbre des fa	15	15	12	10	52
Nbre des fa	3	3	2	4	12
Revenu mo	316,66	390,00	371,00	280,00	339,42
Revenu/actif	137,68	195,00	148,40	112,00	148,22
Revenu/tête	73,64	86,66	74,20	70,00	76,13

* Les revenus sont exprimés en millier des leks.

Tableau 8, Une classification des exploitations en fonction du revenu brut de l'exploitation.
*Revenu moyen d'après nos enquêtes auprès des exploitations policulture-élevage est; 96 755 Lek.
*Revenu moyen de l'exploitation agricole au niveau national, calculé d'après une étude de l'Université Agricole de Tirana, pour l'année 1996, est; 102 620 leks.

Commune	N°. d'enquête	Classes de revenus			Temps du travail sur exploit	
		Bas revenus	Revenus moyens	Hauts revenus	Temps plein	Temps partiel
		000/lek	000/lek	000/lek		
		>100	100-120	<120	>1 UTA	<1 UTA
Shengjin	8	2	2	4	6	2
Balldré	8	2	3	3	7	1
Kallmet	7	2	3	2	5	2
Kashnjet	6	5	1	0	5	1
Totale	29	11	9	9	23	6

Tableau 9, Quelques indicateurs de la production et des dépenses pour chaque exploitation enquêtée.

Commune	Production							Dépenses. matériel	Revenu agric brut (RBE)	CCF*	RAN**
	Total	uction végétale		Production animale		Transformation					
	000/lek	000/lek	%	000/lek	%	000/lek	%	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek
Shengjin	1	2		3		4		5	6=1-5	7	8=6-7
1	158,67	91,71	57,80	55,69	35,10	11,27	7,10	29,04	129,63	11,00	118,63
2	52,80	25,48	48,26	25,68	48,64	1,64	3,10	8,92	43,88	5,20	38,68
3	197,29	127,65	64,70	52,68	26,70	16,97	8,60	48,51	148,78	10,50	138,28
4	153,54	90,77	59,12	49,10	31,98	13,67	8,90	28,96	124,58	16,00	108,58
5	50,08	24,94	49,80	23,59	47,10	1,55	3,10	7,14	42,94	4,30	38,64
6	127,70	84,80	66,40	39,08	30,60	3,83	3,00	21,82	105,88	6,80	99,08
7	130,10	75,48	58,02	47,59	36,58	7,03	5,40	20,12	109,98	8,20	101,78
8	205,81	125,96	61,20	75,33	36,60	4,53	2,20	41,17	164,64	18,30	146,34
Moyenne	134,50	78,23	58,16	46,09	36,66	7,56	5,18	25,71	108,79	10,04	98,75
Balldré											
1	147,53	89,45	60,63	50,12	33,97	7,97	5,40	27,41	120,12	13,60	106,52
2	145,40	94,72	65,14	40,22	27,66	10,47	7,20	29,08	116,32	13,20	103,12
3	123,60	84,30	68,20	35,72	28,90	3,58	2,90	20,34	103,26	6,90	96,36
4	177,49	113,35	63,86	43,09	24,28	21,05	11,86	45,67	131,82	12,60	119,22
5	104,65	74,61	71,30	26,79	25,60	3,24	3,10	14,26	90,39	9,70	80,69
6	55,50	25,31	45,61	29,08	52,39	1,11	2,00	9,76	45,74	9,30	36,44
7	186,95	82,50	44,13	93,05	49,77	11,40	6,10	39,94	147,01	17,60	129,41
8	148,80	81,01	54,44	61,10	41,06	6,70	4,50	20,18	128,62	11,40	117,22
Moyenne	136,24	80,61	59,16	47,40	35,45	8,19	5,38	25,83	110,41	11,79	98,62
Kallmet											
1	141,06	78,55	55,69	43,74	31,01	18,76	13,30	21,08	119,98	10,80	109,18
2	53,39	32,78	61,40	18,37	34,40	2,24	4,20	11,61	41,78	8,30	33,48
3	120,35	69,44	57,70	44,41	36,90	6,50	5,40	13,39	106,96	9,00	97,96
4	35,88	20,20	56,30	11,12	31,00	4,56	12,70	6,28	29,60	10,20	19,40
5	189,76	102,13	53,82	81,75	43,08	5,88	3,10	39,94	149,82	14,00	135,82
6	152,34	69,57	45,67	70,27	46,13	12,49	8,20	28,86	123,48	12,60	110,88
7	131,64	78,29	59,47	49,85	37,87	3,50	2,66	21,80	109,84	9,60	100,24
Moyenne	117,77	65,62	55,72	45,65	37,20	7,70	7,08	20,42	97,35	10,64	86,71
Kashnjet											
1	113,11	56,10	49,60	46,37	41,00	10,63	9,40	23,12	89,99	9,70	80,29
2	53,82	17,98	33,40	33,05	61,40	2,80	5,20	6,84	46,98	8,40	38,58
3	140,46	73,88	52,60	50,29	35,80	16,29	11,60	31,96	108,50	9,40	99,10
4	65,44	35,53	54,30	27,35	41,80	2,55	3,90	4,07	61,37	12,50	48,87
5	103,09	53,30	51,70	41,13	39,90	8,66	8,40	19,77	83,32	10,40	72,92
6	36,29	13,17	36,30	20,65	56,90	2,47	6,80	3,56	32,73	8,40	24,33
Moyenne	85,37	39,54	46,32	36,47	46,13	7,23	7,55	14,89	70,48	9,80	60,68

Tableau 10, La destination de la production.

Commune	Production totale	Autofournitures		Autoconsommation		Vente sur marché		Variation des stocks	
	000/lek	000/lek	%	000/lek	%	000/lek	%	000/lek	%
	1=2+3+4+5	2		3		4		5	
Shengjin									
1	158,67	16,34	10,30	83,62	52,70	43,48	27,40	15,23	9,60
2	52,80	5,70	10,80	43,77	82,90	0,00	0,00	3,33	6,30
3	197,29	27,03	13,70	107,13	54,30	47,15	23,90	15,98	8,10
4	153,54	17,20	11,20	81,68	53,20	35,31	23,00	19,35	12,60
5	50,08	4,91	9,80	39,91	79,70	0,00	0,00	5,26	10,50
6	127,70	16,22	12,70	64,74	50,70	34,99	27,40	11,75	9,20
7	130,10	17,30	13,30	74,29	57,10	27,58	21,20	10,93	8,40
8	205,81	23,87	11,60	103,32	50,20	69,77	33,90	8,85	4,30
Moyenne	134,50	16,07	11,68	74,81	60,10	32,29	19,60	11,33	8,63
Balldré									
1	147,53	14,61	9,90	79,08	53,60	46,18	31,30	7,67	5,20
2	145,40	18,61	12,80	70,08	48,20	44,93	30,90	11,78	8,10
3	123,60	17,43	14,10	42,77	34,60	57,60	46,60	5,81	4,70
4	177,49	22,90	12,90	103,12	58,10	27,33	15,40	24,14	13,60
5	104,65	8,90	8,50	70,74	67,60	15,49	14,80	9,52	9,10
6	55,50	5,22	9,40	46,07	83,00	0,00	0,00	4,22	7,60
7	186,95	24,68	13,20	101,33	54,20	52,91	28,30	8,04	4,30
8	148,80	21,72	14,60	86,01	57,80	28,87	19,40	12,20	8,20
Moyenne	136,24	16,76	11,93	74,90	57,14	34,16	23,34	10,42	7,60
Kallmet									
1	141,60	15,15	10,70	85,67	60,50	19,82	14,00	20,96	14,80
2	53,40	3,63	6,80	42,50	79,60	0,00	0,00	7,26	13,60
3	120,35	13,48	11,20	78,71	65,40	20,58	17,10	7,58	6,30
4	35,90	2,91	8,10	29,15	81,20	0,00	0,00	3,84	10,70
5	189,76	19,55	10,30	110,82	58,40	45,73	24,10	13,66	7,20
6	152,34	14,93	9,80	96,89	63,60	20,11	13,20	20,41	13,40
7	131,64	19,35	14,70	63,71	48,40	36,86	28,00	11,72	8,90
Moyenne	117,85	12,71	10,23	72,49	65,30	20,44	13,77	12,20	10,70
Kashnjet									
1	113,11	10,63	9,40	77,48	68,50	7,37	13,70	4,52	8,40
2	53,82	4,04	7,50	43,76	81,30	0,00	0,00	15,73	11,20
3	140,46	8,99	6,40	110,12	78,40	3,60	5,50	6,35	9,70
4	65,44	8,64	13,20	47,97	73,30	8,87	8,60	5,05	4,90
5	103,09	12,99	12,60	83,30	80,80	0,00	0,00	2,39	6,60
6	36,29	3,01	8,30	31,42	86,60	0,00	0,00	4,35	5,10
Moyenne	85,37	8,05	9,57	66,71	78,15	3,31	4,63	6,40	7,65

* CCF, Consommation du Capital Fixe.

** RAN, Revenu Agricole Net.

Tableau 11, L'utilisation du revenu disponible.

Commune	Rev. total	Consommation		Investissement total		Investissements agricoles		Epargne	
	000/lek	000/lek	%	000/lek	%	000/lek	%	000/lek	%
	1=2+3+4	2		3		4		5	
Shengjin									
1	191,11	146,96	76,90	30,96	16,20	30,00	15,70	13,19	6,90
2	138,15	102,64	74,30	18,51	13,40	0,00	0,00	16,99	12,30
3	233,81	179,57	76,80	35,31	15,10	34,14	14,60	18,94	8,10
4	276,46	192,69	69,70	54,46	19,70	50,87	18,40	29,30	10,60
5	159,25	120,55	75,70	34,40	21,60	0,00	0,00	4,30	2,70
6	147,83	109,54	74,10	24,24	16,40	23,39	15,82	14,04	9,50
7	180,63	125,90	69,70	15,17	8,40	13,19	7,30	39,56	21,90
8	242,90	170,03	70,00	47,61	19,60	45,18	18,60	25,26	10,40
Moyenne	196,17	143,49	73,40	32,58	16,30	24,60	11,30	20,20	10,30
Balldré									
1	164,49	103,79	63,10	48,85	29,70	38,33	23,30	11,84	7,20
2	212,50	160,02	75,30	34,85	16,40	24,29	11,43	17,64	8,30
3	143,24	107,00	74,70	25,64	17,90	20,63	14,40	10,60	7,40
4	235,44	192,59	81,80	26,60	11,30	24,96	10,60	16,25	6,90
5	174,52	120,59	69,10	29,84	17,10	26,47	15,17	24,08	13,80
6	97,95	68,56	70,00	17,04	17,40	0,00	0,00	12,34	12,60
7	175,25	136,17	77,70	19,63	11,20	7,71	4,40	19,45	11,10
8	241,91	184,34	76,20	47,17	19,50	42,33	17,50	10,40	4,30
Moyenne	180,66	134,13	73,49	31,20	17,56	23,09	12,10	15,33	8,95
Kallmet									
1	243,19	194,31	79,90	40,86	16,80	36,72	15,10	8,03	3,30
2	185,74	131,88	71,00	41,98	22,60	0,00	0,00	11,89	6,40
3	138,61	104,65	75,50	22,73	16,40	21,62	15,60	11,23	8,10
4	144,50	109,53	75,80	14,88	10,30	0,00	0,00	20,09	13,90
5	189,64	144,31	76,10	31,48	16,60	29,20	15,40	13,84	7,30
6	232,02	189,79	81,80	32,48	14,00	29,47	12,70	9,74	4,20
7	164,55	121,60	73,90	39,00	23,70	36,69	22,30	3,95	2,40
Moyenne	185,46	142,30	76,29	31,92	17,20	21,96	11,59	11,25	6,51
Kashnjet									
1	251,93	202,30	80,30	33,76	13,40	23,43	9,30	15,87	6,30
2	156,78	118,68	75,70	27,59	17,60	0,00	0,00	10,50	6,70
3	236,45	193,18	81,70	24,59	10,40	20,10	8,50	18,68	7,90
4	204,06	145,90	71,50	43,06	21,10	40,00	19,60	15,10	7,40
5	224,18	190,55	85,00	20,62	9,20	0,00	0,00	13,00	5,80
6	156,10	114,58	73,40	31,38	20,10	0,00	0,00	10,15	6,50
Moyenne	205,00	160,87	77,93	30,17	15,30	13,92	6,23	13,88	6,77

Tableau 12, Nature des investissements.

Commune	Total	Dans l'exploitation		Arboricultur	Elevage	Bâtiments en fonction de la productio	Machines, équipement	Investissements hors de l'exploitation	
	000/lek	000/lek	%	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek	%
Shengjin	32,58	24,60	75,49	2,80	9,04	7,08	5,68	7,99	24,51
Balldré	31,20	24,60	78,82	3,55	4,70	8,82	7,53	6,61	21,18
Kallmet	31,92	24,60	77,06	9,22	7,62	1,92	5,83	7,32	22,94
Kashnjet	30,17	24,60	81,53	0,00	6,35	1,88	16,37	5,57	18,47
Moyenne g	31,47	24,60	78,22	3,89	6,93	4,93	8,85	6,87	21,78

Tableau 13, Investissements et sources de financement.

Commune	Total	Crédit		Accumulation	
	000/lek	000/lek	%	000/lek	%
Shengjin	32,58	3,52	10,80	29,06	89,20
Balldré	31,20	2,87	9,20	28,33	90,80
Kallmet	31,92	2,78	8,70	29,14	91,30
Kashnjet	30,17	0,97	3,20	29,20	96,80
Moyenne g	31,47	2,51	7,97	28,96	92,03

Tableau 14, L'affectation de la terre dans les exploitations polyculture-élevage

Communes	SAU de l'exploitation	Cultures							Surface non cult
		Blé	Maïs	Légumes	Pomme de terre	Haricots	Fourrages	Autres cultures	
	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha
Shengjin	1,67	**0,8**	**0,053**	**0,073**	**0,08**	**0,031**	**0,60**	**0,03**	**0**
1	1,8	0,92	0	0,09	0,1	0,02	0,63	0,04	0
2	0,8	0,6	0	0,025	0,02	0,04	0,105	0,01	0
3	2,4	1,2	0,22	0,18	0,17	0	0,59	0,04	0
4	1,96	0,9	0	0,07	0,13	0,06	0,75	0,05	0
5	0,71	0,5	0	0,011	0	0	0,189	0,01	0
6	1,58	0,63	0	0,085	0,02	0,05	0,775	0,02	0
7	1,66	0,9	0	0,063	0,1	0,08	0,477	0,04	0
8	2,3	0,75	0,21	0,06	0,1	0	1,15	0,03	0
Balldré	1,9	**0,93**	**0,02**	**0,09**	**0,09**	**0,04**	**0,7**	**0,02**	**0,01**
1	1,71	0,5	0,16	0,15	0,04	0,02	0,82	0,02	0
2	1,7	0,8	0	0,08	0,03	0,04	0,74	0,01	0
3	1,21	0,4	0	0,06	0,15	0	0,54	0,03	0,03
4	2,39	1,7	0	0,11	0,17	0,08	0,29	0,04	0
5	1,44	0,8	0	0,04	0,07	0	0,52	0,01	0
6	0,98	0,3	0	0,03	0,02	0	0,62	0,01	0
7	2,71	1,6	0	0,21	0,08	0,06	0,7	0,01	0,05
8	3,1	1,4	0	0,04	0,16	0,12	1,35	0,03	0
Kallmet	1,64	**0,8**	**0,12**	**0,06**	**0,052**	**0,06**	**0,47**	**0,078**	**0**
1	2,1	1,2	0,2	0,1	0,08	0,11	0,35	0,09	0
2	1,1	0,6	0	0,03	0,07	0,04	0,28	0,08	0
3	1,6	0,6	0	0,08	0,03	0,02	0,795	0,075	0
4	0,92	0,6	0	0,02	0,03	0,03	0,22	0,02	0
5	2,6	1,2	0,3	0,04	0,1	0,07	0,75	0,14	0
6	1,8	0,9	0,1	0,03	0,025	0,06	0,595	0,09	0
7	1,32	0,5	0,24	0,12	0,03	0,09	0,29	0,05	0
Kashnjet	1,17	**0,25**	**0,51**	**0,043**	**0,03**	**0,037**	**0,28**	**0,02**	**0**
1	1,37	0,6	0,3	0,06	0,03	0,05	0,33	0	0
2	0,89	0	0,5	0,02	0,02	0,02	0,33	0	0
3	1,59	0	1	0,08	0,05	0,08	0,3	0,08	0
4	1,18	0	0,8	0,03	0,01	0,02	0,32	0	0
5	1,22	0,5	0,4	0,04	0,04	0,04	0,16	0,04	0
6	0,79	0,4	0,1	0,03	0,03	0,02	0,17	0,04	0
Moyenne	1,6	**0,7**	**0,18**	**0,07**	**0,06**	**0,04**	**0,51**	**0,04**	**0**

Tableau 15, Classification des exploitations sur la base du temps de travail dans l'exploitation.

Indices	*Zone de plaine*		*Zone colinéaire*	*ne montagnarde*
	Shengjin	*Balldré*	*Kallmet*	*Kashnjet*
I. Exploitations de subsistance*				
1. Nombre d	634	600	676	789
2. Nombre d	349	403	423	470
3. Nombre d	285	197	253	319
4. Degré d'utilisati	55,05	67,17	62,57	59,57
II. Exploitations maraîchères				
1. Nombre d	987	987	1128	0
2. Nombre d	846	846	930	0
3. Nombre d	141	141	198	0
4. Degré d'utilisation	85,71	85,71	82,45	0
III. Exploitation de fruits				
1. Nombre d	564	0	0	0
2. Nombre d	282	0	0	0
3. Nombre d	282	0	0	0
4. Degré d'utilisation	50	0	0	0
IV. Exploitations de vignes				
1. Nombre d	0	0	846	0
2. Nombre d	0	0	564	0
3. Nombre d	0	0	282	0
4. Degré d'utilisation	0	0	66,67	0
V. Exploitations d'élevage				
1. Nombre d	564	846	0	0
2. Nombre d	564	846	0	0
3. Nombre d	0	0	0	0
4. Degré d'utilis	100	100	0	0

*Pour plus de détails (en ce qui concerne chaque exploitation) voir tableau n°.1, annexe a3.
** Le nombre des jours disponibles/famille est calculé en multipliant le nombre d'actifs/famille avec 282 jours de travail annuel.
*** Le nombre de jours consacré à l'agriculture est calculé en multipliant le nombre d'actifs agricoles/famille avec 282 jours de travail annuel que doit faire chaque Unité de Travailleur.

Tableau 16, La composition du troupeau dans les exploitations de polyculture-élevage.

Communes/	UGB bovin	Nbre de ovins	Nbre de caprins	Nbre de porcs	nbre de volailles	Nbre de solipèdes
Shengjin						
1	2,4	6	0	1	6	1
2	0	8	0	1	8	0
3	2,1	5	0	2	10	1
4	3,1	3	0	2	15	1
5	1,4	0	0	2	12	1
6	1,6	3	0	1	7	0
7	2,6	0	8	1	5	1
8	3,8	0	3	1	9	0
Moyenne	2,13	3,13	1,38	1,38	9,00	0,63
Balldré						
1	2,3	7	0	1	7	0
2	1,6	9	0	1	6	1
3	1,3	0	0	0	9	0
4	2,8	13	3	2	6	2
5	2,2	0	0	1	8	0
6	0	6	0	1	11	0
7	4,2	0	8	2	5	1
8	3,6	0	4	2	8	2
Moyenne	2,25	4,38	1,88	1,25	7,50	0,75
Kallmet						
1	2,3	10	5	3	15	2
2	0	9	0	2	13	0
3	2,9	6	0	1	9	1
4	0	0	0	1	8	0
5	3,4	7	19	3	10	1
6	3,9	0	21	2	11	1
7	2,5	14	0	1	12	1
Moyenne	2,14	6,57	6,43	1,86	11,14	0,86
Kashnjet						
1	2,4	5	18	2	9	1
2	1,7	0	9	1	6	0
3	3,8	11	14	3	13	2
4	1,9	0	16	1	8	1
5	1,2	9	11	2	10	1
6	0	12	0	1	9	0
Moyenne	1,83	6,17	11,33	1,67	9,17	0,83
Moyenne generale	***2,09***	***5,06***	***5,25***	***1,54***	***9,20***	***0,77***

Tableau 17, L'arbre, les treilles et les oliviers dans les exploitations de polyculture-élevage.

Communes/	Arbres fruitiers		Treille		Oliviers	
	Nbre. total	En producti	Nbre total	En producti	Nre. total	En production
Shengjin						
1	9	7	6	4	0	0
2	4	3	3	2	0	0
3	7	4	5	3	0	0
4	6	5	3	2	0	0
5	4	4	4	4	0	0
6	7	5	3	3	0	0
7	11	9	7	4	0	0
8	7	4	3	2	0	0
Moyenne	6,88	5,13	4,25	3,00	0,00	0,00
Balldré						
1	11	8	9	6	0	0
2	10	7	9	8	0	0
3	7	3	5	4	0	0
4	12	9	4	2	0	0
5	10	8	3	3	0	0
6	7	5	3	3	0	0
7	9	8	14	9	0	0
8	11	9	9	8	0	0
Moyenne	9,63	7,13	7,00	5,38	0,00	0,00
Kallmet						
1	10	6	19	13	6	5
2	6	5	8	6	3	3
3	6	3	10	8	3	2
4	5	4	14	9	5	5
5	11	10	24	18	4	4
6	8	4	17	13	3	3
7	6	3	15	10	4	3
Moyenne	7,43	5,00	15,29	11,00	4,00	3,57
Kashnjet						
1	10	7	21	17	0	0
2	8	7	17	12	0	0
3	13	11	16	14	0	0
4	6	6	11	6	0	0
5	10	8	14	10	0	0
6	10	10	12	6	0	0
Moyenne	9,50	8,17	15,17	10,83	0,00	0,00
Moyenne générale	***8,36***	***6,35***	***10,43***	***7,55***		

Tableau 18, La production végétale et fruitière en valeur.

Commune	La valeur totale	Céréales, fourrages et autres cultures		Légumes, pommes de terre, et haricots secs		Fruits, olives, vignes	
	000/lek	000/lek	%	000/lek	%	000/lek	%
Shengjin	78,23	45,06	57,60	27,22	34,80	5,95	7,60
Balldré	80,61	46,19	57,30	27,08	33,60	7,34	9,10
Kallmet	65,62	36,03	54,90	18,70	28,50	10,89	16,60
Kashnjet	39,54	25,15	63,60	8,42	21,30	5,97	15,10
Moyenne g	66,00	38,10	58,35	20,36	29,55	7,99	12,10

Tableau 19, Le niveau de mécanisation dans les exploitations des subsistance.

Commune	Nbre d'exploita enquêtées	Mini-tracteurs	Tracteurs >28 Chevaux	Moissonneu batteuses	Utilisation des animaux
Shengjin	8	0	1	1	1
Balldré	8	0	1	0	1
Kallmet	7	2	0	0	2
Kashnjet	6	0	0	0	2
Totale	29	2	2	1	6

B. Les exploitations marchandes (spécialisées).

Tableau 20, Les exploitations spécialisées.

Commune	Cultures maraîchères	Fruits	Vignes	Elevage bovin	Elevage porcin
Shengjin	2	1	0	1	0
Balldré	2	0	0	1	1
Kallmet	1	0	2	0	0
Kashnjet	0	0	0	0	0
TOTAL	5	1	2	2	1

Tableau 21, Les exploitations des cultures maraîchères et fruits.

Type d'exploitation	Communes	Taille de famille	Identité professionnell	Actifs par famille	Actifs familiaux sur l'exploitation	Surface d'exploitatio	Surf de la cult. principal	Serres plastiques	Travail salarié	Total des actifs
						Ha	Ha	Ha		Nr.
Maraîcher										
1	Shengjin	6	Coop	3	3	2,3	2,1	0	0,5	3,5
2	Shengjin	7	Coop	4	3	2,5	2,2	0,05	0,7	3,7
3	Balldré	7	Ferme	4	3	2,4	2,4	0	0	3
4	Balldré	6	Ferme	3	3	2,1	1,9	0,5	1,5	4,5
5	Kallmet	9	Coop	4	3,3	2,7	2,2	0	0	3,3
Moyenne		7		3,6	3,06	2,4	2,16	0,11	0,54	3,6
Fruits										
1	Shengjin	5	Agronome	2	1	1,51	1,2	0	0	1
Vignes										
1	Kallmet	8	Coop	3	2	2,4	2	0	0	2
2	Kallmet	6	Agronome	3	2	1,7	1,4	0	0	2
Bovin1	Shengjin	4	Coop	2	2	1,1	1*	0	0,5	2,5
Bovin2	Balldré	6	Vétérinaire	3	3	2,86	2,9**	0	0	3
Porc	Balldré	5	Ferme	3	3	1,6	1,45*	0	0	3

* - C'est la surface cultivée avec des cultures fourragères (luzerne, trèfle, chou et maïs fourragers).
** - Cette exploitation en plus de sa surface de 1,86 ha, a en utilisation 1,1 ha de terre (du frère du chef de l'exploitation).

Tableau 22, Le capitale des exploitations spécialisées.

Type d'exploitation	Communes	Date d'installatio	Machines et tracteurs	Autres équipements	Serres	Animaux	Bâtiment productif	Total	Maison d'exploitant	Sources de financement	
										Accumulation	Crédit
			000/lek	000/lek	000/lek	000/leks	000/lek	000/lek	000/lek	%	%
Maraîcher		L'année.									
1	Shengjin	1995	658,9	17,987	0	44,8	27,74	749,427	210,62	100	0
2	Shengjin	1994	950	21,46	284,2	29,6	33,6	1318,86	224	25	75
3	Balldré	1994,95	340,3	14,78	0	51,34	52,3	458,72	213,3	42	58
4	Balldré	1993,95	1246,7	34,8	1543	18,2	25,7	2868,4	251,44	40	60
5	Kallmet	1995	892,5	16,34	0	63,675	34,5	1007,015	209,88	70	30
Moyenne			817,68	21,0734	365,44	41,523	34,768	1280,4844	221,848		44,6
Fruits					Arbres						
1	Shengjin	1995	440	17,254	210	53,6	14,7	735,554	212	40	60
Vignes					Vignes						
1	Kallmet	1994,95.	490,7	14,76	190	78,435	15,85	789,745	225,2	100	0
2	Kallmet	1993,94,95.	560,5	16,32	220	92,86	17,3	906,98	204	100	0
Moyenne			525,6	15,54	205	85,6475	16,575	848,3625	214,6		0
Elev. bovin											
1	Shengjin	1994	230	12,5	0	830,65	139,5	1212,65	282	100	0
2	Balldré	1993	465	17,65	0	1021,3	158	1661,95	228,6	60	40
Moyenne			347,5	15,075	0	925,975	148,75	1437,3			20
Porc											
1	Balldré	1995	276,2	16,8	0	994,5	139	1426,5	239,4	30	70

Tableau 23, La structure de la production maraîchère.

Exploitation	Commune	Légumes en plein air							Dont, cultures sous serre:
		Tomates	Concombres	Pastèques	Aubergines	Poivrons	Autres légum	Légumes d'hiver	
		Ha	Ha	Ha	Ha		Ha	Ha	Ha
Maraîchère									
1	Shengjin	1,2	0	0,7	0	0	0,2	1,3	0
2	Shengjin	0,9	0,4	0	0,4	0,5	0	1,2	0,05
3	Balldré	0	0	1,7	0,4	0	0,3	1,5	0
4	Balldré	1,3	0,2	0	0,3	0	0,1	1	0,5
5	Kallmet	0,6	0,2	0,2	0,5	0,5	0,2	1,2	0
Moyenne		0,8	0,16	0,52	0,32	0,2	0,16	1,24	0,11

Tableau 24, La structure de la production des exploitations de fruits et vignes.

Exploitation	Commune	Surf/fruits	Autres cult	Surf en production		Valeur de la production d'e	Valeur totale de la production	
		Ha	Ha	Ha	%	Fruits/vigne	Autres cultures	
Fruits	Shengjin							
1	1	1,2 Pêche	0,31	0	0	0	72,45	72,45
Vignes								
1	Kallmet 1.	2	0,4	0,5 rais tabl	25	192,376	68,6	285,976
2	Kallmet 2.	1,4	0,3	2 raisin de t	14,3	81,951	66,28	162,531

Tableau 25, Les exploitations spécialisées en élevage.

Exploitation	Commune	Elevage bovin		Animaux en production		Elevage porcin		Production Totale
		Total UGB			Val. d'anim. de	Total	En valeur	
		Nr.	En Valeur	Nr.	000/lek	Nr.	000/lek	000/lek
Bovin1.	Shengin	8,5*	730,65	6	374,55	0	0	437,22
Bovin2.	Balldré	11**	10021,3	8	623,82	0	0	741,32
Porc1.	Balldré	0	0	9	218	12	994,5	339,3

* 6 animaux de plus de deux ans et 5 de moins de deux ans.
** 8 animaux de plus de deux ans et 6 de moins de deux ans.

Tableau 26, La vente des produits d'élevage sur le marché.

Exploitation	Commune	Bovin		Animaux en producti	Rendement du lait	Prix du lait	Production du lait		Vente des jeunes animaux
		Totale UGB					Quantité	Valeur	Valeur
		Nr.	En Valeur	Nr.	Litres/tête	Leks/litre	En litres	000/leks	000/leks
Bovin1.	Shengin	8,5*	730,65	6	3687	19,6	23 200	454,72	36,8
Bovin2.	Balldré	11**	10021,3	8	3923	19,6	31 380	615,048	126,2

Tableau 27, La valeur de la production des exploitations maraîchère.

Exploitation	Commune	Légumes d plein cham	Légumes Sous serre	Autre cultur	Élevage	Production totale
		000/lek	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek
		1	2	3	4	5=1+2+3+4
Maraîchère						
1	Shengjin	334,8	0	52,6	5,3	392,7
2	Shengjin	299,8	93,8	35,71	78,6	507,91
3	Balldré	184,67	0	56,8	76,23	317,7
4	Balldré	321,1	367,36	36,7	4,2	729,36
5	Kallmet	218,87	0	34,83	82,7	336,4

Tableau 28, Calcul de RBE, VA, et Revenus totaux des exploitations specialisées.

Type d'exploitation	Commune	Valeur de la productio	Dépenses de product	VA		Rémunérati	RBE/actif	RBE	RBE/Ha	Revenu extérieur	Revenu disponible
		000/lek	000/lek	000/lek	%	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek	000/lek
Maraîcher											
1	Shengjin	392,70	95,80	296,90	75,60	36,00	74,54	260,90	113,43	0,00	260,90
2	Shengjin	506,91	108,93	397,98	78,51	53,60	93,08	344,38	137,75	96,51	440,89
3	Balldré	317,70	89,37	228,33	71,87	0,00	76,11	228,33	95,14	132,87	361,20
4	Balldré	729,36	154,12	575,24	78,87	115,00	102,28	460,24	219,16	0,00	460,24
5	Kallmet	336,40	77,34	259,06	77,01	0,00	86,35	259,06	95,95	109,20	368,26
Moyenne (maraîcher)		456,61	105,11	351,50	76,37	40,92	86,47	310,58	132,29	67,72	378,30
Fruits											
1	Shengjin	72,45	25,43	47,02	64,90	0,00	47,02	47,02	31,14	165,67	212,69
Vignes											
1	Kallmet 1.	285,98	61,70	224,28	78,42	0,00	112,14	224,28	93,45	133,26	357,54
2	Kallmet 2.	162,53	38,62	123,91	76,24	0,00	61,96	123,91	72,89	126,90	250,81
Moyen (vigne)		224,25	50,16	174,09	77,33	0,00	87,05	174,09	83,17	130,08	304,17
Bovin1.	Shengin	437,22	156,63	280,59	64,18	51,00	91,84	229,59	-	0,00	229,59
Bovin2.	Balldré	741,32	191,32	550,00	74,19	0,00	183,33	550,00	-	0,00	550,00
Porc1.	Balldré	339,30	137,98	201,32	59,33	0,00	67,11	201,32	-	0,00	201,32
Moyen (elv)		505,95	161,98	343,97	65,90	17,00	114,09	326,97	0,00	0,00	326,97
Moyenne Totale		**454,79**	**117,50**	**337,29**	**74,16**	**26,96**	**106,30**	**310,34**		**87,47**	**397,81**

Tableau 29, Le revenu par tête des exploitations marchandes.

Type d'exploitation	Commune	Revenu disponible	Taille de famille	SAU	Revenu/tête
		000/lek	Nr	Ha	000/lek
Maraîchère					
1	Shengjin	260,896	6	2,3	43,48
2	Shengjin	440,89	7	2,5	62,98
3	Balldré	361,2	7	2,4	51,60
4	Balldré	460,24	6	2,1	76,71
5	Kallmet	368,26	9	2,7	40,92
Moyenne (maraîcher)		378,29	7	2,4	54,04
Fruits					
1	Shengjin	212,69	5	1,51	42,54
Vignes					
1	Kallmet 1.	357,536	8	2,4	44,69
2	Kallmet 2.	250,811	6	1,7	41,80
Moyenne (vigne)		304,1735	7	2,05	43,45
Bovin1.	Shengin	229,59	4	1,1	57,40
Bovin2.	Balldré	550	6	2,86	91,67
Porc1.	Balldré	201,32	5	1,6	40,26

Tableau 30, L'utilisation du revenu dans les exploitations marchandes.

Type d'exploit	Revenu disponible	Consommation		Investissement, 1996.		Investissements agricoles.		Epargne	
	000/lek	000/lek	%	000/lek	%	000/lek	%	000/lek	%
Maraîchère									
Shengjin 1	260,90	163,32	62,60	76,96	29,50	41,74	16,00	20,61	7,90
Shengjin 2	440,89	266,74	60,50	159,60	36,20	136,68	31,00	14,55	3,30
Balldré 3	361,20	225,39	62,40	102,58	28,40	43,34	12,00	33,23	9,20
Balldré 4	460,24	256,35	55,70	178,57	38,80	133,47	29,00	25,31	5,50
Kallmet 5	368,26	244,89	66,50	79,91	21,70	47,87	13,00	43,45	11,80
Moyenne (m	378,29	231,34	61,54	119,53	30,92	76,41	20,20	27,43	7,54
Fruits									
Shengjin 1	212,69	140,38	66,00	41,26	19,40	36,16	17,00	31,05	14,60
Vignes									
Kallmet 1	357,54	235,62	65,90	77,59	21,70	42,90	12,00	44,33	12,40
Kallmet 2	250,81	158,26	63,10	54,68	21,80	45,15	18,00	37,87	15,10
Moyenne (vi	304,17	196,94	64,50	66,13	21,75	45,63	15,00	41,10	13,75
Bovin									
Shengjin 1	229,59	160,02	69,70	54,18	23,60	43,62	19,00	15,38	6,70
Balldré 2	550,00	352,00	64,00	134,75	24,50	71,50	13,00	63,25	11,50
Porc									
Balldré	201,32	132,27	65,70	49,52	24,60	40,26	20,00	19,53	9,70
Moyenne (él	326,97	214,76	66,47	79,49	24,23	51,80	17,33	32,72	9,30
Moyenne T	**305,53**	**195,85**	**64,63**	**76,60**	**24,08**	**52,50**	**17,38**	**33,08**	**11,30**

C. Les absentéistes

Tableau 31, Quelques données générales sur les absentéistes.

Nbre d'enquête	Commune	Identité professionn	L'emploi actuel	Taille de la famille	Actifs par famille	SAU	SAU par personne	L'état actuel des terres		
								Cultivées partiellement	Laissées aux autres	Abandonnées
1	Shengjin	Coopératif	Commençant	4	2	1,8	0,45	0,4 luz+leg	0	0,32
2	"	Fonctionnai	Fonctionnaire	4	2	0,46	0,12	0,03 leg	Famille	0
3	"	Commerce	Commerçant	5	3	1,26	0,25	0,5 leg+luz	0	0,28
4	Balldré	Ferme	Emigrant	3	2	0,93	0,31	0	Famille	0
5	"	Ferme	Artisan	5	2	1,42	0,28	0,6 leg +luz	0	0,37
6	"	Fonctionnai	Commerçant	4	2	0,67	0,17	0,1 leg	Famille	0
7	Kallmet	Coopératif	Artisan	6	3	1,3	0,22	0,45 leg+luz	0	0,51
8	"	Fonctionna	Fonctionnaire	4	2	0,92	0,23	0,15 leg	0	0,77
9	Kashnjet	Coopératif	Emigrant	2	2	0,34	0,17	0	0	0,34
10	"	Coopératif	Emigrant	4	2	0,48	0,12	0	0	0,28
11	"	Fonctionnai	Fonctionnaire	3	2	0,6	0,20	0	0	0,1
12	"	Ouvrier	Artisan-comm	5	3	0,86	0,17	0,4 leg+luz	0	0,46

*luz = luzerne
*leg = légume

Tableau 32, Le niveau du revenu et son utilisation dans les familles absentéistes.

Nbre d'enquête	Commune	Revenus disponibles	Revenus par têtes	Revenus par actifs	L'utilisation du revenu					
					Consommation		Investissements		Epargne	
		000/leks	000/leks	000/leks	000/leks	%	000/leks	%	000/leks	%
1	Shengjin	360,00	90,00	180,00	162,00	45,00	118,80	33,00	79,20	22,00
2	"	180,00	45,00	90,00	129,60	72,00	19,80	11,00	30,60	17,00
3	"	410,00	82,00	136,67	196,80	48,00	110,70	27,00	102,50	25,00
4	Balldré	1 600,00	533,33	800,00	496,00	31,00	0,00	0,00	1 104,00	69,00
5	"	420,00	84,00	210,00	243,60	58,00	96,60	23,00	79,80	19,00
6	"	360,00	90,00	180,00	183,60	51,00	115,20	32,00	61,20	17,00
7	Kallmet	572,00	95,33	190,67	303,16	53,00	108,68	19,00	160,16	28,00
8	"	170,00	42,50	85,00	124,10	73,00	0,00	0,00	45,90	27,00
9	Kashnjet	1 300,00	650,00	650,00	364,00	28,00	0,00	0,00	936,00	72,00
10	"	2 100,00	525,00	1 050,00	483,00	23,00	0,00	0,00	1 617,00	77,00
11	"	180,00	60,00	90,00	99,00	55,00	0,00	0,00	81,00	45,00
12	"	380,00	76,00	126,67	212,80	56,00	140,60	37,00	26,60	7,00
Moyenne		**669,33**	**197,76**	**315,75**	**249,81**	**49,42**	**59,20**	**15,17**	**360,33**	**35,42**

Bibliographie

ALLAIRE G., BOYER R., - *La grande transformation de l'agriculture : lectures conventionalistes et régulationistes*. Paris : Economica - INRA, 1995 - 441p.

ANDREFF V., - *La crise des économies socialistes : la rupture d'un système*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 1993 - 447 p.

BADOUIN R., - *Economie rurale*, Paris : Armand Colin, 1971 - 598p. (Collection U).

BARRE R., - *Economie politique.* Paris : P.U.F., 1966.

BENOIT M., BROSSIER J., MARSHALL E., ROUX M., MORLON P., et THEILLARD DE CHARDIN B., - *Diagnostic global de l'exploitation agricole : une proposition méthodologique* : INRA- SAD, 1988 - 47p. (Etude et Recherche sur les Systèmes Agraires et le Développement.)

BODE R., - *L'économie paysanne albanaise et la transition vers l'économie de marché : difficultés et perspectives (Réflexion sur la région de Devolle)*. Montpellier : CIHEAM/IAMM, 1994. - 176p. (Thèse "Master of Science).

BOUSSARD J-M., - *Economie de l'agriculture*. Paris : Economica, 1998 - 310p.

BOUSSARD J-M., - *Introduction à l'économie rurale*. Paris : Cujas, 1992 - 113p.

BRANGENON J-L., JEGOUZO G., - *Ce que sont les revenus non agricoles des ménages agricoles* . s. l. : s. n, (Communication à la session SFER : les revenus agricoles, Montpellier, 13 et 14 mai 1993).

BRISACIER J-P., PERETTI-WATEL J-F., - *Les mutations économiques à l'Est : crise et transition vers le marché*. Paris : Librairie Vuibert, 1992 - 197p. (Information Economie).

BROSSIER J., CHIA E., - *Fonctionnement de l'exploitation agricole et simulation de son évolution*. Dijon : INRA-SAD, 1984. 25p. (Etude et recherche).

BROSSIER J., PETIT M., - Pour une typologie des exploitations agricoles fondée sur les projets et les situations des agriculteurs. *Economie rurale,* n°. 122, novembre- décembre 1977 - pp. 31-40.

CIVICI A., - Evolution des politiques économiques et agricoles de 1945 à 1995. *Options Méditerranéennes*, Série B Etudes et Recherches, n° 15, 1997 - pp. 15-49.

CIVICI A., - La question foncière et la restructuration de l'économie agricole. *Options Méditerranéennes*, Série B Etudes et Recherches, n° 15, 1997 - pp. 157-169.

CIVICI A., KERCINI D., GRIFFIN M., - Le puzzle albanais. *CERES*, n° 146, mars-avril 1994 - pp. 40-42.

CORSI A. - Pluriactivité : les critères de choix des ménages agricoles, *Cahier d'économie et sociologie rurales*, n° 26, 1993.

COULOMB P., DELORME H., HERVIEU B., JOLLIVET M., LACOMBE Ph., - *Les agriculteurs et la politique.* Paris : Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990 - 594p.

COULOMB P., - *Politiques foncières : l'Etat et les Etats*, Montpellier : CIHEAM/IAM, 1995. (Fascicules de cours et textes d'appui).

DAVIRON B., LERIN F., - Des échanges marginaux. *La Lettre Solagral*, n° 89, février 1990 - pp. 17-18. (Dossier : Bouleversements à l'Est).

DEFFONTAINES J-P., PETIT M.,- *Comment étudier les exploitations agricoles d'une région* ? INRA-SAD, 1985 - 47p. (Etude et recherche sur les systèmes agraires et le developpement, n° 4).

DELORD B., LACOMBE Ph., - Dynamique des structures agraires exploitation ou famille ?. *Economie Rurale*, n° 199, septembre-octobre 1990 - pp. 19-25.

DELORME R., - *A l'Est du nouveau : changement institutionnel et transformations économiques*. Paris : L'Harmattan, 1996 - 343p. (Collection "Pays de l'Est").

DEMBINSKI P., - *Les économies planifiées : la logique du système*. Paris : Seuil, 1988 - 315p. (Points; Economie).

DHAR S., SOLOWSK Y., - Les problemes des créances douteuses dans les économies en transition. *Finances et développement*, juin 1994 - pp. 44 - 47.

DRACH M., - *La crise dans les pays de l'Est*. Paris : La Découverte, 1984. 125p. (Repères).

ELLIS F., - *Peasant economics: farm households and agrairian development*. Second Edition. Cambridge : Cambridge University Press, 1993 - 309p.

F.A.O, Rome., - *Rural employment problems in Albania*, Rome, F.A.O, 1995 - 45p.

F.M.I, Washington., -*Albania : from isolation toward reform*, Washington : F.M.I, 1992, 84 p. (Occasiional Paper n° 98).

GAMBLIN A., - *Agriculteurs et campagnes dans le monde*. Saint-Just-la-Pendue : SEDES, 1997. - 320p. (Dossier des Images Economiques du Monde, n° 20).

GELEDAN A., - *Transition à l'Est*. Bruxelles : Le Monde, 1995 - 255p. (Collection Dossier).

GENERAUX J., - *Economie politique : l'introduction en micro économie.* Paris : Seuil, 1990 - 361p.

GEORGESCU ROEGEN N., - Théorie économique et économie politique agraire, *Economie rurale*, N° 71, 1967 - pp. 51-57.

HIBBERT R., - Dealing with the dispossessed. *The World Today*, may 1997 - pp. 119-121.

JANDOT G., - *L'Albanie d'Enver Hoxha (1944 - 1985)*. Paris : L'Harmattan, 1994 - 383p.

JOLLIVET M., - *Pour une agriculture diversifiée : arguments, questions, recherches*. Paris : L'Harmattan, 1988. - 336p. (Collection Alternatives Rurales).

KORNAÎ J., - *Du socialisme au capitalisme, l'exemple de la Hongrie*, Paris : Gallimard , 1990, 225 p.

LACQUEMENT G., - *La décollectivisation dans les nouveaux länder allemands : acteurs et territoires face au changement de modèle agricole*. Paris : L'Harmattan, 1996 - 256p. (Collection "Pays de l'Est").

LAMARCHE H., - *L'agriculture familiale : une réalité polymorphe, Tome I.* Paris : L'Harmattan, 1991 - 303p.

LAMARCHE H. - *L'agriculture familiale : du mythe à la réalité, Tome II*. Paris : L'Harmattan, 1991 - 303p.

LAURENT C., - *L'agriculture et son territoire dans la crise : analyse et démenti des prévisions sur la déprise des terres agricoles à partir d'observations réalisées dans le pays d'auge* : Paris, Université de Paris VII. 437p. (Doctorat "Structures Productives et Système Mondial").

LEMARCHAND Ph., - *L'Europe Centrale et Balkanique*, Bruxelles : Editions complexe, 1995, 278 p.

LERIN F., - Présentation : notes sur la "question albanaise". *Options Méditerranéennes,* Série B Etudes et Recherches, n° 15, 1997 - pp. 7-14.

LHOMEL E., - L'économie albanaise en 1995-1996 : une croissance impressionnante mais fragile. *Le courrier des pays de l'Est*, n° 409, mai-juin 1996 - pp. 3-8

MALASSIS L., - *Economie d'exploitation agricole*, Paris : Armand Colin, 1958.

MARCH J., SIMON H., - *Organisation, problèmes psyco-sociologiques.* Paris : Dunod, 1964. 240p.

MAUREL M.-C., - *La transition post-collectiviste : mutations agraires en Europe centrale*. Paris : L'Harmattan, 1994 - 366p. (Collection "Pays de l'Est").

MAUREL M.-C., - Transition structurelle et contrainte socio-politique : quelle issues pour les agriculteurs de l'Europe centrale ?. *Economie Rurale,* n° 214-215, mars-juin 1993. - pp. 12-19.

MENDRAS H., - *La fin des paysans* - Paris : SEDEIS, 1967 - 361p.

MENDRAS H., - *Société paysannes* - Paris : Armand Colin, 1976 - 236p. (Collection U).

O.C.D.E, Paris., - *Agricultural policies markets and traide, Monitoring and outlook 1995. In the central and eastern European cauntries, the new independent states, Mongolia and China* - Paris : O.C.D.E. 1995.

PETIT M., - Plaidoyer pour un renouvellement de la théorie économique de la décision. *POUR*, n° 40, novembre 1974 - pp. 79-91.

PETIT M., et al. - Vos bonnes raisons de décider. Les connaissez-vous ? *Revue Entreprise Agricole*, mai 1975.

PLUVINAGE J., - *Economie de l'unité de production agricole*. Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen (IAM), 1988. (UV 32 : Economie Agricole et Rurale, Module 32.1 : Economie de l'exploitation agricole).

PLUVINAGE J., - *Les systèmes de production céréales-élevage et la gestion du risque dans les zones sèches méditerranéennes.* Montpellier : ENSAM, 1995 - 444p. (Thèse de doctorat en agro-économie).

POULIQUEN A., - Il faut du temps pour changer le système. *La Lettre de Solagral*, n° 89, février 1990. - pp. 8-11.

POULIQUEN A., - L'agriculture post-communiste en Europe centrale : du choc exédentaire à la récession. *Déméter 93, Economies et stratégies agricoles,* pp. 79-117.

POULIQUEN A., - L'agriculture des pays de l'Europe centrale et orientale : quelles productions pour quels marchés. *Le courrier des pays de l'Est*, n° 391, août 1994 - pp. 35-43.

POULIQUEN A., - Une "invasion verte" des PECO n'est pas prévisible à moyen terme. *L'information Agricole*, n° 681, septembre 1995. - pp. 63-66.

SERVOLIN C., - *L'agriculture moderne* - Saint-Amand (Cher) : Seuil, 1989 - 318p. (Collection Points, Economie, n° E25).

SIVIGNON M. - La diffusion des modèles agricoles : essai d'interpretation des agricultures de l'Est et du Sud de l'Europe - *Revue de Géographie des Pyrénées et du Sud-ouest*.Tome 63, 1992-1993 - p 135.

TCHAYANOV A., - *L'organisation de l'économie paysanne*. Paris : Librairie du Regard, 1990 - 344p.

Université Agricole de Tirana. Projet "SARA" - *Analiza e te ardhures se familjes fshatare ne Shqiperi* = [L'analyse de revenus de la famille paysanne en Albanie]. Tirana : Projet "SARA", 1997 - 151p.

WILKIN J., - *Peasant Farming in the System of the Socialist Economy : Fondations and Efficiency of Adjustement Mechanisms*. Warsaw : Warsaw University Press, 1989, 104 p.

WORLD BANK, Washington., - *Albanian building a new economy*, Washington : World Bank, 1994.

Table des matières

Pages

Introduction....1

Première partie - Le grand tournant économique : du plan au marché....3

Chapitre I - Crises, rupture et transition....5

I. L'Albanie en quelques mots....5
II. Les principales caractéristiques de l'économie planifiée en Albanie (1945-1990)....6
III. De la crise profonde à l'effondrement du système planifié....7
1. Les années 1980 : les premiers signaux de la crise....7
2. 1990-1992 - l'effondrement du système planifié....8
IV. La transition vers l'économie de marché : un engagement dans des réformes radicales....9
1. La voie de la transition: "Rupture" avec le système centralisé et"libéralisme" économique 9
2. Le programme de la transition plan-marché....10
a. Stabilisation macro-économique....10
b. Liberalisation des prix, privatisation et restructuration des entreprises....10
c. Réforme institutionnelle et redéfinitions du rôle de l'Etat....10
V. Redressement et instabilité du nouveau système économique....11
1. La reprise de la croissance....11
2. Le processus de la privatisation et sa progression....13
3. Force de travail, exode rural et marché de l'emploi....13
4. Les années 1996-1997 : faillites des sociétés pyramidales et crise de confiance....14
VI. Crises, réformes et instabilité : une transition marqué par la force des conjonctures....15

Chapitre II - L'agriculture albanaise : du processus de la collectivisation à la décollectivisation....17

I. L'agriculture dans l'économie nationale....17
II. Les héritages collectivistes....18
1. Les caractéristiques de l'agriculture collective....19
III. L'épisode collectiviste de l'agriculture....19
1. La réforme foncière de 1946....19
2. Le processus de la collectivisation de l'agriculture et l'abolition de la propriété privé de la terre (1946-1976)....20
a.-Première phase 1946-1954....20
b.- Deuxième phase, 1955-1967....20
3. Les formes collectives d'organisation de la production agricole....21
a. Le secteur coopératif ou les "coopératives agricoles"....22
b. Le secteur étatique où les "fermes d'Etat"....22
c. Les Stations de Machines et Tracteurs (SMT)....22
d. Le secteur "privé" où le "lopin de terre"....23
IV. L'agriculture et la transition....23
1. Le premier acte politique de la transition, - la réforme foncière....24
A. La loi de la réforme foncière (1991)....24

a. Privatisation des coopératives 24
b.- La privatisation des fermes d'Etat 24
B.- La privatisation des domaines collectives a créé plus de 450 000 mini-exploitations paysannes 25
2. Les caractéristiques de l'agriculture albanaise d'aujourd'hui 26
3. La politique agricole post-collectiviste et ses objectifs 27
4. Les mesures prises pourarriver aux objectifs de la politique agricole 27
a. Libéralisation des prix et du commerce extérieur 27
b. Favoriser la création de marchés d'inputs agricoles 27
c. La restructuration des institutions financières 28
d. La politique du crédit agricole 28
e. La loi de l'achat et de la vente de la terre 28
V. Difficultés d'installation d'une agriculture marchande, comme élément privilégié de la conduite de notre travail 29
1. Questions de cette recherche 29
2. Hypothèses de départ 30
3. L'objectif du travail 31

Chapitre III - Le district de Lezha - terrain de notre étude 33
I. Les conditions naturelles 33
1. Positionnement géographique 33
2. Le relief 33
3. Le climat 34
4. La végétation 34
II. Population et organisation administrative du district 35
III. Lezha : un district aussi riche que pauvre 36
IV. L'agriculture et ses problèmes dans le district 36
1. Le changement "structurel" 37
2. Le changement "fonctionnel" des exploitations 39
V. L'intérêt du district de Lezha pour cette étude 41

Chapitre VI - Approches théoriques choisis et méthodologie utiliseé 41
I. Le choix d'une approche théorique approprie à la réalité albanaise : l'analyse de l'économie paysanne 42
1. Les différents types de fonctionnement des exploitations agricoles 43
A. L'exploitation paysanne pour l'autosubsistance 44
B. Les exploitations familiales artisanales 44
C. Les entreprises agricoles, type capitaliste 45
2. La définition du paysan donnée par Marx 45
II. Le comportement des agriculteurs sur leur exploitation dans les conditions d'une situation socio-économique instable 46
1. Transition et rationalité des acteurs 46
2. Les principales caractéristiques de comportement des exploitations paysannes d'après Tchayanov 46
III. Le processus de la décollectivisation et la mise en place des nouvelles formes d'organisation de la production agricole 46
1. Le concept de la "transition" et son utilisation dans notre analyse 47
IV. La méthodologie de la recherche 48

1. Le zonage 48
2. Le choix des communes et l'échantillonnage des exploitations 48
3. Le choix des exploitations à enquêter et la collecte de l'information 49
A. Entretiens avec les personnes ressources 50
B. Entretiens avec les paysans - propriétaires fonciers 50
4. La construction d'une typologie des exploitations agricoles 50
Conclusion de la première partie 51

***Deuxième partie* - Structures et fonctionnement des exploitations agricoles du district de Lezha 53**

Chapitre V- Analyse du fonctionnement économique des exploitations . 55
I. Facteur de différenciation et logique de fonctionnement des exploitations 56
1. La composition et le système de valeur de la famille paysanne 56
A. Composition de la famille paysanne du district de Lezha 56
B. L'identité professionnelle et dynamique des exploitations 57
C. Stratégies familiales et différenciation des exploitations 57
a. Les exploitations de subsistance 58
b. Les exploitations marchandes 58
c. Les absentéistes 59
2. Le système de production 59
A. Le système de production des exploitations de subsistance 59
a. Le système de culture et les besoins monétaires de la famille 60
b. L'arbre et la production fruitière 61
c. L'élevage et sa place dans le système de production 61
d. La relations élevage-système de cultures fourragères 62
e. Les produits d'élevage et leur destination 63
f. Techniques de production, utilisation des inputs et comportement d'agriculteur envers le progrès technique 63
B. Les systèmes de productions des exploitations marchandes 64
a. Types d'exploitations marchandes selon le système de cultures 65
C. Techniques d'élevage et système fourrager 68
D. Techniques de production des exploitations marchandes 68
3. Niveau d'utilisation de la terre et cultures pratiques par les absentéistes 69
II. Le revenu du ménage paysan du district de Lezha 69
1. Notion économique du revenu paysan 69
2. Le calcul du revenu dans notre travail 69
3. Nature du revenu de la famille, une autre dimension typologique des exploitations enquêtées 71
a. Exploitations qui ont uniquement des revenus agricoles 71
b. Exploitations qui ont des revenus agricoles et non agricoles 71
C. les familles qui ont uniquement des revenus non agricoles 72
4. L'utilisation des revenus 73

III. Les exploitations et leur degré d'intégration aux marchés 75

Chapitre VI - Les facteurs de la production et leur utilisation 77
I. Le travail 77

1. Composition de la famille et main-d'oeuvre disponible 77
2. Les différentes catégories d'actifs agricoles 78
3. La pluri-activité du ménage agricole 79
4. Classification des exploitations à partir du temps consacré à l'activité agricole 80
5. Le travail à l'extérieur de l'exploitation; une contrainte ou un avantage de l'agriculture du district? 81
II. Le capital des exploitations 82
1. Le capital des exploitations agricoles 82
2. Le capital circulant 85
3. Niveau de capitalisation et intensité d'utilisation des capitaux dans les exploitations agricoles 86
III Le niveau et les sources d'investissement dans les exploitations agricoles du district 87
a. La place de l'agriculture dans la stratégie économique du paysan 87
b. Le niveau et la composition du revenu disponible 89
IV. La terre 89
1. Structures foncières et mode de faire valoir 90
Conclusion de la deuxieme partie 93

***Troisième partie* - L'émergence de la production pour le marché : prédominance du modèle paysan et lente transformation de l'agriculture post-collectiviste 95**

Chapitre VII - La diversité des nouvelles formes sociales de production et identification des "contours" du nouveau modèle agricole 95
I. Comportement et stratégies des agriculteurs sur leur exploitation 95
a. Le foncier 96
b. Le travail 96
c. L'intégration aux marchés 97
d. Le système de production 97
e. La dépendance financière 97
f. Les stratégies futures de la famille paysanne envers la reproduction de l'exploitation 97
II. Esquisse de typologie des ménages paysans en fonction de l'efficacité technico-économique de l'exploitation et de leurs stratégies futures 98
1. Les caractéristiques de chacun des groupes d'agriculteurs identifiés 98
2. Dans la catégorie des exploitations marchandes, on distingue 2 groupes d'agriculteurs 99
3. Les absentéistes 99
III. Les caratéristiques de chacun des groupes d'agriculteurs identifiés 100
1. Les attentistes 100
2. Les agriculteurs qui ont une stratégie de développement de l'exploitation 100
3. Les paysans qui pensent quitter la terre 101
4. Les agriculteurs qui ont une exploitation marchande qpécialisée 101
5. Les agriculteurs qui ont des exploitations marchandes polyculture-élevage à temps partiel 101
6. Les vendeurs de terre 102
7. Ceux qui ont abandonné la terre 102
IV. Cinq ans de l'agriculture privée : quels sont les modèles d'exploitations succédant au modèle collectiviste ? 102

1. Quatre modèles théoriques s'imposent 103
2. Entre le "lopin" élargie de l'époque collectiviste et l'exploitation familiale marchande : les formes de production agricole en 1997 104
A. Prédonminance du modèle de l'exploitation paysanne 104
B. Le modèle de l'exploitationfamiliale 106
C. Le modèle de l'entreprise agricole 106
D. Le modèle collectiviste 106
3. Les modèles absolus n'existent pas 107

Chapitre VIII - Contraintes socio-économiques, lente transformation et politique agricole post-collectiviste 109
I. Les principales contraintes de la mise en place d'un nouveau modèle agricole 109
1. Les contraintes économiques 109
a.- Au niveau micro-économique 109
b.- Au niveau macro-économique 109
c.- Au niveau méso-économique 110
2. Les contraintes structurelles 110
a.- La rigidité des structures foncières 110
b.- Les structures des marchés 110
c.- Les structures institutionnelles et le système du crédit 110
3. Les contraintes socio-politiques 111
II. Quelle politique agricole pour l'agriculture post-collectiviste en Albanie 112
1. Les composantes de la nouvelle politique agricole 112
A. La politique foncière 113
B. La politique d'aménagement des infrastructures agricoles 113
C. La politique de crédit 113
D. La politique des marchés et des prix 114
E. La politique de la recherche agronomique 114
2. Entre exode rural et mini-exploitation paysannes : la nécessité d'une politique de developpement durable des zones rurales 114

Conclusion de la troisième partie 115

Conclusion générale 117

Annexes 121

Bibliographie 155

Annexes 133

CIHEAM
Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier
Collection "Master of Science"

Numéros parus :

1/ **Fernandez Canadas (Priscilla),** 1987.- Les importations de céréales pour l'alimentation animale en Espagne : l'impact de l'entrée dans la CEE.- 135 p.
2/ **Koutsou (Stavriani)**, 1988.- Impact de l'émigration sur les systèmes agraires et le marché foncier (Etude comparative de deux villages de la Thrace du Nord-Est de la Grèce).- 102 p. + ann.
3/ **Bokias (Efthimios)**, 1988.- Le marché des oléagineux en Grèce : enjeux et perspectives.- 89 p. + ann.
4/ **Brum (Argemiro Luis)**, 1988.- L'évolution et les tendances du marché du soja. Le rôle de la CEE.- 189 p. + ann.
5/ **Deybe (Daniel)**, 1989.- Politiques agricoles et érosion des sols en Argentine : une méthodologie pour leur analyse.- 95 p.
6/ **Vicien (Carmen)**, 1989.- Les modèles de simulation comme outil pour la construction de fonctions de production : une application à la mesure de l'efficacité de la production agricole.- 133 p.
7/ **Brunschwig (Gilles)**, 1990.- Systèmes d'élevage extensif d'altitude dans les Andes Centrales du Pérou.- 368 p. (200 FF)
8/ **Bravo (Gonzalo)**, 1990.- Méthodes d'appréhension de la diversité d'exploitations agricoles (propositions pour un renouvellement de la démarche suivie à l'INTA, Argentine).- 96 p.
9/ **Dorado (Guillermo)**, 1990.- Fonctionnement technico-économique et gestion de l'exploitation agricole dans une perspective de développement (propositions théoriques et méthodologiques pour la région pampéenne de l'Argentine).- 82 p. + ann.
10/ **Segre (Andrea)**, 1990.- Dynamique de la consommation et du système agro-alimentaire italien.- 207 p.
11/ **Malorgio (Giulio)**, 1990.- Etude comparée des résultats technico-économiques de la production spécialisée de viande bovine dans deux zones difficiles française et italienne.- 112 p.
12/ **Ait-Alhayane (Khadija)**, 1990.- Les représentations du désert et de la désertification en Afrique du Nord.- 87 p.
13/ **Soulé (Bio Goura),** 1992.- Echanges frontaliers de produits agro-pastoraux et dynamisme du monde rural en pays Gourma (Burkina-Faso - Ghana - Togo).- 113 p.
14/ **Perucca (Clorinda),** 1992.- Diagnostic paysager des systèmes de production paysans de la province de Misiones-Argentine.- 133 p.
15/ **Farolfi (Stefano)**, 1992.- Dynamique de la disponibilité et de la consommation alimentaire dans les pays de l'Europe de l'Est : le cas de la Pologne.- 170 p.
16/ **Ladjili (Khaled)**, 1992.- Hydraulique paysanne - hydraulique étatique : économie de l'agriculture irriguée au Cap-Bon (Tunisie).- 252 p.
17/ **Blaskovic (Hana),** 1992.- Une analyse du système de production agricole socialisé dans la région continentale de la Croatie et les possibilités de réorganisation : tentative d'utilisation des modèles.- 130 p
18/ **Luzietoso (Nguala)**, 1992.- Les enjeux du développement agricole au Zaïre : modernisation et transformation des sociétés lignagères dans la vallée de l'Inkisi.- 89 p.
19/ **Hacherouf (Adelmadjid)**, 1993.- Evolution historique et comparative de la consommation alimentaire dans les pays du Maghreb Central. Algérie - Maroc - Tunisie.- 135 p.
20/ **Temri (Leïla)**, 1993.- Analyse concurrentielle d'un secteur aquacole.- 92 p.
21/ **Maronicolaki (Maria)**, 1993.- Facteurs déterminants des performances des industries agro-alimentaires grecques en matière d'exportation.- 131 p.
22/ **Arfa (Lamia)**, 1994.- Les exportations agro-alimentaires tunisiennes vers le marché de la CEE: évolution, compétitivité et perspectives.- 112 p.
23/ **Martinez Santamarta (Alvaro)**, 1994.- Les innovations dans la filière huile d'olive en Espagne.- 100 p.
24/ **Afouda (Alix),** 1994 - Politiques nationales et échanges frontaliers de produits agro-alimentaires entre le Nord Nigéria et le Nord Cameroun : exemple de l'espace Garoua-Gamboru - 108 p.
25/ **Trimouille (Anne)**, 1994 - Les couples produit/territoire et le management de la qualité : application aux entreprises du secteur fruits et légumes frais - 99 p.
26/**Amine Khodja (Abdelhafid)**, 1995 - Déterminants de la dépendance en orge de l'élevage ovin steppique : le cas de la région de M'sila en Algérie - 110 p.

27/ **Sampaio (Maria Lucia da Cunha),** 1995 - Le développement des filières traditionnelles et régionales de production agricole en zones méditerranéennes défavorisées : le cas de la filière des fromages régionaux de la Beira Baixa (Portugal) - 101 p.
28/ **Preda (Stefano)**, 1995 - Budgets agricoles et politiques socio-structurelles : évolution des dépenses en agriculture dans la région Emilie-Romagne et analyse comparée avec la Catalogne (1980-1992) - 219 p.
29/ **Tlili (Mohamed)**, 1995 - Essai de simulation d'impact des nouvelles mesures économiques (PASA 2) sur le secteur céréalier en Tunisie. Etude de cas : Behaya - 108 p.
30/ **Bode (Ridvan)**, 1995 - L'économie paysanne albanaise et la transition vers l'économie de marché (Réflexions sur la région de Dévolle) - 95 p.
31/ **Antonelli (Annarita)**, 1995 - Environnement et commerce international : enjeux de l'approche économique des procédés et méthodes de production - 79 p.
32/ **Blanco Fonseca (Maria)**, 1996 - Analyse des impacts socio-économiques et des effets sur l'environnement des politiques agricoles : modélisation de l'utilisation agricole des ressources en eau dans la région espagnole de Castille-León - 132 p.
33/ **Chemingui (Mohamed Abdelbasset)**, 1996 - Contribution à l'étude de l'avantage comparatif et de la position concurrentielle des agrumes tunisiens sur le marché communautaire : cas de l'orange maltaise - 160 p.
34/ **Bengaraa (Abdelaziz),** 1996 - Organisation et dynamique industrielles des filières de production animale au Maroc - 86 p.
35/ **Frenn (Georges)**, 1996 - Le secteur des boissons au Liban : dynamique des marchés et analyse concurrentielle de l'industrie - 80 p.
36/ **Bossuet (Luc)**, 1996 - Transformation des territoires ruraux, d'une gestion corporatiste aux multi-usages : le cas de l'Aveyron - 96 p.
37/ **Rodriguez Gomez (Fernando)**, 1997 - Développement durable? Le problème de la dissociation entre plans de conservation et plans de développement. Le cas de la petite région de la Garrotxa (Catalogne) - 121 p.
38/ **Mimouni (Monder)**, 1997 - Utilisation de l'approche multicritère pour une analyse intégrée des problèmes économiques et environnementaux. Cas de l'UCPA Borj Hamdouna en Tunisie - 85 p.
39/ **Louhichi (Kamel)**, 1997 - Utilisation d'un modèle bio-économique pour analyser l'impact des politiques agri-environnementales : cas des techniques de conservation des eaux et du sol en Tunisie. Application à la ferme Sawaf - 130 p.
40/ **Sousa Fragoso (Rui Manuel de)**, 1997 - Evaluation des impacts socio-économiques du développement de l'irrigation : le cas de l'agriculture dans la région de l'Alentejo - 85 p.
41/ **Harbi (Rabah)**, 1997 - L'aviculture algérienne, dynamique de transformation et comportements des acteurs - 125 p.
42/ **Frem (Michel)**, 1997 - Analyse de la filière "fruits et légumes" et des formes de coordination entre producteurs et transformateurs industriels au Liban - 142 p.
43/ **Haddad (Elie)**, 1997 - Mutations structurelles et développement de la filière lait au Liban - 116 p.
44/ **Jesus Oliveira Coelho (Afredo Manuel)**, 1998 - Dynamique des marchés alimentaires et stratégies des firmes dans le secteur des boissons - 212 p.
45/ **Gok (Aysegul)**, 1998 - Le partenariat euro-méditerranéen : l'analyse de l'impact de l'union douanière sur l'industrie agro-alimentaire - 115 p
46/ **Biba (Gjin)**, 1998 - Transition de la collectivisation à la mini-exploitation paysanne en Albanie : analyse de la structure, du fonctionnement et des comportements des agriculteurs dans le district de Lezha - 174 p.

Numéros à commander au :

CIHEAM-IAMM
Bureau des Publications -
3191, route de Mende
34093 Montpellier Cedex 5 (France)

Tél. : 04 67 04 60 00 - Fax : 04 67 54 25 27

prix : 75FF (le numéro), sauf mention contraire

Transition de la collectivisation à la mini-exploitation paysanne en Albanie : analyse de la structure, du fonctionnement et des comportements des agriculteurs dans le district de Lezha

Gjin Biba

Résumé : La chute du régime politique communiste en Albanie, en 1991, a marqué aussi la rupture avec l'économie planifiée et l'engagement des réformes radicales de transition vers l'économie de marché. L'agriculture, premier secteur économique du pays, a été privatisée complètement entre 1992-1993, par l'application de la réforme foncière de 1991. Mais si l'appropriation de la terre et des moyens de production par des acteurs privés mettait fin au modèle collectiviste, cela ne signifie pas que le processus de la transition est achevée et encore moins que la mise en place d'un nouveau modèle agricole intégré au marché est terminée. Basée sur les données statistiques et sur une enquête réalisée dans la région de Lezha, on constate qu'aujourd'hui, cinq ans après le démantèlement des domaines collectifs, l'attentisme et le repli sur la micro-exploitation paysanne de subsistance se révèlent dominants chez les paysans albanais. Seul un petit nombre d'exploitants, dans la zone de plaine ou à la périphérie des villes, se sont lancés ou envisagent de créer une exploitation familiale marchande. L'importance des problèmes auxquels sont confrontés les paysans albanais, dans cette période de transition, conduit à s'interroger sur la politique agricole qui doit être suivie pour permettre la modernisation de l'agriculture et le développement des zones rurales en Albanie.

Mots-clefs : Transition économique ; Réforme foncière ; Economie paysanne ; Exploitation agricole ; Modèle agricole ; Comportement d'agriculteurs ; Stratégies du ménage paysan ; Revenu paysan ; Revenu agricole ; Politique agricole ; Albanie.

Abstract : *The decline of the communist system in Albania in 1991 has also led to the interruption with the centralized economy and the engagement of the radical reforms of transition directed to the market economy. The agricultural sector, which is the most important economic sector of the country, has been totally privatized between 1992 and 1993 with the application of the 1991's reform. However, even if the appropriation of land and factors of production by the private actors has put an end to the collectivist model, it doesn't mean that the transitional period is achieved, nor the integration of a new agricultural model to market finalized. Based on statistical data and a research study made on the Lezha region, we can state a fact that today, after five years of the breaking up of collective farms, Albanian farmers are waiting for a solution and are turning to micro subsistence farm. Only a few farmers on the plain or on the periphery of cities have created or are intending to create a family commercial enterprise. The importance of the problems that Albanian farmers are faced with in this transitional period makes us question about the agricultural policies that should be applied for the modernization of agriculture and the development of the rural areas in Albania.*

Key words: *Economic transition; Land reform; Peasant economy; Farm; Agricultural model; Farmers' behaviours; Strategy of the peasant family; Peasant income; Agricultural income; Agricultural policy; Albania.*

ISBN : 2-85352-180-X
Prix : 75F

Série Thèses et Masters

Ce Master est le 46e numéro de la collection "Master of Science" de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (voir liste en fin de volume).

Cette collection réunit les thèses Master of Science du CIHEAM-IAMM ayant obtenu la mention "Publication", ainsi que les travaux doctoraux réalisés dans le cadre des activités scientifiques et pédagogiques de l'Institut et de ses enseignants-chercheurs.

La thèse Master of Science du Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes :

Transition de la collectivisation à la mini-exploitation paysanne en Albanie : analyse de la structure, du fonctionnement et des comportements des agriculteurs dans le district de Lezha

a été soutenue par **Gjin BIBA** en janvier 1998 devant le jury suivant :

M. G. GHERSI	Professeur, Directeur de l'IAM Montpellier	Président
M. A. CIVICI	Professeur, Université Agricole de Tirana	Membre
M. J. PLUVINAGE	Directeur de Recherche INRA/Montpellier	Membre
M. F. LERIN	Enseignant - Chercheur CIHEAM/IAM Montpellier	Membre
Mme F. JACQUET	Enseignant - Chercheur CIHEAM/IAM Montpellier	Membre

Le travail de recherche a été encadré par M. François LERIN et M. Jean PLUVINAGE

Le texte a été mis en forme pour cette publication par Mme M.C. TIGOULET pour le Bureau des Publications de l'Institut de Montpellier.

CIHEAM
Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier

Directeur : Gérard GHERSI
3191, route de Mende - B.P. 5056
34033 Montpellier Cédex 1 - France
Tél : 04 67 04 60 00
Fax : 04 67.54.25.27

Le Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes

Créé en 1962 sous l'égide du Conseil de l'Europe et de l'OCDE, le CIHEAM est une organisation inter-gouvernementale rassemblant quatorze pays méditerranéens : Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie, Turquie et ex-Yougoslavie. La FAO et la Commission Européenne participent également comme observateurs au conseil d'administration du Centre.

Quatre instituts (Bari, Chania, Montpellier et Zaragoza) dispensent des enseignements post-universitaires de niveau Master of Science. Le CIHEAM anime des réseaux de recherche en Méditerranée, favorise l'organisation d'enseignements spécialisés dans les pays membres, tient des séminaires et colloques rassemblant des techniciens et scientifiques spécialistes des questions agricoles de la région, publie des ouvrages sous le titre « *Options méditerranéennes* ».

Au travers de ses activités, le Centre favorise le dialogue Nord/Sud et la coopération internationale dans la zone, pour le développement de l'agriculture dans la région méditerranéenne.

The International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies

Established in 1962 under the auspices of the Council of Europe and the OECD, CIHEAM is an intergovernmental organization of fourteen countries: Albania, Algeria, Egypt, France, Greece, Italy, Lebanon, Malta, Morocco, Portugal, Spain, Tunisia, Türkiye and ex-Yougoslavia. The FAO and the European Commission participate on CIHEAM's Board of Directors as observers.

Four institutes (Bari, Chania, Montpellier and Zaragoza) provide post-graduate education at the Master of Science level. CIHEAM animates Mediterranean research networks, promotes the organization of specialized education cycles in member countries, holds seminars and workshops bringing together technicians and scientists specialized in Mediterranean agriculture, and publishes works in the series "Options Méditerranéennes".

Through these activities, CIHEAM promotes North/South dialogue and international cooperation for agricultural development in the Mediterranean region.